

**L'IRAN RENVOIE EN U.R.S.S.
UN PILOTE QUI AVAIT
DEMANDÉ L'ASILE POLITIQUE**

LIRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
12 fr. ; Canada, 5 00¢ ; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 16 pes. ; Grèce, 20 dr. ; Italie, 100 L. ;
Japon, 100 ¥ ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.
Tarif des abonnements page 34

5, RUE DES ITALIENS
75221 PARIS - CEDEX 12
C.C.P. 6297-23 Paris
Tél. Paris 63 65 12
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Vers la fin de l'« anomalie » espagnole ?

Il s'agissait, a-t-il été dit, de la République espagnole, de la fin de l'« anomalie ». Une « anomalie », l'Espagne était en effet à un double titre : dans ses rapports avec la France et dans ses rapports avec le reste de l'Europe.

Quels que soient les raisons d'être, la puissance des intérêts, le voisinage, les liens historiques, les parentés culturelles et les très actifs contacts et échanges humains, rien ne pouvait, rien n'a pu pendant quarante ans, effacer le « péché originel » dont était marquée l'Espagne franquiste. Quelle que soit la volonté des gouvernements — et le général de Gaulle s'était prononcé dès son retour au pouvoir pour l'entrée de l'Espagne dans l'alliance atlantique, on ne refait pas l'histoire : l'Espagne franquiste a été indubitablement associée à un des plus épais épisodes de l'histoire de France ; elle est née dans le camp ennemi et lui a survécu.

Pour habile et même judicieux qu'il ait été en diplomatie pendant la seconde guerre mondiale, il fallait — et peut-être faut-il encore ? — que l'Espagne d'aujourd'hui se démarque de celle d'hier pour que ses rapports avec la France et les Français, non seulement ses rapports officiels et politiques, mais populaires et affectifs, changent de caractère. Avec le reste de l'Europe et plus particulièrement la Communauté, l'« anomalie » espagnole a le même fondement, à ceci près que pour les autres États du Marché commun, faute de voisinage, elle est moins péniblement ressentie. Etant données la complexité et les faiblesses du mécanisme communautaire, la « normalisation » sera aussi plus lente et plus ardue. Il faut que tous les États, c'est-à-dire en pratique tous les partis politiques au pouvoir dans l'Europe des Neuf, disent « oui » pour que l'Espagne soit admise dans le concert européen.

La visite du chef de l'État espagnol a été avant tout l'expression de la volonté de Madrid d'entrer, comme l'a dit Juan Carlos, dans une « Europe nouvelle » sur un pied d'égalité. La France a répondu, de son côté, que ce geste était compris, cette volonté appréciée, et que les Français feraient de leur mieux pour faciliter les procédures.

Les embûches ne manquent pas. L'Espagne est devenue la dixième puissance économique du monde, mais elle pour autant en mesure d'affronter les industries de la Communauté ? Amortir ce choc sera l'objet des futures négociations. Mais pour aucun autre État de la Communauté — les « problèmes techniques » ne manquent pas non plus. Les agriculteurs français, déjà aux prises avec les vitiiculteurs italiens, n'accepteront pas de gaucheté de voir l'arrivée sur le marché européen des produits agricoles espagnols.

Le gouvernement a cependant choisi l'intérêt politique, c'est-à-dire l'intérêt général, doit dicter les solutions, et cet intérêt veut que l'Espagne, pièce manquante de l'Europe particulièrement nécessaire à l'équilibre nord-sud de la Communauté, équilibre auquel la France est très attachée, y trouve sa place.

La seule condition préalable est elle aussi politique : c'est que le processus de libéralisation et même de libération amorcée, et en tout cas visiblement voulu par le roi, soit conduit jusqu'au bout et que l'Espagne de demain soit une démocratie européenne comme les autres. C'est sans doute ce qu'a voulu exprimer pour son compte le parti socialiste, dont les représentants à l'Assemblée de Ville de Paris ont recueilli jeudi un message de solidarité avec le peuple espagnol. Si critiques qu'en soient les termes, ils ont ainsi reconnu la légitimité de l'action du souverain et l'ont implicitement encouragé dans ses intentions.

(Lire nos informations page 2.)

Le scrutin pour la Maison Blanche s'annonce très serré

A quatre jours de l'élection présidentielle aux États-Unis, les deux candidats font un ultime effort pour rallier les indécis. Jeudi 28 octobre, M. Ford est allé en Pennsylvanie, dans l'Ohio et dans l'Indiana. Il a affirmé que si les Américains adoptaient le programme de M. Carter, le dollar pourrait connaître le même sort que la livre. Il a promis de créer, s'il était réélu, dix millions d'emplois en quatre ans en stimulant les investissements du secteur privé grâce à une réduction de 10 milliards des impôts.

M. Carter, lui, a fait, le même jour, campagne en Pennsylvanie, dans l'Ohio et à New-York. Il a promis, lui aussi, une réduction des impôts, et a insisté qu'il s'intéressait particulièrement aux personnes âgées.

Tous les sondages laissent prévoir un scrutin extrêmement serré. Les responsables des principaux instituts, MM. Harris et Gallup, ont déclaré au National Press Club de Washington que l'un et l'autre des candidats pouvaient espérer la victoire.

Au début de la campagne, M. Carter distançait très largement M. Ford. Selon le dernier sondage Gallup son avance n'est plus que de six points et de trois à quatre points seulement selon le sondage Harris.

M. Richard Cheney, secrétaire général de la Maison Blanche, a affirmé que le président sortant était assuré de sa victoire. M. Carter reste confiant, mais les démocrates craignent qu'un échec dans l'État-clé de Californie ne compromette ses chances.

Les États-Unis en quête d'un président

I. — La campagne invisible

Boston. — « Tenez, nous dit l'aimable personne qui nous accompagne à la porte des bureaux où le sénateur Kennedy a installé son quartier général électoral, ne voulez-vous pas emporter cette affiche de coller sur le pare-choc de votre voiture et un macaron à l'effigie de notre candidat ? » De nous-mêmes, nous n'aurions pas songé à solliciter cette faveur. Les deux boîtes où sont rangés ces insignes sont pleines. Il y a quatre ans, n'importe quel candidat à la présidence, élu ou non, était élu par le peuple. Ce geste est tombé en désuétude.

A cinq numéros de là, dans les locaux occupés par l'antenne du candidat démocrate à la présidence, on est en peine de nous combler de ces emblèmes.

De notre envoyé spécial
ALAIN CLÉMENT

Rhénus. La poste venait juste d'apporter un paquet de tracts que deux volontaires s'apprêtaient à distribuer sur ce charmant « terrain communal » (communs), vestige verdoyant de la configuration urbaine de la Nouvelle Angleterre. En guise de littérature électorale, un chœur de discomusiciens imprimés avec élégance sur le minimum de surface. Rien d'autre. Ni badges, ni colliers, ni « dossiers de presse », jadis répandus à pleines mains par les électeurs d'un candidat. « Que voulez-vous, s'empare le responsable du camp Carter pour le Massachusetts, le siège de la campagne est à Atlanta (capitale de Géorgie). « Ils » nous ravi-

taillent au compte-goutte, quand ils ne nous demandent pas de payer pour leur propagande. Les temps ont changé. Nous devons faire très attention. La nouvelle loi sur le financement par les deniers publics de la course à la présidence nous donne froid dans le dos. Elle comporte une centaine de pages, plus cent soixante-dix pages de réglementation explicatives, dont nous ne savons même pas celles que le Congrès a ratifiées et celles qui n'ont encore valeur que de recommandation. Nous préférons ne pas nous mettre dans notre tort par inadvertance. Plutôt la parcourir que l'infraction. La loi vise à faire table rase des compromissions « jadis inévitables ou inévitables ». C'est-à-dire qu'on nous « franc-jeu ».

(Lire la suite page 6.)

L'éventualité d'un prêt massif à la Grande-Bretagne fait remonter la livre

MEILLEURE TENUE DU FRANC

Le franc paraissait ce vendredi matin en meilleure posture. Alors que la Banque de France restait en dehors du marché, le cours du dollar était légèrement redescendu à Paris pour s'établir aux alentours de 4,9940 F. Un des facteurs qui a certainement joué un rôle dans cette amélioration est la remontée de la livre sterling, qui était cotée à Londres 1,8050 dollar (après être tombée la veille jusqu'à environ 1,57 dollar), ce qui correspondait, à Paris, pour la devise britannique, à un cours de 8,1125 F. En conséquence de quoi le deutschemark était un peu moins recherché et le cours du dollar à Francfort se relevait un peu au-dessus de 2,40 DM.

Dans l'état d'extrême incertitude qui les caractérise, les marchés réagissent à toutes les rumeurs. La dernière en date a été lancée jeudi soir par la B.B.C., selon laquelle la Grande-Bretagne chercherait à emprunter environ 15 milliards de dollars auprès de l'Allemagne fédérale, des États-Unis, du Japon et peut-être des pays arabes. Cet emprunt s'ajouterait aux 3,9 milliards déjà sollicités auprès du Fonds monétaire. A en croire toujours la B.B.C., c'est le chancelier Schmidt qui aurait lancé l'idée d'une telle opération de secours lorsqu'il s'est récemment entretenu avec M. James Callaghan. L'objet de cette opération, sur laquelle on n'a aucune précision, pourrait être de donner une garantie aux porteurs de balances sterling. Les sommes effectivement prêtées n'atteindraient donc pas, en tout état de cause, le montant avancé par les journalistes de la B.B.C.

Les assurances de M. Barre

par PIERRE DROUIN

M. Raymond Barre s'enhardit. A la télévision, jusqu'à présent, il pratiquait surtout le monologue ou choisissait la courte interview. Il s'est livré, cette fois pendant soixante-cinq minutes, aux questions de cinq journalistes de TF1 pour l'émission « L'événement ». La politique ne se fait sans doute pas plus dans un studio qu'à la corbeille, mais pour « vendre » son plan à l'opinion M. Barre sait qu'il n'y a pas trente-six façons d'agir : il faut démontrer à des millions de Français avec « persévérance », sans « agitation » — il tient beaucoup à ces mots-là

— que la voie choisie finira par faire remonter la pente au pays.

Et d'abord qu'il est l'homme de la situation, qu'il a l'autorité nécessaire pour se coller avec les difficultés du jour, qui ne sont pas seulement économiques. N'avoir pas d'étiquette politique (« je suis gaulliste, bien sûr »), mais seulement des convictions (« attachement à mon pays, au pluralisme, à la tolérance ») lui paraît, pour le moment, de nature à affermir son pouvoir, à éviter les pièges.

(Lire la suite page 11.)

IL Y A VINGT ANS
L'ÉQUIPÉE DE SUEZ
Lire pages 8 et 9 les articles de
ANDRÉ FONTAINE
JEAN PLANCHAIS
AMNON KAPÉLIOWE

un combat d'actualité



toutes les
règles de la
consommation
• celles qui existent
• celles qui ne sont
pas appliquées
• celles qu'il faut
conquérir

288 pages : 26 F.

denoël

L'indispensable secteur privé

par ROBERT FABRE (*)

Les responsables de la majorité s'évertuent en vain à « occuper le terrain » et à envahir le petit écran. Ce n'est pas autour du vague projet de loi de M. Giscard d'Estaing que s'instaure le débat national. Mais sur l'action que mènera le gouvernement de la gauche lorsqu'il sera au pouvoir. Tant grandit la certitude de la victoire de l'union de la gauche.

Comme s'ils en découvraient l'existence, les conservateurs prennent pour cible le programme commun. Et singulièrement les nationalisations d'entreprises qui y sont prévues, présentées par eux comme l'antichambre du collectivisme. Ces neuf nationalisations préliminaires à un véritable saut vers le secteur privé ne pourraient résister.

Les récentes déclarations de Georges Séguin sur l'intérêt que présenterait aux yeux de la C.G.T. la nationalisation de la sidérurgie et de la Société Citroën ont relancé la discussion sur ce thème.

Il convient de faire connaître, en cette affaire, le point de vue de l'un des trois partis signataires, en 1972, du programme commun, le Mouvement des radicaux de gauche.

Nous avons, en paraplant, donné notre accord aux projets de nationalisations dont la liste figure très clairement dans ce programme. Nous ne reviendrons pas sur cet engagement.

Au sommaire du supplément
EUROPA
publié dans
Le Monde
de lundi (daté 2 novembre)
• Une interview de M. Clevell, ministre suisse des finances.
• Les impressions de M. Arago Lévi, directeur de « la Stampa », avant les élections américaines.
Ce supplément est préparé en collaboration avec « la Stampa » et « Die Welt »

Nous pensons que la maîtrise du crédit et le contrôle d'un certain nombre d'entreprises à caractère de monopoles ou de service public sont propres à assurer : les moyens d'action indispensables à un gouvernement de gauche, dont les puissances d'argent chercheront par tous les moyens à réduire les chances de succès ; le maintien et le développement d'un large secteur privé retrouvant ainsi la réelle liberté d'entreprendre et de réussir.

Mais nous avons tenu à préciser, dans l'annexe au programme commun, coïncidée par nos partenaires et qui a valeur d'engagement pour eux autant que pour nous, que : « Ce programme permet d'assurer et de développer l'initiative et la responsabilité personnelles des citoyens dans tous les secteurs de l'activité économique. »

Il garantit également le rôle des travailleurs indépendants, des professions libérales, l'existence des petites et moyennes entreprises, etc.

Dans le Dett démocratique, où il dépeint « le socialisme aux couleurs de la France » qu'il propose (et qui va beaucoup plus loin que le programme commun), Georges Marchais précise le large champ d'action dévolu à l'entreprise privée, la place de la propriété privée. Il ajoute : « Il est de nombreux domaines où la concentration et la socialisation ne se justifient pas : le plan économique, l'initiative privée étant plus efficace... »

Il s'agit donc pour nous, radicaux de gauche, à la fois de délimiter le volume des nationalisations et d'en déterminer le contenu.

Le volume ? Il est précisé par le programme commun. Arrêté en 1972, il peut appeler, à la veille de 1979 — compte tenu des évolutions et de la situation économique — quelques retouches, qui ne doivent en aucun cas modifier fondamentalement les choix effectués, ni bouleverser l'équilibre entre secteur public et secteur privé.

Le contenu ? Les critères et les objectifs retenus impliquent une gestion de qualité rigoureuse : l'établissement, avec le risque de sclérose bureaucratique et la dilution des responsabilités, est exclu ; la nationalisation, sur la balance, illustrant la furieuse volonté de dialogue qui

nationalisation restera basée sur « le caractère concurrentiel de l'économie ».

A l'inverse, la notion de service public ou d'utilité nationale devra être respectée. Ce qui n'est pas aujourd'hui le cas des banques nationalisées, qui oublient souvent leur rôle de défenseur de l'intérêt national. L'exemple de Renault est plus probant.

« Un statut — prévoit l'annexe radicale au programme commun — définira les fonctions, les structures, les contrôles des nationalisations et leur évolution démocratique en tenant compte des expériences passées. »

La nationalisation doit rester l'exception et non devenir la règle. Nous avons demandé que soit levée toute équivoque sur les possibilités de nationalisation de n'importe quelle entreprise, à la demande des travailleurs, même où joue la garantie de la nécessité de la double acceptation du gouvernement et du Parlement.

Il faut que soient définitivement rassurées sur ce point l'immense majorité des entreprises, qui ne répondent à aucune des conditions requises pour que leur nationalisation puisse être envisagée.

(Lire la suite page 11.)

LIVRES SUR L'ESPAGNE

L'espoir ?

En Espagne, tout est possible et rien n'est probable. La formule célèbre mérite une fois de plus d'être méditée moins d'un an après la mort de Franco. La marche à la démocratie est sans doute hautement proclamée, et l'Espagne de Juan Carlos est déjà bien différente de celle de Caudillo. Mais les mots n'ont pas toujours le même sens en deça et au-delà des Pyrénées. L'après-franquisme est effervescence, bouillonnement, mais aussi ambiguïté et contradictions.

Comment choisir dans ce tumulte ? Les auteurs, nombreux, aident à la réflexion. Jamais depuis quarante ans l'Espagne n'a été aussi riche en ouvrages de référence permanente. Un ouvrage de référence permanente.

En France, le choix est naturellement plus limité, mais l'intérêt n'a pas faibli ces derniers mois. Puisque le passé éclairé le présent, il faut relire l'histoire. Celle des Espagnols, de Jacques Pignatelli, a le grand mérite de la clarté. La passion et le lyrisme ne sont heureusement pas absents de ce survol des peuples et des États de la péninsule depuis la préhistoire jusqu'aux temps modernes.

Un ouvrage de référence permanente. MARCEL NIEDERGANG.
(Lire la suite page 3.)

Comme le disait M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Barre, commentant la hausse de l'indice des prix de septembre, il est vrai qu'un remède économique n'opère pas immédiatement.

Malheureusement, les pots économiques ont un effet foudroyant. D'ores et déjà, la dose massive que les pompiers verseront dans les réservoirs des voitures à la Toussaint n'aura rien de bon pour la prise de température de novembre.

Outre les fièvres viennoises de la Bourse, il faut craindre les allergies des commerçants, des contribuables, des salariés, de tous ceux enfin qui, sans être les meilleurs économistes de France, font tous les jours de l'économie sans le savoir.

Et c'est une piètre consolation de penser, comme le disait le major Guy Mouge dans le Sapeur Camembert, que lorsque le malade s'agite c'est signe que le remède opère.

ROBERT ESCARPIT.

EUROPE

LA CRISE IRLANDAISE

PORTRAIT

Mme MAIRE DRUMM

Une chaleureuse extrémiste

Les journalistes qui la rencontraient pour la première fois à Belfast étaient toujours étonnés : cette belle femme d'une cinquantaine d'années au visage lénin, aux yeux éincelants avec un teint frais d'Irlandaise, pouvait-elle être une dangereuse extrémiste ?

Elle vous recevait autour d'une tasse de thé dans sa petite maison à un étage d'Andersonstown, juste en face d'un camp militaire britannique bardé de barbelés, de sentinelles et de projecteurs. Dans le salon à fleurs, toujours fraîchement ciré, trônaient d'innombrables souvenirs de Long Kesh, le camp d'internement où son mari Jimmy, son fils Seamus et sa fille Marie passaient alternativement quelques jours, quelques semaines ou quelques mois. Elle-même avait été arrêtée plusieurs fois. La dernière remontait au mois d'août quand, au cours d'un meeting, elle avait annoncé que Belfast serait détruite « pierre à pierre » si le régime politique n'était pas rétabli pour les membres de l'IRA, emprisonnés en Ulster. Elle avait été relâchée « faute de preuves ». Elle parlait d'abondance, avec cette facilité et cette chaleur si courantes en Irlande. On était surpris dans cette pièce confortable, qui respirait un bonheur petit-bourgeois, d'entendre formuler d'épouvantables menaces contre l'Angleterre, ses institutions et ses suppôts.

Les thèses politiques de Maire Drumm étaient d'une simplicité souvent confondante. Elle développait ininterrompue le Credo de l'IRA provisoire, dont elle jurait, d'ailleurs, ignorer totalement les activités : il fallait « chasser les troupes d'Ulster », organiser une « consultation libre », convaincre les « valets de Londres », qui séjournent à Dublin, de se rallier aux thèses des véritables patriotes. Ses réactions étaient parfois surprenantes : un jour que nous lui parlions du pasteur Paisley, ce protestant, célèbre, lui aussi, pour ses violences verbales, elle nous répondit : « Ce Paisley, au fond, vous savez, je n'ai rien contre lui : c'est un vrai Irlandais ! » — N. B.

M. Jimmy Carter dément avoir préconisé la réunification de l'Irlande

L'ancienne vice-présidente du Sinn Féin est assassinée

M. Jimmy Carter a adressé, jeudi soir 28 octobre, une mise au point au gouvernement de Dublin : il dément les propos que, selon la presse américaine, il aurait tenus à Pittsburgh devant une organisation d'Américains de souche irlandaise. Le candidat démocrate aurait déclaré que le gouvernement de Dublin avait tort de « ne rien faire » pour aider à régler le conflit d'Irlande du Nord, et il aurait ajouté qu'il fallait encourager la réunification de l'Irlande.

Cette prise de position, telle quelle avait été rapportée par la presse américaine, a été émise jeudi aux Communes. Plusieurs députés conservateurs ont vigoureusement protesté contre une « ingérence dans les affaires britanniques ». M. Roy Mason, secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, a déclaré que toute parole pouvant être interprétée comme une approbation des activités de l'IRA risquait d'avoir des implications très dangereuses.

A Belfast, Mme Maire Drumm, ancienne vice-présidente du Sinn Féin provisoire, la branche politique de l'IRA, a été assassinée dans la nuit du 28 au 29 octobre sur son lit d'hôpital, par des inconnus déguisés en infirmiers. Mme Drumm, l'une des figures les plus connues de l'activisme catholique d'Irlande du Nord, avait été opérée de la cataracte il y a trois semaines. Elle avait abandonné ses fonctions au début du mois d'octobre pour raisons de santé.

Dans une déclaration publiée dans la nuit, la branche de Belfast du Sinn Féin provisoire rejette la responsabilité de ce meurtre sur des éléments protestants et invite les activistes catholiques à intensifier leur campagne contre les forces britanniques en Ulster.

La nouvelle de l'assassinat de Mme Maire Drumm, nous indique notre correspondant à Dublin, a profondément ému l'opinion publique des deux côtés de la frontière. Mme Maire Drumm était parole extrémiste le plus connu et elle avait fait de nombreuses apparitions dans des émissions télévisées à Dublin et à Belfast depuis le début des troubles en Ulster.

La naïveté politique de certains de ses propos et son nationalisme agressif lui avaient attiré assez peu de sympathies. Mais on admettait que c'étaient les condi-

tions de vie en Irlande depuis cinquante ans qui avaient donné naissance à ce type de personnage politique. Les conditions de l'assassinat de Mme Drumm ont bouleversé une population pourtant habituée aux atrocités. On craint maintenant des représailles de l'IRA contre la population ou les hommes politiques protestants. Une organisation para-militaire loyaliste est probablement à l'origine de l'attentat. On estime, à Dublin, que les « provoc » vont « utiliser » au maximum ce nouveau « martyr » pour défendre la cause de la réunification de l'Irlande.

A Londres, le gouvernement a autorisé la manifestation que le Mouvement des femmes pour la paix en Irlande du Nord veut organiser le 27 novembre à Trafalgar Square. Ce sera la première fois depuis quatre ans qu'un défilé pour l'Ulster aura lieu sur la grande place du centre de la capitale.

Hongrie

Le remplacement de M. Pullai au secrétariat du parti entraînerait un remaniement gouvernemental

De notre correspondant

Vienne. — Le remplacement de M. Árpád Pullai au poste de secrétaire chargé de l'organisation et de la politique des cadres par M. Sándor Borbély (le Monde du 29 septembre) revêt une importance certaine.

Certes, « en reconnaissance de ses services », M. Pullai doit se voir confier une « autre tâche importante ». Or une recommandation concernant « des affectations à des fonctions d'Etat » a été adoptée par le comité central, ce qui amène à penser que, outre M. Pullai, plusieurs personnes pourraient être concernées par un petit remaniement du gouvernement.

Quelles que soient les nouvelles tâches confiées à M. Pullai, elles n'égaleront pas celles qu'il exerçait précédemment dans l'appareil du parti. Il s'agit d'une mise à l'écart.

Les raisons qui ont motivé l'élimination de M. Pullai du se-

crétariat ne sont pas connues, mais la signification politique de son éviction peut être précisée. L'ancien secrétaire à l'organisation était considéré comme l'un des « durs » au sein de la direction hongroise. Il n'avait pas caché dans le passé son hostilité aux ouvertures libérales en matière culturelle et aux réformes économiques trop osées.

Lors du dernier congrès du parti, en mars 1975, M. Pullai avait critiqué le relâchement des normes du parti et vivement attaqué les « managers », appellation sous laquelle on désigne en Hongrie les partisans d'une économie mondialisée soumise au contrôle bureaucratique. A certaines occasions, il n'avait pas hésité à se faire le porte-parole des sentiments hostiles à une trop forte représentation des juifs dans l'appareil.

MANUEL LUCBERT.

Union soviétique

Téhéran a livré le pilote qui s'était réfugié en Iran

De notre correspondant

Moscou. — La presse soviétique annonce, le vendredi 29 octobre, que Téhéran a livré à l'U.R.S.S. lundi dernier, le pilote soviétique (1), qui s'était réfugié en septembre dernier en Iran à bord de son appareil, un vieux Antonov-12. Chargé de l'acheminement du courrier à travers l'Union soviétique, il était seul à bord lorsqu'il posa son appareil en Iran, non loin de la frontière soviétique, et demanda à bénéficier du droit d'asile aux Etats-Unis.

La décision des autorités iraniennes est fondée sur un accord signé avec l'U.R.S.S. en 1973 ; ce texte est destiné à « prévenir les détournements d'avions civils entre les deux pays ». Le pilote, pourtant, ne s'était pas livré à un acte de piraterie aérienne, il n'avait mis en danger la vie de personne puisqu'il était seul à bord.

La restitution du pilote, qui serait officiel, donc passible des tribunaux militaires, illustre les bonnes relations entre les deux pays. Les Soviétiques ne manqueraient pas de mettre en parallèle la « correction » des autorités de Téhéran avec l'attitude des autorités japonaises dans l'affaire du Mij-35. La décision du gouvernement iranien a pratiquement

coïncidé avec la visite à Téhéran de M. Foutolchev. Le ministre soviétique du commerce extérieur était venu signer un accord commercial de cinq ans qui prévoit un nouveau développement des échanges entre les deux pays. Ces échanges ne sont pas négligeables : pour les six premiers mois de l'année 1976, ils se sont montés à 221 millions de roubles. L'U.R.S.S. livre essentiellement des équipements industriels, des machines-outils, des forges des presses, etc. L'Iran vend à l'Union soviétique du gaz naturel, du plomb, du zinc, du coton.

Bien que la presse soviétique dénonce parfois les achats massifs d'armements faits par le chach aux Etats-Unis, celui-ci

avait reçu le meilleur accueil à Moscou en novembre 1974. La presse, d'autre part, ne fait jamais la moindre allusion aux persécution systématiques dont sont victimes les opposants, y compris les communistes. Les accusations de torture ne sont jamais mentionnées bien que, selon Amnesty International, l'Iran vienne en deuxième position après le Chili pour la pratique de la torture. Ce silence contraste avec les protestations quasi quotidiennes élevées ici en faveur des victimes de la junte chilienne. Le Chili, il est vrai, n'a pas de frontière commune avec l'U.R.S.S.

JACQUES AMALRIC.

(1) Le pilote identifié à Téhéran sous le nom de Valentin Yekimov est appelé V. I. Zosimov dans la presse soviétique.

UN NOUVEL ÉLOGE DE M. BREJNEV

De notre correspondant

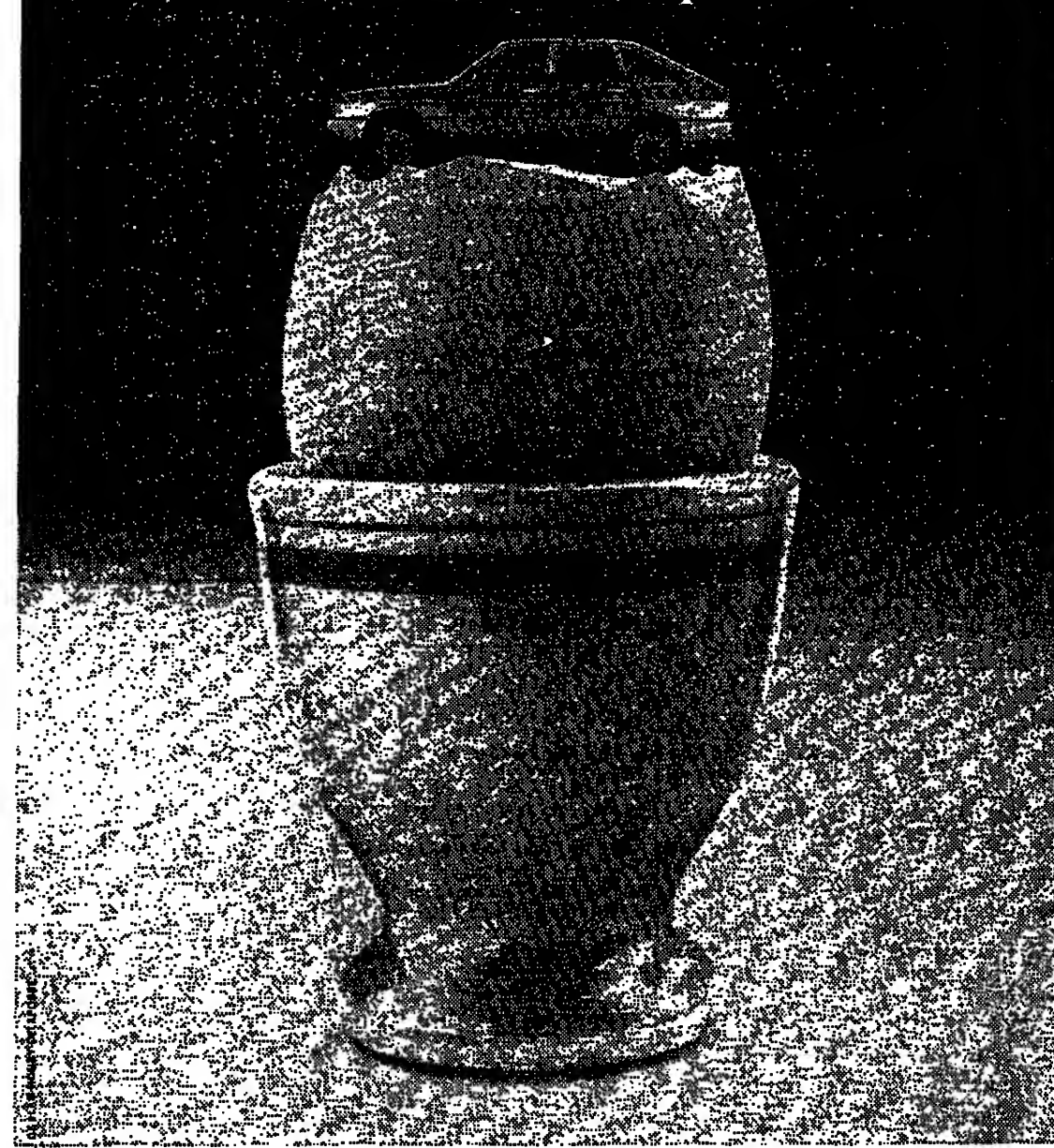
Moscou. — Un nouvel éloge de M. Brejnev a été prononcé, le mercredi 27 octobre, au Kremlin, lors de la remise à M. Kounaïev, premier secrétaire du Kazakhstan, de l'ordre de Lénine et d'une seconde médaille de héros du travail socialiste. La cérémonie à laquelle participaient tous les membres du bureau politique et tous les secrétaires du Comité central, y compris M. Rjabov, nommé la veille, a été retransmise à la télévision.

M. Kounaïev a été décoré pour les succès obtenus, cette année, dans le développement de l'agriculture au Kazakhstan. Ce programme, connu sous le nom de « mise en valeur des terres vierges » avait été lancé, en 1953, par Khrouchchev. Le nom de ce dernier, bien sûr, n'a pas été prononcé. M. Kounaïev n'a pas moins fait allusion à la conquête des terres vierges, déclarant notamment : « Je voudrais dire, cher Leonid Ilitch, que vingt-trois ans ont passé depuis l'époque épopée des terres vierges, alors que le parti avait commencé à mettre en valeur cette région ; depuis ce jour mémorable, je travaille, sous la direction de la personnalité remarquable du parti et de l'Etat que vous êtes, Leonid Ilitch Brejnev. C'est un grand honneur et une grande respon-

sabilité (...). Tout ce qui est fait au Kazakhstan est lié à votre nom, Leonid Ilitch.

M. Kounaïev est un très fidèle partisan de M. Brejnev depuis de nombreuses années. L'actuel secrétaire général l'avait ramené en 1954, alors qu'il avait été envoyé à Alma-Ata par Khrouchchev en tant que second secrétaire du Kazakhstan pour contrôler l'opération terres vierges. En 1955, M. Brejnev était nommé premier secrétaire du Kazakhstan et faisait désigner comme premier ministre de la République son nouvel ami, l'ingénieur Kounaïev, qui était depuis 1952 président de l'Assemblée des sciences de la République. Depuis, la carrière de M. Kounaïev a évolué parallèlement à celle de M. Brejnev : nommé premier secrétaire du Kazakhstan en 1960, M. Kounaïev fut ramené au rang de premier ministre en 1962, après une mauvaise récolte, et alors que l'étoile de M. Brejnev pâlisait quelque peu. Deux ans plus tard, en 1964, après la chute de Khrouchchev, il retrouva son titre de premier secrétaire. Il fut conservé depuis. M. Kounaïev qui est moitié Russe et moitié Kazakh, et qui est âgé de soixante-quatre ans, avait été élu membre suppléant du bureau politique en 1960, et membre titulaire en 1971. — J. A.

Chez Avis, au bout de trois minutes, votre voiture est à point.



Si votre voiture tardait à être livrée, râlez.

CARTE D'APPRECIATION	
1. Votre voiture vous a-t-elle été livrée rapidement ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
2. Le service a-t-il été amical et efficace ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
3. Votre voiture était-elle propre ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
4. Votre voiture était-elle en bon état mécanique ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
5. Avez-vous des suggestions à nous faire ?	
NOM :	
ADRESSE :	

La rapidité est une des qualités que l'on attend d'un loueur de voitures. Chez Avis, vous n'attendez pas la quatrième sonnerie du téléphone pour qu'une hôtesse décroche.

Disposer d'une voiture ne doit vous prendre guère plus de trois minutes (avec votre carte Avis ou un bon de voyage, c'est encore plus rapide). Concurrence oblige, chez Avis nous avons tout mis en œuvre pour répondre à vos exigences.

Aujourd'hui, Avis se crée un stimulant de plus : la carte d'appréciation. Si par extraordinaire, vous n'étiez pas satisfait de notre service, dites-le nous. Votre carte arrivera directement à la Direction Générale, qui réagira très vite.

Vous pouvez être sûr que votre prochain voyage se déroulera dans les meilleures conditions. La carte d'appréciation vous permet de nous aider à faire mieux encore. Donc à mieux profiter encore de nous.

Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques. En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture.

Avis auprès de notre Centre de réservation (Tél. 584.12.58) ou auprès de votre agence de voyage.

Avis.

Profitez de nous.

Spécial 1.500

LE SÉJOUR EN FRANCE DU ROI D'ESPAGNE

Juan Carlos I^{er} visite les missiles stratégiques du plateau d'Albion

Le roi d'Espagne Juan Carlos I^{er} et la reine Sophie terminent, ce vendredi, leur séjour en France. Après avoir inauguré la nouvelle maison d'Espagne, rue Quenlin-Bauchart, et reçu des représentants de la colonie espagnole, le roi a pris l'avion pour Orange avec M. Yvon Bougues, ministre de la défense, et M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche. Dans l'après-midi, il devait visiter le plateau d'Albion, site de dix-huit missiles stratégiques, et les installations de l'usine européenne de production d'uranium enrichi (avec participation espagnole) de Tricastin.

De retour à Paris, le roi devait avoir un nouvel entretien en tête à tête avec le président de la République, suivi d'un dîner privé auquel participeraient seuls la reine et Mme Giscard d'Estaing. Le roi repartira aussitôt après pour Madrid.

Jeu, dimanche, le roi s'était rendu à l'école de Villiers où l'avait accueilli M. Lafay, président du Conseil de Paris. Les conseillers communistes n'assistaient pas à la cérémonie.

« Un parapluie pour tous »

Accompagné de M. Giscard d'Estaing, le roi a fait dans l'après-midi une visite à l'école militaire. Les élèves officiers, massés dans l'amphithéâtre, semblaient attendre un exposé de stratégie. Le roi d'Espagne, en costume bleu sombre, l'allure sévère et un peu crispé, a lu une brève allocution en espagnol, affirmant être très sensible à l'honneur qui lui était fait d'être reçu dans ces vénérables bâtiments où sont passés entre autres Bonaparte, Foch et de Gaulle. « Je souhaite », a précisé Juan Carlos, une plus grande coopération militaire entre la France et l'Espagne. »

C'est en revanche un Juan Carlos détendu, aimable, d'une grande cordialité et maniant l'humour avec à-propos, qui a reçu les représentants de la presse deux heures plus tard, à l'hôtel Marigny. Entretien à bâtons rompus au cours duquel les thèmes les plus divers, politiques et personnels, ont été abordés avec beaucoup de liberté. S'exprimant en un français excellent, Juan Carlos a montré sa très bonne connais-

ance de la politique française et des affaires internationales. Le roi estime que le débat qui s'est instauré dans son pays à propos de la réforme est d'une grande noblesse et il ne cache pas son optimisme. Persuadé que « la nouvelle bourgeoisie est un facteur de stabilité essentiel et un atout pour la monarchie », le souverain s'est animé pour préciser son rôle : celui d'un « arbitre », d'un « modérateur », non pas réellement au-dessus de la mêlée mais en dehors. « Je veux, dit-il, être un parapluie pour tous. »

Le projet de réforme politique du gouvernement recueillera-t-il l'assentiment de la majorité des deux tiers ? Il a éclaté de rire : « C'est à eux qu'il faut le demander. » Il a volontiers admis

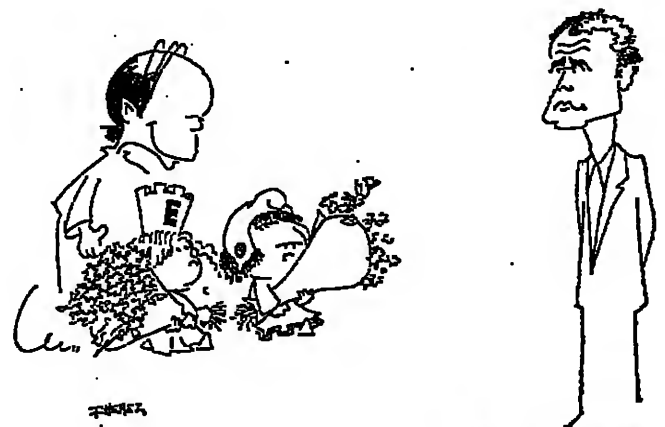
Un entretien avec M. Barre

En fin de journée, le roi s'est entretenu pendant quarante-cinq minutes avec le premier ministre, M. Raymond Barre, et le ministre des affaires étrangères, M. de Giscard d'Estaing. Il s'agissait, indique-t-on, d'un « premier contact » entre le souverain espagnol et le chef du gouvernement français au cours duquel ont été abordés des problèmes généraux.

La journée s'est achevée par un dîner donné par le roi à l'ambassade d'Espagne, en l'honneur du président et de Mme Giscard d'Estaing. Dans une allocution en français, le roi a salué la France

« patrie de la liberté », et il a insisté sur la nécessité de renforcer les liens entre les deux pays, suggérant à cet effet de développer notamment l'enseignement de l'autre langue dans chaque nation.

M. Valéry Giscard d'Estaing a considéré de son côté que la visite du roi a pour but de « mettre fin à une anomalie, de rétablir une situation normale entre deux grands pays voisins, latins et amis ». Il a ensuite souligné « la volonté commune » d'entente « de nos deux peuples pacifiques attachés à l'organisation nécessaire du continent dans le respect de l'indépendance et de la personnalité de chacun ».



(Dessin de CHENEZ.)

L'espoir ?

(Suite de la première page.)

C'est une période plus courte qu'a choisis Jean Descola, celle qui commence avec la désastreuse guerre hispano-américaine de 1898 et s'achève sur les promesses royales de libéralisation. Franco, bien sûr, occupe une large place dans cette fresque teintée d'émotion, où cinquante témoins privilégiés multiplient les confidences. Car l'historien s'est fait journaliste, interrogeant témoins et acteurs d'un drame qui a brisé la conscience de l'Espagne. Parmi tant de témoignages, de souvenirs, d'impressions qui interrompent et éclairent le fil historique, une précision donnée par Serrano Suñer : le fameux retard de Franco au rendez-vous d'Hendaye, avec Hitler, n'était que de huit minutes et répondait à un souci de politesse.

C'est à la fois « Reims et Hiroshima ».

Un nouveau et douloureux chapitre de l'histoire des guerres de l'humanité s'est ouvert à Guernica, village basque torturé, en avril 1937. Historien rigoureux, Southworth tord le cou aux légendes tenaces et aux demi-vérités sur un événement hautement symbolique.

Autre thème contesté et explosif : l'Opus Dei. On ne prête qu'aux riches. Pour avoir conquis des positions, qui paraissent inexpugnables, dans l'appareil du régime, des hommes, qui admettaient leurs liens directs ou indirects avec l'œuvre fondée par le Père Escrivá, ont entraîné dans leur disgrâce relative une association spirituelle, qui s'est toujours défendue d'empêcher sur le temporel. L'institut séculier n'a pas disparu, loin de là. Et tout indique que les vaincus d'hier n'ont pas renoncé à revenir au premier rang. L'étude sans passion de Daniel Arques mérite donc d'être consultée.

acablée de l'édification et de la presse en moins d'un an. Car tous les thèmes de l'opposition démocratique, communisme et gauchistes inclus, donnent ici leur sentiment en toute liberté d'esprit et sans rien dissimuler de leurs objectifs. De la droite qui se qualifie elle-même de civilisée jusqu'à l'extrême gauche, le spectre mis en évidence par Ramon Chao nourrit le premier Who's Who de la classe politique espagnole.

La revue les Temps modernes a consacré un volumineux dossier aux affaires espagnoles en 1976. Comme de coutume, le sérieux, la recherche des thèmes essentiels, la volonté de démythification sont les traits caractéristiques de ce numéro exceptionnel, qui se veut le « reflet d'une situation mouvante, incertaine et que les mouvements populaires modifient chaque jour ». Un chapitre nourri est consacré aux luttes des nationalités.

Ecrit d'une plume alerte, truffé d'anecdotes et de souvenirs personnels, d'entrevues avec toutes les personnalités, du gouvernement ou de l'opposition, qu'un journaliste consciencieux se doit de rencontrer, le dernier ouvrage d'Edouard Balby introduit pleinement le lecteur dans les coulisses du régime. Les démaies avec la pointe la plus subtile et la plus franche éclairent des méthodes en passe d'être révolues. Cette marche à la démocratie commence avec un événement dramatique qui a effectivement bouleversé tous les plans mis au point par Franco pour sa succession, l'assassinat de l'amiral Carrero Blanco, et s'achève, avec la nomination connue chef de gouvernement de M. Adolfo Suarez, un ami et un homme du roi Juan Carlos. L'espoir est monté d'un cran.

MARCEL NIEDERGANG.

Histoire des Espagnols, par Jacques Pinguet, Editions universitaires, 620 p., 50 F.

O Espagne, par Jean Descola, Albin Michel, 476 p., 40 F.

Franco, Le P.S.U. a protesté à cette occasion contre les mises en résidence surveillée à l'île d'Yeu de responsables politiques basques ou espagnols, et annonce sa décision de convoquer le collectif des libertés sur ce problème.

« Dans un communiqué diffusé jeudi à Paris, le C.F.D. estime que « si des changements contestables se sont produits en Espagne après la mort de Franco, ils sont encore liés à l'arbitraire de l'Etat ».

« A ce moment où le gouvernement français reçoit avec juste le chef de l'Etat espagnol », la Confédération affirme qu'« on est encore loin, dans ce qui est du climat de liberté et de démocratie (...). La longue lutte pour la liberté menée depuis quarante ans par les travailleurs et les démocrates des peuples d'Espagne se poursuit aujourd'hui ».

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES DE L'ESPAGNE

L'Espagne entretient des relations diplomatiques normales avec la plupart des pays.

Elle n'a cependant pas de rapports officiels avec l'Albanie, la Corée du Nord, Israël, le Mexique, la Mongolie, le Vietnam, le Yémen du Sud et la Yougoslavie, comme avec les pays du pacte de Varsovie, à l'exception de la R.D.A. dépendant de l'Allemagne, et n'a pas été reconnue par la R.D.A. dépendant de l'Allemagne.

L'Angola, le Mozambique et la Guinée-Bissau ont été reconnus par Madrid, mais les échanges d'ambassadeurs n'ont pas encore eu lieu.

UN COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DE SOUTIEN A L'OPPOSANT ESPAGNOL PEDRO ASTUDILLO

Le comité de soutien à Pedro Astudillo, opposant au régime espagnol, a publié un communiqué (le Monde daté 28-29 mars), nous a adressé le communiqué suivant :

« Le militant antifranquiste espagnol, Pedro Astudillo est de nouveau en danger immédiat d'être extradité en Espagne. Il avait demandé à bénéficier du statut de réfugié politique, ce qui l'aurait mis à l'abri de l'extradition. Ce statut lui a été refusé par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et la décision de l'Office vient d'être confirmée, le 22 octobre, par la commission de recours des étrangers siégeant au Palais-Royal. »

« D'après les aveux d'Astudillo, la procédure d'extradition a été rendue caduque du fait de l'observation de l'article 18 de la loi d'extradition (loi du 10 mars 1927). Un recours fondé sur cette base juridique a donc été introduit auprès du Conseil d'Etat en vue de l'annulation du décret d'extradition, mais Pedro Astudillo risque toujours d'être livré à l'Espagne avant que le Conseil d'Etat se prononce sur son cas. »

« Il est au pouvoir des autorités, et en particulier du garde des sceaux, d'empêcher que, par une exécution immédiate du décret, une satisfaction posthume soit accordée au dictateur espagnol contre lequel Astudillo a lutté toute sa vie. »

A TRAVERS LE MONDE

- Colombie**
DES GUERRILLEROS D'EXTRÊME GAUCHE ont tué jeudi 28 octobre deux otages qu'ils détenaient alors que la police encerclait la maison où ils étaient retranchés, à Medellin, indiquent les autorités colombiennes. Celles-ci précisent que les trois guerilleros ont également été tués dans l'encerclement. Parmi les deux otages figurait un enfant de onze ans, enlevé mercredi alors qu'il attendait le car qui devait l'emporter à l'école. L'autre otage était un homme d'affaires de cinquante-huit ans, enlevé le 22 octobre. — (U.P.J.)
- Equateur**
OUVRIERS ET COMMERÇANTS de la ville de Ecuabamba, ont mis fin à leur grève de neuf jours après que le gouvernement eut libéré jeudi 28 octobre huit de leurs dirigeants, a annoncé la radio de Riobamba. Une personne avait été tuée et plusieurs autres blessées au cours des affrontements entre la population et les troupes derrière des barrières, et l'armée qui avait fini par instaurer la loi martiale. — (Reuters.)
- Italie**
LE PARTI COMMUNISTE ITALIEN a adressé jeudi 28 octobre une lettre aux partis dits de « l'arc constitutionnel » (démocrates-chrétiens, socialistes, sociaux-démocrates, républicains et libéraux) pour leur proposer une rencontre. Il s'agit de « définir dans la clarté un ensemble d'objectifs pour les prochaines semaines et les prochains mois afin d'éviter une détérioration encore plus grande » de la situation économique et sociale du pays. Il faudrait, selon le P.C., présenter à la Communauté européenne un plan de redressement cohérent et relancer les investissements grâce aux économies obtenues par les mesures d'austérité. — (Corresp.)
- Tchécoslovaquie**
UN CHEMINOT TCHÉCOSLOVAQUE, RUDOLF FRYBART, a détourné sur Munich un Dvouchine-18 qui emmenait cent quatre passagers de Prague à Bratislava. Il s'est rendu à la police assisté après l'atterrissage. L'appareil, passagers et équipage, a été libéré et l'aviateur a été libéré dans la nuit du 28 octobre. — (A.F.P.)



VIVEZ CHEZ VOUS COMME A L'HOTEL

Bien plus qu'un très bel appartement, la Résidence-Club de Neuilly vous offre une certaine façon de vivre. Les services qu'elle offre sont adaptés aux besoins de notre époque : personnel d'accueil pour la réception, service de repas dans la salle à manger ou dans votre appartement, standard téléphonique pour prendre les communications, service d'assistance médicale avec infirmières et bien d'autres commodités appréciables comme celle de recevoir vos amis dans une petite salle à manger avec le concours du traiteur de la Résidence.

Dans les années à venir, cette formule de Résidence-Club se généralisera car tous ceux qui, les premiers auront connu la satisfaction d'y vivre, en seront les meilleurs propagandistes. Ce sera donc un placement sûr.

RESIDENCE CLUB DE NEUILLY

137-145, avenue du Roule - 92200 Neuilly

UN PERSONNEL STYLE A VOTRE SERVICE TOUTE L'ANNÉE

Envoyer votre carte de visite à Monsieur Daniel FEAU 132, Boulevard Haussmann 75008 Paris. Tél. : 622.13.69

D. FEAU appartements Réalisation SOFAP et SOGEPROM.

GRÈVES ET MANIFESTATIONS A MADRID

Madrid (A.F.P., U.P.I., Reuters) — Onze personnes, dont six policiers, ont été blessées au cours d'un affrontement qui s'est produit jeudi dans la banlieue de Madrid entre un groupe de grévistes des transports en commun et la police. Cette grève surprise des employés de la compagnie des autobus avait été décidée après l'échec des négociations pour un nouveau contrat collectif.

D'autre part, plus de cinquante personnes appartenant au parti du travail (P.T.E.), de tendance maoïste, ont été arrêtées dans différentes provinces au cours des trois derniers jours, annonce le journal *Diario 16*. A Madrid, le livre *Demain l'Espagne* — recueil d'interviews de M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste — a été saisi jeudi par la police. M. Manuel Fraga Iribarne, ancien ministre de l'Information, a été arrêté et l'un des dirigeants du rassemblement franquiste Alianza Popular, présentant son mouvement à la presse étrangère, a rejeté toute possibilité de légalisation du parti communiste dans un proche avenir.

A Barcelone, trois journalistes ont porté plainte à la suite de coups et d'injures reçus jeudi alors qu'ils tentaient de pénétrer dans la salle d'un tribunal qui devait juger quatre policiers.

Les policiers étaient accusés d'avoir maltraité deux jeunes gens arrêtés en mai dernier et soupçonnés d'appartenir au groupe maoïste Drapeau rouge. Insultés, frappés, semble-t-il, par des familles des policiers, ou selon des témoignages recueillis par d'autres journalistes, par des policiers eux-mêmes, les trois journalistes ont dû quitter la salle.

DIPLOMATIE

Après les accusations de « maccarthysme »

La commission de Bruxelles : les procédures nationales sont appliquées en matière de sécurité

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne accueille, apparemment avec sérénité, les reproches de « maccarthysme » qui lui sont adressés depuis que des fonctionnaires ont protesté contre le caractère politique et personnel des questionnaires que les services de sécurité leur demandent de remplir. Les enquêtes de sécurité touchent les fonctionnaires qui, d'une manière ou d'une autre, ont accès aux secrets, soit, selon le porte-parole de la Commission, neuf cents personnes. Depuis que la Communauté existe, explique-t-on à Bruxelles, ces enquêtes sont faites en appliquant, pour chaque fonctionnaire concerné, la procédure en vigueur dans son pays et en faisant appel à la collaboration des services de sécurité nationaux. Cela signifie que les fonctionnaires qui doivent remplir les questionnaires européens de nationalité britannique doivent remplir les questionnaires de leur pays, les mêmes que ceux adressés à leurs collègues du Foreign Office et du Trésor, mais qu'ils diffèrent de ceux auxquels doivent répondre les fonctionnaires français, belges ou italiens. En résumé, s'il existe un statut du fonctionnaire européen, les dispositions appliquées en matière de sécurité demeurent nationales.

Une telle situation, qui est rapetée aujourd'hui par la Commission pour se blanchir des accusations qui sont portées contre elle, ne constitue-t-elle pas cependant déjà une anomalie qu'il conviendrait de corriger ? La discrimination selon la nationalité qui peut en résulter est assurément peu conforme à l'esprit du traité de Rome.

Le formulaire d'enquête qui circule actuellement à Bruxelles et qui comporte une série de questions sur l'appartenance ou la sympathie pour les organisations communistes, trotskistes ou fascistes est, notamment, adressé aux fonctionnaires de nationalité britannique.

Les deux organisations syndicales qui rassemblent les fonctionnaires européens viennent de protester auprès de M. Ortoli — contre les enquêtes de sécurité — auxquelles sont soumis les fonctionnaires de la Commission. Si, comme la Commission l'affirme, les enquêtes de sécurité sont conduites de la même façon depuis le début du Marché commun, on peut s'étonner qu'une telle protestation vienne si tardivement.

PHILIPPE LEMAITRE.

M. Kanapa dénonce la « chasse aux sorcières » parmi les fonctionnaires européens

An cours d'une conférence de presse tenue jeudi 28 octobre au siège du parti communiste, M. Jean Kanapa, membre du bureau politique, a apporté « une nouvelle preuve » de « l'attaque contre les libertés (arbitraire) par le pouvoir giscardien ».

M. Kanapa a affirmé : « Une enquête politico-policière relevant de la « chasse aux sorcières » se déroule parmi les fonctionnaires de la Communauté économique européenne, dont la France est membre. (...) A cette fin, est utilisé un questionnaire » — dont le P.C.F. dément la version à l'usage des personnels britanniques, danois et irlandais. Ce questionnaire, a-t-il indiqué, qui « re-

lève du maccarthysme », comporte des questions extrêmement détaillées sur la famille du fonctionnaire, sa vie privée et les relations éventuelles et les contacts qu'il aurait pu avoir avec des communistes ou sympathisants.

Ayant rappelé que le service chargé de ces enquêtes dépend directement de la Commission, dont le président est M. François-Xavier Ortoli, « notable U.D.R. (dont) les attaches avec le pouvoir giscardien sont évidentes », M. Kanapa estime que « cette affaire montre que dans la démocratie en Europe occidentale, les institutions bureaucratiques et bureaucratiques à tout contrôle telles que la Commission de Bruxelles, qui, dans le même temps, en appelle d'ailleurs à la mise en place dans tous nos pays de politiques de sacrifices pour les travailleurs ».

M. Kanapa a indiqué que M. Ansart, membre du bureau politique et député au Parlement européen, a déposé une question écrite à la Commission de Bruxelles à ce sujet. M. Pierre Jurriaux, de son côté, a rencontré M. Edgar Faure en fin d'après-midi. Le président de l'Assemblée nationale, a-t-il déclaré, « accède à la demande de démission communiste pour que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la commission des libertés ».

« LA LETTRE DE LA NATION » : l'indépendance nationale se croque au détail.

Le bureau exécutif de l'U.D.R., convoqué pour le 4 novembre, doit examiner le projet de loi autorisant la ratification du traité européen du 22 juillet 1975, que le conseil des ministres vient d'adopter (le Monde du 25 octobre). Ce texte modifie certaines dispositions financières des traités instituant les Communautés européennes et institue une Cour des comptes européenne.

Dans la Lettre de la Nation, organe officiel de l'U.D.R., du 29 octobre, Pierre Charpy rappelle que ce projet permettra à l'Assemblée européenne de rejeter le projet de budget de la Communauté, et il ajoute : « Le traité de Rome a prévu l'élection au suffrage universel — sous certaines conditions — d'une Assemblée européenne dont il a défini limitativement les pouvoirs. Dès lors que ceux-ci sont modifiés, c'est de l'ensemble du traité qui est remis en cause. Est-on tenu d'appliquer l'article 138 (élection), alors que l'article 203 (budget) est changé ? »

On peut cependant poser une question : est-il vraiment nécessaire de provoquer en ce moment une telle querelle ? Les Français, les Anglais, les Italiens, pour ne citer qu'eux, ont en ce moment d'autres chats à fouetter.

« Déjà il n'apparaissait pas nécessaire d'apporter aux statuts du Fonds monétaire international des amendements qui ne peuvent que dégrader notre position. Pourquoi nous embarquer en plus dans ces affaires d'institutions européennes où la France et l'Europe ont tout à perdre ? »

Il faut prendre garde. A force de manger un par un les carrés d'une tablette de chocolat, il n'y a plus de tablette du tout. L'indépendance nationale, en gros tout le monde est pour. Mais elle se croque au détail.

Opel Rekord
Essence ou Diesel

Es André TAURAND
8, avenue Lénine
NANTERRE. Tél. 204.71.55.

AFRIQUE

Rhodésie

Le Mozambique a cessé de soutenir uniquement les partisans d'une solution militaire

De notre envoyé spécial

Maputo. — « Depuis la défaite du colonialisme portugais, le rapport des forces s'est modifié en Afrique australe en faveur des peuples qui luttent pour leur libération », nous a déclaré M. Chissano, ministre des affaires étrangères de la République populaire du Mozambique. « Dans le passé, les puissances occidentales ont soutenu sans réserve les régimes racistes minoritaires et coloniaux. Les progrès de la lutte armée, la prise de conscience de plus en plus élevée des masses africaines d'Afrique du Sud, de Namibie, du Zimbabwe, les soutiens toujours plus résistants des pays d'Afrique, l'appui de l'Organisation des Nations unies contre la Rhodésie y compris, contre toute attente, par le Mozambique, ont effrayé l'impérialisme. Il a donc cherché de nouveaux moyens pour essayer de maintenir l'Afrique australe dans sa sphère d'influence et préserver ses intérêts économiques et stratégiques politiques qu'il justifie en assurant

contenir la prétendue pénétration soviétique et chinoise. Mais nous estimons toujours que l'initiative appartient au peuple du Zimbabwe ».

La décolonisation de la Rhodésie s'engage dans des conditions qui n'enthousiasment pas les dirigeants de Maputo. L'économie mozambicaine était dominée par le secteur des services. Les ports de Lourenço-Marquês et de Beira servaient de débouché maritime à la Rhodésie et à la région orientale de l'Afrique du Sud. Lors de sa dernière visite dans le Nord du pays, le président Samora Machel a pu évaluer l'ampleur des préjudices subis par la population du fait de la fermeture de la frontière. D'autre part, le fait que les commandos de Salisbury aient pu récemment en toute impunité s'infiltrer au Mozambique pour massacrer les réfugiés de Nyasana a mis en évidence les faiblesses de l'armée de Maputo, apte aux opérations de guérilla mais non à la protection d'une frontière. D'autre part, l'intervention a aussi révélé les risques que le régime Smith, ou peut-être son armée, était prêt à encourir pour internationaliser le conflit.

République Sud-Africaine LE CONSEIL DES ETUDIANTS DE SOWETO APPELLE A LA GRÈVE

(De notre correspondant.)

Johannesburg. — Le conseil représentatif des étudiants de Soweto (S.S.R.C.) a distribué, jeudi 28 octobre, des tracts appelant les habitants à une nouvelle grève, du 1er au 5 novembre, les incitant à ne plus s'approvisionner dans les magasins appartenant à des Blancs. Des appels similaires ont été lancés dans la région.

Selon son habitude, le S.S.R.C. recommande d'éviter les provocations et les rassemblements qui pourraient mener à un affrontement avec les forces de police. Il demande aux prêtres et aux pasteurs d'organiser des prières publiques pour les jeunes tués par la police depuis le début des manifestations lycéennes et étudiants au mois de juin dernier, et aux parents de ne rien acheter pour Noël, en signe de deuil.

D'autre part, le Révérend Regens Naudé, directeur de l'Institut chrétien d'Afrique australe, organisation communautaire luttant contre l'apartheid, a été emprisonné jeudi matin pour refus de paiement d'une amende de 50 rand.

En 1973, M. Naudé avait refusé de témoigner devant une commission parlementaire conduite par M. Schlebusch, chargée d'enquêter sur différentes organisations, dont l'Institut chrétien. Traduit en justice, il avait été condamné en novembre 1973 à une amende de 50 rand, qu'il avait refusé de payer. Sa peine a été commuée en un mois de prison.

A Durban, le procès de quatre policiers — deux Noirs et deux Blancs — impliqués d'homicide volontaire sur un émeutier politique, Joseph Mafini, s'est terminé par un acquittement. J. Mafini, cinquante ans, militant du Congrès national africain (ANC) — mouvement interdit en Afrique du Sud — soupçonné d'avoir organisé un réseau recrutant des jeunes pour les envoyer dans des camps d'entraînement en Tanzanie et au Mozambique, avait été arrêté le 18 mars dernier. Le lendemain, il était retrouvé mort dans sa cellule.

C. G.

ALEXANDRE
376, rue St Honoré Paris 1^{er}
Tél. : 260.03.78 / 04.44
nettoyage - garde-transformation

dynamique d'une lutte armée est si forte qu'il est très difficile d'imposer un cessez-le-feu à des combattants qui estiment ne pas avoir atteint leurs objectifs. Si la conférence de Genève échoue ou débouche sur un compromis jugé inacceptable, seule la ZIPA est à même de poursuivre la lutte armée. Dans le cas contraire, elle devrait former l'ossature de la future armée du Zimbabwe, qui assurerait progressivement, dès le début de la période de transition, la défense nationale. Les Mozambicains ne cachent pas que ce transfert est la clé du succès de la conférence.

Mais M. Chissano précise bien l'importance et les limites du soutien apporté à la ZIPA. « Elle est une organisation militaire née de la volonté de toutes les parties de considérer la lutte armée comme le moyen privilégié de libérer complètement le Zimbabwe. Elle est le bras armé du peuple. Nous l'appuyons parce qu'elle est le facteur décisif dans

la lutte de libération. Par ce biais nous soutenons donc toutes les forces qui se battent pour une indépendance véritable. » Le temps est révolu où le gouvernement de Maputo considérait la ZIPA comme le seul mouvement de libération authentique et jetait l'anathème sur les « chefs historiques ». Il a pesé de tout son poids pour que se constitue le « front patriotique ». « Si les mouvements nationalistes arrivent à une entente et harmonisent leurs positions, les risques d'une guerre civile nous semblent minimes, sauf si elle est déclenchée à l'instigation de l'extérieur », ajoute M. Chissano. La stabilité à Salisbury exige donc que la ZIPA cesse de s'allier avec l'armée du peuple, trop récente pour avoir atteint une dimension politique en rapport avec sa puissance militaire, ne peut assumer seule le pouvoir à Salisbury. Les Mozambicains sont, en revanche, persuadés que toute solution sans la ZIPA ou contre elle est vouée à l'échec.

RENÉ LEFORT.

Les travaux de la conférence de Genève sont interrompus pour quelques jours

De notre envoyé spécial

Genève. — L'étonnant ballet diplomatique qui se déroule depuis plus d'une semaine à Genève doit connaître une première pause ce vendredi soir. Délégués et observateurs participant aux conversations sur la Rhodésie se retrouveront au début de la semaine prochaine.

Après l'arrivée de M. Smith au Palais des Nations, son retour à son hôtel moins de quinze minutes plus tard, l'ajournement de la première séance commune de 15 à 17 heures, son ouverture presque clandestine après que la presse n'eût été admise qu'à prendre quelques photographies, son déroulement en moins d'une demi-heure, n'ont pas donné le spectacle d'une ouverture solennelle de la conférence. On ignore toujours les raisons profondes de cet ajournement.

M. Ian Smith est de plus en plus isolé. Toutefois, il ignore par les délégations noires et « marxistes » voit repousser presque toutes ses demandes, non seulement sur le plan politique mais jusque dans le domaine de l'étiquette. C'est ainsi

que la délégation de Salisbury s'est vue obligée de renoncer à recevoir l'épithète de « gouvernement rhodésien », son chef n'a pu bénéficier de celle de « premier ministre » que ses interlocuteurs l'accusent d'avoir usurpé.

Ce n'est pas un des moindres paradoxes de la situation que de voir se développer les efforts de médiation tout en constatant l'effrayante progression d'un processus destiné à réduire M. Ian Smith et ses amis à merci. C'est à la faveur de ce plan d'ensemble que les nationalistes ont relancé, le jeudi, leurs exigences de libération immédiate de tous les prisonniers politiques détenus en Rhodésie. Avant le début de la première séance de travail de la conférence, l'Armée de libération avait d'ailleurs spectaculairement laissé vider les deux sièges placés à ses côtés et avait déposé devant eux des cadavres portant les noms d'Edson Sithole et d'Edson Nkala, deux personnalités emprisonnées du fait de leurs activités politiques. — Ph. D.

● M. Robert Funnesh, porte-parole du département d'Etat, a déclaré jeudi 28 octobre à Washington, que M. William Scheffle, secrétaire d'Etat, ne participera pas directement aux négociations de Genève mais servira seulement d'« agent de liaison ». — (A.F.P.)

LES DEUX COOPÉRANTS LIBÉRÉS PAR LE FRONT POLISARIO ONT ÉTÉ REÇUS A L'ÉLYSÉE

MM. Jean-Paul Dief et Pierre Seguro, les deux coopérateurs français libérés mercredi 27 octobre par le Front Polisario après dix mois de captivité dans un camp proche de Tindouf, en Algérie, ont été reçus jeudi après-midi, pendant une demi-heure, par M. Giscard d'Estaing.

Dans un communiqué publié jeudi, le ministère des affaires étrangères a rappelé « la part importante prise à cette libération par diverses organisations humanitaires : le Comité international de la Croix-Rouge, la Croix-Rouge française et le Croissant-Rouge algérien, ainsi que par la Fédération de l'éducation nationale ».

La Croix-Rouge française signale que « son rôle a consisté non pas à négocier les conditions de cette libération mais à faciliter les contacts entre les représentants du gouvernement français et ceux du Front Polisario ».

Le FEN déclare dans un communiqué : « Le Front Polisario a accompli avec beaucoup de retard et de tergiversations regrettables un geste indispensable qui libère enfin une grave hypothèque sur la lutte de libération du peuple sahraoui ».

LES PIEDS SENSIBLES c'est l'affaire de SULLY
85 rue de Sèvres
5 rue du Louvre
81 rue St-Lazare
53 bd de Strasbourg

Boîtes, bottines, modèles sport de grand confort, toutes les pointures et six largeurs, du 35 au 48.

Catalogue gratuit : SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6^e.

Jocelyn PARIS

134 bd St-Germain Paris 6^e - 033.44.10
78/78 ch.-élysées (arcades) 01-225.38.33
5 rue du cherche-midi 01-548.76.47

il n'est jamais trop grand pour être bien habillé chez CAPEL

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09.
Capel Five Gauge: centre com. Maine-Montparnasse 75015 Paris, 538.73.61.
Capel Méditerranée: 26 bd Malesherbes 75008 Paris, 266.34.21.

CAPEL habille l'homme fort de pied en cape

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09.
Capel Five Gauge: centre com. Maine-Montparnasse 75015 Paris, 538.73.61.
Capel Méditerranée: 26 bd Malesherbes 75008 Paris, 266.34.21.

Opel Rekord 1.50

AFRIQUE

Le Libéria, ou la seconde émancipation

II. — L'oncle Sam en question

De notre envoyé spécial PHILIPPE DECRAENE

Dans un premier article, notre envoyé spécial a évoqué les changements, encore limités, intervenus en matière politique depuis l'accession de M. Tolbert à la présidence du Libéria et le style du nouveau chef de l'Etat (« Le Monde » du 29 octobre).

Monrovia. — William Tubman avait déjà tenté de faire en sorte que l'économie libérienne ne dépende plus de la seule exportation de latex. D'autre part, met-tant en pratique ce qu'il qualifiait d'« open door policy », l'ancien président s'était efforcé de diversifier ses partenaires internationaux, pour échapper à la tutelle des Etats-Unis. Mais beaucoup innovent M. William Tolbert p-ursuit avec obstination les initiatives esquissées par son prédécesseur.

Premier exportateur de minéral de fer du continent africain, le Libéria bénéficie depuis deux ans de la hausse générale des matières premières. Ce secteur d'activité emploie onze mille travailleurs, soit plus de 10 % des salariés. Les ventes de minéral de fer, qui représentaient 74 % de la valeur totale des exportations en 1972, en constituent actuellement 65 % environ.

Les 25 millions de tonnes de minéral de fer qu'exporte le pays sont extraites par quatre grandes compagnies : Liberia Mining, Liberian American Minerals (LAMCO), Bong Mine et National Iron Ore. La Liberia Mining Company, filiale de la Republic Steel américaine, verse 55 % de ses bénéfices à l'Etat libérien ; elle exploite à Bomli-Hills un minéral à très haute teneur, partiellement en voie d'épuisement. La LAMCO, dont 50 % du capital appartient à la république libérienne, exploite les immenses réserves des monts Nimba, qui s'étendent également en Guinée et en Côte-d'Ivoire et dispose d'installations ultra-modernes à Yekepa ; elle a procédé en 1973, à l'ouverture d'une nouvelle mine au mont Tokadeh, à la frontière guinéenne. La Bong Mine, contrôlée par des groupes sidérurgistes d'Allemagne fédérale, mais regroupant également des intérêts italiens et néerlandais, a investi, au cours de la seule année 1974, 120 millions de dollars pour moderniser son équipement. Enfin, la National Iron Ore, qui compte mille six cents actionnaires libériens, opère essentiellement dans le district de la Mono-River.

Dans l'exploitation du minéral de fer, les Américains n'occupent qu'une petite place. Les projets de développement de l'extraction et des exportations sont actuellement nombreux. Allemands, Néerlandais, Italiens et Suédois sont solidement implantés ici. D'autre part, trois nouveaux gisements aux réserves d'une importance exceptionnelle devraient prochainement être mis en exploitation : Wolofa, où ont été inventoriées plus de 1 milliard et demi de tonnes de minéral, et dont la mise en valeur, qui requiert plus de 600 millions de dollars d'investissements, devrait être le fait de groupes japonais, américains et libériens ; Putu-Range, où ont déjà été découvertes 800 millions de tonnes de minéral à faible teneur, auquel s'intéressent des sociétés japonaises et allemandes qui prévoient d'investir 500 millions de dollars ; Bie-Mountain, où des études en cours ont déjà permis de déceler la présence de 1 milliard de tonnes de réserves.

La fin de la « république de Firestone »

Tandis que ne cesse de progresser l'exploitation minière, celle du latex, qui marqua, il y a un demi-siècle, l'entrée du Libéria dans le circuit économique moderne, ne constitue plus, depuis bientôt vingt ans, la principale source de revenus. Cependant, ce secteur d'activité est celui qui emploie le plus grand nombre de salariés : quarante mille personnes, soit quatre fois plus que le secteur minier, très mécanisé.

C'est en 1926 que le président Charles Dunbar Burgess King accorda une concession de 40 000 hectares à la société américaine Firestone, soucieuse de trouver une source régulière d'approvisionnement en latex pour ses usines de pneumatiques d'Akron, dans l'Ohio. Les Américains qui voulaient briser le monopole détenu par les Britanniques grâce à leurs plantations d'hévéas de Malaisie, s'engagèrent à payer au droit de 2 % sur les produits exportés, tandis que, en échange de la concession octroyée pour quatre-vingt-dix-neuf ans, un prêt de 5 millions de dollars à 7 % d'intérêt était octroyé au gouvernement libérien. Ce contrat léonin légalisait pratiquement les mains libres à la société américaine, qui fit la loi dans le pays pendant plusieurs décennies. On parlait alors, à propos du Libéria, de la « république de Firestone ».

Dans ce domaine, bien des choses commencèrent à changer dès l'époque de William Tubman. En avril 1975, à la suite du licenciement de trois cent cinquante employés, le président Tolbert mit en demeure M. John P. Carmichael, directeur général de la société, de rembourser les licences, ou de quitter immédiatement le pays. D'autre part, le nombre de petits planteurs libériens intéressés à l'exploitation de

l'hévéa n'a cessé de croître. Ils fournissent aujourd'hui le tiers des exportations de caoutchouc. Firestone, qui possède la plus grande plantation d'hévéas d'un seul tenant du monde, continue cependant à occuper une place prépondérante dans la production nationale. Celle-ci s'est accrue de 2,5 % en 1974 par rapport à l'année précédente. Mais d'autres sociétés se sont installées (Grant, Goodrich, Salala Rubber). Les libériens commercialisent leur production par l'intermédiaire des grandes compagnies, dont les rendements sont presque deux fois supérieurs aux leurs (1 175 livres à l'acre contre 630).

Si l'on se réfère aux chiffres du commerce extérieur de 1974, les derniers rendus publics, les exportations de fer représentent plus de 280 millions de dollars, celles de caoutchouc 65 millions, celles de diamants millions et celles de bois 18 millions. En revanche, contrairement à ce qu'on est tenté de croire, les revenus que l'Etat libérien a tirés, au cours de la même période, de ses flottes pétrolières, de complaisances, n'atteignent pas 6 millions de dollars, ce qui représente à peine 8 % du budget de 1974.

Pourtant cette dernière source de revenus est en accroissement de 14 % par rapport à 1973, et le Libéria « possède » une des plus grandes flottes marchandes du monde : 2 518 navires (représentant 60 424 338 tonnes) dont 65 % ont moins de dix ans d'âge. Le tonnage sous pavillon a sextuplé depuis 1968 et, au cours de la seule année 1974, 350 nouveaux navires ont été enregistrés. D'autre part, cette véritable armada comporte un nombre important de bâtiments dénommés V.L.C.C. par les armateurs (very large crude carriers, très grands transporteurs de pétrole brut).

Le pays ne possède pas de monnaie nationale et presque toutes les banques commerciales qui y sont installées sont étrangères. Il existe théoriquement un dollar libérien, mais il n'y a jamais eu d'émission de billets. Le dollar américain a cours légal et est utilisé pour toutes les transactions. Seules circulent, depuis 1968, outre les billets américains, des pièces libériennes de 1 cent à 1 dollar.

Washington irrité...

Le contrôle du crédit échappe totalement aux autorités locales, situation peu propre — on s'en doute — à stimuler la croissance. La Bank of Monrovia est, en effet, une filiale de la First National City Bank américaine. C'est elle qui accorde, ou refuse, les facilités de crédit au gouvernement. Souvent, ce dernier doit faire face à de sérieuses difficultés de trésorerie et payer d'importants frais d'agios à ses prêteurs. Personne ne connaît le montant exact de la masse monétaire, alors qu'aucune restriction n'entrave la libre circulation des capitaux et des marchandises.

Cela explique que, en dépit d'un accroissement continu du produit intérieur brut (en hausse de plus de 16 % en 1974 par rapport à 1973), le développement économique du pays marque le pas. Les sociétés privées continuent de réinvestir massivement à l'étranger, tandis que les libériens restent tributaires de l'aide extérieure, qui ne leur est accordée qu'avec parcimonie : en 1974, derniers chiffres connus, 8,2 millions de dollars d'aide américaine, 1,8 million de dollars d'aide allemande, 2,9 d'aide internationale par l'entremise de l'O.N.U.

Même si les Etats-Unis restent les principaux bailleurs de fonds publics, leur effort de coopération demeure modeste. Les dirigeants

libériens se plaignent d'ailleurs ouvertement de n'avoir jamais été aidés comme le sont leurs collègues des anciennes colonies françaises et britanniques. A ce propos, ils critiquent l'attitude « indifférente » des Nols américains à leur égard.

Pourtant, les contacts sont assés et il existe six liaisons aériennes hebdomadaires entre le Libéria et New-York. Le port de Monrovia est une création exclusivement américaine, justifiée il est vrai par le fait que les Etats-Unis avaient, un moment, envisagé de créer ici une base navale. L'aéroport de Robertsfield est, lui aussi, l'œuvre des Américains. Il fut ouvert le 18 janvier 1942, par Le Caire, Bassorah et Téhéran) ou Chine (par Aden, Karachi et Kuning).

Bien que les Etats-Unis restent le premier client et le premier fournisseur du Libéria, les rapports entre les deux pays manquent de cordialité. Beaucoup de libériens font des études outre-Atlantique, épousent des Nols américains, l'ambiance de la capitale est américaine, par les uniformes des soldats et des policiers, le mode de vie, et notamment d'alimentation, les distractions. Quelques buildings de Broad Street évoquent, toutes choses égales, Manhattan, et les shanty towns (bidonvilles) rappellent les ghettos noirs des villes de George ou d'Alabama. La présence de trois mille Nols américains, dont trois cents membres des Peace Corps, d'une mission militaire, de nombreux missionnaires protestants, d'un poste de la station-relais de la Voix de l'Amérique, et de la plus grosse ambassade américaine d'Afrique noire, ne doit cependant pas faire illusion : les rapports avec Washington sont de plus en plus mis en question. M. Tolbert cherche à diversifier les relations de son pays avec l'étranger. Il se tourne surtout vers Bonn, et accessoirement vers Paris.

...Bonn et Paris

ressurent

L'ambassade allemande à Monrovia est la troisième en importance sur tout le continent, après celles de Pretoria et Tripoli (les villes hanséatiques de Lübeck, Brême et Hambourg ont été parmi les premières à reconnaître le nouveau Libéria dès 1855). Des savants allemands ont multiplié les travaux dans le domaine de la géographie, de la géologie et de la linguistique, publiant en anglais le résultat de leurs recherches qui concurrencent celles des Américains. On estime à près de mille cinq cents le nombre des Allemands travaillant en territoire libérien. La participation allemande à la Bong Mine est considérée comme le plus important des investissements allemands en Afrique tropicale. Le ministère allemand de la coopération entretient quelques douaniers d'experts et de techniciens auprès des autorités libériennes et une partie de l'élite nationale commence à parler allemand.

En mai et juin derniers, à l'invitation de sidérurgistes, dont Thyssen, Hoechst, et Krupp, M. Tolbert a séjourné trois semaines en République fédérale. Cette initiative avait été encouragée par le gouvernement de Bonn. Même si les investissements publics allemands s'accroissent, même si leur volume n'est pas comparable à celui des investissements privés, on estime à 130 millions de Deutschmarks les prêts consentis au Libéria et à 40 millions les dons. Tandis que les sociétés allemandes investissent dans les travaux publics et l'exploitation forestière, le gouvernement s'intéresse à divers projets d'adduction d'eau et de création de routes.

Bien que les Français installés au Libéria y soient dix fois moins nombreux que les Américains, les dirigeants de Monrovia souhaitent renforcer leurs relations avec Paris. Une société française construit le pont qui, dans la capitale, franchit la rivière Mesurado. Si la construction de la station satellite

terrienne de Congotown a été réalisée par des Italiens, la responsabilité en incombe, dit-on, au manque de compétitivité des Français.

La France a vendu des vedettes et du matériel naval à la marine libérienne (1). Elle est le premier acheteur de bois et le cinquième acheteur de minéral de fer libérien. Un projet de création d'un institut du caoutchouc, dont la réalisation serait confiée à des Français, est à l'étude. Des entreprises forestières françaises installées en Côte-d'Ivoire ont commencé à investir au Libéria depuis une dizaine d'années, parce que les taxes d'abattage y sont moins élevées.

Momentanément compromises par la décision française de construire deux centrales nucléaires en Afrique du Sud, les relations avec la France sont appelées à se développer à terme. M. Tolbert veut, en effet, mettre fin à la position trop ouvertement privilégiée, selon ses convictions, qu'occupent encore les Etats-Unis. Voisin de la Guinée et de la Côte-

d'Ivoire francophones, le Libéria entend aussi s'ouvrir à la langue de leur ancien colonisateur. Pour le chef de l'Etat libérien, aussi résolument pro-occidental que ses prédécesseurs, même s'il tient plus d'instinctivement compte de l'attitude critique des Etats progressistes appartenant à l'Organisation de l'unité africaine, la France et la République fédérale allemande sont des partenaires rassurants.

En toute hypothèse, M. Tolbert n'est pas près de se chercher des amis hors du « monde libre ». Farouchement anticomuniste, il sur ses convictions religieuses : « Le communisme n'a aucune chance de s'installer en Afrique ». Cette profession de foi explique qu'il soit aussi l'un des rares chefs d'Etat d'Afrique noire à continuer à entretenir des relations diplomatiques avec la Corée du Sud et avec Taiwan, qui a accordé au Libéria, en 1974, une aide de plus de 1 million de dollars.

(1) Curieusement, le premier navire de guerre libérien fut déjà d'origine française. Il s'agit du *Foudre*, rendu sous le règne de l'empereur Napoléon III.

FIN

Breguet

A VILLECRESNES



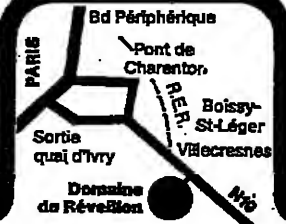
"Oranger", 220 m², 7 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine du Réveillon

A la sortie de la charmante bourgade de Villecresnes, voici un Domaine de 90 maisons seulement qui occupe un Vallon ensablé en grande partie cerné de bois. Il joint les avantages de la proximité d'une petite ville (C.E.S., piscine, tennis) à ceux de la vie en pleine nature. Une station du métro R.E.R. se trouve à

Boissy-Saint-Léger, à 3,5 km du Domaine. Nous y construisons 4 modèles de grandes maisons de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s.d.b., idéalement luxueuses, toutes dans de vastes jardins. Au Domaine du Réveillon, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 15 KM AU SUD-EST DE PARIS PAR LA N19

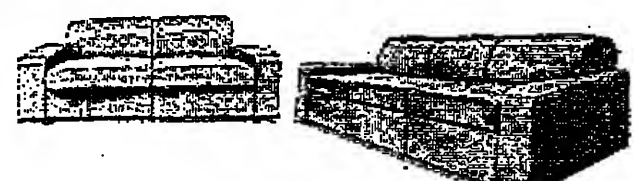
VEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 94440 VILLECRESNES (Tél. 569.74.42)

Les dossiers de l'histoire

N° 5 : Les élections américaines des origines à nos jours

Vente dans tous les kiosques et 12, rue de Tournon. — 75006 PARIS

100 salons cuir en exposition



TEXAS le salon cuir 5 places : 3950 f. le canapé 3 places 230 x 70 x 80 le canapé 2 places 170 x 70 x 80

CUIR CENTER

Pour la première fois en France un grand magasin se spécialise dans le siège cuir. Il peut enfin offrir des prix qui mettent le cuir véritable au prix du tissu.

176 à 182 boulevard de Charonne 75020 PARIS Tél. 373.36.13/35.68/35.69. Parking dans l'immeuble

le cuir défie le temps le cuir center défie les prix



SULLY le salon cuir 5 places : 5800 f. le canapé 3 places 240 x 82 x 80 le canapé 2 places 175 x 82 x 80

LES 3 DERNIÈRES JOURNÉES MONDIALES DE LA FOURRURE

FANTASTIQUE EXPOSITION VENTE

aux Champs Elysées
dans les salons de
L'HOTEL GEORGE V
31, Avenue George V
organisée par les
FOURRURES du NORD

avec le concours
des plus importants fabricants français, allemands,
italiens, hollandais, canadiens, américains réalisés
dans les plus belles pelletteries du monde, avec label
d'origine : (vison Black Diamond, Black Glama, Emba,
Saga, Majestic, etc.), Zibeline de Russie, Chinchilla,
Breitschwanz, Astrakan Swakara, etc.).

Parmi les plus prestigieuses modèles, de classe internationale,
vous pourrez remarquer, entre autres, des créations de
Pierre Balmain, Louis Feraud, Givenchy V, Guy Laroche...

De nombreuses collections de "Modèles Diffusion" sont
également présentées... toutes les fourrures;
tous les styles toutes les tailles tous les prix

REMISE EXCEPTIONNELLE 10%
sur tous les prix marqués

MANTEAUX	
Vison rahch	7.850F 7065F
Vison pastel	8.750F 7875F
Vison Ko-hi-noor	9.250F 8325F
Vison saphir	11.750F 10575F
Castor du Canada	9.250F 8325F
Astrakan Swakara	5.750F 5175F
Astrakan pleines peaux	3.850F 3465F
Ragondin	4.250F 3825F
Weasel	4.250F 3825F
Rat d'Amérique	4.850F 4365F
Queues de Vison	4.850F 4185F
Opposum	2.850F 2565F
Pattes Astraken	2.150F 1935F
Yemen	1.750F 1575F
Mouton doré	1.650F 1485F
Murmel	4.250F 3825F
Pattes de Kalgan	2.250F 2025F
Lapin fantaisie	1.650F 1485F
Lapin diffusion	1.250F 1125F
Flanc de marmotte	1.450F 1305F

PRESTIGE	
Vison pearl	18.250F 16425F
Vison Black glama	25.750F 23175F
Vison Lunareine	28.750F 25875F
Vison Emba	32.500F 29250F
Vison Black diamond	32.500F 29250F
Chinchilla	42.500F 42750F
Zibeline	75.000F 67500F

Service après-vente.
Reprise en compte de vos fourrures au plus haut cours
Garantie totale sur tous vos achats.
SHOW COLLECTION
VENDREDI, SAMEDI, DIMANCHE
à 15 H.

ENTREE LIBRE
tous les jours de 10 h à 20 h

Pour participer à l'opération de
sauvegarde des félins tachetés
en voie de disparition, aucune
fourrure, panthère, ocelot, tigre,
guépard, léopard, jaguar,
ne sera vendue.

DU 29 AU 31 OCTOBRE

AMÉRIQUES

Les États-Unis en quête d'un président

(Suite de la première page.)

Leditte loi (1), discutée depuis 1974, signée dans sa version définitive, après de multiples péripéties, en mai 1976, c'est-à-dire presque à la fin de la campagne des « primaires », s'applique pour l'essentiel à l'élection présidentielle, qu'elle coupe radicalement du recours aux donations privées, modiques ou massives. Elle contient également des dispositions applicables aux élections fédérales (Chambre et Sénat), soumises à une comptabilité rigoureuse quoique moins draconienne puisque le pouvoir central n'en assume que la « moralité », non les frais.

Chez Ted Kennedy, on ne fait donc aucune difficulté pour reconnaître que le budget de la réélection — acquis d'avance — du frère de « J.F.K. » s'élève à 600 000 dollars, dont la moitié ont déjà disparu dans les dépenses des « primaires ». Soit six fois plus que chez Carter pour le même Etat.

Une commission entièrement nouvelle de six membres nommée par le président après confirmation du Sénat, la Federal Election Commission, veille au fonctionnement impartial et scrupuleux de ce mécanisme, qui doit préserver le futur président de toute complaisance, directe ou indirecte, envers les puissances d'argent. Elle a un budget de 7 millions de dollars pour centraliser et vérifier les rapports comptables reçus des candidats, procéder aux enquêtes qui lui paraissent nécessaires et saisir la justice, s'il y a lieu, des abus constatés. C'est le noyau d'une autorité qu'il serait bien imprudent de traiter à la légère dans un pays où il n'y a guère de démarcation entre la législation qu'on peut fouler aux pieds impunément et celle qui vous fait risquer la prison.

En cette année 1976, ce n'est pas seulement sur l'élection présidentielle que souffle un vent purificateur. Quarante-neuf Etats sur cinquante se sont empressés de passer des lois purgeant les subside particuliers de leur aspect occulte et corrompue. Aucune, il est vrai, ne va aussi loin que la loi fédérale, qui institue pour les candidats des deux grands partis un véritable statut de « candidat conventionnel ». S'ils acceptent le « contrat » fédéral, ils ne doivent pas toucher un « cent » en dehors des 21,8 millions de dollars versés par le Trésor, auxquels peuvent s'ajouter 3,3 millions réunis par leur comité électoral. Ils en disposent à leur gré, selon la stratégie qui leur convient. Le tout est de ne pas crever le « plafond ».

La moitié du budget consacrée à la télévision

D'où une lézine qui transforme, en le refroidissant, le climat de la campagne. Et aussi, quelques considérations rétrospectives d'experts à la fois contrits et méliancoliques. Les deux candidats ont affecté environ la moitié de leur allocation à se payer du « temps » de télévision, en concentrant leurs efforts en ce domaine dans les jours qui précèdent le scrutin du 2 novembre. Un spécialiste du « commercial » politique, se souvenant des ébauches télévisées des années précédentes, se demande aujourd'hui si l'on n'aurait pas surestimé dans le passé l'impact de ce moyen de communication. « Il n'est pas question, naturellement, de se passer du petit écran », déclare-t-il, « mais comme la plupart de nos films s'adressaient (et s'adressent encore) à l'électorat le moins évolué, et que c'est, d'après tous les sondages, celui qui se soucie le moins d'aller voter... »

La grande innovation de cette année électorale n'a encore été « testée » qu'une fois devant les tribunaux, qui lui ont imposé des modifications, mais sans altérer les subtiles distinctions qu'elle établit et qui, si elles étaient maintenues, rendraient les luites

électorales inégales. Disons que la loi instaure au moins trois secteurs d'importance variable, mais relevant tous du processus par lequel s'exprime la libre décision des citoyens.

Il y a d'abord celui que nous avons appelé le « secteur conventionnel ». Il intéresse, dès les « primaires », les prétendants à l'investiture présidentielle de leur parti, puis les deux candidats qui l'ont obtenue. Le deuxième secteur s'étend aux « candidats fédéraux », c'est-à-dire à ceux qui se disputent les sièges à pourvoir au Congrès. Ceux-ci ne reçoivent pas de subventions de l'Etat, mais tombent néanmoins sous le contrôle de la Federal Election Commission et doivent se conformer, sous peine de sanctions, à ses directives.

Enfin, il y a le « secteur libre », où, comme avant, tous les coups sont permis du moment qu'ils rapportent — du moins tant que les Etats n'interviennent pas la rigueur de Washington. Pour illustrer ces différences, prenons le cas de l'Illinois, Etat-clé des élections. M. Carter a prévu d'y consacrer 180 000 dollars, l'état-major républicain à un budget de 196 000 dollars. Mais le candidat républicain au poste de gouverneur — fonction qui n'est pas particulièrement attractive tant que l'Etat reste dans l'obédience absolue du maire démocrate de Chicago, M. Richard Daley, — s'approprie joyeusement à dépenser 2 millions de dollars pour satisfaire ses ambitions.

Des référendums

Enfin, en dehors de ces « trois cercles », mais toujours dans le périmètre démocratique, se situe la vaste zone des « questions » par voie de référendum, posées directement à l'électeur (et à sa demande expresse, formulée par pétition), qui ne sait que trop bien ce qu'il en adviendrait si certains problèmes étaient laissés à la seule sagesse des législateurs locaux... et de leurs amis.

Sur ce champ-là, la bataille fait rage. Ainsi, au Massachusetts et au Michigan, les électeurs auront une fois de plus à se prononcer sur le principe de la « consignation obligatoire » des bulletins de vote, ou des bières en boîte. D'abord, pour éviter que leurs cadavres ne continuent à souiller bas-côtés et proménades, ensuite, pour récupérer les matières premières qui entrent dans leur composition. Chose curieuse : la plupart des sondages font apparaître une majorité de la population en faveur de la consignation obligatoire, alors que presque tous les référendums sur le sujet ont tourné à l'avantage des coalitions nées pour repousser le projet. Il est vrai qu'en Massachusetts celles-ci ont déjà dépensé 1,3 million de dollars en propagande, et que le Michigan n'est pas en reste. Il serait tout de même dommage que la production (ouvriers y compris, le plus souvent) n'ait pas le dernier mot quand c'est le consommateur qui doit donner son avis.

Comme on le voit, l'argent, banni de la compétition pour la magistrature suprême, n'est pas rentré honnêtement dans les coffres-forts. Dans les limites des nouvelles règles du jeu, il n'a pas renoncé à ses investissements psychopolitiques. Une noble émulation pour la première place continue à jouer, sans fard ou par l'intermédiaire d'organismes.

ad hoc, entre l'association des médecins américains, les divers syndicats et l'industrie laitière, laquelle, fortement « mouillée » dans la carabouille Nixonienne de 1972, n'a pas hésité cette année à tripler sa contribution aux candidats au Congrès compensant aux infortunes de la manne. D'ailleurs, les centres des partis (qui sont distinctes du quartier général des lobbies de liste, MM. Carter et Ford) ne se plaignent pas. Elles n'ont jamais reçu (ni) autant de fonds : entre 4 et 5 millions de dollars pour les seuls démocrates, qui n'avaient jamais vu beaucoup plus d'un million affluer dans leurs caisses. Un maximum de 3 000 000 dollars peut en être distribué au bénéfice de M. Carter, mais le surplus sera distribué aux candidats impécunieux et servira surtout à des opérations de « mobilisation » de l'opinion.

Démobilisation après la bataille

Mais il y a aussi les conséquences « démobilisatrices » de ces élections épuisées. Traditionnellement, les démocrates faisaient campagne au-dessus de leurs moyens et terminaient avec de lourdes dettes. Ce n'est pas par hasard qu'après la défaite retentissante du sénateur McGovern ils avaient pris, pour se renflouer, comme « président du comité national » M. Robert Strauss, un banquier du Texas, dont les préférences iraient plutôt à M. John Connally, transfuge bruyant et voyant du parti. Mais, sur le moment, c'était l'euphorie : on n'y regardait pas de si près. On recrutait des collaborateurs bien rémunérés et le nombre appelant le nombre, par effet d'entraînement, les volontaires accouraient, prêts aux tâches les plus ingrates, comme celles des enveloppes, faire du porte-à-porte pour tous les temps, — ou à démarcher les mêmes sympathisants.

Cette déflation généralisée engendre plus que de la morosité à la « base » : une sorte de dévaluation de la campagne elle-même. Surtout sur les ondes, et encore. Elle tend à s'effacer de l'horizon quotidien. Entre « observations » qui se croisent sur les sentiers de la guerre, on s'interroge avec incrédulité : « Comment est-ce à Philadelphie ? Et dans l'Ouest, ça, par là-bas, se videra le conflit ? Pas de panneaux publicitaires ? Et à la télé ? » D'une région à l'autre, les réponses ne divergent que par des nuances : « On n'avait jamais vu ça. » Si peu de tam-tam, de folles, de hermines locales. Le « fund raising » (collecte de fonds), ce sport national à tous les niveaux, qui, bien souvent, est une mise en train à la participation électorale elle-même, ne va-t-il pas voir se tarir ses vocations ? L'instauration d'une certaine hygiène financière dans les mœurs des campagnes électorales américaines va-t-elle dissocier davantage l'élite de ses électeurs, qui, des générations durant, préféraient sans vergogne les mains bien pleines aux mains bien propres ?

ALAIN CLÉMENT.

Prochain article :

L'ÉMERGENCE DES OUTSIDERS

Savez-vous que Camino peut vous offrir les Bahamas pour 2250F* ?

voire Agent de Voyages le sait, demandez-lui le programme complet Camino: des séjours, dans une sélection d'hôtels et d'îles, pour satisfaire tous les goûts, tous les budgets en toutes saisons.

Camino, 21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris.
Tél. 755.77.90/380.55.58

(* comprenant transport Paris/Bahamas et retour, hôtel 1 semaine et transferts.

Cette année, les Bahamas!



Opel City

P.A.R. S.A.
65-67, boulevard de la Gare
PARIS 13^e
Tél. 555.18.20 et 555.05.05.



Opel City 1.500

سكرا عن المرحوم

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Des agents sud-coréens auraient tenté de corrompre quatre-vingt-dix parlementaires

De notre correspondant

Washington. — L'enquête ouverte par le département américain de la justice sur les activités des agents du gouvernement sud-coréen engagés dans une vaste entreprise de corruption prend des proportions embarrassantes. Selon des informations données par le Washington Post et reprises par le New York Times, environ quatre-vingt-dix membres du Congrès pourraient être impliqués dans le scandale.

Aucune confirmation officielle n'a encore été apportée aux informations de presse, selon lesquelles les agents du « lobby » sud-coréen ont, depuis 1970, versé chaque année entre 500 000 et 1 000 000 de dollars à divers membres du Congrès et de l'administration. Les enquêteurs attendent, semble-t-il, le retour de l'homme d'affaires Tongson Park, le personnage central du scandale. Mais M. Park a quitté les Etats-Unis « pour un long voyage ».

Selon le Washington Post, au cours d'une réunion à la fin de la dernière décennie, à laquelle participaient des agents des services spéciaux sud-coréens (K.C.I.A.), M. Park Ba El, aujourd'hui proche collaborateur du Révérend Moon, le président de la Corée du Sud, M. Park, aurait encouragé M. Tongson Park (son homonyme avec lequel il n'a aucun lien de parenté) à faire cet effort de « relations publiques ». Vingt-deux membres du Congrès auraient ainsi reçu de l'argent ou des cadeaux après s'être engagés à œuvrer pour une législation favorable à la Corée du Sud. Certains membres auraient bénéficié des faveurs de jeunes femmes mises à leur disposition comme guides lors d'un séjour en Corée. M. Tongson Park, qui a touché plus de 5 millions de dollars en commissions sur les achats de riz américain par le gouvernement de Séoul, ne manquait ni d'argent ni d'influence (1).

D'autre part, au retour d'un voyage d'affaires en 1973, la douane lui aurait confisqué un mémorandum sur lequel les noms de quatre-vingt-dix personnalités politiques, comme M. Richard Nixon, les sénateurs Goldwater, Humphrey, étaient mentionnés à côté de chiffres in-

(1) Selon le Washington Post et le New York Times, les services de renseignements américains ont installé un système d'écoute dans la résidence du président Park et ont de la sorte été mis au courant des décisions prises par le chef de l'Etat.

HENRI PIERRE.

Messidor
154 300 F.
pour un 4 pièces sans le terrain.



Nouveau modèle pour terrain de petite façade. Avec étage : 4, 5 et 6 pièces.

Maisons Baley

Prairial
133 100 F.
pour un 4 pièces sans le terrain.



Nouveau modèle de plain-pied existe en 4, 5 et 6 pièces.

Maisons Baley

Je désire recevoir
le nouveau
catalogue gratuit

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Tél. _____ Je possède un terrain oui ☐ non ☐

à retourner : Maisons Baley
68, bd Malesherbes 75008 Paris.
Tél. 522.19.69

Maisons Baley

Chine

LE REJET DU TÉLÉGRAMME DE M. BREJNEV

Le P.C. dénonce d'autant plus vivement le «révisionnisme» qu'il prétend démontrer sa fidélité aux idées de Mao

De notre correspondant

Pékin. — On se perd ici en conjectures sur les raisons qui ont pu inciter le P.C. soviétique, ses alliés les plus proches d'Europe orientale et le parti mongol, à adresser leurs félicitations à M. Hua Guo-feng.

Pékin a refusé ces messages comme il l'avait fait le mois dernier pour ceux qui avaient été adressés au comité central du P.C.C. après la mort du président Mao par des partis avec lesquels les Chinois n'entretenaient pas de relations (le Monde du 16 septembre et nos dernières éditions de jeudi). Rappelons que cette absence de relations entre partis n'affecte pas le respect des usages dans les relations entre Etats. Ainsi, le message adressé par le président du Soviet suprême et le conseil des ministres d'U.R.S.S.

au comité permanent de l'Assemblée à l'occasion du vingt-septième anniversaire de la R.P.C. a-t-il été publié, le 4 octobre, à Pékin. La position chinoise est parfaitement nette sur ce chapitre, et le rebuffade que viennent d'essayer les Soviétiques et leurs amis était d'autant plus prévisible que l'expérience avait déjà été tentée quelques semaines plus tôt. A-t-on cru à Moscou et dans les capitales d'Europe orientale que l'élimination de Mme Chiang Ching et de ses amis du « groupe de Changhaï » allait entraîner, un renversement soudain d'attitude ? Si des signes, à peine perceptibles d'ailleurs, d'une légère évolution du comportement chinois envers l'U.R.S.S.

ont pu être relevés récemment, tous les observateurs sérieux se gardent de les interpréter de manière trop catégorique et surtout isolément, sans tenir compte en même temps des attaques répétées qui se poursuivent contre le régime soviétique dans la presse. Les signes entrecroisés jusqu'à présent ne sont, certes, pas négociables, mais il s'agit surtout de « alliances » — comme l'omission, le 24 octobre, par le maire de Pékin, M. Wu Teh, du terme « social-impérialisme » dans son discours sur la place Tian-An-Men (le Monde du 26 octobre), auxquels aucun interlocuteur chinois n'a encore consenti à donner une signification « positive », bien au contraire. J'ai dit, nous pouvions entendre un haut responsable du ministère des affaires étrangères réitérer dans une conversation privée les plus sévères critiques contre la politique soviétique, intérieure comme extérieure.

ALAIN JACOB.

● L'administration américaine a approuvé la vente à la Chine de deux ordinateurs « relativement avancés » par l'intermédiaire d'une filiale française de la Control Data Corporation. Le Cyber-173 sera utilisé pour la recherche de pétrole, le second sans doute à la détection des tremblements de terre. Leur valeur est d'environ 2 millions de dollars. M. Kissinger souhaiterait faciliter par ce geste les relations avec les nouveaux dirigeants chinois. Mais pour devenir effective, cette vente doit encore être approuvée par le Cocom, organisme comprenant des représentants des pays de l'OTAN et du Japon, chargé d'autoriser les ventes de matériel stratégique à des pays communistes. — (A.F.P.)

Selon un responsable du «Quotidien du peuple»

«Les quatre voulaient transformer le pays en une société rétrograde»

De notre envoyé spécial

Pékin. — Dans les ateliers de composition du Quotidien du peuple, des ouvriers ont illustré à la craie, sur des tableaux, les slogans visant la « bande des quatre », des représentants du P.C. C'est la première fois qu'un homme proche du pouvoir consent à donner une réponse claire à une telle question.

M. An Kang a tenu à rappeler devant nous son long passé de militant. Il sert le parti depuis quarante ans ; il a été blessé treize fois pendant la lutte de libération nationale. Il affirme qu'il travaille au sein de l'équipe dirigeante du Quotidien du peuple depuis la création du journal en 1949. On sait toutefois, d'autre part, que nommé directeur en chef adjoint en 1980, il connut une éclipse pendant la révolution culturelle. De par ses fonctions dans le journal, chargé, selon ses propres termes, de « diffuser les directives du parti », il jouit d'une position bien définie dans la hiérarchie du P.C. Il a bien pesé ses mots avant de convenir avec les journalistes étrangers, dans un salon où le portrait de Staline figure à côté de ceux de Marx, Engels et Lénine. Il semble que les affiches demandant l'exécution des « quatre » soient l'œuvre de militants trop zélés ou de « gens simples », pour reprendre une expression de notre guide devant d'autres slogans visibles au bord de la route conduisant à la Grande Muraille.

S'ils échappent à la mort, les « quatre » peuvent-ils espérer se réintégrer dans la société, après la confession de leurs « crimes » ou de leurs « erreurs » ? M. An Kang ne le pense pas. Selon lui, la formule du président Mao — « guérir la maladie pour sauver l'homme » — ne s'applique pas à des personnages qui ont commis des « crimes impardonnables ». Les « quatre » ne peuvent pas espérer « se racheter » par voie d'autocritique. Ils voulaient « abattre le drapeau dressé par le président Mao et transformer la Chine en une société rétrograde ; cela, les cadres du parti, les ouvriers et paysans ne peuvent le souffrir ». Les « quatre » et les autres Chinois ne peuvent plus « vivre sous la même ciel », ajoute M. An Kang, précisant que cette expression du langage national doit être prise « au sens figuré ». Les « quatre » sont déjà « engloutis par les vagues d'indignation du peuple », dit le rédacteur en chef adjoint, dont les propos donnent à penser que l'on n'entendra plus parler des anciens « radicaux », sinon pour l'approfondissement de leur critique.

A ce propos, M. An Kang conteste les « diatribes » données aux « quatre » par la presse occidentale et soviétique. Selon lui, « les « quatre » n'étaient pas d'extrême gauche, mais d'extrême droite ». Ils dissimulaient leur jeu, tout comme les « deux ou trois hommes » que M. Yao Wen-yuan avait placés au sein même de la direction du Quotidien du peuple, précise M. An Kang. En temps que responsable de la propagande du parti, M. Yao Wen-yuan s'est servi du Quotidien du peuple et du Journal du peuple pour « déstabiliser la pensée du président Mao Tse-tung ».

Les « deux ou trois » complices de M. Yao Wen-yuan ont présenté leurs autocritiques devant le personnel du

quotidien, indique M. An Kang, qui paraît trouver cela parfaitement naturel. En effet, si les « crimes » des « quatre » ne sont pas pardonnables, les erreurs des hommes qu'ils ont entraînés sont moins graves : « Le principe du parti est que, si l'on se corrige, ça suffit ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Breguet

LA QUEUE-EN-BRIE



"Séquoia", 278 m², 8 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de L'Ormoie

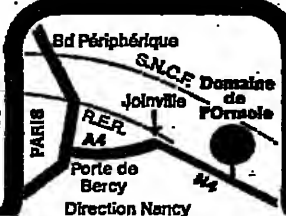
Tout près du charmant village de la Queue-en-Brie, au grand calme, voici un Domaine situé sur un terrain vallonné, à deux pas des magasins, des supermarchés et des équipements sportifs.

Une sortie de l'Autoroute A4 rendra bientôt son accès extrêmement facile depuis Paris. A la gare de Pontault-Combault, située à 3,5 km du Domaine il y a 40 trains

par jour pour Paris. Nous y construisons 4 modèles de grandes et luxueuses maisons, de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s.d.b., toutes dans de vastes jardins de 600 à 1800 m².

Au Domaine de L'Ormoie, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-
MODÈLES TOUTS LES JOURS
DE 10 H à 19 H.



A 15 KM
A L'EST DE PARIS
PAR LA 4 ET LA N4

ENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE.
94510 LA QUEUE-EN-BRIE (Tél. 933.71.80)

IL Y A VINGT ANS, L'ÉQUIPÉE

Le glas des illusions

par ANDRÉ FONTAINE

Après l'échec des tentatives menées dans les années 1949-50 pour transformer en paix véritable les armistices conclus au lendemain de la guerre d'indépendance entre Israël et ses voisins arabes, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France s'étaient engagés, le 25 mai 1950, à veiller en commun au maintien du statu quo au Proche-Orient, notamment en préservant l'équilibre des armements. Ils avaient été bien imprudents de ne pas chercher à s'associer l'U.R.S.S. : comment celle-ci n'aurait-elle pas été tentée de saisir l'occasion qui lui était ainsi offerte de se faire des amis dans ce monde arabe que John Foster Dulles cherchait à équilibrer dans le camp de la résistance au communisme ?

Staline, qui avait une forte

tendance à ne voir dans les leaders du tiers-monde que des agents de l'intelligence Service, se garda d'utiliser cette carte. De toute façon, à l'époque, les Anglais occupaient encore la Jordanie, l'Irak et la zone du canal de Suez. Mais en février 1954, Gamal Abdel Nasser, jeune officier qui ne faisait pas mystère de son panarabisme et de son hostilité au « sionisme », prenait le pouvoir au Caire. Quelques mois plus tard, grâce à l'appui des États-Unis, il concluait avec la Grande-Bretagne un accord engageant celle-ci à retirer ses garnisons d'Égypte dans un délai de vingt mois. Moshe Dayan, alors commandant en chef de l'armée israélienne, vint sonner l'alarme à Paris, qui lui promit des chars, des avions, des roquettes.

La nationalisation du canal

C'est alors que Moscou entre en scène. En mai 1956, l'ambassadeur soviétique au Caire propose à Nasser de lui vendre des armes. Avant d'accepter, le Raïs préfère s'adresser aux États-Unis. Mais ceux-ci lui demandent un paiement comptant qui est hors de ses moyens. Et c'est ainsi que le 26 septembre de cette même année on apprend la conclusion d'un accord sur la fourniture à l'Égypte d'armes soviétiques en échange de coton et de riz. On s'affole en Israël, et le président du conseil, Moshe Sharet, évoque, au cours d'un voyage à Paris, Londres et Washington, la possibilité d'une « guerre préventive ». Jugé cependant trop mou, il doit céder la place au vieux Ben Gourion, le Churchill juif, qui sort de son kibboutz pour annoncer que son peuple « ne se laissera pas conduire au massacre comme du bétail ». Dans les jours qui suivent Dayan est chargé d'étudier les plans d'une invasion du Sinaï. Pour une telle opération, il faut beaucoup plus d'armes qu'Israël n'en a. Lorsque Guy Mollet arrive au pouvoir, en France, au début de 1958, Ben Gourion s'adresse à lui en invoquant la solidarité socialiste. Il reçoit un accueil d'autant plus favorable que le leader de la S.F.I.O. impressionné par son voyage mouvementé à Alger, prête une oreille attentive aux thèses de son ministre de la guerre, Maurice Bourgès-Maunoury, selon qui la rébellion algérienne est dirigée en réalité du Caire. Mais Christian Pineau, ministre des affaires étrangères, recule d'un entretien avec Nasser, mené par Nehru, l'impression que le Raïs est un homme de bonne volonté, beaucoup plus réaliste que ses propos publics ne paraissent le laisser croire.

C'est sur ces entrefaites qu'éclate, le 26 juillet, la nouvelle de la nationalisation par l'Égypte du canal de Suez. Ce coup de dés répond à un autre : la décision de Dulles de rompre les négociations pour le financement par les États-Unis la Grande-Bretagne et la Banque mondiale, de la construction du « haut barrage » d'Assouan, entreprise aux dimensions pharaoniques destinée à fertiliser la Nubie et à fournir à l'Égypte l'énergie qui lui fait tant défaut. La difficulté d'obtenir du Caire des assurances sérieuses sur le service des dettes qu'il s'apprête à contracter n'explique pas seule ce revirement. Dulles s'imaginait que le Krenlin était hors d'état de financer à lui seul la construction du haut barrage.

Nasser justifia sa décision en faisant état du caractère exorbitant des bénéfices réalisés par la Compagnie du canal de Suez et de la nécessité de trouver les moyens de financer le barrage. Depuis lors on a vu bien d'autres nationalisations et personne ne songe à s'en étonner. Mais à l'époque, c'est un véritable sur-saut d'indignation qui accueillait ce que le gouvernement français, à direction socialiste, a appelé « une provocation violente ». Les Britanniques, et Edouard, premier ministre de Grande-Bretagne, purement et simplement, un « vol ». Seules quelques voix rapplémentaires se soulevèrent. Mais l'intention d'indemniser les actionnaires et que de toute façon la concession de la compagnie exploitée dût être plus tard, pour Guy Mollet, Nasser était un nouvel Hitler, et s'insolent avait été acceptée un nouveau Munich. Dès le 29 juillet, le principal adjoint de Nasser, Gamal Abdourhahman, se rendit à Londres. Edouard, ministre des affaires étrangères d'Orsay eux-mêmes, que Mollet

Selwyn Lloyd et Pineau. « Il faut chasser Nasser d'Égypte », leur dit-il. Edouard répond : « Nous ne vous demandons rien, mais nous espérons que vous surveillerez l'our ». Autrement dit : nous allons régler nos affaires avec Nasser tout seuls avec nos amis Français, mais arrangez-vous pour empêcher les Russes de s'en mêler. Inutile de dire que cette garantie ne fut jamais donnée. Tout au long de la crise, les États-Unis manifestèrent l'attitude la plus fluctuante, oscillant entre un encouragement tacite à l'intervention armée et la condamnation vertueuse. Il faut dire que Dulles ressentait alors les premières atteintes du cancer qui devait l'emporter et que, le 6 novembre, Eisenhower était soumis à réélection. Un président n'aimait avoir une guerre sur les bras à ce moment-là.

Entre Paris et Londres, le moins il semble n'y avoir pas de problèmes : ancien professeur d'anglais, Mollet est un fanatique de l'anglais. Il faut dire que Dulles va, devant le défi égyptien, jusqu'à vouloir ressusciter le projet Monnet de juin 1940 de fusion des deux pays.

Il y a tout de même des ombres au tableau. A la différence de la France, où il n'y a pas grand monde, en dehors de Pierre

Mendès France et de Jean Monnet, pour mettre en garde contre les risques de l'aventure, la Grande-Bretagne est divisée : une bonne partie de l'opinion et de la presse et même certains membres du gouvernement sont hostiles à une action armée. Edouard lui-même est fragile, s'inquiétant après coup de l'effet des décisions auxquelles il a lui-même poussé. Et puis il y a le cas d'Israël. Aux yeux de Ben Gourion, la nationalisation du canal est apparue aussitôt comme une occasion inespérée de mettre à exécution le projet de guerre préventive avec l'Égypte dont il rêve. Le secrétaire d'État israélien, la guerre, Shimon Peres, s'est précipité à Paris où il s'est entendu proposer par Bourgès-Maunoury une action commune franco-israélienne. Mais les Britanniques, qui conservent de fortes amitiés arabes, redoutent de la perdre au moindre signe de collusion entre les Israéliens et eux. Aussi bien les relations entre Londres et Jérusalem demeurent-elles difficiles, au point que le 12 octobre 1956, encore, la Grande-Bretagne avertit Ben Gourion, au lendemain d'un raid israélien en Jordanie, qu'elle viendrait en aide à ce pays si les troupes juives l'envalaient.

La conférence de Sèvres

Le 32 octobre, cependant, une conférence secrète, tenue à Sèvres en présence de Ben Gourion et de Selwyn Lloyd, mettra au point le scénario d'une action militaire et diplomatique commune contre l'Égypte. C'est un monument d'hybris : il est convenu, en effet, qu'Israël attaquerait le 29 et que la France et la Grande-Bretagne prendraient prétexte de ce que la sécurité du canal est en péril pour adresser à Nasser une dernière sommation : « sous peine de voir ses troupes de 15 kilomètres, que la RAF et l'aviation française pénétreraient les aéroports égyptiens à partir du 31, et qu'un corps expéditionnaire britannique se présenterait à la veille de l'élection présidentielle aux États-Unis ».

Les plans ont été tenus rigoureusement secrets. Les hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay eux-mêmes, que Mollet

et Pineau savent têtés, dans l'ensemble, à l'égard de toute politique d'intervention, seront saisis d'ignorance de ce que les États-Unis, s'ils sont mis au courant, n'entravent la réalisation du projet. A la vérité, il est difficile d'imaginer qu'avec les moyens d'information dont ils disposaient, les Américains n'aient pas été en mesure de répondre à la question alors posée par Nasser à ses collaborateurs : « Il faut essayer de déjouer la ruse des Britanniques qui tentent avec les Français... » Il n'est pas exclu que certains militaires d'outre-Atlantique aient fait des vœux en secret pour la réussite de l'entreprise. En sachant très bien qu'en guerre froide, comme en guerre tout court, l'action n'a de chances de réussir que si elle est foudroyante.

Foudroyante : le mot s'applique bien à l'offensive israélienne qui bouscula en quelques jours la résistance égyptienne dans le Sinaï. Pour ce faire, les forces de Dayan avaient bénéficié de l'appui d'avions français camouflés aux couleurs juives, et des chars du 1^{er} corps blindé français, qu'à aucun moment n'eussent le moins du monde informés les

Anglais, auxquels Mollet avait accepté de céder le commandement suprême, en dépit du conseil contraire donné, si l'on en croit Christian Pineau, par le général de Gaulle.

Le 31, les bombardements franco-britanniques commencent comme prévu. Mais Eisenhower décide d'y mettre le holà : « Faites cesser cela », dit-il à Dulles. Déjà, la veille, il

Eden cède

Il s'en faut d'un rien que le débarquement des troupes anglo-françaises à Port-Saïd et à Port-Fouad ne soit aujourd'hui à bien finalement le 5 novembre, avec un succès complet. Mais c'est une course contre la montre : le même jour, l'Assemblée générale des Nations unies, qui a déjà approuvé un projet canadien de création d'une force internationale destinée à relever sur le retrait de ses troupes, obligeant les « casques bleus », nomme le général canadien Burns au commandement de cette force et l'autorise à recruter immédiatement son personnel. Et le soir, l'U.R.S.S., que Mollet et Eden voulaient croire entièrement occupée par l'affaire hongroise, frappe sur la table un coup destiné à faire oublier la mauvaise action qu'elle vient de commettre à Budapest : elle invite le Conseil de sécurité à sommer la France, la Grande-Bretagne et Israël à mettre fin à leur intervention, faute de quoi un corps expéditionnaire international composé entre autres de troupes américaines et soviétiques, devrait porter assistance à l'Égypte.

Les États-Unis, traumatisés par la tragédie hongroise, écartent cette proposition, mais le Krenlin, en cause quant à la IV^e République, qui avait espéré gagner à Suez la guerre d'Algérie, l'échec devait lui être fatal. C'est l'impérialisme qui avait donné le spectacle qui devait conduire bien des chefs militaires à s'insurger dix-huit mois plus tard contre le pouvoir civil.

Restent les deux superpuissances : la crise de 1956 leur a ouvert les portes du Proche-Orient, où elles ont gagné ce qu'elles ont perdu. Depuis lors de mener une saine lutte d'influence, ponctuée de spectaculaires parties de poker. Vingt ans plus tard cependant, il serait hasardeux de soutenir que l'une ou l'autre en a tiré, à long terme, beaucoup d'avantages, tant le nationalisme, qu'il soit de droite ou de gauche, marque tous les régimes de cette partie du monde. Ils cherchent certes à tirer le monde extérieur, mais acceptent de moins en moins de se laisser dicter leur conduite par lui. Et depuis la découverte de l'arme du pétrole, ils savent qu'ils ont les moyens de le faire.

à engagé devant les Nations unies une action destinée à contraindre Israël à regagner ses bases de départ. De tous côtés les cris d'indignation fusent. Ben Gourion et Guy Mollet n'en ont cure. En revanche, Eden, soumis à la pression conjuguée de la Maison Blanche, du Canada, de l'Inde, de son opposition et même de certains de ses ministres est à deux doigts de craquer.

gais ni britanniques en terre d'Égypte, et Nasser aura su transformer sa défaite en victoire. Plus personne désormais ne contestera le droit de l'Égypte à exploiter elle-même le canal, et la stature du Raïs comme leader du monde arabe se sera considérablement renforcée. Il fut ainsi l'un des deux principaux bénéficiaires de l'opération : l'autre étant Israël, qui, en négociant pied à pied le retrait de ses troupes, obligeant que des « casques bleus » stationnent en permanence tant dans la bande de Gaza, repaire de fedayin, qu'à Charn-el-Chelik, où, pendant dix ans, les bateaux israéliens jouaient en fait du droit de tranquille passage. C'est la remise en cause de ce droit, à la suite d'une cascade de malentendus et de surenchères, qui devait conduire, en 1967, à une autre guerre du Sinaï et à une nouvelle victoire spectaculaire des forces israéliennes.

Dans l'affaire, la Grande-Bretagne a mesuré l'étendue de sa dépendance vis-à-vis des États-Unis : celle-ci devient lors n'a jamais été vraiment remplie en cause. Quant à la IV^e République, qui avait espéré gagner à Suez la guerre d'Algérie, l'échec devait lui être fatal. C'est l'impérialisme qui avait donné le spectacle qui devait conduire bien des chefs militaires à s'insurger dix-huit mois plus tard contre le pouvoir civil.

Restent les deux superpuissances : la crise de 1956 leur a ouvert les portes du Proche-Orient, où elles ont gagné ce qu'elles ont perdu. Depuis lors de mener une saine lutte d'influence, ponctuée de spectaculaires parties de poker. Vingt ans plus tard cependant, il serait hasardeux de soutenir que l'une ou l'autre en a tiré, à long terme, beaucoup d'avantages, tant le nationalisme, qu'il soit de droite ou de gauche, marque tous les régimes de cette partie du monde. Ils cherchent certes à tirer le monde extérieur, mais acceptent de moins en moins de se laisser dicter leur conduite par lui. Et depuis la découverte de l'arme du pétrole, ils savent qu'ils ont les moyens de le faire.

Deux jours à Port-Saïd

par JEAN PLANCHAIS

des secrets : la base de Timbou, où une véritable usine de livraison aérienne française ravitaillait les forces françaises, les avions, les véhicules. Alors que la collusion entre Paris et Tel-Aviv devait fester officiellement ignorée des Anglais eux-mêmes.

Ainsi l'amiral anglais Sir Guy Grantham, commandant les forces navales « alliées », devait-il quelques jours plus tard ignorer la disparition sans préavis du croiseur Georges-Leygues, parti discrètement vider ses soutes à munitions sur la route côtière du Sinaï.

Vue du Gustave-Zédé, navire de commandement du général Beaufre, la côte égyptienne, le 5 novembre, est un grand bras grisé surmonté d'un champignon noir : les réservoirs de pétrole de Port-Saïd brûlent interminablement. Brûle aussi le bidonville de bois et de tôles.

Des avions français Nord-Alias passent, l'arrière largement ouvert. Une vague de parachutistes est en route vers l'horizon de eule. Les avions reviennent. Les courtoises de langage pendent, comme des cordons ombilicaux. Un, deux, trois... Tous les avions sont là. Sur le banc de jardin arriéré au pont, le général soupire de soulagement.

Et les messages arrivent. Le colonel Châteaubert, crâne rasé à barbe noire de temple, arborant l'habit de commandant de la contre-révolution, a sauté près de l'usine des eaux derrière Port-Saïd, s'est emparé d'un pont. Les « diables rouges » du brigadier général anglais Butler, eux, se sont rendus maîtres de l'aérodrome de Gamli. De l'autre côté du canal, le colonel Fossey-François s'est emparé de Port-Fouad, guidé par des volontaires locaux. Il poussera jusqu'à la côte, au risque, évité de justesse, de recevoir sur la tête la bordée des canons de la flotte franco-anglaise, prévue dans un programme minutieux mais soigneusement dissimulé aux exécutants, fussent-ils colonels.

Le débarquement des troupes venues par voie de mer depuis Famagouste, secourues dans des engins de débarquement qui ont abordé à Oren en 1942 et traversé la Manche en 1944, s'exécute le 6 novembre sans problème.

Lorsque les généraux descendent de leurs navires — chacun à la sien

— l'anglais, le H.M.S. Tyne, comme le français, le Gustave-Zédé, des trilleurs sénégalais sont alignés le long des quais. Ils pèchent à la ligne.

Les Égyptiens ont sabordé tous les navires qu'ils ont pu réunir. Sauf les luxueuses vedettes de la compagnie. Des soldats hilares, étalés sur les coussins de cuir vert, y tourment un rond comme dans un manège d'automatons.

La façade du premier hôtel, au bout de la jetée, est béante, et les bouteilles du bar brillent au soleil sous l'œil concupiscent d'un colonel anglais déshabillé entre la soie et son éducation d'officier et de gentleman. Il se décide : un Français ne pourrait-il « piller » pour lui une bouteille d'eau minérale ? Derrière l'hôtel, un poste de secours est installé. Des blessés, Anglais. Des coups de feu. Rien d'étonnant. Dans Port-Saïd il y a de quoi équiper une armée. Des fusils-mitrailleurs toqués flambant neufs trainent derrière des sacs de sable.

A Port-Fouad, des rangées de paires de chaussures s'alignent sur les avenues. Derrière les murs drapés de bougainvilliers rouges, blousons, pantalons, capotes, casques, s'entassent. Une partie des troupes égyptiennes battues dans le Sinaï par les Israéliens se sont ainsi démobilitées pour échapper à une éventuelle capture.

Mais, à Port-Saïd, les armes automatiques tousseent toujours. Une partie de la population s'est jetée dans la nuit sur les stocks de farine. De larges plaques blanches maculent encore les rues. En même temps, par la suggestion du conseil général de l'U.R.S.S., des armes ont été distribuées au petit peuple. Et il s'en sert. Les jeunes soldats anglais du National Service (le service obligatoire n'est pas encore aboli en Grande-Bretagne), assez inexpérimentés, se font tuer du haut des balcons comme à la parade.

Du bidonville bombardé par la flotte anglaise ne subsistent que quelques ferrailles tordues. Milles, morts, quinze cents ? Les compiles, en ce cas, ne sont jamais justes. Sous une trop mince couche de sable au bord de la route côtière qui conduit à l'aérodrome, bien des bosses sous le soleil. Une main

dépasse. Une odeur de charnier pèse, que ne dissipe pas le vent de la mer.

Dans le matin bleu pâle, un officier d'état-major affaré cherche une table et un tapis vert. Pour la signature solennelle de la capitulation. Elle n'aura jamais lieu. A 17 heures, la ville, le général El Mogul, gouverneur de Port-Saïd, avait rencontré Butler, et Châteaubert. Il avait demandé et obtenu une suspension d'armes pour éviter les mitraillages aériens. Le général Stockwell et son état-major mijotaient, à bord du Tyne, le texte d'une capitulation longue, compliquée et parfaitement inaudible. Il fut refusé. Dans la nuit, le faible contrôle que le gouverneur pouvait exercer sur l'armée, la police et le peuple lui avait échappé au profit du chef de la police et d'une guérilla populaire.

Les généraux alliés l'ont repoussé au consulat d'Italie, « bâillant » dans un fauteuil. D'où la recherche d'un lieu adéquat — une capitulation est plus solennelle en plein air, pour les photographes — et des meubles nécessaires. El Mogul, général sans troupes, ne peut faire capituler les cirque de soldats, les porteurs d'eau et les vendeurs à la sauvette, qui vident leurs chargeurs tout seuls. Il refuse, est fait prisonnier dans son fauteuil. Et s'endort.

Dans les entrepôts en flammes de Port-Fouad, un assaut est livré en silence. En ce mois de novembre, les chambres frigorifiques regorgent de cindres destinées aux Christmas anglais. Lessés des rations de combat, des soldats s'aplatissent lors des explosions de boîtes de légumes surchauffées et progressent par bonds vers des valisettes au goût de fumée.

Les grandes villas des anciens dirigeants de la Compagnie sont totalement vides au long des avenues résidentielles, où les joies se caramboient bruyamment : Chypre conduisit à gauche, à l'anglaise ; Port-Saïd, à la française, à droite. L'état-major du général Massu a enregistré une vive protestation contre : une voiture blindée à économie dans une fausse manœuvre la pelouse d'un pilote allemand du canal.

Une épaisse odeur d'oignon grillé stagne sur l'eau trouble. Des barges de bois, chargées de tubercules noirs, flottent à fleur d'eau. Un croquet victorieux a été, assurément, livré dans la nuit par la marine française : des nageurs de combat égyptiens ont tenté, dans l'obscurité, de mettre le feu aux vedettes françaises en utilisant, largement armées de pétrole, des brûlots odorants. Les vedettes ont été sauvées, mais les vaqueurs ont encore les yeux rouges.

Sur l'autre rive, des arcades blanches de l'ancienne armature (Navy House) partent des coups de feu. Des balles ont sifflé — et même claqué — le matin aux orilles des généraux qui, mal informés, avaient voulu y débarquer. Des avions à réaction français Thunderbolt plouquent à tour de rôle dans le crépuscule naissant.

Le palais blanc s'enflamme en technicolor, tandis qu'on parterre Beaufre et Massu, qui viennent enfin de se rencontrer après une involontaire partie de cache-cache, contemplant le feu d'artifice.

Massu, en retard, doit pousser ses forces le long du canal, vers Ismailia. Beaufre, sans liaison avec le quartier général de Chypre — ni avec Paris, — s'inquiète. Ou est le Gustave-Zédé, auquel il a donné pour consigne de venir au plus près de la côte ? Pas de Gustave-Zédé. Le général et son état-major s'embarquent sur une vedette. Les marins sont peu rassurés : sur la rade torride de Port-Saïd s'est levée une boule de feu. Et l'on part à la recherche du disparu. Dans la nuit qui tombe, tous les navires sont gris. Pas de lumière, pas de bruit. — Avez-vous vu le Gustave-Zédé ?

On retrouve enfin, en hâtant de poupe en poupe, le fugitif, qui s'est réfugié à 10 milles de la côte. Toute la flotte avait été alertée : on craignait des sous-marins soviéto-égyptiens. L'échelle de coupée descend au bout de ses poulies. Une lame jette contre ce confortable escallier le flanc de la vedette. Plus d'échelle de coupée, on descend l'échelle de pilote — une simple échelle de corde. Il faudra une dangereuse et humide gymnastique où képis et documents courent des risques sérieux pour parvenir à bord.

Des messages, anciens et peu clairs, attendent le général. Il effleure l'oreille d'un officier d'état-major.

émission de la B.B.C. annonçant que Paris et Londres donnaient l'ordre de « cessez-le-feu » à 2 heures (heure locale). Beaufre sort un instant de sa hantise froideur : « Quelle bande de c... ! Ils abandonnent au moment où il fallait pousser ». La guerre est finie.

Le gouvernement français instituera quelques semaines plus tard une décoration commémorative de l'expédition d'Égypte. C'est sur son avertis que les récipiendaires apercevront pour la première fois les Pyramides.

CORRESPONDANCE

M. Baeyens et l'affaire de Suez

M. Jacques Baeyens nous écrit : Dans une correspondance de M. Christian Pineau parue dans le Monde du 13 octobre j'ai relevé que, dans l'affaire dite de Suez, j'en avais été ni le « collaborateur » de l'ancien ministre, ni « à l'extérieur » son « conseiller ». Ces prétentions me plongent dans la plus grande perplexité. Qui, en effet, si ce n'est « mon » ministre, a pu me détacher auprès de l'amiral Barjot ?

D'autre part, à qui était destinée la lettre datée du 18 février 1957 que j'ai reçue par la poste et dont voici le texte : « Il m'est personnellement agréable au moment où se termine la mission que vous a été confiée au Proche-Orient de vous exprimer mes remerciements pour la façon dont vous l'avez exécutée. »

Il s'agit d'un travail particulièrement délicat que vous avez mené à bien en utilisant vos mieux votre compétence et votre efficacité.

Avec mes félicitations, etc.

Christian Pineau. M. Pineau dit vrai quand il assure qu'il ne m'a vu qu'une seule fois le 4 avril 1957. J'ai gardé un compte rendu de cette audience. A aucun moment il n'y a été question du consulat général de New-York que je n'avais pas demandé et qui ne m'a pas été offert à l'époque. En fait, le conseil des ministres du 7 mai m'a désigné pour Luxembourg, poste que j'ai décliné pour des motifs personnels.

Je n'ai jamais prétendu être un acteur du drame, je me suis contenté d'observer et de noter.

100-11-60-1520

DE SUEZ

Un point d'histoire, ou la fin d'un mythe

Israël, contrairement à ses deux partenaires de l'expédition de Suez, n'avait pas dissimulé ses propres objectifs : favoriser le renversement du régime nassérien, assurer la liberté de navigation pour les bâtiments de l'Etat juif dans le canal de Suez et dans les détroits de Tiran, et, si possible, annexer Gaza et le Sinaï. Sur ce dernier point, Ben Gourion ne pouvait être plus net : l'un des trois objectifs d'Israël, s'écriait-il dans un discours le 8 novembre 1956, est « de libérer les territoires de la patrie (juive) occupés par l'envahisseur égyptien ». « Le Sinaï, ajoutait le premier ministre israélien, n'est pour les soldats égyptiens qu'un désert étranger ». La veille, Ben Gourion avait précisé : « L'Ude de Yotvat, nommée Tiran, qui fut il y a mille quatre cents ans un état hébreu, recouvrira une partie du troisième royaume d'Israël ».

C'est par la suite qu'Israël justifia sa participation à la guerre de Suez : principalement par sa volonté de mettre un terme aux « ans de l'Ude de Yotvat ». Cet argument a été formulé de la façon la plus nette dans le premier communiqué israélien diffusé le 28 octobre 1956 : « Israël a entrepris ce soir des mesures de sécurité pour liquider les bases des fedayin égyptiens dans la péninsule du Sinaï. Ces unités ont été organisées il y a deux ans, pour servir la cause en Israël par les méthodes aveugles, par des minages et par des actes de sabotage... L'Egypte envoyait ses bandes en Israël... israélien, chaque semaine ». La radio a ensuite diffusé un communiqué de la porte-parole de l'armée annonçant que des unités de fedayin avaient été accrochées à Kounila, à Ras-en-Nagad et à proximité du canal de Suez.

En Israël même, ces affirmations n'avaient jamais été contestées. Il y a quelques mois, cependant, un journaliste israélien, Ehouad Yaari, expert des affaires arabes de l'officier Dagan et commentateur assidu de la télévision israélienne, a réfuté, dans un ouvrage (1), ce mythe qui durait depuis presque vingt ans. L'auteur se base uniquement sur des documents officiels secrets égyptiens et jordaniens, saisis par l'armée israélienne pendant l'expédition de Suez et la guerre de six jours. Ces documents font apparaître que, loin de les encourager, les autorités égyptiennes ont tout fait pendant des années pour empê-

par AMNON KAPELIOU

cher les infiltrations de Palestiniens en Israël. « Tous les documents égyptiens, sans aucune exception, que j'avais à ma disposition », écrit l'auteur, « montrent l'existence d'une politique constante visant à freiner les infiltrations : des directives en ce sens avaient été envoyées par les instances supérieures à l'administration locale ».

Les autorités égyptiennes ont bloqué des routes, surveillé les activités des Palestiniens et procédé à des arrestations parmi eux. Les habitants de Gaza se sont même plaints que les Egyptiens étaient plus sévères que les Israéliens. « C'est précisément le colonel Hafez (chef du deuxième bureau à Gaza), qui d'après les documents secrets, opposait fermement aux infiltrations et à l'échauffement de la frontière, qui a été accusé à l'époque par Israël d'être responsable des infiltrations et des actes de sabotage » (il a été, par la suite, accusé par un colis piégé, attentat sur lequel l'auteur s'attarde longuement). Le colonel Hafez agissait ainsi conformément aux ordres de ses supérieurs pour prévenir des représailles israéliennes. Le représentant égyptien à la commission d'armistice israélo-égyptienne a dit à son homologue israélien que les Palestiniens qui s'infiltraient n'étaient pas envoyés par l'Egypte, allant jusqu'à ajouter : « En ce qui nous concerne, vous pouvez les tuer ». La prudence du Caire allait très loin : parmi les documents saisis, figure une carte égyptienne sur laquelle était indiqué le trajet des patrouilles israéliennes qui pénétraient régulièrement dans la bande de Gaza, sans que jamais on tente de les attaquer.

Un mois avant le raid spectaculaire sur Gaza (28 février 1956), qui marqua un tournant dans le conflit israélo-arabe, eut lieu une réunion des commandants égyptiens de la bande de Gaza, au cours de laquelle ceux-ci décidèrent de prendre des mesures telles que l'interdiction des déplacements la nuit et l'ordre de tirer sur les éléments qui tenteraient de s'infiltrer en Israël.

A partir de cette époque, les Egyptiens — toujours selon Ehouad Yaari — se servirent des fedayin uniquement en représailles aux opérations israéliennes. C'est le cas, en août 1955, après que les Israéliens eurent pris le contrôle des zones démilitarisées du Neguev, et en avril 1956, après le tir d'artillerie israélien sur la ville de Gaza, qui a fait soixante et un morts civils et cent vingt-huit blessés. C'était la dernière grande opération des fedayin. Après, l'activité s'affaiblit à la suite de l'accrochage qui eut lieu précisément le long de la frontière de la bande de Gaza ».

Les restrictions imposées par les Egyptiens, à cette époque, à

la liberté de mouvement des fedayin avaient peut-être un lien avec les consignes données par l'état-major du Caire, immédiatement après la nationalisation du canal de Suez, de préserver le calme sur la frontière, par crainte de provocations israéliennes visant à entraîner l'Egypte dans une confrontation militaire (2).

Ben Gourion n'en a pas moins écarté à l'époque le ministre des affaires étrangères, Moshe Sharet, qui s'opposait à la ligne dure envers l'Egypte et aux représailles contre les Arabes, et a nommé à sa place le colonel Golda Meir. En lisant aujourd'hui les documents égyptiens de l'époque, il est clair que Sharet avait raison. Le commentateur militaire du quotidien Haaretz a pu écrire, le 29 décembre 1975, que les documents égyptiens publiés par Ehouad Yaari éveillent des doutes quant au bien-fondé de la politique de représailles d'Israël dans les années 50. Le professeur Amnon Rubinstein, de l'université de Tel-Aviv, a écrit de son côté que « la publication des documents du deuxième bureau égyptien donne de plus en plus l'impression qu'Israël n'a pas interprété correctement les intentions de l'Egypte à cette époque critique, époque à laquelle nous l'avons frappée, et elle s'est jointe à nos ennemis et s'est même mise à leur tête (3) ».

Vingt ans après l'affaire de Suez, les Israéliens sont de plus en plus nombreux à remettre en question la sagesse de la politique du jeune Etat hébreu envers le monde arabe dans les années 50.

MATELAS SOMMIERS ENSEMBLES

**TRECA
EPEDA
SIMMONS**

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE

**EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPELOU**

DISTRIBUTEUR
Seule adresse de vente
37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE
PARIS XI^e Métro Parmentier
Tél. 357.48.35

Breguet

PRÈS DE LA FORÊT D'ERMENONVILLE



"Frêne", 184 m², 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de Montmélian

Tout près de la célèbre forêt d'Ermenonville, voici le Domaine qui, au nord de Paris, présente le plus d'atouts majeurs : terrain doucement vallonné, cerné de bois et exposé plein sud, jardins de 700 à 1800 m², piscine chauffée, tennis, club-house, écoles, commerces.

Il se trouve à 2 km d'une sortie de l'Auto-

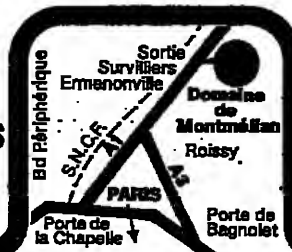
route A1. A la gare de Survilliers, située à

2 km du Domaine, il y a 40 trains par jour pour Paris.

Nous y construisons 5 modèles de grandes maisons, de 135 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s. d. b., toutes identiquement luxueuses.

Au Domaine de Montmélian, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-
MODÈLES TOUS LES JOURS
DE 10 H à 19 H.

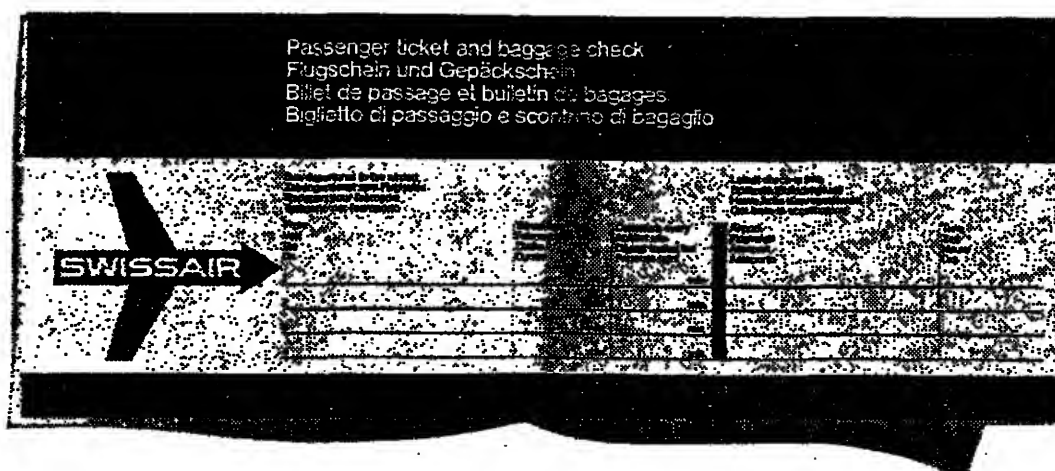


A 25 KM DE PARIS
PAR L'AUTOROUTE
DU NORD

ENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE.
95470 SAINT-WITZ (Tél. 47.56.55)

Le bestseller suisse de 1931 à 1976.

(Une plaquette que personne ne lit et qui, pourtant, fait paraître à tous le voyage moins long.)



Ce petit livre, nous le vendons depuis 45 ans, et avec un succès sans cesse croissant. Rien que l'année dernière, par exemple, nous en avons édité presque trois millions d'exemplaires. Un nombre imposant, si l'on considère que cette publication ne compte que quelques pages — que d'ailleurs personne ne lit, ou presque. Alors, comment expliquer ce succès ?

D'abord, sans doute, par le fait qu'on peut toujours l'acheter à nouveau et qu'elle est différente à chaque fois. Une fois, elle traite d'un voyage de Tokyo à Bombay. Une autre fois, d'un voyage de Rio de Janeiro à Genève. Une autre fois, elle traite d'un voyage de Zurich à New York et une autre fois enfin d'un voyage de Vienne à Bâle. Ou d'une quelconque autre des 87 destinations Swissair dont elle peut traiter.

Mais ce ne peut être la seule raison. Il y a autre chose encore, de plus décisive : bien que, dans ce livret, chaque voyage soit l'objet d'une description aussi succincte et concise que possible, celui à qui appartient ce livret le vit plus intensément que dans n'importe quelle autre description touristique. A savoir : personnellement.

Existe-t-il une autre raison ? Oui. Et nous espérons pouvoir oser croire qu'elle est déterminante : L'auteur, une certaine Swissair.

La couverture de ce bestseller suisse fournit fort peu de renseignements à son sujet. Profitez de l'occasion pour combler cette lacune.

A propos de l'auteur :

Fondée en 1931 en Suisse. Développement sain et rapide : la petite ligne aérienne devient la compagnie aérienne nationale. Domaine d'activité : 87 destinations dans le monde entier.

Grâce à ses excellentes liaisons, l'auteur parvint très tôt à faire sensation sur le plan international. Quant aux critiques, elle ne cessa de les ébahir en faisant appel avec virtuosité et compétence à des moyens toujours nouveaux et plus modernes (tels que, par exemple, le DC-10 et le Boeing 747 B aujourd'hui).

Son style se distingue par sa subtile faculté de s'identifier aux autres. C'est ainsi que, par exemple, elle attache toujours beaucoup d'importance à ce que les gens se sentent à l'aise lorsqu'ils sont de son voyage. Quelques détails typiques à l'appui : sur les vols long-courriers, deux menus en classe économique, alimentation de régime sur demande préalable, compartiments fumeurs et non fumeurs, projections de films et huit programmes de musique sur la plupart des long-courriers, nécessaire de couture, rasoir, l'horaire suisse des chemins de fer et des avions à bord de tous les appareils.

L'origine suisse de l'auteur se reflète dans toutes ses œuvres. C'est peut-être là une des raisons de sa popularité croissante. Toujours plus de ses amis passent de plus en plus volontiers par la Suisse. Toujours plus de gens savent apprécier l'exactitude et la sûreté, propriétés de ce pays qui ont très nettement déteint sur notre auteur.

Autres œuvres connues :

« PARS — Programmed Airline Reservations System » : Réservations rapides et sûres grâce au système de réservation électronique.

« Cargo » : Le fret vole en première classe.

« SACO — Sample Collections Service » : Pour passer vos collections d'échantillons à la douane avec un minimum de démarches.

« Fly and Drive » : Louez votre voiture au point de destination en même temps que vous achetez votre billet.

« Tarif conjugal » : Pour 37 destinations européennes, l'épouse accompagne son mari à demi-tarif.

« Throughchecking » : De ou vers 30 villes via la Suisse avec une seule et même carte d'embarquement.

Nous vous souhaitons encore détente et bon divertissement en compagnie de votre prochain bestseller de Swissair.



PROCHE-ORIENT

A l'occasion de la conférence du Caire PLUSIEURS SOUVERAINS ET CHEFS D'ÉTATS ARABES SE SONT RÉCONCILIÉS

De notre correspondant

Le Caire. — La conférence arabe « au sommet » qui s'est terminée mardi 26 octobre au Caire n'a évidemment pas réglé ni même atténué les conflits opposant profondément certains régimes arabes entre eux, par exemple l'Algérie au Maroc ou la Syrie à l'Irak. Elle n'avait d'ailleurs pas cette ambition.

En revanche, le climat détendu créé dans le monde arabe par les récentes retrouvailles syro-égyptiennes de même que le tempérament conciliateur du roi Khaled d'Arabie ont favorisé, en marge de la conférence, différentes rencontres et « réconciliations ».

De nouveau en bons termes avec le général Assad, le roi n'avait aucune raison de continuer à boudier le roi Hussein de Jordanie, à qui il reprochait précisément ces derniers mois son rapprochement avec Damas. Le président égyptien et le monarque jordanien se sont donc rencontrés dans les bras l'un de l'autre.

Les diplomates et les financiers saoudiens ayant, ces derniers temps, préparé le terrain, le roi Khaled, souverain arabe pro-

contre au moins deux fois en tête à tête le chef du régime marxisant d'Aden, le président Salim Robayeh Ali. Les derniers marquisards du Dhofar, hostiles au sultan Qabous d'Oman, qui était absent du « sommet », pourraient faire les frais de la détente saoudo-sud-yéménite.

Le monarque yahabite s'est attaché pour sa part à réconcilier les princes Issa de Bahrein et Khalifa de Qatar. Ces deux cousins s'étaient brouillés naguère à propos de la construction d'une cale sèche dans le golfe Persique.

Le colonel Kadhafi n'est pas venu au Caire, mais il s'y est quand même fait représenter et, en outre, ce qui a donné satisfaction à ses pairs et notamment au roi. Celui-ci avait les jours précédents déployé des efforts pour amadouer Tripoli. La presse caennaise avait cessé de parler du « fou de Libye » et le président Sadate avait reçu avec une amabilité remarquable M. Rabihi, président (libyen) de l'Assemblée confédérale de l'Union égypto-syro-libyenne.

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

Liban

LA DROITE S'INQUIÈTE DU RAPPROCHEMENT SYRO-PALESTINIEN

Des milliers de Libanais, pour la plupart des musulmans chiites, fuient le sud du Liban pour se réfugier à Saida et dans les environs de Beyrouth.

Ce exode a été suscité par la crainte de la reprise des combats dans le Sud, où affluent d'importants renforts palestiniens venant de la montagne (que les fedayin évacuent conformément à l'accord de Riyad) ou de Syrie. On croit savoir que des unités de la Salqa et de l'A.L.P., d'obédience syrienne, font partie de ces contingents. Il se confirme que le gouvernement de Damas favorise le déplacement des guérilleros, qui s'installent dans l'Arakoub (le « Fathaland ») avant de livrer bataille aux milices chrétiennes, et à leurs alliés israéliens, dans les régions frontalières.

D'autre part, le comité exécutif de l'O.L.P. tiendra sa prochaine réunion à Damas, sous la présidence de M. Yasser Arafat. La droite libanaise est en proie à une vive inquiétude devant le rapprochement syro-palestinien qui se dessine.

UNE SEMAINE DE LA PENSÉE SIONISTE À PARIS

Une Semaine de la pensée sioniste a été organisée du jeudi 21 au 28 octobre par le Mouvement sioniste de France (1) et le Conseil des intellectuels juifs pour Israël (2) au Centre Rachi. Plusieurs conférenciers israéliens ont traité des sujets tels que : sionisme et pro-sionisme, contestation internationale du sionisme, sionisme et sionismes et la critique de l'état d'Israël libéré ou libère ?

Ce dernier thème débattu jeudi 28 octobre en présence de l'ambassadeur d'Israël, M. Mordechai Gattin, a donné lieu à des échanges de vues passionnés. Certains participants, avec M. André Bornstein, secrétaire général du Conseil des intellectuels juifs pour Israël, condamnaient sévèrement les critiques formulées contre l'état juif dans la Diaspora, les qualifiant même d'« irresponsables ». D'autres, notamment M. Jacques Benadon, journaliste israélien, formulèrent le souhait d'un dialogue s'ouvrant à ce propos entre les Israéliens et les juifs de la Diaspora. — R.D.

(1) 38, rue de Turbigo, 75003 Paris.
(2) 10, rue d'Annam, 75005 Paris.

Les socialistes français ont des relations particulières avec Israël nous déclare M. Mitterrand

De notre correspondant

Tel-Aviv. — M. Mitterrand et Defferre repartent Paris, ce vendredi 29 octobre, après un séjour de quarante-huit heures en Israël, où, avec sept autres membres de la direction du parti socialiste, ils étaient les hôtes du parti travailliste israélien.

Pendant ce bref séjour, la délégation socialiste s'est entretenue avec M. Rabin, premier ministre, Pères, ministre de la Défense, Ailon, ministre des affaires étrangères, et Mme Golda Meïr (qui a refusé de tenir compte des recommandations de ses médecins de ne pas quitter la chambre). M. Moshe Dayan, et les secrétaires généraux du parti travailliste de la Istadrouth.

A la différence de plusieurs des personnalités qui l'accompagnent, M. Mitterrand était déjà venu en Israël, avec qui, nous a-t-il déclaré, « nous avons des relations d'un caractère si particulier pour nous, socialistes ».

Les socialistes n'ont pas de

solution miracle au problème israélo-arabe. En revanche, nous dit M. Mitterrand, nous rejetons la conception de l'O.L.P. selon laquelle la Palestine est un tout où l'état d'Israël n'aurait pas sa place. « Les frontières de l'état, non définitivement fixées, mais approximativement connues, ne permettent pas aux Palestiniens de s'y installer en maîtres », estime le leader socialiste, qui souhaite que les Palestiniens se désinsèrent sur le plan de leur identité d'une manière plus claire. Finalement, comme le lui a sans doute dit le maire d'Hébron, que les Cisjordanien se réclament de l'O.L.P., M. Mitterrand semble juger nécessaire une expression plus tangible de l'identité des Palestiniens. Il déplore en même temps le « manque de multifacéité » des Israéliens, qui refusent d'envisager la création d'un troisième Etat (« un Etat-tampon ») entre eux et la Jordanie (1).

Comment le P.S. juge-t-il l'attitude du gouvernement français dans le conflit israélo-arabe ? « Je pense, nous dit M. Mitterrand, que le gouvernement français a beaucoup plus tort dans son comportement psychologique, dans ses attitudes et dans certaines décisions unilatérales que sur le fond de sa politique. »

« Son comportement manque, à mon sens, gravement de sensibilité et de nuances. Par exemple, lorsqu'on parle d'embargo sur les armes et qu'on envoie des Mirage à la Libye, c'est quand même une situation qui ne peut que froisser Israël. Que la France fasse une politique qui la rapproche des pays arabes, je comprends tout à fait, car nous le faisons, nous socialistes, mais c'est beaucoup plus la façon de faire du gouvernement dans sa pratique diplomatique qui nous différencie. »

« Coexistence

de deux nécessités historiques »

« Je crois que par toute une série d'attitudes, par le sens de la justice à l'égard des pays du tiers-monde, par son comportement à l'égard des immigrés chez nous, par tout cela la France peut démontrer qu'elle ne se laissera jamais aller dans une politique anti-arabe. Le problème d'Israël est un problème circulaire, il y a une contradiction historique, il y a une coexistence de deux nécessités historiques que la France, je le répète, ne peut trancher d'un coup de rasoir. »

« Vos interlocuteurs israéliens vous ont-ils demandé vos « bons offices » pour le rapprochement avec les Arabes ? »

« Non, nous ne sommes pas venus pour cela. Mais nous pourrions, dans une situation déterminée, rendre service comme cela nous est déjà arrivé. »

« Le fait qu'Israël ne veuille envisager une négociation qu'avec les Etats arabes et non avec les Palestiniens ne constitue-t-il pas un obstacle majeur ? »

« Il est vrai que les Israéliens entendent ignorer, non pas les Palestiniens, mais l'O.L.P., et comme pour l'instant cela passe par l'O.L.P., c'est momentanément l'impasse. »

La visite de la caverne de la Macpela à Hébron, où sont les sépultures des patriarches, a vivement impressionné le leader socialiste.

« C'est très émouvant de visiter un lieu dont on a lu l'histoire dans la Genèse et ce qui est extraordinaire, c'est qu'à cinq mille ans de distance, cela soit à l'origine d'abord d'une sorte de guerre de religion, et ensuite d'un dans un Parlement pour savoir si c'est un sanctuaire qui engage Israël ou pas. Je trouve cela merveilleux. »

Et l'avenir de Jérusalem ?

« Je ne pense pas qu'on puisse supposer que Jérusalem ne continue pas à être la capitale d'Israël. Je pense qu'il est possible de trouver une formule afin que la population arabe puisse s'y sentir chez elle dans certains sanctuaires ou dans certains secteurs de la ville. »

ANDRÉ SCÉMAMA.

(1) Au cours d'une conférence de presse tenue jeudi à Jérusalem, M. Mitterrand a déclaré encore, à ce sujet, selon l'A.F.P. que les socialistes français « n'avaient pas de différences fondamentales avec le parti travailliste israélien », mais qu'ils étaient « plus pressés que ce parti ne semble l'être de voir donner une réponse au problème de la population de la Cisjordanie. (...) Nous avons demandé à nos amis israéliens de considérer ce problème non seulement du point de vue local mais aussi du point de vue international et de lui répondre, par conséquent, une réponse rapide. »

Le premier secrétaire du parti socialiste français a précisé, à cet égard, qu'on ne saurait « demander à Israël de revenir sur tous les points aux frontières de 1947, qui, dans certains secteurs, ne permettaient même pas d'assurer la sécurité de ses routes », ajoutant que des « aménagements » devraient être « acceptés de part et d'autre ».



Facis

Le costume personnalisé. Une nouvelle création du Galfa Club.
Choisir parmi 600 tissus différents. Choisir le style, la coupe, les détails de votre costume. C'est ainsi que le Galfa Club, dans une nouvelle boutique, conçoit la mesure industrielle. Premier prix d'un costume à vos mesures : 550 f.

Galerias Lafayette

Je m'inscris

150

POLITIQUE

LES DÉCLARATIONS DU PREMIER MINISTRE A LA TÉLÉVISION

« Je suis le chef de la majorité »

L'émission « L'événement » de TF1, consacrée à M. Raymond Barre, a été diffusée en deux parties à peu près égales : politique et économique.

Le premier ministre, en réponse à des questions de caractère politique, indique : « Il peut y avoir du tumulte dans la vie de tous les jours, mais l'essentiel est de ne pas se laisser dominer par le tumulte et de ne pas se comporter en agité. Depuis que je suis premier ministre, je n'ai cessé de tenir compte de l'opinion des formations politiques, bien que je ne tiens pas toujours devant chaque parti le langage qui lui plaît. Je ne crois pas m'être consacré uniquement aux ques-

tions économiques et financières. Il y a une majorité présidentielle. Elle est conduite par le gouvernement et par celui qui est à sa tête. Je suis le chef de la majorité par la nature des choses. »

Évoquant l'action de M. Chirac, M. Barre déclare : « C'est une tendance à l'heure présente d'opposer l'action de M. Jacques Chirac, au-delà de son activité au sein de l'U.D.R., à l'action de la majorité présidentielle, à l'action de cette majorité, lui donner le goût de combattre et stimuler son désir de vaincre. Pourquoi vouloir que je m'oppose de cette attitude ? Au contraire. »

Interrogé sur le fait de savoir si le « plan Barre » n'a pas été inspiré par M. Giscard d'Estaing ou par M. Chirac, le premier ministre répond qu'il a été élaboré par le conseil des ministres sous la présidence du président de la République. « Croyez-vous, demande-t-il, qu'en 1973 le général de Gaulle était indifférent au plan de stabilisation du gouvernement ? » Son axe essentiel, rappelle-t-il, est d'opérer simultanément sur les prix et les rémunérations pour réaliser un équilibre compatible avec une croissance régulière assurant le plein emploi. »

À ce propos, M. Barre montre des graphiques, dont il commente les données chiffrées. La hausse des prix est plus forte en France qu'en Allemagne fédérale et qu'aux États-Unis (respectivement 10 %, 4 % et 5 % en 1976), mais inférieure à celle de la Grande-Bretagne (15 %) et de l'Italie (17 %). Tandis que l'Allemagne et les États-Unis réduisent depuis deux ans leur inflation, la France « semble bloquée à un niveau de 10 % ». Or, la hausse des salaires horaires, ajoute-t-il, est plus forte en France que dans ces deux pays (plus de 14 % chez nous, respectivement 6 % et 8 % dans les deux pays cités), mais inférieure à celle de la Grande-Bretagne et de l'Italie (18 % et 19 % respectivement), bien que dans ces deux pays le gouvernement ait pris des mesures pour « compenser la hausse du pouvoir d'achat par la hausse de la production et des exportations. »

Cette situation a nécessairement des conséquences sur les exportations, donc sur l'emploi. « La France est près de 10 % de la production est exportée, ce qui signifie que deux emplois sur cinq sont assurés grâce aux exportations. Or, la France, qui fait partie des grands pays exportateurs, risque d'être menacée par la hausse des coûts de production, et sa capacité de concurrence pourrait être en péril. »

La hausse des rémunérations risque de freiner les exportations

Après avoir affirmé, à propos de l'impôt sur le capital, qu'« aucune étude sérieuse n'avait été faite à ce sujet » et que la création d'un tel impôt n'aurait pas été proposée avant l'ancien débat budgétaire, M. Barre a commenté le plan de lutte contre l'inflation. « Il suffit, dit-il, d'un effort contenu dans les prochains mois pour que la France échappe aux dangers majeurs ; mais il faut éviter les illusions, se garder de toute agitation et improvisation, mener une politique cohérente et sérieuse. »

PRONOSTICS, SOUHAITS ET INTENTIONS DE VOTE

Selon un sondage « Figaro-SOFRIS » publié le 29 octobre, 36 % des personnes interrogées, contre 33 % en septembre, pronostiquent une victoire de la gauche aux prochaines élections législatives ; 30 % prévoient une victoire de la majorité et 34 % ne savent pas.

Après les pronostics, les vœux : 42 % souhaitent une victoire de la majorité et 36 % celle de la gauche. Enfin, les intentions de vote : 52 % choisissent la gauche et 48 % la majorité.

L'enquête indique encore qu'au second tour, en cas de duel socialiste-majorité, 28 % des voix seraient portées sur le candidat socialiste et 64 % sur celui de la majorité ; 55 % des personnes interrogées estiment que M. Giscard d'Estaing serait obligé de démissionner si la gauche l'emportait.

Les assurances de M. Barre

(Suite de la première page.)

Il se flatte de ne pas tenir « devant chaque parti ou chaque groupe le langage qui lui plaît » lorsqu'on lui fait remarquer qu'il a peut-être été un peu désinvolte, à Epemay, à propos des thèses du « contrat social » de M. Edgar Faure.

Sur la liberté, il entend l'exercer aussi bien vis-à-vis de M. Jacques Chirac. « Il donne le goût de combattre à la majorité, pourquoi s'en offusquer ? » Que craint-il, lui, premier ministre ? La majorité présidentielle est conduite par le gouvernement, donc par la force des choses par celui qui est à sa tête, et M. Chirac lui a dit qu'il soutiendrait son action. Ce qui paraît d'autant plus vraisemblable que certaines des mesures du « plan Barre » viennent au fond des « papiers » laissés par l'ancien premier ministre, point sur lequel l'invité de jeudi soir a peut-être glissé un peu vite.

Même assurance vis-à-vis de ceux de la majorité qui avaient lancé ces « suggestions jamais faites » concernant l'impôt sur le capital au moment où la monnaie était en difficulté. Une assurance qui lui fait oublier au reste qu'au moment de la discussion sur la taxation des plus-values des hommes comme M. Fautou, qui ne se souvient pas précisément dans l'opposition, avaient lancé cette proposition sans qu'aucune personne le range parmi les « snobs intellectuels ».

Quant à son domaine d'activité, M. Barre a tenu à bien rappeler qu'il débordait les finances et que déjà la défense, l'université, la politique étrangère avaient fait l'objet de ses préoccupations et de ses soins. Cette activité pouvait aussi conduire « quand cela me paraît possible et opportun » à un affrontement télévisé avec M. Mitterrand. Il faudra toutefois qu'il utilise à ce moment-là des arguments un peu plus convaincants que ceux qu'il renvoyait jeudi soir au chef de l'opposition en disant « qu'il ne comprenait rien à la crise de l'énergie ».

Incontestablement, des ailes politiques ont poussé à M. Raymond Barre. Si l'évocation d'une candidature aux élections de 1978 ne lui arrache qu'un modeste « nous verrons en temps opportun », on sent que le goût de faire passer dans l'action ses « convictions » n'a plus

seulement celui un peu amer du devoir.

Il est vrai que, pour l'heure, « la politique passe d'abord par le redressement de l'économie ». C'est de cela que M. Barre nous a entretenus pendant la deuxième moitié de l'émission. Sa stratégie ? « Agir simultanément sur les prix et les rémunérations pour réaliser un couple compatible avec la croissance régulière de l'économie française et le plein emploi. » Pour l'expliquer, graphiques et chiffres à l'appui, M. Raymond Barre reprend avec un plaisir évident son rôle de professeur. Ses comparaisons portant sur les évolutions de prix et de salaires horaires dans certains pays ont été perçues lumineuses à son public. Il se défend d'être un homme qui, après avoir ainsi rappelé les effets d'anticipation des rémunérations qui sont sans conteste une des causes de l'inflation, il n'ait pas élargi son propos à d'autres motifs de hausses des prix, comme le laxisme du crédit ou la nature de certaines dépenses publiques.

Les syndicats n'apprécieront sans doute pas plus la manière dont M. Barre conçoit la politique contractuelle. Le premier ministre a eu raison de redire avec force « cela n'avait pas toujours été compris — que l'augmentation de 6,5 % envisagée n'était qu'une norme de référence fixée par l'Etat et que, si malheureusement les prix la dépassaient, les salaires pourraient suivre dans la même proportion. Mais on voit mal ce qui restera à négocier contractuellement, même si « dans leur sagesse » les travailleurs admettent qu'une pause dans la progression du pouvoir d'achat est nécessaire, sauf pour les catégories les plus défavorisées : « amicares », familles, personnes âgées. »

Autre mystère : quand M. Barre dit : « de suite acquies à toute formule protégeant les patrimoines modestes, mais l'indexation généralisée n'est pas favorable à l'économie française », faut-il comprendre à contrario qu'il n'est pas hostile à l'indexation des comptes des classes d'épargne, par exemple jusqu'à un certain plafond ?

On aurait aimé aussi que sur le chapitre de l'action structurelle M. Barre nous parle d'autres combats que ceux qu'il entend mener contre les « rigidités », notamment en matière de concurrence ou de meilleure formation des travailleurs pour faciliter l'emploi. La lutte contre les inégalités n'a pas été une seule fois évoquée. Chaque chose en son temps ? Dans un pays comme la France, si l'on ne mène pas de front les actions qui doivent être dégage-ment de l'horizon, l'effort demandé à tous est forcément moins bien entendu.

M. Raymond Barre reste encore trop abstrait. Ainsi se dérobe-t-il quand on veut lui faire parler des « privilèges » ou des « brigades » comme d'habit M. Giscard d'Estaing dans son livre *Démocratie française*. Du moins a-t-il réussi à prouver sa détermination. Cela suffira-t-il au succès de son plan ?

PIERRE DROUIN.

L'INDISPENSABLE SECTEUR PRIVÉ

(Suite de la première page.)

Des décisions doivent être prises. Nos représentants au sein des commissions tripartites qui travaillent à l'actualisation du programme commun pour mission de demander à nos partenaires leur accord sur ces engagements.

Il est évident que nous ne pourrions pas, en 1978, donner notre signature à un programme commun qui ne garantirait pas, de façon indiscutable, l'existence de l'indispensable secteur privé et le développement de la libre entreprise.

D'ailleurs la nationalisation n'est pas la seule forme, et pas toujours la plus souhaitable, que peut revêtir le contrôle de l'Etat, quand il est nécessaire. Les prises de participation financière dans des entreprises du secteur privé constituent une autre forme de maintien de l'économie. Ce système existe déjà, mais est bien mal utilisé : la puissante Caisse des dépôts et consignations, émanation de l'Etat, possède plusieurs participations dans des entreprises privées : jamaï, pourtant, ses représentants n'interviennent dans leurs conseils d'administration.

Maîtrise ou contrôle des grands moyens de production jouant un rôle essentiel dans la marche de l'économie nationale. Libération simultanée de toutes les autres entreprises, et coup de fouet ainsi donné au secteur privé de la production. Le tout dans le cadre d'une planification démocratique plus incitative que contraignante.

Voilà notre projet. Voilà le projet de la gauche, bien éloigné de la caricature qu'en font les actuels tenants du pouvoir.

Ces dirigeants ont mené notre

pays au bord de la faillite. Leurs échecs devraient les inviter à quelque modestie, à quelque réserve. Ne pouvant vanter à l'infini leurs mérites, ils ont recouru, une nouvelle fois, à l'arme de la peur, qui leur a si bien réussi précédemment. Nous ne les suivrons pas sur le terrain de la polémique et de la démagogie électorale.

Avec patience, nous démonterons le mécanisme de leur fausse propagande. Nous expliquerons, à chaque occasion, quels sont nos objectifs, et les moyens que nous comptons mettre en œuvre pour y parvenir.

Le débat démocratique avec nos propres partenaires a son utilité. Il approfondit le débat que nous avons engagé avec l'ensemble des Français, si longtemps méprisés par les gens au pouvoir, et que nous rallions, comme il convient, en citoyens.

ROBERT FABRE.



COPENHAGUE

11 au 14 novembre
Paris - Copenhague par avion
F 1220
(pension complète + visite en Suède)

Réveillon du Nouvel An

départ de Paris le 26 déc.
retour le 2 janv.
tout compris : train F 1425
avion : F 1850
(retour le 1^{er} janvier)

Reservations et tickets
DSB
CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT DANNOIS
Maison des Dannois
142, rue de la Chapelle, 75008 PARIS
(téléphone 359.20.08)
ou à votre agent de voyage

Votre costume
en pure laine peignée,
3 pièces : 649 F

mac
orley

80, RUE SAINT LAZARE
au N°107, le parking "lambel" gratuit pendant 1 heure.

Breguet

EN LISIÈRE DE LA FORÊT DE MONTMORENCY



"Cytise", 139 m², 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

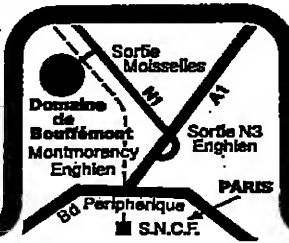
Domaine de Bouffémont

Superbement situé en lisière de la plus belle forêt domaniale proche de Paris, celle de Montmorency, voici un Domaine qui jointe le pittoresque village de Bouffémont, ses sapins, ses champs, ses vergers.

Il comprendra un groupe scolaire, un centre commercial et administratif. Lagare, d'où partent 40 trains par jour pour Paris

n'est qu'à 1 kilomètre du Domaine. Nous y construisons 4 modèles de très élégantes maisons, de 112 à 156 m², 5 à 7 pièces, 2 à 3 s.d.b., dans de vastes jardins. Au Domaine de Bouffémont, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 21 KM DE PARIS PAR L'AUTOROUTE NORD ET LA N1

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE, 95570 BOUFFÉMONT (TEL. 991.35.59)

transport

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE ÉPISCOPALE

Les évêques étudient la possibilité de confier un ministère non presbytéral aux prêtres mariés

De notre envoyé spécial

Lourdes. — La situation des séminaires et la vie des prêtres inquiètent les évêques, qui sont les premiers à souffrir de la pénurie des vocations, du nombre important des prêtres qui ont quitté le ministère officiel et du vieillissement du clergé. Avant dix ans, les effectifs auront tellement diminué qu'il faudra mettre en place de nouveaux dispositifs d'évangélisation.

Depuis quelques années, il a fallu regrouper les séminaires diocésains devenus trop exsangues. Ils ne sont plus aujourd'hui qu'une vingtaine en France.

On compte cette année quelque 175 entrées dans les institutions du premier cycle contre 185 l'an passé. Situation paradoxale : alors qu'il y a 312 laïcs inscrits au cycle C de théologie de l'Institut catholique de Paris, il n'y a que 110 étudiants dans les séminaires universitaires. Ce déséquilibre significatif a été souligné à l'assemblée par Mgr François Fretellier, évêque auxiliaire de Bordeaux, qui a précisé que les laïcs recevant une formation théologique sont non seulement plus nombreux, « mais parfois plus motivés et plus doués ».

Si les effectifs sont stables au séminaire des Carmes de Paris (64, dont 22 entrants), ils baissent régulièrement ailleurs (25 au séminaire français de Rome, 14 à Toulouse, 9 à Lyon, 1 à Strasbourg). Une quinzaine seulement de séminaristes ont passé leur maîtrise en théologie l'an dernier pour l'ensemble de la France.

En plus de la formation classique dans les séminaires, existent des circuits parallèles. Ceux-ci laissent naître les évêques plus ou moins réticents. Aujourd'hui, ils commencent à en reconnaître le bien-fondé et le bon fonctionnement. Il s'agit des « groupes de formation » dits G.F.U. ou G.F.O. selon qu'ils sont destinés à des universitaires ou à des personnes venant du monde ouvrier ou s'y destinant. Il y a, cette année, 57 personnes dans les G.F.O., 57 personnes dans les G.F.U., 95 étudiants (contre 125 en 1975, dont 25 nouveaux).

D'autre part, la Mission de France accueille actuellement 32 hommes. Leur formation intellectuelle est assurée en liaison avec les jésuites de Paris.

Quatre mille cinq cents prêtres réduits à l'état laïque

Les statistiques suivantes ont été fournies : il y aurait quelque trois mille prêtres séculiers, plus mille cinq cents prêtres réguliers qui ont quitté leur ministère. Ces chiffres ne concernent que les Français. Il faut y ajouter cinq à six cents prêtres mariés étrangers résidant en France.

Ces prêtres mariés représentent 10 % environ du total des effectifs. On conçoit donc que dans la conjoncture actuelle les évêques ne considèrent pas cet appoint comme négligeable.

HENRI FESQUET.

La conférence de presse de M. Michel de Saint-Pierre

« Les Fumées de Satan »

De notre envoyé spécial

Lourdes. — M. Michel de Saint-Pierre a réuni une conférence de presse jeudi 28 octobre à Lourdes. Comment l'écrivain, qui se présente comme « un ami fidèle » de Mgr Lefebvre, se situe-t-il par rapport à lui ? Il est d'autant plus difficile de le savoir qu'il a commenté son exposé en transmettant, avec l'autorisation du fondateur du séminaire d'Ecône, ce que celui-ci lui avait dit trois jours plus tôt :

« 1) Mon souhait le plus ardent est de poursuivre le dialogue amorcé avec le pape Paul VI lors de ma dernière audience, où des choses importantes se sont passées ».

2) Trente-quatre nouveaux séminaristes viennent d'entrer à Ecône, portant ainsi à cent douze le total des étudiants.

3) Je n'ai jamais été invité à l'assemblée des évêques à Lourdes. Sinon je m'y serais rendu ».

M. Michel de Saint-Pierre a affirmé ensuite que le mouvement Credo, dont il est président, se voulait fidèle au souverain pontife et qu'il adhérerait pleinement à Vatican II.

Cette double fidélité, d'une part, à un évêque qui bafouait l'autorité de Paul VI et qui a proclamé un peu partout qu'il relèverait catégoriquement une partie des décisions du concile, et, d'autre part, au pape, ne doit pas être comode, et elle explique sans doute pourquoi M. Michel de Saint-Pierre se dérobe devant certaines questions trop précises, arguant qu'il veut s'abstenir de « juger ».

En revanche, l'écrivain exprime sans réserve son jugement contre certains des écrits de l'abbé Marc Orlson et en faveur des deux premiers textes de l'assemblée plénière (le Monde du 27 octobre). Ces documents lui ont procuré, dit-il, une « joie profonde », car ils sont de nature, à condition d'être appliqués, à réarmer le « gâchis » et le « chaos » dont l'Eglise actuelle donne, selon lui, le spectacle.

A la fin de l'après-midi, il sera publié par ses soins, aux éditions de la Table ronde, un ouvrage intitulé Les Fumées de Satan, préfacé par M. Gustave Thibon et longuement postfacé par M. Michel de Saint-Pierre. Ce livre contiendra, pour l'essentiel, une série de trois mille faits, datant de 1976, qui se trouvent être de graves manquements de la part de prêtres ou même parfois d'évêques à la doctrine, à la morale, à la liturgie ou à la pratique des sacrements.

LES FIDÈLES DE Mgr LEFEBVRE MENACENT DE SE RÉSERVER UNE ÉGLISE À PARIS POUR LEUR USAGE EXCLUSIF

De notre correspondant

Bordeaux. — L'abbé Louis Coache, animateur du mouvement le Combat de la foi, a tenu une réunion générale le 28 octobre pour répondre à la Lettre aux catholiques de France de l'assemblée plénière de l'Épiscopat français (le Monde du 27 octobre).

Parlant devant un groupe d'environ cent vingt-cinq personnes et quelques contradicteurs, il a qualifié de « vague bernique » les déclarations de Mgr Rohgery.

Enfin l'abbé Coache a annoncé que pour que soit reconnu leur droit de cité dans l'Eglise de France, les fidèles de Mgr Lefebvre intensifieraient leur regroupement (quatre centres en France), détruiraient dans les Églises des journaux qu'ils considéraient comme impies, et se serviraient d'une église à Paris pour leur usage exclusif, à moins que d'ici à un mois ne leur ait été reconnu le droit à la messe de saint Pie V. — P. C.

ÉDUCATION

REVENDIQUANT CINQUANTE MILLE ADHÉRENTS

L'UNEF (Ex-Renouveau) veut développer ses activités de service

Pour la première fois depuis 1971, l'Union nationale des étudiants de France (ex-Renouveau), qui revendique cinquante mille adhérents, va réunir à Paris samedi 6 et dimanche 7 novembre des représentants de tous ses « comités », de base pour étudier son fonctionnement et ses objectifs, ont annoncé jeudi 28 octobre les responsables de cette organisation. Ceux-ci comptent notamment proposer d'abaisser à 3 F le montant de la cotisation à l'UNEF (actuellement fixée à 15 francs), de développer les « services » et les activités assurées par ses associations (polytechniques, cafétérias, ciné-clubs, expositions, conférences) et de rendre plus fréquentes et plus régulières les publications, qu'il s'agisse du périodique national l'Étudiant de France, ou de bulletins des associations locales ou des comités. Enfin il s'agit de réfléchir sur le rôle des élus dans les « conseils » d'université.

Cette initiative répond, selon les dirigeants de l'UNEF, au désir de mieux tenir compte de la vie des étudiants, en particulier des salariés qui ne viennent qu'un jour ou deux par semaine à l'université.

L'autre UNEF contre les élections

« Pas une voix, pas un candidat ! » Par ce slogan, les responsables de l'autre UNEF (Unité syndicale), qui revendique vingt-six mille adhérents, ont annoncé pour leur part leur intention d'appeler les étudiants à boycotter les prochaines élections universitaires. Le refus de participation de l'UNEF (Unité syndicale) aux conseils et le souci d'apparaître comme une organisation « indépendante » sont encore plus justifiés cette année, selon M. Laurent Manduit, secrétaire général, « par l'accroissement de l'autorité budgétaire », qui pousse les universités, malgré elles, à « la limitation du nombre d'étudiants ». L'UNEF (Unité syndicale) constate, d'autre part, le déclin de la participation étudiante.

« Ce débat est aujourd'hui décisif », a-t-il déclaré.

Le centre de linguistique française de l'université Sorbonne-Nouvelle (Paris-III) organise des séances d'initiation à la linguistique appliquée systématiquement la théorie à la pratique (enseignement primaire et secondaire).

* Renseignements : 13, rue de Santeuil, 75005 Paris. tél. 707-93-19, poste 342.

Le Monde de l'éducation

numéro de novembre

ETUDIANTS : FUTURS CHOMEURS ?

face aux requins de la presse des jeunes

BULLETIN DE L'ÉTRANGER : « Les Rubettes se séparent », FRANCE : « Rumeurs de divorce entre Sheila et Ringo », SOCIAL : « Rien en va plus entre Mireille et Johnny Stark ».

Imaginez ces titres à « Une » du « Monde ». Et vous réaliserez ce qu'est, dans sa quasi-totalité, la presse pour jeunes. A chaque numéro on prend les mêmes vedettes belantes et on recommence. Ces requins de guimauve gâtent les jeunes pour dévorer leur esprit critique et leur imagination dans un bouillonnement de « Waou ! Super flip ! Nouveau ! Pour toi ! Fatch ! Poster ! Transfert ! ».

Aujourd'hui, la presse pour jeunes fabrique, pour demain, les lecteurs des hebdomadaires à ragots. Elle remplit de jeunes fidèles les églises de Sheila... Sardon... et Moon, prêtre plus inquiétant encore.

ANTIROUILLE essaie de faire une autre presse. Une presse où des jeunes expriment leur vie quotidienne, avec leurs problèmes, leurs aspirations, leurs espoirs et leurs rêves... le lycée, le CET, le travail pour certains, le chômage déjà pour d'autres, la famille, les relations avec les autres...

ANTIROUILLE est fait par une équipe, composée à 50 % de jeunes de 16 à 18 ans, qui, sans être ni sectaire ni marginal, sans se prendre trop au sérieux, privilégie les expériences où les jeunes réfléchissent, critiquent, se prennent en main de manière autonome face à une société où la mentalité d'assisté fait des ravages.

Au sommaire du numéro de novembre, qui vient de sortir, des enquêtes sur un club de jeunes foot-balleurs face à l'hystérie des « Verts », sur des militants des Jeunesses Communistes, sur les Anglais qui squattent des quartiers entiers de Londres. Le dossier du mois sur le statut et le rôle des filles dans notre société. Une interview de Julien Clerc. Le ras le bord d'un professeur agrégé. 6 pages de courriers des lecteurs et 3 pages de poèmes des lecteurs. Les 15 pages des « Carnets » (films, livres, disques, télé, radio, concerts, etc.) et bien sûr les bandes dessinées.

ANTIROUILLE n'est financé que par ses propres recettes. Nous avons un besoin urgent d'abonnés.

Le numéro de novembre a été tiré à 45 000 exemplaires.

ABONNEZ, et ABONNEZ-VOUS : 40 francs (jusqu'en décembre) pour un an (10 numéros). ANTIROUILLE est en vente partout 5 francs.

ANTIROUILLE

ANTIROUILLE, 2 square Petrelle 75009 PARIS Tél. 878 40 83, 526 84 79. MENSUEL SANS PUBLICITE

NOVEMBRE 5 N°9

FILLES

L'AUTRE FOOT

POÈMES

JULIEN CLERC

ÉDUCATION

SELON LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION

La séparation de la recherche et de la documentation pédagogique vise à accroître leur efficacité

M. René Haby, ministre de l'éducation, a commenté lors d'une conférence de presse, mercredi 27 octobre, la réorganisation de l'Institut national de la recherche et de la documentation pédagogiques (I.N.R.D.P.) et de l'Office français des techniques modernes d'éducation (O.F.T.M.E.). Ces deux organismes ont été transformés par un décret du 6 août en un Institut national de recherche pédagogique (I.N.R.P.) et un Centre national de documentation pédagogique (C.N.D.P.) (le Monde du 8 août). La réforme vise à séparer les activités de documentation et les recherches pédagogiques. L'I.N.R.P. déchargé des fonctions documentaires et de la tutelle des centres régionaux de documentation pédagogique, aura une mission de recherches de haut niveau largement ouverte, selon M. Haby, sur « les aspects globaux de l'acte éducatif ». Le C.N.D.P., qui conserve les attributions de l'O.F.T.M.E. (Centre national de télé-enseignement et radio-télévision scolaire), est chargé d'une nouvelle mission, désormais prioritaire, la production et la diffusion de documentation pédagogique à l'intention des maîtres.

L'importance donnée dans cette réforme à la documentation des professeurs constitue « un premier pas vers la formation continue autonome des professeurs, du second degré », déclare M. Haby. Pour lui, cette réorganisation correspond à un « effort de redressement des missions » de la recherche et de la documentation. Elle permet, d'une part, « d'élargir les concepts » en couvrant les aspects psycho-pédagogiques, médico-psychologiques et psychosociologiques de l'acte éducatif et, d'autre part, « de développer le domaine de l'information et de la documentation des maîtres pour leur classe, jusqu'aux niveaux négligés ». A propos des manuels scolaires, M. Haby a précisé : « Il n'y aura pas d'édition d'Etat publiant des manuels auxquels tous les maîtres et tous les petits Français devraient se plier. Il n'y aura pas de nationalisation des manuels. »

L'activité de la télévision scolaire sera reconstruite. Les horaires d'émission sont très rigides et l'emploi du temps des élèves interdit pratiquement toute utilisation de la télévision scolaire en classe dans le second degré, de sorte que, selon M. Haby, « dans l'organisation actuelle du système d'enseignement français, les émissions de télévision en classe sont une quantité d'élèves marginales ». En outre, l'accroissement du coût de l'heure d'antenne (125 % d'augmentation entre 1973 et 1974) conduit à réduire le second degré. « Il y aura, a ajouté le ministre, un réajustement à faire entre les moyens consacrés à l'enseignement par télévision et ceux destinés à l'information et à la documentation directes des maîtres eux-mêmes. »

● L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE PÉDAGOGIQUE serait, selon les projets actuels, organisé en six départements : enseignements généraux et vie scolaire ; enseignements technologiques ; applications des techniques à la communication ; recherche historique, documentaire et comparée ; psychosociologie de l'éducation ; recherche biomédicale appliquée à l'éducation. Les deux derniers départements sont une innovation. Le département de recherche biomédicale coordonnera l'action des U.E.R. médicales qui étudient les aspects physiologiques et pathologiques de l'éducation.

Une reprise en main

La réorganisation décidée par M. Haby est avant tout dans la politique de la recherche pédagogique et marque son désir de la reprendre en main pour mettre en place la réforme de l'enseignement.

Pendant longtemps, cette recherche a joué d'un certain autonomie par rapport au ministère. C'est ainsi que l'ancien I.N.R.D.P. avait été étroitement lié à la recherche proprement dite avec l'innovation pédagogique sur le terrain. Aux équipes de recherche étaient associées des professeurs en exercice, souvent dans des établissements expérimentaux. Ce travail avait permis, par exemple, de « tester » la formule des groupes de niveaux dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, qui avait été ensuite intégrée par M. Joseph Fontenay dans son projet de réforme en 1973. Ainsi, le ministère reprenait à son compte des recherches menées depuis plusieurs années, indépendamment de lui.

M. Haby, pour sa part, tient à être le responsable et l'animateur de la recherche pédagogique. Une première étape dans la reprise en main avait été franchie en 1974 lorsqu'il avait été décidé que les pro-

grammes de recherches seraient, à l'avenir, définis par les directions du ministère.

Cette réorganisation conduite à faire porter l'effort sur la documentation pédagogique. Celle-ci devra être l'instrument de la réforme des programmes annoncée par le ministre.

Quant à la recherche proprement dite, elle est, en principe, révalorisée, puisqu'elle se consacrera à la théorie pure « de haut niveau », en liaison avec les universités. Elle risque fort, en fait, d'être vidée de sa substance. On ne doit pas apparaître une conception scientifique d'ensemble : le haut niveau recherché suppose une mobilisation de moyens intellectuels matériels et financiers encore incertains.

En outre, ce nouveau système introduit une procédure hiérarchique et administrative au lieu de chercher à associer les enseignants à un processus permanent d'innovation. Le corps d'inspection devra s'assurer de leur « adhésion » à la nouvelle pédagogie.

J.-M.C.

● « L'enfant et l'imaginaire » est le thème d'un cycle de conférences-débats organisés par l'École des parents et des éducateurs au C.R.U. Pitié-Salpêtrière, 91, boulevard de l'Hôpital à Paris (13^e), amphithéâtre D, le mercredi 11 novembre : l'enfant et le langage poétique, avec Mme Elisabeth Bliag et MM. J.-Eugène Mallémeau, J.-Paul Gourevitch et Jean Ormezaun.

— 24 novembre : le dessin,

l'enfant et l'imaginaire, avec Mme Florence Méridien, Joëlle Despinette, le dessinateur Fred et le docteur Daniel Widlocher.

— 1^{er} décembre : l'inconscient et le jeu, avec MM. Lucien Brunelle, Serge Lebouvier et Mme Valérie Riard.

— 8 décembre : le rêve des enfants aux mains des adultes, avec MM. François Roy-Vidal, Denis Frache, Pierre Tchernia et Roland Gormezano.

SCIENCES

LE CONFLIT AU COMMISSARIAT A L'ÉNERGIE ATOMIQUE S'ÉTEND A L'USINE DE MARCOULE

Les personnels de l'usine de traitement des combustibles nucléaires irradiés de Marcoule (Gard) ont décidé, mercredi 27 octobre, après un arrêt de travail de quarante-huit heures, de se mettre en grève illimitée. Comme les personnels de l'usine de La Hague (Manche), en grève depuis le 16 septembre dernier, ils entendent protester ainsi contre la « privatisation » de la direction des productions du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), transférée à la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), filiale à 100 % du C.E.A.

D'autre part, la C.G.T. et F.O. viennent de demander à leur avocat grenoblois, M. Philippe Gallard, d'engager devant le tribunal de grande instance de Paris une procédure en annulation des « affectations d'office » et des « propositions d'embauche » adressées ces derniers mois par la direction du C.E.A. aux agents de la direction des productions. Les syndicats estiment notamment que le transfert ne peut être qu'un « détachement » et non une « affectation d'office » et que les « propositions d'embauche » sont en violation des dispositions fondamentales du code du travail.

L'U.R.S.S. LANCE UN NOUVEAU SATELLITE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'U.R.S.S. poursuit la réalisation du réseau de satellites géostationnaires Stationar, qui doit relayer les communications télégraphiques et téléphoniques, ainsi que les émissions de télévision entre divers points de son vaste territoire et vers l'étranger. Elle a lancé le mardi 26 octobre un satellite « Ekran » pour assurer la transmission des émissions télévisées vers le nord de la Sibérie. L'orbite du satellite est presque géostationnaire — la période est de 23 h. 42 m. et l'inclinaison sur l'équateur de 0,3 degré. Il comporte une fusée de correction d'orbite qui permettra de le stabiliser au-dessus de l'océan Indien.

UNESCO

A LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE

M. M'Bow a défendu la politique de l'Organisation en matière de communication

Ouvrant les débats de la conférence générale de l'UNESCO, réunie à Nairobi (Kenya) depuis le 26 octobre, M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'Organisation, a proposé, jeudi 28 octobre, que soit confié à chaque groupe « régional » d'Etats le soin de choisir ses membres, l'assemblée plénière de la conférence n'ayant plus besoin de ratifier ce choix par un vote formel : cette procédure faciliterait l'entrée de l'Etat d'Israël dans le groupe « Europe ».

Constatant d'autre part des « divergences

sérieuses » entre Etats membres de l'UNESCO à propos des moyens d'information dans la société, de leurs responsabilités et de celles de l'Etat, le directeur général a souligné que la conférence puisse parvenir à un « consensus » sur ce point. Mais il semble que la constitution du « comité de rédaction et de négociation » recommandé par le conseil exécutif de l'UNESCO, sur proposition de M. M'Bow, pour préparer ce « consensus », à huis clos sur les sujets délicats, rencontre des résistances parmi les délégués de pays arabes et socialistes.

De notre envoyé spécial

Les difficultés financières, a-t-il dit, ont créé une situation « dommageable » et qui « ne peut se perpétuer sans porter gravement préjudice à l'œuvre de l'Organisation ». « Il n'est pas normal, a-t-il précisé, que le directeur général et le secrétaire aient à faire des coupures dans un programme approuvé par la conférence générale. » « Sans la compréhension » des dix pays arabes, du Nigeria et de la Yougoslavie, qui ont accordé des prêts sans intérêts, « l'exécution du programme, pour ne pas dire le fonctionnement tout court de l'Organisation, aurait été impossible ».

Parmi les « tâches prioritaires » depuis sa prise de fonctions, le directeur général a mentionné celles de « rappeler à leur devoir » les quelques fonctionnaires qui avaient tendance à les oublier et de les contraindre à respecter scrupuleusement l'obligation de réserve qui s'impose à tout fonctionnaire international. Il a également indiqué combien il était « préoccupé par une tendance de quelques Etats membres à s'inspirer dans la vie du secrétariat par le truchement de fonctionnaires de leur nationalité ».

A propos du débat sur les moyens d'information, il a rappelé que « le fait fondamental est que la répartition des moyens de communication et de l'immense potentiel qu'ils représentent est à l'image de l'inégalité

distribution internationale de la puissance économique ». « Ce n'est pas mettre en cause la volonté d'objectivité, sans aucun doute réelle, de ceux qui détiennent aujourd'hui la majeure partie des moyens de communication ni monorer la liberté d'expression que de penser qu'une répartition plus équilibrée, à travers le monde, des capacités d'émission de l'information, répond à ces préoccupations ». « A-t-il dit pour expliquer la compréhension de l'UNESCO dans ce domaine. « Bien au contraire, a-t-il poursuivi, c'est ouvrir pour le progrès de la liberté d'expression que de s'efforcer de donner la parole et d'assurer une audience plus large à des groupes qui, jusqu'alors, n'avaient que peu de moyens de se faire entendre ».

En ce qui concerne la protection des biens culturels de Jérusalem, il a rappelé que la conférence générale de l'UNESCO avait demandé non pas « une vérification de la qualité technique des fouilles entreprises à Jérusalem ou de leur valeur culturelle, mais bien leur arrêt total ». Le problème « les poses sur le plan du droit », a-t-il dit, pour expliquer que l'UNESCO n'avait pu jusqu'ici que manifester une « présence discrète » à Jérusalem sous la forme de deux missions effectuées sur les lieux par son représentant personnel, le professeur Lemaire, de l'université de Louvain.

A propos des menaces de réduction des crédits de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, M. M'Bow a lancé un « appel solennel » à tous les Etats membres pour sauvegarder l'intégrité d'un programme qui permet aujourd'hui de dispenser, avec les contributions de l'UNESCO, un enseignement à quelque trois cent mille réfugiés parmi le million et demi de réfugiés palestiniens.

Enfin, annonçant comme « un élément positif » que le gouvernement israélien « accepte désormais d'accueillir une mission de l'UNESCO dans les territoires arabes occupés », il a suggéré d'en différer la venue jusqu'au début de 1977. Il a indiqué qu'il appartenait à la conférence générale de prendre une décision à ce sujet.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

AÉRONAUTIQUE

LE GÉNÉRAL MITTERRAND REDOUTE UNE CRISE DES VENTES DES HELICOPTÈRES DE LA SNIAS

Devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale, M. Jacques Mitterrand, président-directeur général de la Société Industrielle Aéronautique (SNIAS), a déclaré jeudi 28 octobre qu'on pouvait craindre une crise dans la division « hélicoptères » de sa société, le marché étant saturé. Il a ainsi confirmé des propos de M. Jean-Laurent Delpech, délégué ministériel pour l'armement, qui, la semaine dernière, a estimé que la situation actuelle des commandes d'hélicoptères était « à la limite de l'exportation ». M. Michel d'Adieu, député républicain de la Sarthe et rapporteur du budget ministériel au nom de la commission de la défense à l'Assemblée, a déclaré de son côté : « La division hélicoptères de la SNIAS va connaître de grandes difficultés. La part des commandes de l'Etat dans le chiffre d'affaires de cette division ne représente que 5 % en 1980, au lieu de 42 % en 1971. Les commandes de l'Etat ne constitueront plus un moyen suffisant pour l'équilibre du plan de charge. Le budget de 1977 ne prévoit aucune commande, et c'est ce d'autant plus préoccupant qu'une crise du marché des hélicoptères existe dans le monde. En 1975, on a enregistré trois cent vingt-quatre commandes d'hélicoptères. En 1976, il n'y en a eu que soixante-deux pour les neuf premiers mois de l'année. »

Employant huit mille personnes au total, la division des hélicoptères de la SNIAS représente 22 % des effectifs de l'ensemble de la société nationale et 25 % du montant total de ses ventes. En moyenne, chaque année, la division des hélicoptères exporte 72 % de ses fabrications, et elle compte, à ce jour, quatre-vingt-cinq pays clients différents. C'est ainsi que l'hélicoptère Alouette-III a été fabriqué, au cours des années précédentes, à mille deux cent trente exemplaires, dont cent quatre-vingt-dix seulement étaient destinés à la France.

le dictionnaire toutes disciplines à partir de la 6^e

pluri dictionnaire

Le PLURIDICIONNAIRE, un ouvrage vraiment marquant : l'univers scolaire s'élargissant de plus en plus vers les réalités du monde adulte, c'est le premier dictionnaire qui recouvre non seulement les programmes officiels d'enseignement mais aussi tous les autres domaines auxquels les élèves s'intéressent hors de la classe.



un dictionnaire Larousse

● un dictionnaire de langue : il donne la prononciation, l'étymologie, les sens de chaque mot, les synonymes et les contraires, des exemples tirés de la langue écrite ou parlée, ainsi que les conjugaisons et les règles grammaticales.

● un dictionnaire des connaissances : dans le prolongement des disciplines enseignées en classe, il englobe l'ensemble des données auxquelles les jeunes d'aujourd'hui sont confrontés : vie économique, politique et sociale, sciences humaines, philosophie, psychanalyse, beaux-arts...

● un dictionnaire pédagogique : il est fondé sur les orientations et les programmes pédagogiques actuels pour chaque discipline (histoire, géographie, littérature, mathématiques modernes, sciences naturelles, information sexuelle, technologie...). Il est facile à utiliser : définitions aussi simples que possible, système de renvois qui aident à élargir le champ des connaissances, tant dans le domaine du vocabulaire que dans celui de l'information ; il est conçu pour l'animation de la classe (exposés, enquêtes individuelles ou par petits groupes, travail indépendant...). L'illustration apporte un complément de documentation : schémas, cartes, reproductions d'art...

1 volume (17,5 x 25 cm), plus de 1500 pages dont 64 hors texte en couleurs, 121 dessins, 191 cartes, CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

1500

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

Du travail pour le conservatoire du littoral

CIEL SOMBRE SUR LES COTES CHARENTAISES

DANS quelques jours, la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) va étudier de plus près le schéma d'aménagement du littoral centre-ouest atlantique. Avant la fin de l'année, ou au début de 1977, le gouvernement s'occupera du dossier. Aux Sables-d'Olonne, les documents de l'ALCOA (1) sont prêts.

L'avenir du littoral est en jeu, et dans le public se manifeste une certaine anxiété. Les habitants de Charente-Maritime, les nombreux estivants du Poitou (tout bon Poitevin a sa maison de vacances à Oléron ou à Ré), sont inquiets. Les projets de rénovation portant sur des dates lointaines : 1985 et 2010. Ne sera-t-il pas trop tard ? La pollution gagne les îles et le rivage. Le 19 août, le maire de La Rochelle a fermé aux baigneurs la plage de La Rochelle-Concurrence. Les constructions sortent de terre un peu partout. Non loin, en Vendée, M. Guy Merlin, n'apparaît pas aux yeux de tous comme un enchanteur. Et il se vante ouvertement, de surcroît, d'avoir en réserve des dizaines de permis de construire « en bordure de mer ».

Autre sujet d'inquiétude : un effort réel est-il envisagé pour la façade atlantique, dont l'image de marque n'est pas excellente. On lui reproche d'être « isolée », « loin des marchés » et de posséder un centre touristique de médiocre qualité ; on dit que l'avenir appartient aux zones frontalières ; qu'en Loire et Gironde, les vrais pôles d'attraction sont Nantes et Bordeaux.

Le point de vue de l'administration ? « On critique l'Etat en permanence et on attend tout de lui, répond M. Lucien Vochel, préfet de la région Poitou-Charentes. L'ALCOA a eu le mérite de présenter des documents de référence. La CIAT (2) se traduira par des mesures gouvernementales. Les pieds sont dans l'étrier. Des programmes pluriannuels pourront être établis et les ministères seront tenus de les honorer. »

(1) Atelier d'aménagement du littoral centre-ouest.
(2) Comité interministériel d'aménagement du territoire.

Sur un point précis des projets, le tourisme, le préfet ne cache pas son point de vue. Le plan prévoit un doublement des capacités d'accueil, alors que les tendances actuelles vont au triplement. Il faut tout de même voir là une volonté de freinage. L'administration espère limiter l'envahissement. Les constructions ont été longues et laborieuses entre les élus et les fonctionnaires.

« Savoir ce que l'on veut »

« Il y a souvent une profonde méprise. L'Etat ne peut pas tout faire. Il doit aider à l'incitation, aider aussi les maires à réfléchir. Un maire sérieux devrait parfois s'arrêter à un accueil de deux mille estivants, il va jusqu'à dix mille. Les maires ont également délivré des permis de construire pour des « saloperies ». Ils ont toléré des constructions sans goût parce qu'ils ont pensé que trois maisons nouvelles, c'était autant de contribuables nouveaux. »

M. Lucien Vochel insiste sur le rôle du Conservatoire de la mer, installé à Rochefort-sur-Mer en mai : « Voilà une heureuse initiative. Cet organisme interviendra dans les échanges de vues et lancera les collectivités à agir. Deux actions récentes ont été engagées : à Rochefort, un terrain de 80 hectares vient d'être préempté par la SADER grâce auquel on pourra se livrer à des expériences d'aquaculture. Le conservatoire a inscrit, d'autre part, en première urgence une opération dans la forêt de la Palmyre. A la suite de l'incendie de cet été, 100 hectares de forêt seront, une fois aménagés, mis à la disposition du public. »

Mais le développement d'une région ne va-t-il pas sans une rénovation du réseau routier ? « C'est vrai, répond M. Lucien Vochel, s'il n'y avait qu'un équipement à choisir, je dirais : les routes, mais, comme il n'y a pas de miracles, nous ne sommes pas à la veille de circuler mieux. Il faut savoir ce que l'on veut. Le projet de la route Centre-Europe-Atlantique n'est pas achevé que déjà on propose autre chose, le Delta-Atlantique.

Une idée chasse l'autre. Je ne comprends pas cette effervescence ! C'est comme cela que l'on crée la mauvaise humeur. On jette la coïncidence ; comme nous sommes en pays libre, chacun dit n'importe quoi. Il faut certes développer le réseau routier, mais il faut aussi prévoir les conséquences de ce développement. Quand toutes les routes seront de circulation facile, la côte sera envahie, alors qu'elle ne peut actuellement recevoir tout le monde. »

« L'Etat ne peut tout faire »

La côte, sur le plan économique, c'est le port de La Rochelle. A cet égard, le préfet est net : « Les élus de Charente-Maritime sont tous pour le développement du port de La Rochelle, mais ils n'apportent jamais d'idées surprenantes ou originales qui seraient un levier de commande. Les conditions de développement ne sont pas réunies. La cogénération ne part pas de La Rochelle, les navires ne sont pas équipés pour cela. Il faudrait un élément nouveau très important pour sauver l'économie, découvrir un trafic nouveau, créer une zone industrielle, une zone portuaire, comme à Dunkerque. »

Il est juste de rappeler à ce propos que les trois ports charentais (La Rochelle, Rochefort et Tonnerre-Charente) n'exportent que 51 % des produits de la région Poitou-Charentes. Quant aux trafics nouveaux, l'espoir repose, selon certaines enquêtes, sur le nitrate d'ammonium, les ciments, les céréales, les produits pétroliers (mais n'est-ce pas une utopie) et les agrégats marins. « Les agrégats terrestres s'épuisent, indique le préfet, les gisements seront épuisés à terme. Voilà peut-être une idée. L'Etat ne peut tout faire. »

Reste à attendre la réunion de la DATAR, du CIAT, à voir quel sort sera réservé au plan d'action prioritaire inscrit dans le Vif Bleu. A La Rochelle et dans tout le Poitou-Charentes, on attend des informations précises. L'avenir de la façade est en jeu. L'avenir de ses habitants aussi.

BERNARD HILBERT.

Paris à Moscou ?

MOSCOU pense déjà à ses olympiades. Le grand problème qui se pose aux Soviétiques est de savoir dans quelles conditions ils pourront accueillir dans leur capitale plusieurs centaines de milliers de visiteurs venus pour l'occasion.

L'hôtellerie et la grande restauration font, d'ores et déjà, l'objet des réflexions et des études des dirigeants soviétiques chargés de mettre en place une infrastructure d'accueil digne de ce nom. Et, là, la technique française a, une fois encore, son mot à dire.

Les résultats de l'accord signé en octobre 1975 par le président Giscard d'Estaing lors de sa visite en U.R.S.S. viennent de se concrétiser : du 19 au 22 octobre s'est, en effet, tenue à Paris la première session du groupe de travail mixte réunissant les spécialistes des deux pays en matière de tourisme.

Les échanges touristiques restent encore réduits : environ vingt mille visas pour la France ont été délivrés à des Soviétiques en 1976, et, au cours de la même année, soixante mille Français seulement se sont rendus en U.R.S.S. C'est pourquoi il a été décidé d'étudier un « développement régional » des voyages proposés de part et d'autre, qui aurait pour effet de ne plus limiter ces voyages aux capitales respectives et aux seules grandes villes.

Pour ce qui concerne plus précisément l'hôtellerie et la restauration, les entreprises françaises devraient très probablement y trouver de larges débouchés. Les secteurs concernés sont les équipements (et notamment les matériels de cuisine et de comptabilité) mais aussi les techniques de gestion et, enfin, la formation et l'enseignement de personnels hôteliers et de restauration, les besoins soviétiques dans ce domaine étant estimés à environ six à sept mille emplois.

Il est encore trop tôt pour dire — les olympiades auront lieu en 1980 — si les athlètes et leurs admirateurs mangeront et « coucheront » français. Il serait souhaitable de ne pas se laisser coiffer du potou par des concurrents eux aussi fort bien entraînés dans la course aux marchés internationaux.

Hôtels Hiver Agences

RETOUR A LA FICHE ?

DEPUIS 1972, les Français ne sont plus tenus, lorsqu'ils descendent à l'hôtel, de remplir, comme cela se faisait obligatoirement jadis, une fiche de police. Pourtant, la suppression de cette formalité, qui s'inscrivait dans un effort de « libération » à mettre à l'actif du gouvernement, pose aujourd'hui quelques problèmes.

En effet, sans fiches plus de statistiques rigoureuses en matière de tourisme, les services intéressés du secrétariat d'Etat se trouvant dans l'impossibilité quasi absolue d'établir les « bilans » annuels d'arrivées, de départs, de mouvements, de nuitées, etc. Et, d'autre part, difficile pour les hôteliers eux-mêmes de « repérer » convenablement leur clientèle, et, partant, d'assurer la promotion commerciale de leur établissement.

Si bien que certains hôteliers réclament à présent l'instauration d'une « fiche d'accueil » obligatoire, même gratifiée d'un nouveau nom, ressemblant comme une sœur à l'ancienne fiche de police.

A une question orale allant dans ce sens, posée au Sénat par M. Jean Cauchon, M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, a répondu que tout hôtelier qui refuserait d'accueillir un client soucieux de protéger son anonymat se mettrait automatiquement en infraction.

Aucune obligation n'existe donc de remplir une fiche lors de son arrivée à l'hôtel. Cette formalité, si elle a lieu, ne relève que d'un accord privé entre client et hôtelier. Même si les renseignements que comporte un tel document représentent un intérêt certain, la liberté individuelle doit passer avant.

PROPOSITIONS FRANÇAISES

NEUF cent quatre-vingts produits touristiques figurent au sommaire de la brochure *Cet hiver, la France*, que le secrétariat d'Etat au tourisme vient de lancer sur le marché.

Les propositions « neige » y sont présentées massivement par massif, les forêts « soleil » groupées par régions administratives (Provence-Côte d'Azur, Corse et territoires d'outre-mer).

Cent cinquante mille exemplaires de ce catalogue (non officiel) seront, dès les premiers jours de novembre, distribués dans les syndicats d'initiative, les offices et bureaux de tourisme régionaux, ainsi que dans les services « tourisme » de la S.N.C.F.

On y trouvera, outre des renseignements d'ordre général (attraites touristiques, possibilités sportives, etc.), intéressant chaque massif et chaque région, une liste des forfaits proposés par les agences de voyages et les tour-opérateurs, et, enfin, les tarifs correspondants.

Cet hiver, la France, a indiqué M. Jacques Médecin, secrétaire d'Etat au tourisme, est destinée essentiellement à vendre la France aux vacanciers français prenant des vacances en hiver, soit, selon les chiffres avancés par ses services, quelque huit millions sept cent mille de nos compatriotes.

VOYAGES A BON PORT

ILS l'ont échappé belle ! Pour un millier d'entre eux au moins les vacances de cet été n'auraient pu être qu'un mauvais souvenir. Sans le secours de l'association professionnelle de tourisme (A.P.S.), qui garantit le public et assure la bonne fin des séjours compromis pour des raisons financières, les clients de deux agences de voyages parisiennes (Paris Jet et centre voyages « Grandes Vacances ») auraient eu bien des déboires et, dans une période de l'année où on les tolère fort mal. En effet, le 4 août, le tribunal de commerce de Paris prononçait la liquidation de la première de ces deux sociétés, et, le 30 septembre, la seconde déposait son bilan. Neuf cent quatre-vingt-dix-sept personnes auraient pu voir leurs vacances perturbées ou tout simplement annulées.

L'A.P.S., qui regroupe la plupart des agences de voyages titulaires des autorisations réglementaires est donc intervenue et s'est substituée aux entreprises faillies pour honorer les engagements pris auprès de la clientèle.

Il n'y a pas si longtemps, ceux qui étaient victimes de telles déconvenues n'avaient pas d'autre choix — s'ils n'étaient déjà partis — que de s'offrir un autre voyage plus « sérieux » chez un agent plus sûr, et d'attendre le dépôt de bilan pour un hypothétique remboursement. Quant à ceux qui se trouvaient « bloqués » à l'étranger, il ne leur restait plus qu'à payer de leur poche la fin de leur séjour et le montant de leur rapatriement. Quel de plus démorralisant qu'un agent qui vous « lâche » au beau milieu des vacances ! C'est à vous décider à l'avenir de voyager seul.

AIR ALLIANCE c'est L'ANTI-CLUB

Sélection de notre nouvelle brochure ASIE CONTACT DÉCOUVERTE

Bangkok et plage de Pattaya 11 | 3.380 F
Bangkok et plage de Goa 15 | 4.870 F
Bangkok et plage de Penang 11 | 4.990 F
Bangkok et plage de Bali 11 | 5.790 F

41 rue de l'Échelle - 75001 Paris
9 bis, rue de Valenciennes - 75006 Paris
Tél. : 260.74.98-24.46-36-35-76-25
ou chez votre agent de voyage.

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Code Postal _____

Ville _____

désire recevoir gratuitement votre brochure. Lc A 744

AVEC AVIANCA VOUS VERREZ LA MER DES CARAÏBES DU CÔTÉ LE PLUS ABORDABLE.

Avianca vous offre les plages enviables de la mer des Caraïbes qui ne sont même pas polluées par la cherté de la vie. Elle vous montre le côté sud-américain le plus abordable.

Dans la seule Colombie, vous avez 1500 Km. de plages pour vous étendre.

Comme la plage blanche de San Andrés, île du soleil, où le touriste allongé à l'ombre des palmiers sirote son cocktail « coco-ron » et contemple les nombreuses beautés naturelles de cette île.

Où bien, si vous préférez naviguer, vous louez sans grands frais un yacht dans le port de plaisance de Cartagena, l'ancienne ville espagnole qui charmait déjà les corsaires du capitaine Morgan.

Personne ne peut mieux vous montrer le continent sud-américain qu'Avianca. Car Avianca est spécialiste de l'Amérique du Sud. Elle y a déjà effectué des vols réguliers avant que d'autres aient eu cette idée, depuis 1919.



Remplissez et envoyez-nous le coupon ci-joint, par retour de courrier, nous vous adresserons la brochure d'été en Amérique Latine.

COUPON

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

1, Rue Scribe - Paris 75001
Tél. 26633-50

Avianca

La plus ancienne compagnie aérienne du Nouveau Monde.



SUISSE LA BONNE ADRESSE

Flims WALDHAUS, PARKHOTEL

99 ans de tradition, mais toujours un pas en avant !

Piscine couverte (500 m²), sauna, solarium. Hôtellerie d'enfants - salle des fêtes. Restaurant de spécialités. Grill-room. Dancing et Bar.

H. Nussli-Bernola - Tél. 74 123 - Tél. : 061/39 11 11.

CLINIQUE LA MÉTAIRIE

1260 Nyon, près de Genève, lac Léman. Tél. : 19-41/22/61 15 81.

Dr. G.W. Bernadoni, Médecin-Directeur.

Établissement médical privé pour les affections du système nerveux. Chimiothérapie - Psychothérapie - Traitements biologiques - Cure de sommeil - Désintoxication - Physiothérapie - Massages - Culture physique - Sports.

pour combattre les effets du vieillissement

Cures de gériatrie en ROUMANIE

Les cures du Professeur ANA ASLAN, retardent les effets du vieillissement, améliorent l'état physique et accroissent le potentiel intellectuel. Les traitements sont administrés :

- dans les stations balnéaires de Eforie, Neptun, Mangalia où peuvent également être traités les touristes séjournant dans les autres stations de Mamaia, Jupiter, Venus et Saturne.
- près de Bucarest, à l'Institut Otopeni, à l'Hôtel clinique Parc, dans les villas de Snagov, au Château de ainsi que dans les hôtels de Bucarest.
- dans toutes les autres stations du pays à Sinaia (Hôtel Palas), à Herculane, à Felix et à Calimaniesti.

2 semaines (1) à partir de... 2.190 F

• près de Bucarest, à l'Institut Otopeni, à l'Hôtel clinique Parc, dans les villas de Snagov, au Château de ainsi que dans les hôtels de Bucarest.

2 semaines (1) à partir de... 3.370 F

• dans toutes les autres stations du pays à Sinaia (Hôtel Palas), à Herculane, à Felix et à Calimaniesti.

2 semaines (1) à partir de... 3.270 F

(1) Ces prix s'entendent traitement compris, séjour en pension complète et voyage avion.

Réervations et inscriptions dans toutes les agences de voyages. Renseignements et documentation :

OFFICE DU TOURISME ROUMAIN et Cie AERIENNE TAROM

Nouvelle adresse : 39, Avenue de l'Opéra - 75002 PARIS - Tél. : 073.79.08

DOCUMENTATION :

Je désire recevoir une documentation détaillée sur les cures de gériatrie du Professeur ASLAN.

NOM :

Adresse :

Code et Ville : M

POUR LES TRAITEMENTS EN ROUMANIE

Consultez le spécialiste

COMITOUR

181, rue St Honoré - 75001 PARIS - Tél. : 260.38.55

DEPART le dimanche tous les 15 jours

TOURISME

SYRIE

SUR LES REMPARTS DES CHATEAUX FRANÇAIS

Combien de Français ont appris que leurs ancêtres furent un certain temps gouvernés par un Syrien, l'empereur Héliogabale ? Combien même savent-ils que la Syrie possède les châteaux forts français les mieux conservés — non revus par Viollet-le-Duc — et que le très riche musée de Damas abrite cette rare merveille, qu'est l'Al-Bab al-Khazn, le plus ancien que l'on connaisse au monde (quatrième siècle avant Jésus-Christ) ? Il est vrai que depuis la fin du mandat français au Levant, en 1945, la Syrie s'est écartée de l'Occident. Aujourd'hui tout est changé. Le ministère du tourisme créé en 1972 et confié, pendant quatre années, à un diplomate de culture française, M. Abdallah Al-Kharrat, a décrété *persona grata* le voyageur étranger. Le support hôtelier existant s'est vite révélé insuffisant, d'autant plus que depuis un an les réfugiés du Liban sont venus s'ajouter aux hommes d'affaires et aux touristes ; mais le plan de développement touristique élaboré par un bureau d'études français, l'Omniplan technique d'urbanisation (OTU), est entré en application.

Des platanes de Damas ont surgi un hôtel Meridien (400 chambres) et un Sheraton

(330 chambres), tous deux en cours d'achèvement ; la filiale d'Air France a également signé des contrats pour ouvrir, d'ici à 1978, des hôtels à Palmyre (250 chambres), à Alep (240 chambres) et à Lattaquié (250 chambres), deux autres sociétés françaises, Novotel et Mercure, et les Américains de Holiday Inn ont aussi conclu des accords avec Damas. Enfin, au nord de Lattaquié, une station balnéaire de 4 000 lits sera construite ex nihilo à Ras-el-Bassit. En trois lustres le nombre de lits en Syrie devrait passer de 20 000 à 140 000, dont 10 000 dans la capitale qui n'en a actuellement que 6 000.

D'autre part, le réseau routier, déjà très honorable après les travaux nécessaires à la défense nationale, est en train d'être derechef amélioré : la voie Damas-Alep (350 kilomètres) a été refaite ; la route Damas-Deir-zeor via Palmyre (environ 500 kilomètres) est en construction, ainsi que la route Liban-Jordanie via Damas, reflet routier de la nouvelle hégémonie régionale syrienne et la voie Hama-Tartous-Lattaquié (190 kilomètres) sera réaménagée.

On peut venir d'Europe en Syrie en voiture, par la Turquie, même si aux confins turco-syriens des

bandits de grands chemins se montrent parfois trop curieux du contenu de vos bagages. Le moyen le plus reposant serait de louer une automobile à l'aéroport de Damas et de se lancer seul — on trouve, pratiquement partout, des autochtones francophones — à la découverte du pays ; mais la location de voitures sans chauffeur n'est encore qu'un projet sur les bords de l'Oronte et du Barada.

Entre, ses multiples beautés naturelles comme « les eaux bleues et brillantes des sept fleuves » de l'oasis de Damas remarquées par Lamartine, ou comme le djebel Alaouite, autre Provençe surplombant la Méditerranée, la Syrie est un pays d'une prodigieuse richesse archéologique : toutes les civilisations de mouvance méditerranéenne y ont laissé des témoignages de premier ordre.

À côté des grands « classiques » que sont la mosquée des Omeyyades, les vestiges de Palmyre, le krak des chevaliers, les soubassements d'Alep et de Masadun, on découvre — la mot reprend ici tout son sens — des monuments « quatre étoiles » dans chaque province. À 150 km au sud de Damas, à l'extrémité d'un plateau nappé de lave noire confinant avec le royaume hachémite, une imposante forteresse ayyubide (treizième siècle), déjà intéressante à elle seule, cache en son sein, intact, un théâtre romain du type de celui d'Orange ; entre Tripoli du Liban et Lattaquié, à hauteur du port pétrolier de Baniyas, la forteresse arabo-franque de Margat domine toute la contrée du haut de sa double enceinte que Saladin renvoya à attaquer.

Mais l'une des découvertes les plus étonnantes à faire est celle de l'église byzantine de Qalb-Lozeh — « le cœur de l'amande » — oubliée depuis un millénaire au milieu des cahutes d'un village de druzes aux yeux clairs, à l'est d'Alep, tout contre la frontière turque. Naguère, il fallait plusieurs heures de mulet pour parvenir à ce sanctuaire. Aujourd'hui les villageois ont construit eux-mêmes une petite route goudronnée pour que l'on ait accès plus facilement à leur unique richesse.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

KENYA

DANS LES BAZARS DE L'ÎLE DE LAMU

VERTUS de la djellaba blanche, coiffes du « kuffi » brodé, les hommes et femmes Arabes tabourés, sont plongés dans d'interminables parties de dames. Les pions glissent avec dextérité sous les doigts. Un soupir, quelques mots rapidement échangés, indiquent qu'une partie vient de finir. Des manguiers posent sur la place leur tapis d'ombre. Au-dessus, les murs blancs de la citadelle renvoient, par plaques éblouissantes, le dur soleil de l'équateur. Seule une brise légère crée le mouvement dans ce tableau figé, animant d'un frisson le feuillage au-dessus des joueurs. Tout à coup, une voix aigrelette perce le silence de l'après-midi : le muezzin appelle à la prière. Un à un, les hommes se lèvent et disparaissent, se hâtant vers la mosquée à travers un dédale de ruelles qui n'est pas sans rappeler les médinas du Maghreb.

Lamu est une petite île du Kenya, proche de la frontière somalienne, à quelques centaines de mètres de la côte, rattachée à un archipel d'îles basses qui abritent un plan d'eau isolé des fureurs de l'océan Indien. Cette lagune et la position septentrionale de l'île en ont fait un avant-poste de la colonisation arabe dès le huitième siècle. Au seizième siècle, les Portugais installèrent des comptoirs sur la côte est-africaine, à Mombasa, Dar-es-Salaam et Lamu. Ces relais sur la route des Indes tombèrent un siècle plus tard aux mains des Arabes jusqu'à l'arrivée des Britanniques au dix-neuvième siècle.

Le bazar a conservé quelques traits de l'architecture médiévale portugaise : la citadelle — l'actuelle prison — les lourdes portes en bois, sculptées et rehaussées de

clous, les demeures coloniales du front de port. Mais les Arabes ont laissé une influence plus profonde. Largement mélangées avec la population bantoue d'origine, certaines familles sont installées déjà depuis une dizaine de siècles. Aussi Lamu est-elle devenue une petite ville arabe avec ses bazars, ses souks et ses mosquées. Les « vrais » Africains, de souche bantoue ou somalie, habitent la banlieue de Lamu, des villages aux traditions ancestrales en terre battue sous un toit de feuilles de cocotiers.

Carrefour de civilisations, Lamu l'est aussi par le petit monde des touristes : routards au long cours, hippies, étudiants qui ont fait des vieilles résidences coloniales transformées en hôtel leur lieu d'élection. Ils ne sont guère nombreux, une quinzaine tout au plus. Plus, pourtant que les hôtes privilégiés du Peponi — « paradis » en langue swahili — le seul hôtel de luxe de l'île, un joyau d'architecture, niché dans les rochers surplombant la mer.

A l'exception d'une liaison hebdomadaire avec Nairobi, par avion de tourisme, l'île est isolée à la saison des pluies. Et, déjà en juillet, il est difficile aux bus et même aux Land-Rover de rejoindre l'embarcadere. Pour quelques mois, la piste est devenue un bourbier. Les bateaux plats qui relient Mombasa à Lamu n'osent pas s'engager sur un océan Indien agité par une violente houle. Alors, la communauté flennne se replie sur elle-même. Le port est vide ou presque : quelques bacs, pour les maisons entre îles, et des petits dhows pour la pêche dans la lagune. Les vrais bateaux, les boutes arabes d'Hendel de Mombasa sont partis, chargés du bois

précieux des palétuviers, le long de la côte somalienne vers le golfe Persique et même l'Inde. Ils reviendront à la belle saison, poussés par les alizés, sur l'océan plus calme, chargés de tissus, d'épices et de métaux précieux.

Pendant ce temps dans l'île, les femmes récoltent le coprah et travaillent le coton. Peut-être entre deux sorties de pêche, Abdullah vous emmènera, toutes voiles dehors, flâner dans le lagon, pour y seulement 10 shillings (6 francs). La pêche est moins rentable.

Le hagueau de Shela, dont les maisons blanches se cachent dans les magnolias et les dunes, ne se signale que par son minaret, sorte de moulin à vent manchot. Puis apparaît la plage. Imaginez un arc de cercle de sable blanc qui fuit à perte de vue : d'un côté, les ronds de dunes ; de l'autre, le profil irrégulier des dunes. Au-dessus, vagues, la morsure du soleil, l'horizon à l'infini. Un sentiment de une boule de feu immobile dans un chapeau blanc. Le fracas des grandeur et d'isolement sans mesure.

La civilisation, pourtant, ne perd pas ses droits. Bien mal en prendra à qui, se croyant à l'abri des regards, aura l'esprit et le corps trop libres. L'autorité de police, héritière des deux traditions portugaises, musulmane et britannique, s'emploie à faire régner une décence sans faille. Mais c'est bien là un des caractères de l'Afrique, où la civilisation vous rejoint là où vous l'attendez le moins, dans des paysages de rêve, et avec des personnages colorés qui manient leur canne-épée comme Charlot sa badine.

JEAN FOURNIOUX.

Carnet

Les mosquées bleues du Yémen

Un spécialiste des pays arabes (et, de surcroît, du voyage « insolite ») tel qu'Explorateur ne pourrait pas ne pas inscrire le Yémen au nombre de ses destinations-vedettes. Son circuit « Yémen du Sud », qui va du golfe d'Aden à l'Arabie saoudite, dure treize jours. Outre la découverte des paysages — laves, rochers, sables, rivières maritimes — c'est à celle de l'architecture yéménite qu'il convie. Avec Mukalla et ses mosquées bleues et, surtout, Shibam, surnommée parfois « le Manhattan du Yémen », aux hautes maisons posées entre sable et montagne. (Prix de Paris à Paris, tout compris : 7 600 F par personne. Départs les 19 décembre 1976, 20 février et 20 mars 1977.)

Au même catalogue : un Yémen-mer Rouge (13 jours, 8 500 F) ; un périple à bord d'un bouter (11 jours, 5 000 F) ; un périple en jonque à travers les archipels de la péninsule malaise, de Penang à Pong-Ng (16 jours, 8 500 F). Et, tous les jours, les grands raids sahariens, tels le « Air-Ténéré » (10 jours au cœur du Sahara nigérien, 4 800 F), le « Sahara central » (Hoggar, Tefedest, Ténéré et Tassili, 12 jours, 5 600 F), et d'autres encore. À noter de plus le Népal (trekking dans l'Everest et l'Annapurna), Haïti, la Colombie, le Bhoutan, Madagascar, la Côte-d'Ivoire, le Niger, le Mali et le Bénin. L'embarcadere du choix.

* Explorateur : 16, place de la Madeleine, 75008 Paris. Tél. : 265-65-24. (Catalogue sur demande).

A CANET-EN-ROUSSILLON

LA PLAGE RADIEUSE

Syndicat d'initiative : 66400 CANET-PLAGE, R.P. 22. Tél. (06) 33-03-88 - 25-00-53.

La Suisse — pas plus loin, pas plus cher

- La Suisse: pour vos vacances d'hiver
- La Suisse: où vous êtes chez vous, où tout le monde vous comprend
- La Suisse: avec de la neige, de la glace, du soleil à gogo
- La Suisse: 130 stations d'hiver-offrant l'équipement le plus moderne
- La Suisse: plus de 200 arrangements forfaitaires à prix avantageux
- La Suisse: hôtels aux prix stabilisés depuis 1974
- La Suisse: 9000 km de libre parcours en chemins de fer, bateaux et cars postaux avec la Carte suisse de vacances
- La Suisse: à votre porte, à votre portée



Renseignements auprès de votre agent de voyages ou Office National Suisse du Tourisme, 11bis, rue Scribe, 75009 Paris, Tél. 073 59 92.

Je désire passer mes prochaines vacances d'hiver en Suisse et souhaite des informations sur la région de:

Adresse:

Cap sur la Suisse cap sur la détente

06-11-1520

TOURISME

LES NOUVEAUX VOYAGES

L'Ontario, avec des feuilles de tabac dans les doigts

UNE chance de jour d'orage. Type continental, et ça dégringole, le vous assure. Le poteau télégraphique à quelques mètres de notre « home » vient d'éclater au sommet. Une piochette, mais qui a fait un gros « bang ». Qui donc s'est amusé à mettre un pétard dans le cigare de Mr John Bull ? Bien joué, car voici un après-midi de répit. La seconde seulement depuis notre arrivée, il y a quinze jours, en Ontario, province canadienne. Nous sommes trois étudiants français venus ici pour les mois d'août et de septembre récolter le tabac. Chaque année, le Canadian National offre ainsi un ou deux avions de tourisme saisonniers. Le chômage qui aura marqué 1976 limite cette année le bataillon à cent quatre-vingts.

« Hello guys, breakfast time ! » : voilà le signal crié de dehors par

le patron ; 8 heures. Pas de temps à perdre pour profiter d'un solide petit déjeuner « english fashion », qui ne sera pas superflu quand avancera la matinée. Une petite demi-heure ensuite, tenter de retrouver la chaleur du lit, mais 7 heures tombent inexorablement pour nous voir flotter dans nos dits jaunes à l'entrée des rangs de tabac.

On aurait tort de s'imaginer que la récolte se fait mécaniquement ; en Amérique, on travaille encore avec ses mains. La machine se contente de nous promener entre les rangs de tabac. Tricycle haut sur pattes de façon à enjambrer les plants, trois sièges fixés sur l'armature, à ras du sol. Ajoutez-y deux bras aux quels sont suspendus deux nacelles : voilà la bête qui tient d'un gros insecte. Quand elle sera armée de ses cinq ouvriers, elle y gagnera en voracité : trois feuilles par trois, à chaque passage le plant y laisse un verticille. Les champs perdront vite leur aspect pour se métamorphoser en longues files de pénitents désossés, longilignes, bardés de moignons. Il ne leur restera bientôt plus que le scalp. Et, pour finir, au sixième passage, nous ne le leur épargnerons pas.

Les premiers jours, l'imagination ne peut se permettre de batifoler ainsi. Les gestes ne sont pas encore automatiques et l'esprit est tout entier mobilisé à la

tauche. Trois feuilles arrachées d'une main sont rangées de l'autre dans le panier qui nous fait face, accroché à la machine. Et toutes de façon bien précise. Vous risquez, sinon, d'être rapidement débordés par un tas informe de feuilles qui, au premier faux pas de la machine, vous submergera. Une feuille tombe : cherchez-vous à la ramasser que la cadence vous fera dépasser le plant suivant sans même l'avoir aperçu. Bien sûr, le dos se fait vite douloureux, les muscles de la main ne sont pas toujours à la hauteur, quelques cadences peuvent même apparaître...

L'unité de production ? Il s'agit de cueillir suffisamment de façon à remplir un « kiln » (1) par jour. Une équipe féminine est en place à la réception, chargée de couder les feuilles et de les rentrer dans le « kiln ». Avec un peu de dextérité et de l'entraînement — c'est-à-dire après une semaine de travail — il nous faut huit heures pour faire convenablement la besogne. Seulement, si sept jours suffisent à remplir sept « kiln », au huitième, trouver un « kiln » vide peut poser un problème. Tous sont pleins. Qu'importe ! En vous levant à 5 heures, vous avez le temps de vider celui du premier jour. Oui, mais ce n'est pas là une partie de plaisir : l'estomac est vide, et notre patron a commencé, la veille au soir, à

humidifier le tabac, qui, trop sec, s'émietterait lors du déchargement. Trois ou quatre heures durant lesquelles il injecte de la vapeur dans le séchoir, transformant vite celui-ci en une étuve fumante de tout ses joints. Reste à y pénétrer au petit matin...

Mais, pour être positif, on peut apprécier quelques bienfaits de l'affaire : en deux semaines, à raison de 30 dollars par jour, nous atteignons le cap du remboursement du voyage, et les quatre autres aident à arrondir le périmètre. Perdus dans la campagne canadienne, dont l'échelle est bien différente de la nôtre, les occasions de dépenser notre argent sont rares. D'autant que nos hôtes nous invitent à leur table. Bon moyen de délier une langue anglaise engourdie.

Enfin, la dernière feuille ramassée, la petite fête rituelle achevée, toute de retenue comparée aux agapes qui clôturent nos vendanges, mais on est Anglo-saxon ou on ne l'est pas ! Et l'Amérique s'offre à nous. Certains font se nager dans le tissu urbain new-yorkais, tenter de mesurer quelques mythes à leur aune ; d'autres se réfugient dans le vieux Québec. Histoire, peut-être, de voir un peu de quoi est fait ce pays dont les vignes, Leclerc et Charlebois nous parlent tant...

(1) Kiln : petite grange qui sert à sécher le tabac.

USQU'AU dix-neuvième siècle on prêtait au tabac plus de vertus thérapeutiques qu'on ne lui attribue de maux aujourd'hui. Sans remonter aux sorciers chamarrés de l'Orénoque, qui traitaient leurs patients avec des fumigations de tabac, en 1843, encore, des médecins soignaient la goutte en soumettant le pied atteint pendant cinq à dix minutes à de la fumée de tabac avant de l'envelopper d'une flanelle imprégnée de fumée. A cette époque, un certain sirop, appelé de « quercetan », passait aussi pour faire merveille : composé à partir de l'infusion de tabac, d'acide et du vinaigre, il aurait été souverain contre l'épilepsie, l'asthme et la toux, en provoquant une expectoration facile.

Tels sont quelques-uns des très nombreux renseignements que contient l'Encyclopédie du tabac et des fumeurs. Cet ouvrage vient à point pour nourrir le débat sur l'utilité du tabac, un débat qui n'est pas d'aujourd'hui puisque, déjà, trois siècles avant Mme Simone Vell, Louis XIV menaçait de disgrâce les fumeurs de sa cour. Le groupe de chercheurs qui ont rédigé ce livre se gardent bien de trancher : « A ceux qui aiment fumer, écrivent-ils, l'encyclopédie donnera une connaissance plus précise de leur plaisir et de leur risque. Aux destructeurs du tabac, elle donnera des armes plus solides. Mais elle leur fera comprendre (...) ce qu'est leur ennemi et les difficultés de leur lutte. »

Les intérêts économiques menacés par la campagne contre le tabagisme ne sont pas toujours ceux qu'on imagine. Le premier producteur mondial de tabac brut est la Chine avec plus de 800 000 tonnes contre 700 000 tonnes aux Etats-Unis. Pour les cigares, l'U.R.S.S. vient en tête avec plus de 27 000 millions d'unités. Le Canadien, consommateur de 4,4 kilos de tabac par an, était, en 1970, le plus gros fumeur, le Français n'arrivant qu'au trentième rang (2,6 kilos). Le premier fabricant de cigarettes est de loin la British American Tobacco : cent quarante usines réparties dans cinquante-quatre pays, cent soixante-trois mille salariés, 30 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1973 et environ 3 milliards de bénéfices bruts.

Ceux que de telles nourritures effarouchaient (les pauvres !) pourront toujours se rabattre sur des grillades épaisses, toutes tranchées dans les meilleurs morceaux du bout et du mouton. Et, de toute façon, ce sont des pommes sucrées à cru dans la graisse d'ole qui gèleront les assiettes : « Chez moi, pas de tristes ! », dit péremptoirement le patron, qui n'a pas tort. Un dessert maison, telles les mousses au chocolat (6,50 F) ou l'île flottante, couronnera ce retour aux sources de la bonne cuisine d'Auvergne.

Et que M. Bousquet ne regrette pas d'avoir hésité, vers ses quarante ans, entre le séchage et le bien-manger, puisque son fils, lui, a opté pour la musique. Page à la cuisine, le fils à l'accordéon : tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes auvergnais.

J.-M. D.-S.
★ Restaurant Bien : 46, rue Diderot, 75014 Paris, tél. 724-10-56 (fermé le mercredi, portes closes à 21 h. 30 chaque soir).

L'intérêt de cette encyclopédie est d'entrecroiser l'école et l'académie. Il en va de ce type d'ouvrage comme de la fabrication du cigare : tout l'art est d'en bien équilibrer les constituants. « Pour composer un bon havane, après avoir choisi avec soin la cape et la sous-cape, il faut savoir doser dans l'infusé (c'est la tripe) seco, medio temp, et sur-tout corona (...). Il est bon, également, de connaître quelques recettes, telle l'adjonction de rhum dans l'eau de mouillage... »

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.
★ Le Temps de Paris, éditeur, prix : 250 F.



SHUSS
la neige est à vous!

ALPES
L'ALPE D'HUEZ
960^F 1 semaine
week-end 280^F

PYRENEES
CAUTERETS
710^F 1 semaine

AUTRICHE
LANDECK-ZAMS
690^F 1 semaine

SKI DE FOND/ALPES
ST VERAN
780^F 1 semaine

le point 85
BON A DECOUPER
85 Saint-Michel
75005 Paris
328 64 53

Que d'argent parti en fumée depuis qu'en 1545 le Malouin Jacques Cartier, à son retour des rives du Saint-Laurent, décrivait pour la première fois l'usage que faisaient les Indiens du tabac : « Ils remplissent le corps de fumée tellement qu'elle leur sort par la bouche et par les narines comme par un tuyau de cheminée ; ils disent que cela les tient saufs et chaudement ! »

de route

Toute l'Asie

Singapour et la Malaisie, Ceylan, les îles Maldives, la Thaïlande, les Philippines : comme son nom l'indique, Asie Tours consacre à un seul continent la totalité de son nouveau catalogue d'hiver.

Outre les pays déjà cités, et pour chacun desquels figurent un grand nombre de propositions de séjours et circuits, l'Inde (10 jours, à partir de 3 350 F par personne), le Népal (10 jours, 4 330 F), Formose (9 jours, à partir de 3 250 F), la Corée (6 250 F). Nouveautés : des croisières asiatiques (Bali-Java-Malaisie, Penang-Sumatra, Nias-Bali-Java, Canton-Bali-Djakarta, etc.), et, enfin, un grand choix de circuits accompagnés (Inde du Sud, Sumatra-Chêbes-Bornéo). Et le Vietnam, durant 20 jours (9 450 F).

★ Asie Tours : 19, avenue de Tourville, 75007 Paris. Tél. : 555-10-48. (Catalogue sur demande).

L'Afrique,

mais vue du fleuve

Le bateau se nomme Bou-el-Mogdad et le commandant Georges Console. Le navire (51 mètres, 31 cabines à 2 lits, classe unique) lève l'ancre chaque mardi à Saint-Louis pour sept jours de lente navigation au fil du fleuve Sénégal. On s'arrête ici et là, le temps de visiter un village ou de tremper du fil dans l'eau. On met en panne si quelqu'un a envie de voir quelque chose de plus près, de tirer un phacochère, de prendre un bain ou une photo...

★ Jet Tours : à partir de 4 250 francs par personne, tout compris, de Paris à Paris. Premier départ : 7 décembre. (Toutes agences de voyages.)

FOURCHETTE EN L'AIR

L'Aveyron dans le Bleu

« CERTAINES de nos rues conservent de jolis noms rustiques, du temps où Paris s'arrêtait à la Barrière d'Enfer, du temps où nous n'étions que de Petits-Montroisiens (ce n'est qu'en 1899 que nous avons été incorporés dans la ville) : la rue des Plantes, la rue du Moulin-Vert, la rue du Moulin-au-Saure, la rue Maison-Dieu, la rue Voie-Verte, la rue de la Sablière, la rue du Château... »

La maison tire tout bonnement son nom de la belle couleur de ciel de sa devanture, inchangée — mais chaque année refaite à neuf — depuis 1935, date de sa création. Un restaurant « de quartier », l'expression devant être prise ici dans son sens le plus flatteur, qui veut dire un restaurant insaisissable au temps qui passe et, surtout, aux modes qui lui font un bout de chemin, où le patron est au fourneau chaque matin, mijotant et mijotant les bons

plats dont sa tante, la fondatrice, lui a montré tous les secrets avant de lui confier, en 1947, la responsabilité...

Elle Bousquet est Aveyronnaise, sa femme est du Cantal. Tout un programme ! Ou la truffade, ce savoureux « gâteau » de pommes de terre et de fromage (22 F), les confits d'ole (55 F, pour deux personnes), et de canard (35 F), les tripoux (22 F), flanant les premières rôles. Mais dans la petite salle à décor néo-rustique, où le diplôme d'officier de l'ordre de l'encouragement public et celui de la courtoisie française attribués au maître de céans occupent, sur les murs, la place d'honneur, flottent d'autres odeurs tout aussi alléchantes, qui rendent les choix bien difficiles.

Vous allez vous décider pour une solide portion de boudin de campagne grillé (20 F), mais voilà que vous vous mettez en devoir d'attraper une roulette de veau braisée aux cépes (17 F). Vous pensez qu'un cou d'ole farci (28 F, pour deux personnes) serait la plus alambiquée manière de commencer vos agapes lorsque la saucisse sèche à l'huile (10 F) et la chorizée brulante de lardons qui grillent encore (14 F) sont passés sous votre

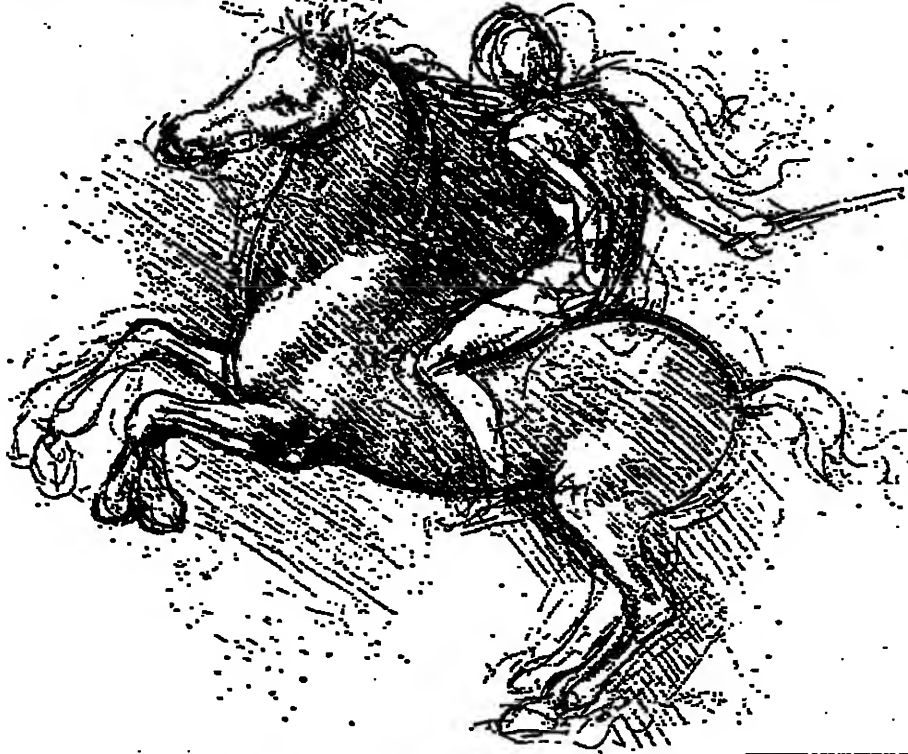
nez... Le chou farci — à l'auvergnate — noblesse oblige — et le sauté de bœuf au cahors (24 F) sont, eux aussi, parmi les plats que M. Bousquet propose presque chaque jour de l'année, été comme hiver.

Ceux que de telles nourritures effarouchaient (les pauvres !) pourront toujours se rabattre sur des grillades épaisses, toutes tranchées dans les meilleurs morceaux du bout et du mouton. Et, de toute façon, ce sont des pommes sucrées à cru dans la graisse d'ole qui gèleront les assiettes : « Chez moi, pas de tristes ! », dit péremptoirement le patron, qui n'a pas tort. Un dessert maison, telles les mousses au chocolat (6,50 F) ou l'île flottante, couronnera ce retour aux sources de la bonne cuisine d'Auvergne.

Et que M. Bousquet ne regrette pas d'avoir hésité, vers ses quarante ans, entre le séchage et le bien-manger, puisque son fils, lui, a opté pour la musique. Page à la cuisine, le fils à l'accordéon : tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes auvergnais.

J.-M. D.-S.
★ Restaurant Bien : 46, rue Diderot, 75014 Paris, tél. 724-10-56 (fermé le mercredi, portes closes à 21 h. 30 chaque soir).

Passez un week-end avec un cheval.



Abandonnez tout. Oui, abandonnez tout. Quittez la grande ville et ses embarras pour partir à la conquête du cheval. A Pompadour, tout est prévu pour ça, du débutant au cavalier confirmé : leçons en monté, parcours complaisants, promenades à travers la campagne. Vous resterez aussi très près

de la Nature avec le yoga, ping-pong, golf, sauna, le 6 à l'arc, tennis. Vous vienez, vous allez vous sentir redevenir vous-même. 90 Champs-Élysées Paris 8^e - Rde la Bourne 75083 Paris Cedex 02 - Téléphone : 266.52.52 ou Agence Hovas-Voyages de votre ville.

Pompadour.
Club Méditerranée.

Offrez-vous 2 réveillons inoubliables :

NOËL AU SÉNÉGAL
ST SYLVESTRE EN MER

CROISIÈRE A BORD DE MASSALIA
LE PAQUEBOT-SOLEIL OÙ IL FAIT BON VIVRE

MAROC/CANARIES/SÉNÉGAL
Départ de Marseille. 18 décembre-2 janvier
15 jours. A partir de 3100 F

Un Noël où les tam-tams remplaceront les orgues, où le réveillon africain se fera à l'île de Gorée, faticé Dakar. Trois escales au Maroc pour y visiter Marrakech, Rabat et le Grand Sud. Trois escales aux Canaries pour y découvrir le paradis sur terre... et un réveillon de la Saint-Sylvestre au champagne et en pleine mer !



CROISIÈRES PROQUET
MASSALIA

Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Paquet : PARIS : 15, bd Malesherbes 75008. Tél. 260.57.59. MARSEILLE : 70, rue de la République 13006. Tél. 51.01.21. NICE : 2, rue Halmey 06000. Tél. 81.81.90.

TOURISME

PROMENADE STUDIEUSE EN AUNIS ET EN SAINTONGE

La Charente-Maritime, ce département formé des deux anciennes provinces, l'Aunis et la Saintonge, évoque tout de suite à l'esprit les marais conquis peu à peu sur la mer qui, dans le temps les plus reculés, s'étendaient jusqu'à Saintes; ces immenses champs de vignes, riches du pays, qui donnent le prestige du cognac et le délicieux pinéau; mais aussi les églises romanes qui ont fleuri sur tout le territoire.

Région aux paysages verdoyants, au milieu desquels s'élève, paisible et tranquille, la Charente, accueillante aux pêcheurs, si nombreux sur ses rives. L'amateur d'art et d'histoire y trouvera tout ce qu'il peut désirer, depuis les vestiges préhistoriques conservés dans de nombreux musées (jusqu'à ces églises romanes — dont Emile Male écrivait : « Nulle part en France, le roman n'a plus de séduction » — en passant par les

monuments gallo-romains qui ont inspiré les architectes du XI^e et du XII^e siècle. Le touriste y bénéficiera aussi du calme reposant d'une campagne que l'urbanisation n'a pas encore défigurée.

Saintes est au cœur même de cette région. Là vivait avant la conquête romaine une peuplade gauloise, celle des « Santons », dont Saintes était la capitale. Les Romains s'y installèrent, ils y construisirent des arènes dont il reste les ruines, un arc de triomphe, dit de Germanicus, qui se dresse actuellement sur le quai de la Charente; il fut élevé en l'an 19 sur un pont aujourd'hui détruit et transporté pierre par pierre en 1845. Là, où nous le voyons, sur l'initiative de Prosper Mérimée, alors inspecteur des monuments historiques. Le chef-d'œuvre de Saintes est l'église abbatiale de Sainte-Marie-aux-Dames, fondée en 1047. Maintes fois détruite, notamment pendant

la guerre de Cent Ans et durant les guerres de religion, reconstruite, puis restaurée. Désaffectée par la Révolution, elle servit de caserne, et, de nouveau restaurée, elle fut rendue au culte en 1942. La façade est typique du roman saintongeais que nous retrouvons dans les plus grandes églises aussi bien que dans les plus humbles sanctuaires des campagnes. Le clocher carré à deux étages, massif et imposant, est surmonté d'une lanterne circulaire coiffée d'une pomme de pin.

L'église Saint-Eutrope est surtout célèbre par sa très vaste crypte du XI^e siècle. Celle-ci avec

ses colonnes surmontées de chapiteaux romans très ouvragés, est considérée comme l'une des plus belles de France. La cathédrale Saint-Pierre, d'origine romane, fut reconstruite de 1430 à 1480, puis continuée jusqu'à la Révolution. Le clocher est une tour de style flamboyant, sa coupole a été refaite récemment après un incendie; quant au portail, il est orné de belles sculptures du XV^e siècle qui ont heureusement été conservées. Ajoutons que Saintes s'honore d'avoir vu naître Bernard Palissy, dont la statue orne la place Bassompierre, près de la Charente.

Signes du zodiaque et scènes familiales

La porte est en forme d'arc, et il n'y a jamais de tympan, lequel aboutit toujours à réduire la porte à la forme rectangulaire. La décoration, qu'on a d'ailleurs appelée le « sermon saintongeais », s'étale sur les divers rouleaux du portail ou sur la façade entière; le talent des imagiers a su profiter de la nature de la pierre du pays, assez tendre et au grain fin, mais cependant assez résistante.

Les principaux éléments qu'on retrouve en tout ou en partie sur les façades sont tout d'abord les signes du zodiaque et des scènes familiales correspondant aux travaux saisonniers, tout cela représentant la vie matérielle et terrestre qui va nous acheminer avec la parabole des vierges sages et des vierges folles, puis le combat des vertus et des vices, vers la vie éternelle, le ciel, l'agneau et les anges adorateurs.

A 4 kilomètres au sud de Pons, la route passe à Ay-en-Pons. Son église dédiée à Notre-Dame, édifiée à la fin du douzième siècle, est située sur une colline, le chœur et le clocher reconstruits sont gothiques, mais la façade romane, typiquement saintongeaise, est magnifiquement décorée; on remarquera particulièrement la voussure principale, ornée de médaillons barbus, qui témoignent de l'imaginaire et de la malice des sculpteurs du douzième siècle. Cinq kilomètres plus loin, l'église Saint-Sulpice de Malignac offre une construction très rare : le chœur est de plan tréflé, il est orné d'une frise très travaillée; un magnifique livre d'images. Elle possède une seule nef, dont les chapiteaux sont également remarquables.

A Malignac, la D. 146, qui prend sur la gauche, mène en direction de Chadenac. L'église de ce village du douzième siècle sous le vocable de Saint-Martin est une véritable splendeur. La façade est entièrement sculptée, tous les thèmes de l'art roman saintongeais y sont représentés. L'intérieur comporte de très beaux chapiteaux et les fenêtres Nord et Sud sont ornées de motifs géométriques. Il faut revenir à Malignac pour reprendre la D. 142 en direction de Jonzac. Un peu plus loin sur la droite la D. 150 mène à l'église d'Antignac et la D. 142 traverse le bourg de Clam, dont l'église possède un clocher du quinzième siècle et une chaire de pierre du dix-huitième.

Enfin, on atteint Jonzac qui est une très ancienne cité (des niches séculaires d'origine gauloise y ont été découvertes). Les plans de Jonzac furent donnés à l'Angleterre en 1259 par Saint Louis, qui voulait ainsi « mettre la paix » entre les deux royaumes. De cette date jusqu'en 1453, elle fut tantôt anglaise, tantôt française. Le Châteaude Jonzac, restauré au dix-neuvième siècle, était une véritable petite forteresse. Il s'y trouvait de vastes souterrains qui se prolongeaient jusqu'aux portes de la ville. Ses propriétaires n'ayant pas émigré à la Révolution, il ne fut pas vendu comme « bien national ». En 1818, il fut divisé en

trois parties : l'une fut cédée au département, qui en fit la sous-préfecture, la deuxième ville de Jonzac, qui y installa l'hôtel de ville, et la troisième resta à la famille de l'ancien propriétaire; la situation est encore celle-là aujourd'hui.

L'église est du douzième et du quinzième siècle; elle a été restaurée au dix-neuvième siècle et l'intérieur est sans grand intérêt. Mais le grand portail du douzième siècle est celui de l'ancienne église, et naturellement du roman saintongeais. De Jonzac, la D. 19 mène à Montendre, cité bâtie sur la plus haute colline de la région; les Romains y établirent un camp et plus tard un château y fut édifié; il en reste une tour carrée récemment restaurée. Montendre est une « station verte », entourée de grands bois de pins dans ce qu'on a appelé la « petite Suisse saintongeaise ».

De Montendre, il sera bon d'aller par la N. 730 à Montguyon, qui se trouve sensiblement à la limite de la Saintonge.

Montguyon était à l'origine un château fort dont il reste le donjon en partie ruiné; le proche village était Vassiac, qui possédait une belle église romane fortifiée au clocher carré bas et massif; le bourg s'est développé par la suite autour du château, mais l'église paroissiale est restée à Vassiac.

Dans la salle des gardes des fûts de chêne...

Près de Montguyon, sur le plateau couvert de vignes, une allée d'arbres et un boqueteau signalent un magnifique dolmen qu'on appelle dans la région « la Pierre folle », et qui est prolongé par une allée couverte. De Montguyon, il faut pour se rendre à Cognac remonter vers le nord par la N. 10 bis, puis la D. 142 jusqu'à Jonzac, emprunter ensuite vers le nord-est la N. 639, qui mène à Archiac, et là, la N. 731, qui aboutit à Cognac, cette ville dont personne n'ignore tout au moins le nom. Le château où naquit le 12 septembre 1494 François d'Angoulême, le futur François I^{er}, n'existe plus qu'en partie, une tour hexagonale rappelle la forteresse élevée par les Lusignan et ruinée par la guerre de Cent Ans; quant au château élevé par Jean de Valois et devenu sous François I^{er} un beau spéci-

men d'architecture Renaissance, on peut visiter ce qui en reste : des salles spacieuses comme la salle des gardes qui, depuis 1793, abrite les chais d'une importante et ancienne fabrique de cognac. L'église Saint-Léger, romane à l'origine, a été profondément remaniée au quinzième siècle.

Mais il faut aussi visiter le vieux Cognac averses anciens logis dont certains ont conservé des pans de bois; indépendamment, bien sûr, des nombreux établissements où, dans les fûts de chêne, vieillit le cognac de réputation mondiale. Si l'on est pressé, on reviendra à Saintes par la N. 141; si on préfère flâner au bord de la Charente, on prendra les D. 63, 63 puis 24, qui suivent le cours d'eau.

GEORGES MICHEL.

TOURISME HOTELS RECOMMANDES

Côte d'Azur

CAGNES-SUR-MER
Meublé COMTOIS - La Grange-Rimade (06800). Tél. : (03) 20-04-17. Studios et apt. 2-5 pièces, confortables, vue unique, ouvert toute l'année. Jardin. Parking couvert.

FREJUS PLAGE
IL ETAIT UNE FOIS... N.N. Rue Frédéric-Mistral - Tél. : (04) 83-83-45, 83-83-38.

VILLEFRANCE-SUR-MER
Majotel WILCOM, bord de mer. Tél. : 07021 - Tél. : (04) 83-70-25.

Mer

ÎLE DE JERSEY
(Des Anglo-Normandes)

L'automne et l'hiver sont des périodes tout à fait favorables pour profiter pleinement de cette belle et toute petite île (20 km sur 10 km) au climat d'une grande douceur (Océan Stream). Les 75.000 habitants de ce curieux petit État indépendant — situés à 30 km des côtes françaises — mais rattachés à la Couronne d'Angleterre — seront heureux de vous faire partager leur joie de vivre. Les petites pensions voisines avec les hôtels confortables et les salons de très grand luxe (dîner dansant habillé). Vous apprécierez le calme, la nature, la mer, la campagne, mais aussi les multiples distractions, les pubs... et, dans la capitale Saint-Helier, un shopping délassé à faire rêver.

A 70 minutes de Paris-Orly Sud, Jersey vous attend dès demain. C'est la bonne idée pour un long week-end. Pour documentation en couleurs, écrivez ou téléphonez à L40 P & Office National du Tourisme, Service France L40 Jersey (Des Anglo-Normandes).

HOTEL L'HORIZON
L'étonnante et joyeuse petite île de Jersey possède un merveilleux hôtel : l'hôtel L'Horizon quatre étoiles, très certainement l'un des hôtels d'Europe ayant le plus de charme et de classe. Une situation exceptionnelle : 140 mètres de façade, plain sud, le long de la magnifique baie de Saint-Brelade. Le sable fin et les vagues en direct... Un confort maximum (1414, radio...) dans les quelques 100 chambres... Trois

salons-bars dont l'un donnant sur la très belle piscine intérieure chauffée (8 x 16 m). Un restaurant et un bar-club réputés. Un excellent orchestre qui anime des dîners d'été d'une grande élégance. Et toujours une ambiance particulière pour des amis-clients exigeants et raffinés.

Monsieur John Wileman, le jeune Manager qui dirige, sourit sur cet ensemble incomparable, sera heureux de vous adresser personnellement une documentation en couleurs.

Revenez-nous directement en vous recommandant du journal. Vous pouvez également le joindre par téléphone en appelant, par l'automatique, le 19 (44) 534-43101. Tél. : 01 4261.

Hôtel L'Horizon, Baie de Saint-Brelade, Jersey (Des Anglo-Normandes).

Montagne

LE SAUZE 04400
Alpes du Sud

Hôtel « le Dahu »... NN... Altitude 1.400 m. Près des pistes, piscine chauffée, saunas. Rest. d'altitude.

Province

BORDEAUX
LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX

2 place de la Comédie, Bordeaux. Centre d'affaires et spectacles. Parking assuré - Tél. : 53-44-03 & 06.

Allemagne

FRANKFURT
PARKHOTEL 1^{re} classe, centre, près

de la gare, 23 s. Tél. 1949/611/23071 TX 04-12838.

KOLN (COLOGNE)
HOTEL CALLAS AM DOM centre, tout près de la gare centrale, moderne, très moderne et spacieux, le week-end.

Robertstrasse 127, Tél. 235044-3.

Suisse

AROSA (Grisons)
HOTEL VALSANA, 1^{re} catégorie. Une

semaine forfaitaire de ski des 520 F. Piscine couverte. Tél. 7422.

KLM. INDONESIE.

A partir de 4.950F, nous vous offrons les batiks de Djogjakarta, les stupas de Borobudur et le Legong de Bali.

Fermez les yeux. Vous êtes dans une étroite échoppe de Djogjakarta, au centre de Java. Vous assistez fasciné à la main d'un batik, le tissu national indonésien. Gardez les yeux fermés. Vous êtes sur la huitième terrasse du temple de Borobudur, titubant d'admiration parmi les stupas, ces immenses cloches de pierre où depuis mille ans méditent les bouddhas. Transportez-vous à l'Est et vous voilà à Bali. C'est le crépuscule, troué de flambeaux et de lampes à huile. Vous vous immergez dans la magie du Legong, dansé avec une grâce inouïe au rythme de la musique Gamelan.

Vous pouvez ouvrir les yeux. Vous n'avez pas rêvé : nous, K.L.M., vous offrons les inépuisables beautés de l'Indonésie à partir de 4.950 F pour 14 jours. Et pour vous y conduire, nous vous offrons le sérieux et la gentillesse qui ont fait notre réputation. Tradition hollandaise oblige. Ecrivez ou téléphonez à K.L.M., 36 bis, Avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. 742.57.29 ou allez voir votre Agent de Voyages.



KLM

Sérieux et gentillesse: une tradition hollandaise.

Joult 1.500

dans le Vercors, une nouvelle station tous skis: "les Glovettes."

Dans un parc naturel, au cœur du Vercors (ski de piste, ski de fond), au pied du merveilleux domaine skiable de la Côte 2000.

Les Glovettes c'est un véritable paradis pour vos vacances été-hiver, à essayer dès cet hiver : séjour de week-end à la semaine ou au mois.

Et pour vous y abonner à vie, des conditions de vente exceptionnelles (apport 29 000 F, prêts personnalisés jusqu'à 80 %, rentabilité locative éprouvée...)

Pour recevoir une documentation, découpez le bon ci-dessous et retourner-le à la S.C.I. Les Glovettes 38250 Villard-de-Lans, Tél. (76) 95.10.75

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Tél. _____

☐ désire recevoir une doc. sur les différentes formules de location

☐ désire recevoir une documentation pour acquiescer un appartement ou un studio

les glovettes A 5 minutes de VILLARD-DE-LANS

à retourner S.C.I. Les Glovettes 38250 Villard-de-Lans.

Bc
Ka
Pa
Br
Ec

A Vernet-les-Bains, Ibrahim Pacha et lord Chamberlain ne sont plus que des souvenirs

DEVANT l'étagère sur laquelle s'alignent des écus cylindriques en carton, le vieil homme demeure perplexe : « On m'a pris ma pipette ! constate-t-il, tandis que son regard erre sur les noms inscrits en gros caractères sur chaque écu. Maintenant, il s'indigne : Quelle misère ! »

Dans une autre salle, toute proche, aux parois bleues, garnies d'épaves de lavabos en porcelaine blanche, séparés par des écrans verticaux de même matière, deux hommes courbés sur leur inhalateur parlent, et leurs voix résonnent étrangement dans les appareils.

« Et toi, monsieur, je vous le dis ! Ça ne peut plus durer ! Nous sommes envahis par les Arabes. — Vous avez lu le journal ce matin ? Encore une agression. On n'est plus tranquille chez soi. — Quelle misère ! »

Misère. Le mot flotte dans l'air, rôde dans les coins, aux bords, à la piscine, dans les salles particulières où l'eau chaude, jaillissant d'une sorte de lance d'incendie chromée, manie par une prêtresse en blouse blanche, va frapper les corps nus offerts au dieu mystérieux du thermalisme. Nous sommes à Vernet-les-Bains, petite station thermale nichée dans la vallée du Cady, au pied du Canigou, à 600 mètres au-dessus de la Méditerranée, qui étale ses flots à 65 kilomètres de là.

Le rendez-vous des célébrités

Chef-d'œuvre de l'art roman, où le marbre rose venu des carrières toutes proches de la vallée rochueuse harmonieusement avec la pierre grise extraite sur place, Saint-Martin devient vite le centre de la vie du pays.

Déjà certainement connues par les Romains, les sources sulfureuses chaudes de Vernet furent exploitées dès 1886 par les abbés de Saint-Martin, qui édifièrent sur la rive gauche du Cady un établissement thermal qui connut des fortunes diverses jusqu'au jour de 1938 où le dernier abbé en fit don au docteur Barrera, alors médecin militaire de la citadelle de Mont-Louis, à 30 kilomètres de Vernet.

En 1893, un millionnaire portugais, le comte de Buxar, passe par là, est séduit par le site et achète des terrains sur lesquels il fera construire. La fièvre de l'immobilier ne datant pas d'hier, on voit bientôt surgir, toujours sur la rive gauche du Cady, un grand hôtel (« du Portugal » bien sûr !) qui ressemble vaguement au défunt Ruhl de Nice. Un

Apparemment, une station comme les autres, avec ses huit hôtels, ses trois résidences, son motel, ses quelques quatre-vingts appartements meublés et sa trentaine de villas mis à la disposition des curistes. Avec aussi ses trois terrains de camping, ses bazars, ses agences bancaires, ses épiceries, ses boulangeries, ses coiffeurs et même son night-club.

Alors, la misère ? Personne ici ne vous dira que l'on vit dans la pauvreté. Et, d'ailleurs, qui le croirait en contemplant l'image de carte postale donnée par ce village, dans lequel l'établissement thermal et le centre de rééducation fonctionnelle et, surtout, leurs bâtiments blancs et linéaires aux maisons jaunes à tuiles catalanes rouges du vieux Vernet, sur fond de montagnes aux neiges éternelles ?

Pourtant, Vernet n'est pas une station thermale tout à fait comme les autres. D'abord à cause de son histoire, celle de son petit château. La première mention du castrum Vernet apparaît dans un cartulaire daté de l'an 863. C'est l'époque où, à 3 kilomètres d'ici, une crypte dans la montagne devient lieu de pèlerinage en l'honneur de saint Martin. Deux siècles plus tard, le comte Guilfred, seigneur du Comté, saisi par la grâce divine, va alder les bénédictins à construire une abbaye.

casino dans le meilleur style de la Belle Époque, de nouveaux bâtiments thermaux, un parc bien ombragé, un hippodrome, un jardin d'hiver, agrémentent cette nouvelle cité, qui va attirer tout ce que l'Europe d'alors compte, en fait, de célébrités, on des gens fortunés. Kipling, Ibrahim Pacha, lord Chamberlain, Sacha Guiter et bien d'autres viennent à Vernet, où le prix de la pension journalière s'élève à 10 francs — des francs-or, — boisson non comprise, tandis que des villas sont mises à la disposition des curistes pour 300 francs à 500 francs par mois, frais de cure compris.

« Le temps des contes de fées », dit en soupirant M. Arnaud, conseiller municipal et membre actif du syndicat d'initiative. Hélas ! la Belle Époque se termine en 1914. En 1940, alors que la ville n'a pas retrouvé son succès d'antan, une crue du Cady ravage l'établissement thermal, détruit le grand hôtel (« du Portugal » bien sûr !) qui ressemble vaguement au défunt Ruhl de Nice. Un

range rien, et ce n'est qu'en 1958, le Cady ayant enfin été canalisé, qu'une société anonyme fait construire les thermes actuels, associés à une « résidence thermique » et au centre de rééducation, ensemble achevé en 1970.

Pour un jeune médecin de Vernet, « les thermes, ce n'est pas mal pour une ville comme la nôtre, mais il y a encore beaucoup de petits détails qui viennent entraver le développement du thermalisme chez nous ». Car sévit ici, dit-il, « une certaine inertie au mouvement. En fait, c'est l'esprit catalan qui s'accommode mal du changement. Les gens tiennent à leur tranquillité, se satisfont vite de petits gains. Les thermes sont encore un peu folkloriques ! »

Vivre et survivre

Est-il possible, dans ces conditions, de développer davantage la commune ? Pour M. Arnaud, conseiller municipal, qui reçoit les visiteurs au bureau du syndicat d'initiative, ce n'est pas une tâche aisée : « En 1900, Vernet comptait mille six cents habitants. Aujourd'hui, nous ne sommes que mille quatre cents. Notre commune, à vocation essentiellement agricole, n'a pas d'industries. Les jeunes ne restent donc pas ici. Ils vont à Perpignan, à Montpellier, et plus loin encore. Notre seule chance actuellement, c'est que les thermes fonctionnent toute l'année. Seulement, ça ne suffit pas. Il faudrait trouver le moyen d'animer davantage la ville. »

L'animation, mot magique qu'on entend partout. Mais qui peut « animer » véritablement un village, sinon les gens qui y travaillent ? Alléché par les promesses de la municipalité, un jeune artisan est venu s'installer à Vernet, au pied du château (qui est propriété privée, et qu'on ne visite pas). Là, dans un ancien fenil, dont les tuiles portent les signes de reconnaissance d'un peu mystérieux des Compagnons du tour de France d'aujourd'hui, il a installé son atelier et l'a ouvert au public. Ci-devant expert-comptable, la passion de l'art s'est emparée de lui il y a deux ans.

« Je crois, avoue-t-il, que c'est parce que je refuse de continuer à travailler d'une façon non créative... » Les joies infinies de la création, M. Soler les a découvertes à travers le tissage à l'ancienne. Il a entraîné sa femme et ses quatre enfants dans cette aventure.

« Car, dit M. Soler, ce qui doit guider l'artisanat d'aujourd'hui,

Ce qui manque à Vernet, c'est la qualité de l'accueil. »

Ce jeune médecin (ils sont trois à Vernet, plus trois autres médecins attachés au centre de rééducation) vient d'obtenir son diplôme d'hydrologie et de climatologie. « Pas facile, explique-t-il, quand on est généraliste, avec une clientèle de montagne, d'aller une fois par semaine suivre des cours à Montpellier : près de 500 kilomètres aller et retour ! Le thermalisme, c'est une bonne chose, mais il faut y croire, il faut avoir la foi. »

Ce n'est pas, on s'en doute, l'avis de tout le monde. « Ici, malheureusement, dit une épicière, avec une nuance de mépris, nous n'avons pas une clientèle de casino ! »

C'est la vie de tous les jours. Il faut redonner aux gens l'envie d'utiliser l'objet qu'ils achètent. Une robe est faite pour être portée, une couverture pour recouvrir le lit dans lequel on fera l'amour. C'est un problème de civilisation, celui du retour aux sources de l'art, à la simplicité. Il y a un autre problème aussi : le produit artisanal revient trop cher. On se coupe donc d'une certaine clientèle. Il faut avoir les pieds sur terre et comprendre qu'on ne peut pas vendre un objet, si beau soit-il, de 300 à 500 francs, à un émigré. La misère artistique, ça existe même chez les vacanciers. Ils ont de l'argent pour la voiture, la « bouffe », mais c'est tout. »

Sur la place principale de la ville, où une fontaine, surmontée d'une Marianne couronnée de lauriers, fait murmurer les eaux vives du Canigou, les anciens de la commune, échappant un moment à la fascination de la télévision à domicile, se retrouvent parfois pour évoquer de vieux souvenirs : ceux des « carboniers », les charbonniers de la montagne, ceux des « taguans », les muletiers qui transportaient de lourdes charges de bois de chauffage au long des routes pyrénéennes.

Dans les champs voisins, à l'ombre du Canigou, les agriculteurs soignent leurs pommiers, leurs pêchers, en se demandant chaque année à quel prix ils pourront vendre leur production, une production que les frais de transport sont loin de rendre concurrentielle.

Aujourd'hui, malgré toutes ses « petites misères », Vernet survit. Mais demain, il lui faudra vivre.

CHARLES GILBERT.

TOURISME

PAS D'ACCORD

On ne taxe pas la brise...

AINSÍ les bateaux de plaisance seront peut-être imposés. Bravo ! Vive la justice sociale et ses progrès. Rappelons que jusqu'à présent il faut cumuler divers éléments de taxe de vie : actions de chasse, bateau, avion, gens de maison, etc., pour être imposable. Encore faut-il que la somme de ces éléments témoigne de revenus supérieurs à ceux déclarés. Maintenant, passant d'un extrême à l'autre, il est proposé d'imposer chaque signe extérieur de richesse en plus des impôts sur le revenu. Est-ce que cette méthode sera toujours équitable ? Non, j'en témoigne.

Moderne, professeur de collage, je nourris une passion, la navigation, et je suis propriétaire d'un voilier de 8 mètres jaugeant près de 7 tonnes. Ce bateau, fruit d'économies faites depuis une dizaine d'années, est le seul bien notable dont je dispose. Avec mon épouse, enseignante également, nous sommes locataires d'un très modeste F 3 ; pas de résidence secondaire, deux vieilles voitures (vingt ans à elles deux) pour nous rendre chacun sur le lieu de notre travail en grande banlieue ; pas d'action, de bijoux, etc. D'ailleurs nos salaires, 3 500 F par mois chacun environ (après seize ans d'exercice d'un métier souvent mal considéré et peu payé on le voit, malgré que de sa bonne exécution dépende en partie l'avenir, voire le bonheur, des enfants qui nous sont confiés), sont connus au centime près par le percepteur.

Tout cela, mis en évidence que la possession de ce bateau est à la limite de nos moyens et constitue vraiment la seule « folie » que nous nous permettons. On peut ajouter « folie » bien nécessaire pour tous, qu'elle soit de cette sorte ou d'une autre. Et s'il fallait en venir à vendre ce bateau, par quel remplacer cette passion ?

N'apparaît-il pas que cette méthode d'imposition au coup par coup, sur chaque élément du train de vie, même unique, est beaucoup trop grossière et aboutit à une injustice dans de tels cas ?

M. CALLAUD, Palaiseau.

PHOTO-REVUE

La première et la plus technique des revues françaises.

Octobre

Voulez-vous savoir ? Reflex à mesure pendant l'exposition. Portrait-test : le Canon AE-1 par Roger Bellone. Photographie : (suite) et expositions. Histoire de la photographie. Devenez collectionneur. Et les rubriques habituelles... Dans votre kiosque ou 118 bis, rue d'Assas, 75006 Paris.

PARIS LONDRES EN CAR PULLMAN

Pour l'Angleterre prenez l'Hoverlloyd



Via Calais et Ramsgate

2 départs par jour de Paris.

40 minutes de traversée.

Emission des billets et départ des cars Hoverlloyd. 24, rue de Saint-Quentin 75001 - Paris. Tél. 607.50.61.

Service Bruxelles-Londres : Hoverlloyd Centre International Rogier, Rue de Brabant 3 - Bruxelles. Tél. 219.02.25.

Brochures, horaires et réservations : Agences de voyages ou Hoverlloyd : 723.73.05

M. Ville Adresse Code postal

Desire recevoir gratuitement une brochure HOVERLLOYD. A retourner à Hoverlloyd Hoverport International - 62106 Calais

Métro. Boulot. Bowling. Golf. Boxe. Karaté. Spectacles. Patinage. Natation. Bridge. Judo. Danse. Echecs. Dodo.

Le Stadium.
Aux Olympiades. 66 av. d'Ivry - Paris 13^e - Tél. 583.48.82.

cet hiver aux antilles : du soleil en location

La formule la plus économique.
Deux semaines à partir de 2 995 F. (avion compris)
Pour mieux découvrir les merveilles des Antilles, en vivant à votre rythme, nous vous proposons une formule nouvelle de location de bungalows climatisés (3 ou 4 lits), entièrement équipés. Possibilité demi-pension. Séjours de 1 à 4 semaines.
Villages de vacances à Saint-François (Guadeloupe) et Tartane (Martinique).

voyages vacances tourisme

5, bd de Vaugirard 75015 Paris Tél. 533.20.00
11, quai des Célestins 69002 Lyon Tél. (76) 37.83.90

Bon pour une brochure gratuite
Nom
Adresse



**Vous surveillez votre ligne ?
Buvez moins de calories !**

Yin de Volvic est une boisson riche en fruits, mais, naturellement peu sucrée, donc pauvre en calories et très légère.

Renseignements : Volvic B.P. 41 - 92340 Bourg-la-Reine - Tél. : 350-45-34

Un guide de locations de vacances que personne ne pouvait rédiger, sinon Swiss Chalets-Inter Home.



Vous pouvez commander sans engagement et sans frais l'édition d'hiver 76/77 du seul guide de locations de vacances de la région alpine superée de Swiss Chalets-Inter Home S.A., 88, bd de Latour-Maubourg 75007 Paris, tél. 555 70 45

Nom : _____
Adresse : _____
Localité : _____

swiss chalets-inter home

si vous voulez partir en ASIE

demandez nos brochures sur nos séjours à

BANGKOK, BALI

et nos circuits-séjours dans toute l'ASIE DU SUD-EST.

Un exemple :

Séjour de 9 jours à BANGKOK-PATTAYA

3240 F

(avion, chambre et petit déjeuner compris)

le tourisme français.

96, avenue de la Victoire 75429 Paris - Tél. 230.67.80
32, avenue Félix-Faure 75013 Paris - Tél. 230.67.80 poste 244
107, rue de la Glacière 75013 Paris - Tél. 337-52-82
122, avenue Gabriel-Péri 93400 Saint-Ouen - Tél. 280.67.80 poste 280
CAEN, EVREUX, LE HAVRE, LILLE, ROUBAIX, ROUEN, TOURCOING, BRUXELLES.

Tignes. Propriétaire à vie de vos vacances-ski. 8.500 F*!

"La copropriété par semaines" d'Inter-Résidences à Tignes.

Vite amorti ! Voici deux exemples :

*studio 4 personnes, troisième semaine de janvier pour 8.500 F; studio 2/3 personnes, deuxième semaine de février pour 15.000 F. Maintenant, calculez : à trois ou quatre personnes vous avez vite dépensé cette somme en location ou en hôtel, à fonds perdus ! Avec nos "semaines-vacances à vie", vous êtes le

L'important, c'est le luxe !

Inter-Résidences Tignes - Val Claret, au pied des pistes d'un des plus beaux domaines skiables du monde, vous propose un luxe que peu de résidences peuvent vous offrir : mobilier sophistiqué, piscine chauffée, saunas, salon-cheminée, interphones, etc. Demandez vite notre documentation !

Je veux tout savoir sur "la copropriété par semaines" d'Inter-Résidences Tignes.

NOM _____

ADRESSE _____

Tél. Bureau _____

Tél. Domicile _____

INTER-RÉSIDENCES

5, RUE DU HELDER - 75009 PARIS - Tél. 770.95.49/95.30

RÉALISATION ET GESTION : INTER-RÉSIDENCES MANAGEMENT GENEVE (SUISSE)

Inter-Résidences Tignes.

La copropriété par semaines.

TOURISME

A SERRE-PONÇON

Retraités bien traités

A VINGT-CINQ kilomètres de Gap, au bord du lac artificiel de Serre-Ponçon, des retraités peuvent désormais, à n'importe quelle période de l'année, ouvrir les fenêtres de leur appartement ou de leur chalet sur le paysage du val de la Durance, au pied du Grand-Morvan. Un séjour « vert » et vivifiant à 800 mètres d'altitude, dans une région qui a l'accent du Midi.

La résidence des Eyzans, cinquième centre de vacances de la Caisse nationale de retraite des ouvriers du bâtiment et des travaux publics (C.N.R.O.) — la plus importante caisse de retraite complémentaire de France — est un vaste ensemble résidentiel d'environ 20 000 mètres carrés, construit sur les rives boisées du lac de Serre-Ponçon, à 7 kilomètres du centre du village de Chorges. Il se compose d'un immeuble central où sont groupés les équipements collectifs (restaurant, théâtre, cinéma, salles de télévision) d'un hôtel, de quarante-cinq chalets et d'un immeuble réservé au personnel. Les bâtiments sont d'un style assez sobre : façades en crépi blanc cassé, toitures en ardoise. Les lignes brisées de leur architecture s'harmonisent assez bien aux crêtes environnantes.

La capacité de ce nouveau centre de vacances — ouvert l'été dernier après ceux de Bastia, d'Évères, de Fontaine-Combaud, dans la banlieue est de Paris, et de Skanez, en Tunisie — est de 600 lits, ce qui porte le potentiel vacancier de la C.N.R.O. à 2 700 lits, correspondant à 780 000 journées d'hébergement par an. Au total, plus de 53 000 retraités pourront ainsi bénéficier chaque année de deux semaines de vacances dans les établissements de la Caisse des ouvriers du bâtiment. Cette formule est sans doute préférable à celle qui consiste à remplir hors saison des hôtels

inoccupés et à grouper les retraités dans des zones géographiques déterminées, dans un souci de rentabilité.

Comme les autres centres de la C.N.R.O., celui-ci a été doté d'une équipe d'animation composée d'une dizaine de comédiens, d'artistes, qui organisent des excursions, des jeux, des spectacles et des activités culturelles (1).

L'importance de cette réalisation s'explique par la puissance de la C.N.R.O. Avec environ deux millions d'ouvriers et deux cents mille entreprises concernées, elle a versé, en 1975, 1 200 millions de francs de pensions à sept cents mille allocataires. A côté de cette mission évidemment prioritaire, la C.N.R.O. a développé en faveur de la vieillesse une action sociale qui, malgré quelques avatars, a pris une extension considérable. Ses trois axes principaux sont l'hébergement (neuf résidences du troisième âge, dix-huit logements-foyers), la santé (huit cliniques médicales, deux centres de réadaptation fonctionnelle, fonds de secours complémentaire), les loisirs enfin.

Autre aspect de cette réalisation : l'apport à l'économie locale, en emplois offerts et en achats de produits d'alimentation. Seules ombres au tableau, les difficultés d'accès dans une région qui n'est guère privilégiée sur le plan de l'infrastructure ferroviaire. Mais les dirigeants de la C.N.R.O. vont y remédier en organisant, pour chaque vague de vacanciers, des transports par autocar au départ de Lyon.

JEAN BENOT.

(1) Le prix de la pension complète est relativement modeste : entre 33 francs et 55 francs en moyenne, pour un séjour de deux semaines, à 4 % du revenu annuel.

philatélie

FRANCE : « Anna de Noailles ». Le système et dernière valeur de la série des « personnalités célèbres » de l'année sera consacrée à Anna de Noailles (1876-1933). Vente générale de 8 novembre.



1 F + 0,25 F, bien médaillée et bien rouge.
Tirage : 3 000 000 d'exemplaires.
La maquette est due à Pierre Lambert, gravure d'Émile Lécuyer. Impression taille-douce : Ateliers du Timbre de France.

La mise en vente anticipée aura lieu :
— Les 6 et 7 novembre, de 9 h. à 18 h., par le bureau de poste temporaire de la ville de Boulogne (France) ;
— Obligation et premier jour :
— 4 novembre, de 9 h. à 12 h., à la B.P. 52, rue du Louvre, Paris-1^{er} ; au bureau de Paris 41, 5, av. de Saxe, Paris-7^e, et de 10 h. à 17 h., au Musée postal, 34, boulevard de Vaugirard, Paris-15^e.
— Notes aux lettres apaisées pour l'oblitération et premier jour.
Nouvelle-Calédonie : « La philatélie à l'école ».



52 F C.F.P., polychrome. Mlle Suzel, d'après M. Peyroux. Impression héliogravure, Ateliers du Timbre de France.

TCRAD : Centenaire du téléphone.



100 francs, polychrome ; 125 francs, polychrome ; 150 francs, polychrome ; 175 francs, polychrome ; 200 francs, polychrome ; 225 francs, polychrome ; 250 francs, polychrome ; 275 francs, polychrome ; 300 francs, polychrome ; 325 francs, polychrome ; 350 francs, polychrome ; 375 francs, polychrome ; 400 francs, polychrome ; 425 francs, polychrome ; 450 francs, polychrome ; 475 francs, polychrome ; 500 francs, polychrome ; 525 francs, polychrome ; 550 francs, polychrome ; 575 francs, polychrome ; 600 francs, polychrome ; 625 francs, polychrome ; 650 francs, polychrome ; 675 francs, polychrome ; 700 francs, polychrome ; 725 francs, polychrome ; 750 francs, polychrome ; 775 francs, polychrome ; 800 francs, polychrome ; 825 francs, polychrome ; 850 francs, polychrome ; 875 francs, polychrome ; 900 francs, polychrome ; 925 francs, polychrome ; 950 francs, polychrome ; 975 francs, polychrome ; 1 000 francs, polychrome ; 1 025 francs, polychrome ; 1 050 francs, polychrome ; 1 075 francs, polychrome ; 1 100 francs, polychrome ; 1 125 francs, polychrome ; 1 150 francs, polychrome ; 1 175 francs, polychrome ; 1 200 francs, polychrome ; 1 225 francs, polychrome ; 1 250 francs, polychrome ; 1 275 francs, polychrome ; 1 300 francs, polychrome ; 1 325 francs, polychrome ; 1 350 francs, polychrome ; 1 375 francs, polychrome ; 1 400 francs, polychrome ; 1 425 francs, polychrome ; 1 450 francs, polychrome ; 1 475 francs, polychrome ; 1 500 francs, polychrome ; 1 525 francs, polychrome ; 1 550 francs, polychrome ; 1 575 francs, polychrome ; 1 600 francs, polychrome ; 1 625 francs, polychrome ; 1 650 francs, polychrome ; 1 675 francs, polychrome ; 1 700 francs, polychrome ; 1 725 francs, polychrome ; 1 750 francs, polychrome ; 1 775 francs, polychrome ; 1 800 francs, polychrome ; 1 825 francs, polychrome ; 1 850 francs, polychrome ; 1 875 francs, polychrome ; 1 900 francs, polychrome ; 1 925 francs, polychrome ; 1 950 francs, polychrome ; 1 975 francs, polychrome ; 2 000 francs, polychrome ; 2 025 francs, polychrome ; 2 050 francs, polychrome ; 2 075 francs, polychrome ; 2 100 francs, polychrome ; 2 125 francs, polychrome ; 2 150 francs, polychrome ; 2 175 francs, polychrome ; 2 200 francs, polychrome ; 2 225 francs, polychrome ; 2 250 francs, polychrome ; 2 275 francs, polychrome ; 2 300 francs, polychrome ; 2 325 francs, polychrome ; 2 350 francs, polychrome ; 2 375 francs, polychrome ; 2 400 francs, polychrome ; 2 425 francs, polychrome ; 2 450 francs, polychrome ; 2 475 francs, polychrome ; 2 500 francs, polychrome ; 2 525 francs, polychrome ; 2 550 francs, polychrome ; 2 575 francs, polychrome ; 2 600 francs, polychrome ; 2 625 francs, polychrome ; 2 650 francs, polychrome ; 2 675 francs, polychrome ; 2 700 francs, polychrome ; 2 725 francs, polychrome ; 2 750 francs, polychrome ; 2 775 francs, polychrome ; 2 800 francs, polychrome ; 2 825 francs, polychrome ; 2 850 francs, polychrome ; 2 875 francs, polychrome ; 2 900 francs, polychrome ; 2 925 francs, polychrome ; 2 950 francs, polychrome ; 2 975 francs, polychrome ; 3 000 francs, polychrome ; 3 025 francs, polychrome ; 3 050 francs, polychrome ; 3 075 francs, polychrome ; 3 100 francs, polychrome ; 3 125 francs, polychrome ; 3 150 francs, polychrome ; 3 175 francs, polychrome ; 3 200 francs, polychrome ; 3 225 francs, polychrome ; 3 250 francs, polychrome ; 3 275 francs, polychrome ; 3 300 francs, polychrome ; 3 325 francs, polychrome ; 3 350 francs, polychrome ; 3 375 francs, polychrome ; 3 400 francs, polychrome ; 3 425 francs, polychrome ; 3 450 francs, polychrome ; 3 475 francs, polychrome ; 3 500 francs, polychrome ; 3 525 francs, polychrome ; 3 550 francs, polychrome ; 3 575 francs, polychrome ; 3 600 francs, polychrome ; 3 625 francs, polychrome ; 3 650 francs, polychrome ; 3 675 francs, polychrome ; 3 700 francs, polychrome ; 3 725 francs, polychrome ; 3 750 francs, polychrome ; 3 775 francs, polychrome ; 3 800 francs, polychrome ; 3 825 francs, polychrome ; 3 850 francs, polychrome ; 3 875 francs, polychrome ; 3 900 francs, polychrome ; 3 925 francs, polychrome ; 3 950 francs, polychrome ; 3 975 francs, polychrome ; 4 000 francs, polychrome ; 4 025 francs, polychrome ; 4 050 francs, polychrome ; 4 075 francs, polychrome ; 4 100 francs, polychrome ; 4 125 francs, polychrome ; 4 150 francs, polychrome ; 4 175 francs, polychrome ; 4 200 francs, polychrome ; 4 225 francs, polychrome ; 4 250 francs, polychrome ; 4 275 francs, polychrome ; 4 300 francs, polychrome ; 4 325 francs, polychrome ; 4 350 francs, polychrome ; 4 375 francs, polychrome ; 4 400 francs, polychrome ; 4 425 francs, polychrome ; 4 450 francs, polychrome ; 4 475 francs, polychrome ; 4 500 francs, polychrome ; 4 525 francs, polychrome ; 4 550 francs, polychrome ; 4 575 francs, polychrome ; 4 600 francs, polychrome ; 4 625 francs, polychrome ; 4 650 francs, polychrome ; 4 675 francs, polychrome ; 4 700 francs, polychrome ; 4 725 francs, polychrome ; 4 750 francs, polychrome ; 4 775 francs, polychrome ; 4 800 francs, polychrome ; 4 825 francs, polychrome ; 4 850 francs, polychrome ; 4 875 francs, polychrome ; 4 900 francs, polychrome ; 4 925 francs, polychrome ; 4 950 francs, polychrome ; 4 975 francs, polychrome ; 5 000 francs, polychrome ; 5 025 francs, polychrome ; 5 050 francs, polychrome ; 5 075 francs, polychrome ; 5 100 francs, polychrome ; 5 125 francs, polychrome ; 5 150 francs, polychrome ; 5 175 francs, polychrome ; 5 200 francs, polychrome ; 5 225 francs, polychrome ; 5 250 francs, polychrome ; 5 275 francs, polychrome ; 5 300 francs, polychrome ; 5 325 francs, polychrome ; 5 350 francs, polychrome ; 5 375 francs, polychrome ; 5 400 francs, polychrome ; 5 425 francs, polychrome ; 5 450 francs, polychrome ; 5 475 francs, polychrome ; 5 500 francs, polychrome ; 5 525 francs, polychrome ; 5 550 francs, polychrome ; 5 575 francs, polychrome ; 5 600 francs, polychrome ; 5 625 francs, polychrome ; 5 650 francs, polychrome ; 5 675 francs, polychrome ; 5 700 francs, polychrome ; 5 725 francs, polychrome ; 5 750 francs, polychrome ; 5 775 francs, polychrome ; 5 800 francs, polychrome ; 5 825 francs, polychrome ; 5 850 francs, polychrome ; 5 875 francs, polychrome ; 5 900 francs, polychrome ; 5 925 francs, polychrome ; 5 950 francs, polychrome ; 5 975 francs, polychrome ; 6 000 francs, polychrome ; 6 025 francs, polychrome ; 6 050 francs, polychrome ; 6 075 francs, polychrome ; 6 100 francs, polychrome ; 6 125 francs, polychrome ; 6 150 francs, polychrome ; 6 175 francs, polychrome ; 6 200 francs, polychrome ; 6 225 francs, polychrome ; 6 250 francs, polychrome ; 6 275 francs, polychrome ; 6 300 francs, polychrome ; 6 325 francs, polychrome ; 6 350 francs, polychrome ; 6 375 francs, polychrome ; 6 400 francs, polychrome ; 6 425 francs, polychrome ; 6 450 francs, polychrome ; 6 475 francs, polychrome ; 6 500 francs, polychrome ; 6 525 francs, polychrome ; 6 550 francs, polychrome ; 6 575 francs, polychrome ; 6 600 francs, polychrome ; 6 625 francs, polychrome ; 6 650 francs, polychrome ; 6 675 francs, polychrome ; 6 700 francs, polychrome ; 6 725 francs, polychrome ; 6 750 francs, polychrome ; 6 775 francs, polychrome ; 6 800 francs, polychrome ; 6 825 francs, polychrome ; 6 850 francs, polychrome ; 6 875 francs, polychrome ; 6 900 francs, polychrome ; 6 925 francs, polychrome ; 6 950 francs, polychrome ; 6 975 francs, polychrome ; 7 000 francs, polychrome ; 7 025 francs, polychrome ; 7 050 francs, polychrome ; 7 075 francs, polychrome ; 7 100 francs, polychrome ; 7 125 francs, polychrome ; 7 150 francs, polychrome ; 7 175 francs, polychrome ; 7 200 francs, polychrome ; 7 225 francs, polychrome ; 7 250 francs, polychrome ; 7 275 francs, polychrome ; 7 300 francs, polychrome ; 7 325 francs, polychrome ; 7 350 francs, polychrome ; 7 375 francs, polychrome ; 7 400 francs, polychrome ; 7 425 francs, polychrome ; 7 450 francs, polychrome ; 7 475 francs, polychrome ; 7 500 francs, polychrome ; 7 525 francs, polychrome ; 7 550 francs, polychrome ; 7 575 francs, polychrome ; 7 600 francs, polychrome ; 7 625 francs, polychrome ; 7 650 francs, polychrome ; 7 675 francs, polychrome ; 7 700 francs, polychrome ; 7 725 francs, polychrome ; 7 750 francs, polychrome ; 7 775 francs, polychrome ; 7 800 francs, polychrome ; 7 825 francs, polychrome ; 7 850 francs, polychrome ; 7 875 francs, polychrome ; 7 900 francs, polychrome ; 7 925 francs, polychrome ; 7 950 francs, polychrome ; 7 975 francs, polychrome ; 8 000 francs, polychrome ; 8 025 francs, polychrome ; 8 050 francs, polychrome ; 8 075 francs, polychrome ; 8 100 francs, polychrome ; 8 125 francs, polychrome ; 8 150 francs, polychrome ; 8 175 francs, polychrome ; 8 200 francs, polychrome ; 8 225 francs, polychrome ; 8 250 francs, polychrome ; 8 275 francs, polychrome ; 8 300 francs, polychrome ; 8 325 francs, polychrome ; 8 350 francs, polychrome ; 8 375 francs, polychrome ; 8 400 francs, polychrome ; 8 425 francs, polychrome ; 8 450 francs, polychrome ; 8 475 francs, polychrome ; 8 500 francs, polychrome ; 8 525 francs, polychrome ; 8 550 francs, polychrome ; 8 575 francs, polychrome ; 8 600 francs, polychrome ; 8 625 francs, polychrome ; 8 650 francs, polychrome ; 8 675 francs, polychrome ; 8 700 francs, polychrome ; 8 725 francs, polychrome ; 8 750 francs, polychrome ; 8 775 francs, polychrome ; 8 800 francs, polychrome ; 8 825 francs, polychrome ; 8 850 francs, polychrome ; 8 875 francs, polychrome ; 8 900 francs, polychrome ; 8 925 francs, polychrome ; 8 950 francs, polychrome ; 8 975 francs, polychrome ; 9 000 francs, polychrome ; 9 025 francs, polychrome ; 9 050 francs, polychrome ; 9 075 francs, polychrome ; 9 100 francs, polychrome ; 9 125 francs, polychrome ; 9 150 francs, polychrome ; 9 175 francs, polychrome ; 9 200 francs, polychrome ; 9 225 francs, polychrome ; 9 250 francs, polychrome ; 9 275 francs, polychrome ; 9 300 francs, polychrome ; 9 325 francs, polychrome ; 9 350 francs, polychrome ; 9 375 francs, polychrome ; 9 400 francs, polychrome ; 9 425 francs, polychrome ; 9 450 francs, polychrome ; 9 475 francs, polychrome ; 9 500 francs, polychrome ; 9 525 francs, polychrome ; 9 550 francs, polychrome ; 9 575 francs, polychrome ; 9 600 francs, polychrome ; 9 625 francs, polychrome ; 9 650 francs, polychrome ; 9 675 francs, polychrome ; 9 700 francs, polychrome ; 9 725 francs, polychrome ; 9 750 francs, polychrome ; 9 775 francs, polychrome ; 9 800 francs, polychrome ; 9 825 francs, polychrome ; 9 850 francs, polychrome ; 9 875 francs, polychrome ; 9 900 francs, polychrome ; 9 925 francs, polychrome ; 9 950 francs, polychrome ; 9 975 francs, polychrome ; 10 000 francs, polychrome ; 10 025 francs, polychrome ; 10 050 francs, polychrome ; 10 075 francs, polychrome ; 10 100 francs, polychrome ; 10 125 francs, polychrome ; 10 150 francs, polychrome ; 10 175 francs, polychrome ; 10 200 francs, polychrome ; 10 225 francs, polychrome ; 10 250 francs, polychrome ; 10 275 francs, polychrome ; 10 300 francs, polychrome ; 10 325 francs, polychrome ; 10 350 francs, polychrome ; 10 375 francs, polychrome ; 10 400 francs, polychrome ; 10 425 francs, polychrome ; 10 450 francs, polychrome ; 10 475 francs, polychrome ; 10 500 francs, polychrome ; 10 525 francs, polychrome ; 10 550 francs, polychrome ; 10 575 francs, polychrome ; 10 600 francs, polychrome ; 10 625 francs, polychrome ; 10 650 francs, polychrome ; 10 675 francs, polychrome ; 10 700 francs, polychrome ; 10 725 francs, polychrome ; 10 750 francs, polychrome ; 10 775 francs, polychrome ; 10 800 francs, polychrome ; 10 825 francs, polychrome ; 10 850 francs, polychrome ; 10 875 francs, polychrome ; 10 900 francs, polychrome ; 10 925 francs, polychrome ; 10 950 francs, polychrome ; 10 975 francs, polychrome ; 11 000 francs, polychrome ; 11 025 francs, polychrome ; 11 050 francs, polychrome ; 11 075 francs, polychrome ; 11 100 francs, polychrome ; 11 125 francs, polychrome ; 11 150 francs, polychrome ; 11 175 francs, polychrome ; 11 200 francs, polychrome ; 11 225 francs, polychrome ; 11 250 francs, polychrome ; 11 275 francs, polychrome ; 11 300 francs, polychrome ; 11 325 francs, polychrome ; 11 350 francs, polychrome ; 11 375 francs, polychrome ; 11 400 francs, polychrome ; 11 425 francs, polychrome ; 11 450 francs, polychrome ; 11 475 francs, polychrome ; 11 500 francs, polychrome ; 11 525 francs, polychrome ; 11 550 francs, polychrome ; 11 575 francs, polychrome ; 11 600 francs, polychrome ; 11 625 francs, polychrome ; 11 650 francs, polychrome ; 11 675 francs, polychrome ; 11 700 francs, polychrome ; 11 725 francs, polychrome ; 11 750 francs, polychrome ; 11 775 francs, polychrome ; 11 800 francs, polychrome ; 11 825 francs, polychrome ; 11 850 francs, polychrome ; 11 875 francs, polychrome ; 11 900 francs, polychrome ; 11 925 francs, polychrome ; 11 950 francs, polychrome ; 11 975 francs, polychrome ; 12 000 francs, polychrome ; 12 025 francs, polychrome ; 12 050 francs, polychrome ; 12 075 francs, polychrome ; 12 100 francs, polychrome ; 12 125 francs, polychrome ; 12 150 francs, polychrome ; 12 175 francs, polychrome ; 12 200 francs, polychrome ; 12 225 francs, polychrome ; 12 250 francs, polychrome ; 12 275 francs, polychrome ; 12 300 francs, polychrome ; 12 325 francs, polychrome ; 12 350 francs, polychrome ; 12 375 francs, polychrome ; 12 400 francs, polychrome ; 12 425 francs, polychrome ; 12 450 francs, polychrome ; 12 475 francs, polychrome ; 12 500 francs, polychrome ; 12 525 francs, polychrome ; 12 550 francs, polychrome ; 12 575 francs, polychrome ; 12 600 francs, polychrome ; 12 625 francs, polychrome ; 12 650 francs, polychrome ; 12 675 francs, polychrome ; 12 700 francs, polychrome ; 12 725 francs, polychrome ; 12 750 francs, polychrome ; 12 775 francs, polychrome ; 12 800 francs, polychrome ; 12 825 francs, polychrome ; 12 850 francs, polychrome ; 12 875 francs, polychrome ; 12 900 francs, polychrome ; 12 925 francs, polychrome ; 12 950 francs, polychrome ; 12 975 francs, polychrome ; 13 000 francs, polychrome ; 13 025 francs, polychrome ; 13 050 francs, polychrome ; 13 075 francs, polychrome ; 13 100 francs, polychrome ; 13 125 francs, polychrome ; 13 150 francs, polychrome ; 13 175 francs, polychrome ; 13 200 francs, polychrome ; 13 225 francs, polychrome ; 13 250 francs, polychrome ; 13 275 francs, polychrome ; 13 300 francs, polychrome ; 13 325 francs, polychrome ; 13 350 francs, polychrome ; 13 375 francs, polychrome ; 13 400 francs, polychrome ; 13 425 francs, polychrome ; 13 450 francs, polychrome ; 13 475 francs, polychrome ; 13 500 francs, polychrome ; 13 525 francs, polychrome ; 13 550 francs, polychrome ; 13 575 francs, polychrome ; 13 600 francs, polychrome ; 13 625 francs, polychrome ; 13 650 francs, polychrome ; 13 675 francs, polychrome ; 13 700 francs, polychrome ; 13 725 francs, polychrome ; 13 750 francs, polychrome ; 13 775 francs, polychrome ; 13 800 francs, polychrome ; 13 825 francs, polychrome ; 13 850 francs, polychrome ; 13 875 francs, polychrome ; 13 900 francs, polychrome ; 13 925 francs, polychrome ; 13 950 francs, polychrome ; 13 975 francs, polychrome ; 14 000 francs, polychrome ; 14 025 francs, polychrome ; 14 050 francs, polychrome ; 14 075 francs, polychrome ; 14 100 francs, polychrome ; 14 125 francs, polychrome ; 14 150 francs, polychrome ; 14 175 francs, polychrome ; 14 200 francs, polychrome ; 14 225 francs, polychrome ; 14 250 francs, polychrome ; 14 275 francs, polychrome ; 14 300 francs, polychrome ; 14 325 francs, polychrome ; 14 350 francs, polychrome ; 14 375 francs, polychrome ; 14 400 francs, polychrome ; 14 425 francs, polychrome ; 14 450 francs, polychrome ; 14 475 francs, polychrome ; 14 500 francs, polychrome ; 14 525 francs, polychrome ; 14 550 francs, polychrome ; 14 575 francs, polychrome ; 14 600 francs, polychrome ; 14 625 francs, polychrome ; 14 650 francs, polychrome ; 14 675 francs, polychrome ; 14 700 francs, polychrome ; 14 725 francs, polychrome ; 14 750 francs, polychrome ; 14 775 francs, polychrome ; 14 800 francs, polychrome ; 14 825 francs, polychrome ; 14 850 francs, polychrome ; 14 875 francs, polychrome ; 14 900 francs, polychrome ; 14 925 francs, polychrome ; 14 950 francs, polychrome ; 14 975 francs, polychrome ; 15 000 francs, polychrome ; 15 025 francs, polychrome ; 15 050 francs, polychrome ; 15 075 francs, polychrome ; 15 100 francs, polychrome ; 15 125 francs, polychrome ; 15 150 francs, polychrome ; 15 175 francs, polychrome ; 15 200 francs, polychrome ; 15 225 francs, polychrome ; 15 250 francs, polychrome ; 15 275 francs, polychrome ; 15 300 francs, polychrome ; 15 325 francs, polychrome ; 15 350 francs, polychrome ; 15 375 francs, polychrome ; 15 400 francs, polychrome ; 15 425

Hippisme

PLUS TRAGIQUE ENCORE
SERA LA CHUTE

LORSQUE le destin s'est accompli, on se remémore ce qui pouvait le signifier. Depuis plusieurs mois, Daniel Merle prenait un certain recul vis-à-vis des courses. La trentaine approchante, il s'était rendu compte que le métier de jockey d'entraîneur, conduit, pour le reste, plus sûrement vers des lits d'hôpital que vers la gloire. Il songeait, selon son expression, à un « reclassement ». Son mariage avec une petite-fille de feu le marquis de Tréville — jadis illustre propriétaire, notamment, en association avec Enguerrand de Vergie, de Wild Risk — élargissait, à cet égard, son horizon.

En attendant le « reclassement », il apparaissait peu en piste, limitant ses montes aux chevaux de l'entraîneur Noël Féat dont il savait, pour les faire travailler le matin, qu'ils étaient aguerries à l'obstacle et, pour la plupart, sûrs. Une rencontre à l'occasion d'une partie de chasse le fit déroger à cette attitude. Entre deux battues, il promit à un propriétaire de monter son cheval, qu'il ne connaissait pas, dans un steeple d'Enghien, vendredi passé.

Mauvaise réputation

On sait la suite : Daniel Merle tombant à la rivière des tribunes ; un cheval qui suivait lui marchant sur la tête et provoquant un écoulement de la boîte crânienne ; le transport en hélicoptère, de l'hôpital même à l'hôpital de Créteil ; et, après quatre jours de soins, la chute définitive. Pas tout à fait une chute : une glissade inexorable comme quand, sur une mauvaise piste, le sol se dérobo.

Pourquoi, précisément, se dérobo-t-il plus souvent au bord de la rivière d'Enghien qu'au pied des autres obstacles ? Pourquoi cette rivière, qui, comparée à celle d'Auteuil, paraît tout juste un ruisseau et, pourtant, avait déjà si mauvaise réputation auprès des jockeys, est-elle meurtrière ? Certains jockeys expliquent que les chevaux, même parvenus au pied de l'obstacle, le voient mal. D'autres pensent que le danger vient de ce que le bord de la rivière est légèrement

en pente descendante, au contraire d'Auteuil : dès lors, les chevaux, emportés par l'élan, à « bouler », il ne fait plus de doute, en tout cas, que ce « ruisseau »-là, où se sont tués des chevaux illustres, passés à travers tous les chausse-trapes d'Auteuil, comme *Romanisme*, *Santo-Pietro*, *Ouf*, est plus dangereux que l'impressionnante rivière de l'autre hippodrome.

Un roulement de tambour couvre le dernier cri de l'artiste et, même si dans les gradins le cœur n'y est plus, le spectacle reprend. Il s'appelle *Pharty* dans le prix de la Forêt. Ce « deux ans » domine

aisément ses aînés. Supériorité réelle ou victoire de la fraîcheur sur des troupes quelque peu blâsées ? L'insaisissable et admirable *Gri Friend* s'adjuge le prix du Petit Couvert, en point final à sa saison française ; à sa saison française seulement, car elle doit encore courir ce samedi en Angleterre, avant d'entrer au haras. Le maître Fyres, appliquant à la perfection une tactique dans laquelle il excelle — le faux train en avant et le démarrage inopiné quand les adversaires dorment sur leurs deux sabots — fait gagner à *Knight Templar* un prix Gladateur qui laisse tous les autres participants médusés.

On a laissé s'encanailier
notre jumenterie

Le double correctif n'est pas sans intérêt. La franchise accordée aux pouliches permettrait d'améliorer notre jumenterie, qu'on a laissé « s'encanailier » quand l'essor du tiercé a nécessité, brusquement, un plus grand nombre de chevaux et, par conséquent, de pouliches.

L'échéance de cinq ans inciterait à ne pas s'endormir sur une formule qui ne représente qu'un moindre mal et ne peut être que provisoire. Car tel est bien le programme des éleveurs. La vraie solution consiste, en réalité, à ouvrir nos frontières hippiques à l'étranger et à les fermer, à la sortie, devant les sujets ayant acquis, chez nous, leur notoriété. Elle est repoussée par les grandes écuries, qui espèrent avoir un jour un cheval à vendre 2 millions de dollars aux États-Unis, par les entraîneurs qui, dans un tel cas, comptent encaisser au passage une commission et par les courtiers, dont les transactions sont la raison d'être. Mais il n'a fallu que trois ans pour que les intéressés prennent conscience du problème et accomplissent un premier pas. On peut espérer que, dans le délai de cinq ans, l'État français la seconde étape. On n'aura pas tout à fait perdu dix ans.

LOUIS DÉNIEL

Passe de trois

LES SEMAILLES. — J'ai peut-être été injuste pour cette maison à ses débuts. Elle avait à mes yeux un défaut rédhibitoire (mais à la mode) : on n'y voyait rien. Même en plein jour, l'éclairage électrique indispensable était si mesuré qu'on y pouvait à peine lire le menu. Mais ces *Semelles* ont donné de belles moisons, cette année. D'abord on a réajusté la salle. Le confort, le cadre, l'éclairage, sont meilleurs. Et le jeune patron-cuisinier, Jean-Jacques Jouteux, se révèle un créateur habile mais sage.

De la mâche aux copeaux d'esturgeon à la terrine de grilles sauce poivron, des légumes farcis aux confis de canard et le porc vert. Mais plus qu'un peut-être, il ne souffre pas la médiocrité. Et il suffit d'aborder, du bout de la fourchette, un peu de saumon mariné pour être fixé : « Dis-moi d'où vient le saumon, je te dirai qui tu es ! »

Le lapin au gousset, original, ou le turbot grillé sans moutarde classique indiquent l'esprit que M. Duvauchelle a voulu donner à sa carte : pas de révolution, mais un retour aux bonnes sources ; pas de nouveauté, mais une conception renouvelée des devins d'un hôtelier. Aussi soit au menu à 50 F, soit à la carte (comptez 100 F), vous serez conquis par cet *Aigle* en forme de Phénix, je veux dire rené de ses cendres !

En effet, M. et Mme P. Duvauchelle ont voulu, dans ce cadre classique et quasi historique, un menu et une carte d'originalité. La terrine de queues de bœuf aux pleurottes, par exemple, est une démonstration de cuisine « anti-chef », si l'on ose écrire. Certes, ces pleurottes, à présent, sont « d'élevage ». Mais combien plus goûteuses, plus sympathiques que ces morceaux de caoutchouc qu'on appelle champignons de Paris et sans lesquelles il ne saurait y avoir de grande cuisine au dire des « anciens » ! Le saumon cru mariné n'est pas, lui, nouveau. Né il y a quelques années, il envahit les cartes, tout comme le magret de canard et le porc vert. Mais plus qu'un peut-être, il ne souffre pas la médiocrité. Et il suffit d'aborder, du bout de la fourchette, un peu de saumon mariné pour être fixé : « Dis-moi d'où vient le saumon, je te dirai qui tu es ! »

plutôt la carte parlée de Marinette. C'est elle qui est alléchante, variée, pleine de tentations, mais aussi et surtout d'humanité.

J'avoue préférer de loin ces restaurants où le patron énumère, avec commentaires bien personnels, cette « cuisine du marché », que Bocuse n'a pas inventée. Et alors vous aurez (après peut-être le chariot des hors-d'œuvre, très complet et amusant) les langoustines ou une belle sole, le foie de veau à l'auvergnate (accompagné de pommes sautées à cru rendues plus savoureuses encore par un « truc » ancestral, l'ajout de quelques rondelles de carottes qui sucent le plat), le petit sauté aux lentilles, le chou farci, le homard grillé, le navarin.

Nom ! Je ne parlais pas de l'aillet (que Marinette réussit merveilleusement, sur commande, lorsque la tome est fraîche du côté de l'Anbrac). Mais croyez-m'en, des maisons comme la Petite Tour, cela devient de plus en plus rare à notre époque ! Et là, celle-ci est une tour en or.

LA REYNIÈRE.

* Les Semelles, 3, rue Sten-lein (18^e), tél. 606-37-05. Fermé le dimanche.
* L'Aigle Noir, 27, place Napoléon-Bonaparte, 77 - Fontainebleau, tél. 422-20-77.
* La Petite Tour, 11, rue de la Tour (16^e), tél. 870-09-31. Fermé le dimanche. Parking gratuit, 18, rue de Fassy.

Des vins dignes d'un honnête homme

La Petite Tour, 11, rue de la Tour (16^e), tél. 870-09-31. Fermé le dimanche. Parking gratuit, 18, rue de Fassy.

L.R. DAUVEN
JACQUES MORLAINE

le livre des cocktails

On trouvera dans le *Livre des Cocktails* tout ce qu'un hôte soucieux du confort de ses amis doit savoir pour être en mesure de leur offrir une boisson originale et savoureuse, les auteurs passant en revue les « cocktails classiques », du plus inoffensif des « long drinks » au plus revigorant des « pick-me-up », aussi bien que les breuvages subtils imaginés en ces dernières années, tant en France qu'à l'étranger, par ces « princes du cocktail » que sont les grands barmen.

Puis de 500 recettes de cocktails

SOLAR

Rive gauche

Le Petit Zinc
25, rue de Buci - Paris 6

Le Furstemberg
4, rue Basse (18^e)

Le Maniche
25, rue de Buci - Paris 6

Contarel
Déjeuners d'affaires
Le SOIR : un Dîner de FÊTE pour 85 francs tout compris
12, Avenue du Maine (15^e)
tél. 548.59.35
fermé Samedi midi et Dimanche

POUR DINER

- à SAINT-MICHEL ?
- aux chandelles ?
- sous des voûtes du XII^e ?
- et savourer des GRILLADES ?
- du PATRON ?

Réponse : à la COCHONAILLE
7/rund. 21, r. Harpe-5^e, 633-9081

Albino
GRANDE CUISINE ITALIENNE
Déjeuners d'affaires, Dîners
24 rue Basse (18^e)
tél. 513.51.51

Rive droite

Lady L
Déjeuners d'affaires Dîners D'affaires
« MEILLEUR RESTAURANT CUISINE SIMPLE ET FAMILIÈRE »
Le Soir : Orchestre avec CHRISTIAN DOMINIQUE et MICHEL SEMA
4, rue Basse (18^e)
Réservation : 225.21.95 et 92.99

Le Grand Veneur
6, rue Pierre-Demours, PARIS-17^e
GIBIERS - CASSOLET
SOUFFLÉ FRAMBOISE
Rég. ETO. 18-15, park. ass. (F. dim.)

MARIUS et JANETTE
TOUS LES PRODUITS DU MER
et toutes les spécialités provençales
4, av. George-V - ELY. 71-73, BAL. 84-87

AUBERGE DU CLOU
la tarte de grenouilles aux cépes
les crevettes chaudes du curé
le rognon de veau « Brillat-Savarin »
30, av. THOUDINE (9^e) - Tél. 878.22.48
Fermé samedi midi et dimanche

Dessirier
MÂTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, place Poire, Paris 17^e - 754-74-14

DOUCET-EST
PARKING GARE DE L'EST
Rue de la Chapelle - BRASSERIE
1^{er} étage RESTAURANT
Tous les jours de 11 à 24 heures
Sa CROQUETTE FERMETURE
avec JARRET
8, r. du 8-Mai (anc. r. Strasbourg)
205-40-52

Environ de Paris

Maison de Champagne
à 40 km de Paris N.O.
Dans 10 km de forêt et prairies
Vos administrateurs de direction
Vos relations de managers
FONTEVY-THÉRY (91)
77010 - Tél. 408.21.17

Julien
16, rue du Fg-Saint-Denis Paris 10^e
Réservation 770 12 06
T.L. 14, 15, 16, 30, fermé le dim.

TERMINUS NORD
824.48.72

SON BANC D'HUITRES
23, rue de Dunkerque
Jace Gare du Nord
tous les jours

FLD SON BANC D'HUITRES
63, rue du Fg-Saint-Denis - 770-12-58 (F. dim.)

En direct de ses propriétés, JEAN MAILLHE vous propose ses 3 Médoc :

Château Verdignan 1973
grand bourgeois
Haut-Médoc
les 12 bouteilles
180 F x □

Château Coufran 1971
grand bourgeois
Haut-Médoc
les 12 bouteilles
240 F x □

grand bourgeois
exceptionnel
la caisse bois
les 12 bouteilles
300 F x □

Total contre-remboursement
Paiement à la commande : — 2% — (.....)

TOTAL (prix T.T.C. France)

Offre spéciale valable jusqu'au 31.12.1976 à envoyer à :

M. JEAN MAILLHE
24, cours de Verdun
33000 Bordeaux
Tél. (56) 52.25.85

Nom
Prénom
Adresse
Code Postal
Date Signature

Grands Vins de Bordeaux

Jeux

NEW-YORK LIVRÉE AU HASARD

Le ver est dans le fruit puritain. Brusquement, les New-Yorkais se sont découverts une passion pour le jeu de hasard, longtemps interdit par la Constitution de l'Etat de New-York, comme il l'est encore dans la plus grande partie des Etats. Pendant longtemps, les jeux de hasard étaient l'apanage de la Mafia, qui en retirait environ 2 milliards de dollars de bénéfices par an. Seul l'Etat de Nevada (Las Vegas) avait légalisé le jeu, et des dizaines de milliers de touristes venaient se presser tous les jours dans ses salles pour s'adonner à leur passion. L'enquête menée dans les années 60 par le sénateur Kefauver sur le jeu clandestin (« L'industrie millardaire »), organisée et gérée aux quatre coins du pays par le milieu, avait fait couler beaucoup d'encre à l'époque, mais la police fut impuissante à combattre une entreprise extrêmement mobile et pouvant être dirigée à partir d'installations de fortune.

C'est l'Etat — pourtant archipuritain — du New-Hampshire qui, le premier, décide dans les années 60 de suivre l'exemple du Nevada et d'utiliser le vice de manière constructive — pour financer ses établissements scolaires et universitaires — au lieu de lui permettre d'enrichir des gangsters. Treize Etats suivirent le mouvement, dont New-York, qui lança une loterie d'Etat en 1972 et un pari mutuel urbain en 1973 (Off-Track Betting) dont les rentrées servaient à alimenter les caisses tous les jours plus exsangues de l'Etat et de la municipalité. Cette forme d'impôt insidieuse et régulière fut vivement critiquée au début par certaines organisations religieuses, puis passa peu à peu dans les mœurs. Accablés au bord de la faillite l'hiver dernier, le gouvernement de l'Etat et la ville furent contraints de faire feu de tout bois : pour inciter les New-Yorkais à jouer plus fréquemment, plus brutalement, une forme nouvelle de jeu fut inventée qui réduisit au minimum la durée du « suspense » : la « loterie instantanée ».

La presse new-yorkaise, éditée et télévisée, a montré en éponge la bonne fortune d'un mécanicien âgé de dix-neuf ans, qui a tiré le gros lot le 12 octobre : la « loterie instantanée » et recevait 1 000 dollars par semaine jusqu'à la fin de ses jours ! Robert Netto, le jeune vainqueur, qui s'est marié il y a tout juste trois mois, a déclaré qu'il utili-

serait son argent « pour acheter des maisons ». La « loterie instantanée », organisée par l'Etat de New-York le 8 septembre, connaît immédiatement un énorme succès. Dix-neuf millions de billets du premier tirage furent vendus. Chaque billet vaut 1 dollar. L'acheteur sait tout de suite s'il a gagné et combien : il lui suffit de gratter la partie opaque du billet sous laquelle se trouvent les indications. Un mois après le lancement de cette loterie d'un genre nouveau, quarante-six millions de billets avaient été vendus. Sur le dollar perçu pour chaque billet, 15 cents sont destinés à couvrir les frais administratifs de la loterie, 65 cents constituent le bénéfice de l'Etat, et 40 cents sont utilisés pour le paiement des prix.

De 2 à 5 000 dollars

En achetant un billet, un particulier peut gagner des prix allant de 2 dollars à 5 000 dollars. Un nombre limité de numéros lui permet cependant de participer à une sorte de grande finale, où trente-cinq prix de 10 000 dollars, quatre prix de 25 000 dollars et un grand prix garantissant au moins 1 million de dollars sont décernés à la suite d'un tirage au sort. Le million est versé sous forme de rente hebdomadaire de 1 000 dollars. Si le gagnant vit jusqu'à l'âge de quatre-vingt-dix-neuf ans, il aura reçu 4 millions de dollars, mais s'il meurt avant d'avoir reçu son million, le solde est versé à son épouse ou à ses héritiers.

Dans le métro, sur le trottoir, dans les bureaux, on voit aujourd'hui des milliers de New-Yorkais gratter hâtivement leur billet de loterie. Le jeu en col blanc a remplacé le jeu pratiqué dans les garages désaffectés et les sous-sols. La chronique ne dit pas que de M. Netto, auquel la chance a souri, et du maître Beame qui peut, grâce à la « loterie instantanée », verser tous les salaires aux éboueurs et aux pompiers, est aujourd'hui le plus satisfait.

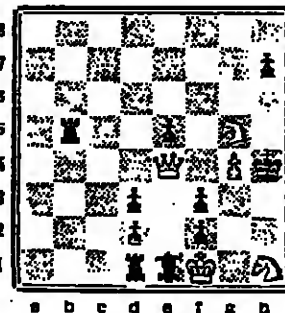
La morale suit l'intendance. Au temps des puritains, il s'agissait d'accumuler le capital et, par conséquent, pour tout un chacun, d'épargner. La bonne marche de l'économie exige aujourd'hui qu'on dépense. Pour 1 dollar, on ne peut presque rien acheter à New-York sinon un rêve, celui de devenir un « millionnaire instantané ».

LOUIS WIZNITZER.

échecs

LA PERTE IRRÉPARABLE D'UN TEMPS

G. FREBERG
(1973)



BLANCS (5) : Rf1, Dd4, Cg5 et h1, Fg4.
NOIRS (10) : Rb4, Td5 et d1, Fd1, Fd2, Cb3, f3, f2, h1.
Les Blancs jouent et font mat en trois coups.

(Championnat de l'U.R.S.S., Minsk, 1973.)
Blancs : M. TAIKOVSKY.
Noirs : N. KATZOVSKY.
Gambit de la D accepté.

1. d4 d5 2. Cf3 Cx4 3. Cx4 Cx4 4. Cx4 Cx4 5. Cx4 Cx4 6. Cx4 Cx4 7. Cx4 Cx4 8. Cx4 Cx4 9. Cx4 Cx4 10. Cx4 Cx4 11. Cx4 Cx4 12. Cx4 Cx4 13. Cx4 Cx4 14. Cx4 Cx4 15. Cx4 Cx4 16. Cx4 Cx4 17. Cx4 Cx4 18. Cx4 Cx4 19. Cx4 Cx4 20. Cx4 Cx4 21. Cx4 Cx4 22. Cx4 Cx4 23. Cx4 Cx4 24. Cx4 Cx4 25. Cx4 Cx4 26. Cx4 Cx4 27. Cx4 Cx4 28. Cx4 Cx4 29. Cx4 Cx4 30. Cx4 Cx4 31. Cx4 Cx4 32. Cx4 Cx4 33. Cx4 Cx4 34. Cx4 Cx4 35. Cx4 Cx4 36. Cx4 Cx4 37. Cx4 Cx4 38. Cx4 Cx4 39. Cx4 Cx4 40. Cx4 Cx4 41. Cx4 Cx4 42. Cx4 Cx4 43. Cx4 Cx4 44. Cx4 Cx4 45. Cx4 Cx4 46. Cx4 Cx4 47. Cx4 Cx4 48. Cx4 Cx4 49. Cx4 Cx4 50. Cx4 Cx4 51. Cx4 Cx4 52. Cx4 Cx4 53. Cx4 Cx4 54. Cx4 Cx4 55. Cx4 Cx4 56. Cx4 Cx4 57. Cx4 Cx4 58. Cx4 Cx4 59. Cx4 Cx4 60. Cx4 Cx4 61. Cx4 Cx4 62. Cx4 Cx4 63. Cx4 Cx4 64. Cx4 Cx4 65. Cx4 Cx4 66. Cx4 Cx4 67. Cx4 Cx4 68. Cx4 Cx4 69. Cx4 Cx4 70. Cx4 Cx4 71. Cx4 Cx4 72. Cx4 Cx4 73. Cx4 Cx4 74. Cx4 Cx4 75. Cx4 Cx4 76. Cx4 Cx4 77. Cx4 Cx4 78. Cx4 Cx4 79. Cx4 Cx4 80. Cx4 Cx4 81. Cx4 Cx4 82. Cx4 Cx4 83. Cx4 Cx4 84. Cx4 Cx4 85. Cx4 Cx4 86. Cx4 Cx4 87. Cx4 Cx4 88. Cx4 Cx4 89. Cx4 Cx4 90. Cx4 Cx4 91. Cx4 Cx4 92. Cx4 Cx4 93. Cx4 Cx4 94. Cx4 Cx4 95. Cx4 Cx4 96. Cx4 Cx4 97. Cx4 Cx4 98. Cx4 Cx4 99. Cx4 Cx4 100. Cx4 Cx4 101. Cx4 Cx4 102. Cx4 Cx4 103. Cx4 Cx4 104. Cx4 Cx4 105. Cx4 Cx4 106. Cx4 Cx4 107. Cx4 Cx4 108. Cx4 Cx4 109. Cx4 Cx4 110. Cx4 Cx4 111. Cx4 Cx4 112. Cx4 Cx4 113. Cx4 Cx4 114. Cx4 Cx4 115. Cx4 Cx4 116. Cx4 Cx4 117. Cx4 Cx4 118. Cx4 Cx4 119. Cx4 Cx4 120. Cx4 Cx4 121. Cx4 Cx4 122. Cx4 Cx4 123. Cx4 Cx4 124. Cx4 Cx4 125. Cx4 Cx4 126. Cx4 Cx4 127. Cx4 Cx4 128. Cx4 Cx4 129. Cx4 Cx4 130. Cx4 Cx4 131. Cx4 Cx4 132. Cx4 Cx4 133. Cx4 Cx4 134. Cx4 Cx4 135. Cx4 Cx4 136. Cx4 Cx4 137. Cx4 Cx4 138. Cx4 Cx4 139. Cx4 Cx4 140. Cx4 Cx4 141. Cx4 Cx4 142. Cx4 Cx4 143. Cx4 Cx4 144. Cx4 Cx4 145. Cx4 Cx4 146. Cx4 Cx4 147. Cx4 Cx4 148. Cx4 Cx4 149. Cx4 Cx4 150. Cx4 Cx4 151. Cx4 Cx4 152. Cx4 Cx4 153. Cx4 Cx4 154. Cx4 Cx4 155. Cx4 Cx4 156. Cx4 Cx4 157. Cx4 Cx4 158. Cx4 Cx4 159. Cx4 Cx4 160. Cx4 Cx4 161. Cx4 Cx4 162. Cx4 Cx4 163. Cx4 Cx4 164. Cx4 Cx4 165. Cx4 Cx4 166. Cx4 Cx4 167. Cx4 Cx4 168. Cx4 Cx4 169. Cx4 Cx4 170. Cx4 Cx4 171. Cx4 Cx4 172. Cx4 Cx4 173. Cx4 Cx4 174. Cx4 Cx4 175. Cx4 Cx4 176. Cx4 Cx4 177. Cx4 Cx4 178. Cx4 Cx4 179. Cx4 Cx4 180. Cx4 Cx4 181. Cx4 Cx4 182. Cx4 Cx4 183. Cx4 Cx4 184. Cx4 Cx4 185. Cx4 Cx4 186. Cx4 Cx4 187. Cx4 Cx4 188. Cx4 Cx4 189. Cx4 Cx4 190. Cx4 Cx4 191. Cx4 Cx4 192. Cx4 Cx4 193. Cx4 Cx4 194. Cx4 Cx4 195. Cx4 Cx4 196. Cx4 Cx4 197. Cx4 Cx4 198. Cx4 Cx4 199. Cx4 Cx4 200. Cx4 Cx4 201. Cx4 Cx4 202. Cx4 Cx4 203. Cx4 Cx4 204. Cx4 Cx4 205. Cx4 Cx4 206. Cx4 Cx4 207. Cx4 Cx4 208. Cx4 Cx4 209. Cx4 Cx4 210. Cx4 Cx4 211. Cx4 Cx4 212. Cx4 Cx4 213. Cx4 Cx4 214. Cx4 Cx4 215. Cx4 Cx4 216. Cx4 Cx4 217. Cx4 Cx4 218. Cx4 Cx4 219. Cx4 Cx4 220. Cx4 Cx4 221. Cx4 Cx4 222. Cx4 Cx4 223. Cx4 Cx4 224. Cx4 Cx4 225. Cx4 Cx4 226. Cx4 Cx4 227. Cx4 Cx4 228. Cx4 Cx4 229. Cx4 Cx4 230. Cx4 Cx4 231. Cx4 Cx4 232. Cx4 Cx4 233. Cx4 Cx4 234. Cx4 Cx4 235. Cx4 Cx4 236. Cx4 Cx4 237. Cx4 Cx4 238. Cx4 Cx4 239. Cx4 Cx4 240. Cx4 Cx4 241. Cx4 Cx4 242. Cx4 Cx4 243. Cx4 Cx4 244. Cx4 Cx4 245. Cx4 Cx4 246. Cx4 Cx4 247. Cx4 Cx4 248. Cx4 Cx4 249. Cx4 Cx4 250. Cx4 Cx4 251. Cx4 Cx4 252. Cx4 Cx4 253. Cx4 Cx4 254. Cx4 Cx4 255. Cx4 Cx4 256. Cx4 Cx4 257. Cx4 Cx4 258. Cx4 Cx4 259. Cx4 Cx4 260. Cx4 Cx4 261. Cx4 Cx4 262. Cx4 Cx4 263. Cx4 Cx4 264. Cx4 Cx4 265. Cx4 Cx4 266. Cx4 Cx4 267. Cx4 Cx4 268. Cx4 Cx4 269. Cx4 Cx4 270. Cx4 Cx4 271. Cx4 Cx4 272. Cx4 Cx4 273. Cx4 Cx4 274. Cx4 Cx4 275. Cx4 Cx4 276. Cx4 Cx4 277. Cx4 Cx4 278. Cx4 Cx4 279. Cx4 Cx4 280. Cx4 Cx4 281. Cx4 Cx4 282. Cx4 Cx4 283. Cx4 Cx4 284. Cx4 Cx4 285. Cx4 Cx4 286. Cx4 Cx4 287. Cx4 Cx4 288. Cx4 Cx4 289. Cx4 Cx4 290. Cx4 Cx4 291. Cx4 Cx4 292. Cx4 Cx4 293. Cx4 Cx4 294. Cx4 Cx4 295. Cx4 Cx4 296. Cx4 Cx4 297. Cx4 Cx4 298. Cx4 Cx4 299. Cx4 Cx4 300. Cx4 Cx4 301. Cx4 Cx4 302. Cx4 Cx4 303. Cx4 Cx4 304. Cx4 Cx4 305. Cx4 Cx4 306. Cx4 Cx4 307. Cx4 Cx4 308. Cx4 Cx4 309. Cx4 Cx4 310. Cx4 Cx4 311. Cx4 Cx4 312. Cx4 Cx4 313. Cx4 Cx4 314. Cx4 Cx4 315. Cx4 Cx4 316. Cx4 Cx4 317. Cx4 Cx4 318. Cx4 Cx4 319. Cx4 Cx4 320. Cx4 Cx4 321. Cx4 Cx4 322. Cx4 Cx4 323. Cx4 Cx4 324. Cx4 Cx4 325. Cx4 Cx4 326. Cx4 Cx4 327. Cx4 Cx4 328. Cx4 Cx4 329. Cx4 Cx4 330. Cx4 Cx4 331. Cx4 Cx4 332. Cx4 Cx4 333. Cx4 Cx4 334. Cx4 Cx4 335. Cx4 Cx4 336. Cx4 Cx4 337. Cx4 Cx4 338. Cx4 Cx4 339. Cx4 Cx4 340. Cx4 Cx4 341. Cx4 Cx4 342. Cx4 Cx4 343. Cx4 Cx4 344. Cx4 Cx4 345. Cx4 Cx4 346. Cx4 Cx4 347. Cx4 Cx4 348. Cx4 Cx4 349. Cx4 Cx4 350. Cx4 Cx4 351. Cx4 Cx4 352. Cx4 Cx4 353. Cx4 Cx4 354. Cx4 Cx4 355. Cx4 Cx4 356. Cx4 Cx4 357. Cx4 Cx4 358. Cx4 Cx4 359. Cx4 Cx4 360. Cx4 Cx4 361. Cx4 Cx4 362. Cx4 Cx4 363. Cx4 Cx4 364. Cx4 Cx4 365. Cx4 Cx4 366. Cx4 Cx4 367. Cx4 Cx4 368. Cx4 Cx4 369. Cx4 Cx4 370. Cx4 Cx4 371. Cx4 Cx4 372. Cx4 Cx4 373. Cx4 Cx4 374. Cx4 Cx4 375. Cx4 Cx4 376. Cx4 Cx4 377. Cx4 Cx4 378. Cx4 Cx4 379. Cx4 Cx4 380. Cx4 Cx4 381. Cx4 Cx4 382. Cx4 Cx4 383. Cx4 Cx4 384. Cx4 Cx4 385. Cx4 Cx4 386. Cx4 Cx4 387. Cx4 Cx4 388. Cx4 Cx4 389. Cx4 Cx4 390. Cx4 Cx4 391. Cx4 Cx4 392. Cx4 Cx4 393. Cx4 Cx4 394. Cx4 Cx4 395. Cx4 Cx4 396. Cx4 Cx4 397. Cx4 Cx4 398. Cx4 Cx4 399. Cx4 Cx4 400. Cx4 Cx4 401. Cx4 Cx4 402. Cx4 Cx4 403. Cx4 Cx4 404. Cx4 Cx4 405. Cx4 Cx4 406. Cx4 Cx4 407. Cx4 Cx4 408. Cx4 Cx4 409. Cx4 Cx4 410. Cx4 Cx4 411. Cx4 Cx4 412. Cx4 Cx4 413. Cx4 Cx4 414. Cx4 Cx4 415. Cx4 Cx4 416. Cx4 Cx4 417. Cx4 Cx4 418. Cx4 Cx4 419. Cx4 Cx4 420. Cx4 Cx4 421. Cx4 Cx4 422. Cx4 Cx4 423. Cx4 Cx4 424. Cx4 Cx4 425. Cx4 Cx4 426. Cx4 Cx4 427. Cx4 Cx4 428. Cx4 Cx4 429. Cx4 Cx4 430. Cx4 Cx4 431. Cx4 Cx4 432. Cx4 Cx4 433. Cx4 Cx4 434. Cx4 Cx4 435. Cx4 Cx4 436. Cx4 Cx4 437. Cx4 Cx4 438. Cx4 Cx4 439. Cx4 Cx4 440. Cx4 Cx4 441. Cx4 Cx4 442. Cx4 Cx4 443. Cx4 Cx4 444. Cx4 Cx4 445. Cx4 Cx4 446. Cx4 Cx4 447. Cx4 Cx4 448. Cx4 Cx4 449. Cx4 Cx4 450. Cx4 Cx4 451. Cx4 Cx4 452. Cx4 Cx4 453. Cx4 Cx4 454. Cx4 Cx4 455. Cx4 Cx4 456. Cx4 Cx4 457. Cx4 Cx4 458. Cx4 Cx4 459. Cx4 Cx4 460. Cx4 Cx4 461. Cx4 Cx4 462. Cx4 Cx4 463. Cx4 Cx4 464. Cx4 Cx4 465. Cx4 Cx4 466. Cx4 Cx4 467. Cx4 Cx4 468. Cx4 Cx4 469. Cx4 Cx4 470. Cx4 Cx4 471. Cx4 Cx4 472. Cx4 Cx4 473. Cx4 Cx4 474. Cx4 Cx4 475. Cx4 Cx4 476. Cx4 Cx4 477. Cx4 Cx4 478. Cx4 Cx4 479. Cx4 Cx4 480. Cx4 Cx4 481. Cx4 Cx4 482. Cx4 Cx4 483. Cx4 Cx4 484. Cx4 Cx4 485. Cx4 Cx4 486. Cx4 Cx4 487. Cx4 Cx4 488. Cx4 Cx4 489. Cx4 Cx4 490. Cx4 Cx4 491. Cx4 Cx4 492. Cx4 Cx4 493. Cx4 Cx4 494. Cx4 Cx4 495. Cx4 Cx4 496. Cx4 Cx4 497. Cx4 Cx4 498. Cx4 Cx4 499. Cx4 Cx4 500. Cx4 Cx4 501. Cx4 Cx4 502. Cx4 Cx4 503. Cx4 Cx4 504. Cx4 Cx4 505. Cx4 Cx4 506. Cx4 Cx4 507. Cx4 Cx4 508. Cx4 Cx4 509. Cx4 Cx4 510. Cx4 Cx4 511. Cx4 Cx4 512. Cx4 Cx4 513. Cx4 Cx4 514. Cx4 Cx4 515. Cx4 Cx4 516. Cx4 Cx4 517. Cx4 Cx4 518. Cx4 Cx4 519. Cx4 Cx4 520. Cx4 Cx4 521. Cx4 Cx4 522. Cx4 Cx4 523. Cx4 Cx4 524. Cx4 Cx4 525. Cx4 Cx4 526. Cx4 Cx4 527. Cx4 Cx4 528. Cx4 Cx4 529. Cx4 Cx4 530. Cx4 Cx4 531. Cx4 Cx4 532. Cx4 Cx4 533. Cx4 Cx4 534. Cx4 Cx4 535. Cx4 Cx4 536. Cx4 Cx4 537. Cx4 Cx4 538. Cx4 Cx4 539. Cx4 Cx4 540. Cx4 Cx4 541. Cx4 Cx4 542. Cx4 Cx4 543. Cx4 Cx4 544. Cx4 Cx4 545. Cx4 Cx4 546. Cx4 Cx4 547. Cx4 Cx4 548. Cx4 Cx4 549. Cx4 Cx4 550. Cx4 Cx4 551. Cx4 Cx4 552. Cx4 Cx4 553. Cx4 Cx4 554. Cx4 Cx4 555. Cx4 Cx4 556. Cx4 Cx4 557. Cx4 Cx4 558. Cx4 Cx4 559. Cx4 Cx4 560. Cx4 Cx4 561. Cx4 Cx4 562. Cx4 Cx4 563. Cx4 Cx4 564. Cx4 Cx4 565. Cx4 Cx4 566. Cx4 Cx4 567. Cx4 Cx4 568. Cx4 Cx4 569. Cx4 Cx4 570. Cx4 Cx4 571. Cx4 Cx4 572. Cx4 Cx4 573. Cx4 Cx4 574. Cx4 Cx4 575. Cx4 Cx4 576. Cx4 Cx4 577. Cx4 Cx4 578. Cx4 Cx4 579. Cx4 Cx4 580. Cx4 Cx4 581. Cx4 Cx4 582. Cx4 Cx4 583. Cx4 Cx4 584. Cx4 Cx4 585. Cx4 Cx4 586. Cx4 Cx4 587. Cx4 Cx4 588. Cx4 Cx4 589. Cx4 Cx4 590. Cx4 Cx4 591. Cx4 Cx4 592. Cx4 Cx4 593. Cx4 Cx4 594. Cx4 Cx4 595. Cx4 Cx4 596. Cx4 Cx4 597. Cx4 Cx4 598. Cx4 Cx4 599. Cx4 Cx4 600. Cx4 Cx4 601. Cx4 Cx4 602. Cx4 Cx4 603. Cx4 Cx4 604. Cx4 Cx4 605. Cx4 Cx4 606. Cx4 Cx4 607. Cx4 Cx4 608. Cx4 Cx4 609. Cx4 Cx4 610. Cx4 Cx4 611. Cx4 Cx4 612. Cx4 Cx4 613. Cx4 Cx4 614. Cx4 Cx4 615. Cx4 Cx4 616. Cx4 Cx4 617. Cx4 Cx4 618. Cx4 Cx4 619. Cx4 Cx4 620. Cx4 Cx4 621. Cx4 Cx4 622. Cx4 Cx4 623. Cx4 Cx4 624. Cx4 Cx4 625. Cx4 Cx4 626. Cx4 Cx4 627. Cx4 Cx4 628. Cx4 Cx4 629. Cx4 Cx4 630. Cx4 Cx4 631. Cx4 Cx4 632. Cx4 Cx4 633. Cx4 Cx4 634. Cx4 Cx4 635. Cx4 Cx4 636. Cx4 Cx4 637. Cx4 Cx4 638. Cx4 Cx4 639. Cx4 Cx4 640. Cx4 Cx4 641. Cx4 Cx4 642. Cx4 Cx4 643. Cx4 Cx4 644. Cx4 Cx4 645. Cx4 Cx4 646. Cx4 Cx4 647. Cx4 Cx4 648. Cx4 Cx4 649. Cx4 Cx4 650. Cx4 Cx4 651. Cx4 Cx4 652. Cx4 Cx4 653. Cx4 Cx4 654. Cx4 Cx4 655. Cx4 Cx4 656. Cx4 Cx4 657. Cx4 Cx4 658. Cx4 Cx4 659. Cx4 Cx4 660. Cx4 Cx4 661. Cx4 Cx4 662. Cx4 Cx4 663. Cx4 Cx4 664. Cx4 Cx4 665. Cx4 Cx4 666. Cx4 Cx4 667. Cx4 Cx4 668. Cx4 Cx4 669. Cx4 Cx4 670. Cx4 Cx4 671. Cx4 Cx4 672. Cx4 Cx4 673. Cx4 Cx4 674. Cx4 Cx4 675. Cx4 Cx4 676. Cx4 Cx4 677. Cx4 Cx4 678. Cx4 Cx4 679. Cx4 Cx4 680. Cx4 Cx4 681. Cx4 Cx4 682. Cx4 Cx4 683. Cx4 Cx4 684. Cx4 Cx4 685. Cx4 Cx4 686. Cx4 Cx4 687. Cx4 Cx4 688. Cx4 Cx4 689. Cx4 Cx4 690. Cx4 Cx4 691. Cx4 Cx4 692. Cx4 Cx4 693. Cx4 Cx4 694. Cx4 Cx4 695. Cx4 Cx4 696. Cx4 Cx4 697. Cx4 Cx4 698. Cx4 Cx4 699. Cx4 Cx4 700. Cx4 Cx4 701. Cx4 Cx4 702. Cx4 Cx4 703. Cx4 Cx4 704. Cx4 Cx4 705. Cx4 Cx4 706. Cx4 Cx4 707. Cx4 Cx4 708. Cx4 Cx4 709. Cx4 Cx4 710. Cx4 Cx4 711. Cx4 Cx4 712. Cx4 Cx4 713. Cx4 Cx4 714. Cx4 Cx4 715. Cx4 Cx4 716. Cx4 Cx4 717. Cx4 Cx4 718. Cx4 Cx4 719. Cx4 Cx4 720. Cx4 Cx4 721. Cx4 Cx4 722. Cx4 Cx4 723. Cx4 Cx4 724. Cx4 Cx4 725. Cx4 Cx4 726. Cx4 Cx4 727. Cx4 Cx4 728. Cx4 Cx4 729. Cx4 Cx4 730. Cx4 Cx4 731. Cx4 Cx4 732. Cx4 Cx4 733. Cx4 Cx4 734. Cx4 Cx4 735. Cx4 Cx4 736. Cx4 Cx4 737. Cx4 Cx4 738. Cx4 Cx4 739. Cx4 Cx4 740. Cx4 Cx4 741. Cx4 Cx4 742. Cx4 Cx4 743. Cx4 Cx4 744. Cx4 Cx4 745. Cx4 Cx4 746. Cx4 Cx4 747. Cx4 Cx4 748. Cx4 Cx4 749. Cx4 Cx4 750. Cx4 Cx4 751. Cx4 Cx4 752. Cx4 Cx4 753. Cx4 Cx4 754. Cx4 Cx4 755. Cx4 Cx4 756. Cx4 Cx4 757. Cx4 Cx4 758. Cx4 Cx4 759. Cx4 Cx4 760. Cx4 Cx4 761. Cx4 Cx4 762. Cx4 Cx4 763. Cx4 Cx4 764. Cx4 Cx4 765. Cx4 Cx4 766. Cx4 Cx4 767. Cx4 Cx4 768. Cx4 Cx4 769. Cx4 Cx4 770. Cx4 Cx4 771. Cx4 Cx4 772. Cx4 Cx4 773. Cx4 Cx4 774. Cx4 Cx4 775. Cx4 Cx4 776. Cx4 Cx4 777. Cx4 Cx4 778. Cx4 Cx4 779. Cx4 Cx4 780. Cx4 Cx4 781. Cx4 Cx4 782. Cx4 Cx4 783. Cx4 Cx4 784. Cx4 Cx4 785. Cx4 Cx4 786. Cx4 Cx4 787. Cx4 Cx4 788. Cx4 Cx4 789. Cx4 Cx4 790. Cx4 Cx4 791. Cx4 Cx4 792. Cx4 Cx4 793. Cx4 Cx4 794. Cx4 Cx4 795. Cx4 Cx4 796. Cx4 Cx4 797. Cx4 Cx4 798. Cx4 Cx4 799. Cx4 Cx4 800. Cx4 Cx4 801. Cx4 Cx4 802. Cx4 Cx4 803. Cx4 Cx4 804. Cx4 Cx4 805. Cx4 Cx4 806. Cx4 Cx4 807. Cx4 Cx4 808. Cx4 Cx4 809. Cx4 Cx4 810. Cx4 Cx4 811. Cx4 Cx4 812. Cx4 Cx4 813. Cx4 Cx4 814. Cx4 Cx4 815. Cx4 Cx4 816. Cx4 Cx4 817. Cx4 Cx4 818. Cx4 Cx4 819. Cx4 Cx4 820. Cx4 Cx4 821. Cx4 Cx4 822. Cx4 Cx4 823. Cx4 Cx4 824. Cx4 Cx4 825. Cx4 Cx4 826. Cx4 Cx4 827. Cx4 Cx4 828. Cx4 Cx4 829. Cx4 Cx4 830. Cx4 Cx4 831. Cx4 Cx4 832. Cx4 Cx4 833. Cx4 Cx4 834. Cx4 Cx4 835. Cx4 Cx4 836. Cx4 Cx4 837. Cx4 Cx4 838. Cx4 Cx4 839. Cx4 Cx4 840. Cx4 Cx4 841. Cx4 Cx4 842. Cx4 Cx4 843. Cx4 Cx4 844. Cx4 Cx4 845. Cx4 Cx4 846. Cx4 Cx4 847. Cx4 Cx4 848. Cx4 Cx4 849. Cx4 Cx4 850. Cx4 Cx4 851. Cx4 Cx4 852. Cx4 Cx4 853. Cx4 Cx4 854. Cx4 Cx4 855. Cx4 Cx4 856. Cx4 Cx4 857. Cx4 Cx4 858. Cx4 Cx4 859. Cx4 Cx4 860. Cx4 Cx4 861. Cx4 Cx4 862. Cx4 Cx4 863. Cx4 Cx4 864. Cx4 Cx4 865. Cx4 Cx4 866. Cx4 Cx4 867. Cx4 Cx4 868. Cx4 Cx4 869. Cx4 Cx4 870. Cx4 Cx4 871. Cx4 Cx4 872. Cx4 Cx4 873. Cx4 Cx4 874. Cx4 Cx4 875. Cx4 Cx4 876. Cx4 Cx4 877. Cx4 Cx4 878. Cx4 Cx4 879. Cx4 Cx4 880. Cx4 Cx4 881. Cx4 Cx4 882. Cx4 Cx4 883. Cx4 Cx4 884. Cx4 Cx4 885. Cx4 Cx4 886. Cx4 Cx4 887. Cx4 Cx4 888. Cx4 Cx4 889. Cx4 Cx4 890. Cx4 Cx4 891. Cx4 Cx4 892. Cx4 Cx4 893. Cx4 Cx4 894. Cx4 Cx4 895. Cx4 Cx4 896. Cx4 Cx4 897. Cx4 Cx4 898. Cx4 Cx4 899. Cx4 Cx4 900. Cx4 Cx4 901. Cx4 Cx4 902. Cx4 Cx4 903. Cx4 Cx4 904. Cx4 Cx4 905. Cx4 Cx4 906. Cx4 Cx4 907. Cx4 Cx4 908. Cx4 Cx4 909. Cx4 Cx4 910. Cx4 Cx4 911. Cx4 Cx4 912. Cx4 Cx4 913. Cx4 Cx4 914. Cx4 Cx4 915. Cx4 Cx4 916. Cx4 Cx4 917. Cx4 Cx4 918. Cx4 Cx4 919. Cx4 Cx4 920. Cx4 Cx4 921. Cx4 Cx4 922. Cx4 Cx4 923. Cx4 Cx4 924. Cx4 Cx4 925. Cx4 Cx4 926. Cx4 Cx4 927. Cx4 Cx4 928. Cx4 Cx4 929. Cx4 Cx4 930. Cx4 Cx4 931. Cx4 Cx4 932. Cx4 Cx4 933. Cx4 Cx4 934. Cx4 Cx4 935. Cx4 Cx4 936. Cx4 Cx4 937. Cx4 Cx4 938. Cx4 Cx4 939. Cx4 Cx4 940. Cx4 Cx4 941. Cx4 Cx4 9

Maison

Au bureau chez soi

QUELQUES dossiers à consulter le soir, un rapport à finir pendant le week-end ou une profession libérale à exercer à son domicile, autant de raisons d'avoir un bureau chez soi. A partir d'un impératif de dimensions, il faut trouver les lignes et la matière (bois, métal ou autre) qui permettront à ce meuble de s'intégrer sans heurts dans une salle de séjour, une chambre, voire une grande entrée, à défaut d'une pièce réservée au travail.

Pour un intérieur « jeune », où dominent le bois clair et les coussins-sièges, un petit bureau à montants crénelés et double plateau en sapin brut, il mesure 80x40 centimètres et coûte 200 F (Actua). Dans cette boutique, on verra aussi un bureau de 140x80 centimètres dont le piètement en fil d'acier supporte un double plateau de verre (510 F). Solution plus classique, chez Babo, où un bureau pouvant servir de table de repas est composé de tuteurs en rotin vert, rouge, orange, noir ou blanc (550 F la paire) et d'une dalle de glace à coins arrondis.

Un jeune architecte, un dessinateur, seront à l'aise pour travailler sur un bureau en pin de Finlande, dont la table, recouverte de lamellé vert pâle, se règle et s'incline sur diverses hauteurs (785 F) ; il s'accompagne d'un casier en pin à trois tiroirs (Randy Mode).

Le métal et le verre constituent un décor sobre pour un petit bureau facile à caser dans un intérieur moderne. Glace teintée et attaches en métal bronze mat s'allient pour faire une table de travail de 160x72 centimètres (1.650 F, Tipota). Ce modèle existe en diverses longueurs, jusqu'à 2 mètres. Sur un piètement en

aluminium moulé est posé un plateau de verre teinté ; ce bureau est doté d'un coffre à trois tiroirs, en frêne teinté noir et façade en aluminium ; en 120x70 centimètres, il coûte 1.564 F (Perspective). Une table à écrire, de lignes pures, a un piètement en acier inox brossé supportant une dalle épaisse de glace claire (120x80 centimètres, 2.500 F, Dom).

Pour ceux qui préfèrent d'autres matériaux, Henri Béchari propose deux modèles : l'un en forme de « pont », fait d'une seule courbe en plastique ABS, ressemblant à du bois laqué, en noir, brun, beige ou vert pomme (en 130x85 cm, 1.380 F, et deux autres tailles) ; un casier indépendant, à roulettes, permet le rangement des dossiers (1.200 F). L'autre a quatre pieds droits et un encadrement en aluminium anodisé noir insérant un plateau en hêtre teinté noir, avec casier à deux tiroirs ; il mesure 120x85 cm et est vendu 3.190 F. Esther Kler renouvelle le principe des tréteaux avec deux prismes triangulaires, en bois laqué noir, sur lesquels est posé un plateau laqué de ton flammé de 130x65 cm (4.200 F).

Des bureaux de grandes dimensions et de lignes modernes sont conçus pour aménager un cabinet de travail chez soi. Paul Le Geard a créé pour Dam une série de bureaux à structure en acier inox brossé supportant un casier dont la façade en métal cache un double tiroir intérieur ; le plateau est en glace claire de 15 mm (4.950 F en 170x78 cm) ; une chaise à piètement assorti est recouverte de cuir ou de velours et vaut 1.200 F. Chez Babo, une dalle de glace de 2 m x 1 m est fixée, par deux attaches chromées, sur un

piéd central en béton brut, 2.800 F environ. Michel Boyer vient de créer pour T.F.M. un grand bureau de 2 m x 0,90 m dont le plateau est décoré d'une alternance de bandes d'acajou laqué satiné noir et de ramin, bois blond clair. Ce plan de travail repose sur deux jambages de bois sombre reliés au sommet par une traverse (« Osaka », 6.950 F).

JANY AUJAME.

* Actua, 42, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris; Babo, 72, rue de Sévres, 75007 Paris; Randy Mode, 38-40, rue Jacob, 75006 Paris; Tipota, 222, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris; Perspective, 52, rue de Rennes, 75006 Paris; Dom, 232, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris; Henri Béchari, 17, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris; Esther Kler, 39 ter, rue Soufflot, 75006 Paris; T.F.M., 10, rue de Toul, 75012 Paris.

● Le XI^e salon « Bricolage et décoration pratique » ouvrira ses portes le 31 octobre, au palais du C.N.I.T., à la Défense. Jusqu'au 14 novembre, quatre cents exposants proposeront aux amateurs de bricolage et de loisirs créatifs les outils et matériaux qu'il faut, avec en prime des conseils de spécialistes.

* C.N.I.T., niveaux 1 et 2. Tous les jours, de 10 heures à 20 heures ; les mardis et vendredis jusqu'à 22 heures. Entrée : 7 F.



L'eau chaude presque gratuite toute l'année.
Chauffe-eau solaire pour usage domestique
Equipements prêts à monter
120 l : 2.950 F - 150 l : 3.250 F TTC
Documentation, plan de montage contre 5 timbres

filtro

59^e Av. Louis Roche
92230 Gennevilliers

Pour les autres applications, privées et collectives, consultez notre bureau d'études.

luminaire
et
fonction
284 bd Raspail Paris 14
tel 326 39 09

FABRICANT
VEND AU PLOIS
BIJOUX OR
ENVIRON
30% MOINS CHER
GOURMETTE 40 g 3.200 2.250
SANTOIRS 30 g 2.400 1.580
CHEVALIERE 15 g 1.500 1.080
CHAÎNE 5 g 360 240
Du 20 Oct. au 10 Nov.
PROMOTION sur les
CHAÎNES de COU
5 g 240 210 F
DOCUMENT. sur demande
MADAME, 1, rue Soufflot,
PARIS (9^e) 1^{er} étage
Mme CADET
ou MONTMARTRE
770-44-06

Mode

LIBÉRATION

C'EST déjà le printemps pour les confectionneurs et les acheteurs professionnels du monde entier qui ont envahi Paris cette semaine. En effet, entre la sortie du prototype présenté par votre couturier ou votre modéliste favori et celle de l'ensemble dont vous aurez envie en avril s'écouleront six mois d'intense activité industrielle et commerciale.

Alors, quel de neuf ? Plus une « façon de s'habiller », qu'une « silhouette ». Si vous aimez montrer vos jambes, les tuniques élastiques en minis, les barboteuses, les shorts de diverses longueurs feront la joie des habitués des terrasses de café. Préférez-vous dénuder vos épaules ? Rien de plus facile avec les innombrables décolletés bateau à volants froncés sur élastiques. Avec vous la taille fine ? Tout le met en valeur, du corset croisé à partir du dos, de la ceinture nouée et enroulée à glands jusqu'à certaines guépières lacées du soir. Allez-vous danser ? Les jupes amples sous le mollet, plissées, froncées, à plusieurs étages de volants, vous y invitent, les pieds à l'aise en sandales plates, en espadilles de soie à lanières dorées ou juchées sur de hautes talons.

Voici, en raccourci, comment se présente la mode du prochain printemps. Chloé, Patou, Givenchy, Gault, Dior, Jap, Saint-Laurent, Lacroix, Balmain, Hermès, Lanvin, Lapidus, Ralston, Rocco, vous voyez l'écriture « en crotillon simple », Esmeralda ou Carmen, parfois plus costumée qu'habillée. Qu'importe, soyons gais !

Au travers de milliers de modèles, l'impression se dégage d'un style « plage à toute heure », comme si seuls comptaient les loisirs et la fête qui de ténacité passe aux castagnettes. Faisant la part des choses, les couturiers estiment que les femmes n'ont envie d'acheter que ce qui les amuse, n'importe quel chemisier et jupe ou pantalon, convenant au quotidien.

A l'arrière-plan, bien sûr, le souvenir de la canicule, d'où des mouvements amples en grandes chemises à manches bouffantes, à encolure au ras du cou, largement écharnées sur un tee-shirt étiré et travaillé en tous sens, porté par-dessus ou blousant à l'intérieur d'une mini-jupe à volants, d'un short ou d'un bermuda de coupe stricte à taille haute, d'une culotte de zouave, d'un pantalon droit ressemblant du bas ou d'une grande jupe paysanne. Les tricotés, les châles et les écharpes géantes suivent le mouvement. Les fleurs et les nattes terminent les coiffures, parfois ponctuées de grandes capelines.

Toujours dans la perspective des trente degrés à l'ombre, la popeline de coton se déroule en kilomètres de tissu, en noir ou en écru, mais aussi en splendide coloris unis et chauds : des épiques des sous-marins — safran y compris — aux tons de fleurs d'été.

Le lin paraît seul ou mélangé au coton en tissages aérés, tandis que les crêpes de Chine et les mousselines de soie apportent ce raffinement discret qui sied au luxe d'aujourd'hui.

NATHALIE MONT-SERVAN.

● Balenciaga innove avec un prêt-à-porter signé de Fernando Martinez, proche collaborateur du couturier qui avait fermé ses salons de l'avenue George-V, en mai 1968. Les modèles seront exécutés et diffusés de Turin.

● Elsa Schiaparelli avait, peu avant sa mort, en 1973, vendu sa griffe à un groupe milanais qui, sous la direction artistique de Serge Lepage, rouvre en janvier les portes du 21, place Vendôme, en haute couture.

● Philippe Guibourgé, directeur artistique des Créations Chanel, vient de signer un accord de fabrication et de distribution avec Mandas, le fabricant qui a lancé la diffusion des couturiers. La première est prévue pour avril, mais ne concerne que le marché américain dans un premier stade.

chaud, léger, imperméable
loden
chasse
295 F
FORSUS
LA MAISON DU LODEN
146 rue de Rivoli - Paris 1^{er}
tél. 260 13 51 métro Louvre



(Croquis de MARGOT)

PATOU : Grande chemise en crêpe de soie rayée d'Angelo Tadamini sur une jupe froncée en popeline de coton bleu de France, aux hanches travaillées en pointes de monchoir.

BALENCIAGA : Ensemble à haut blousant de Fernando Martinez en lin vert émeraude sur un pantalon rond à empiècement en pointe.

SAINT-LAURENT : Une de ses robes du soir courtes les plus spectaculaires : corset lacé de toile vermillon et jupe à volants en mousseline assortie.

GIUDICELLI : Robe à danser en jersey et tulle plissé noir à plusieurs rangs de volants.

DIOR : Marc Bohan adapte le short militaire en jupe-culotte en popeline de coton gris brun avec un tee-shirt uni et une veste cardigan à large carrure en pied-de-poule.

FOMALHAUT

Tricotés de luxe
coordonnés

Ouvert : 9 h. 30 - 13 h.
15 h. - 19 h.

Fermé le samedi

23, rue de Mont-Théry, 75001 Paris
Métro : Concorde - Madeleine

CALVIE?

est une nouvelle méthode de remplacement vos cheveux perdus, maintenant disponible en France. Pour recevoir tous renseignements, veuillez envoyer le coupon.

Nom _____
Adresse _____

HAIR TRANSPLANT INTERNATIONAL
502 Ecclesall Rd. Sheffield, G.B.

EMPIRE FOURRURES

Une collection
à vous couper le souffle

RENARDS à partir de 3500 F
VISON LOUP RAGONDIN

8, Avenue de Wagram (boutique d'angle)
Place de l'Etoile 75008 Paris
tél. 227.22.82 - 622.36.60

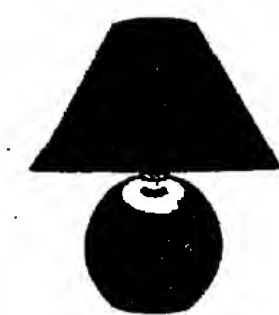
Fondateur E. Goldenberg, coupe d'or du non goût français

Christian Dior
BOUTIQUE FOURRURE
11 bis, rue François-I^{er} - Paris 8^e

Christian Dior
UNE NOUVELLE
BOUTIQUE FOURRURE
11 bis, rue François-I^{er} - Paris 8^e

COLLECTION PRÊT-À-PORTER FOURRURE
Une grande variété de modèles et de coloris
manteau sport 2900 F - pelisse 5000 F
veste renard 9800 F - manteau vison 76 500 F
ouvert tous les jours
de 9 h. 30 à 18 h. 30

A TOUS PROBLEMES D'ECLAIRAGE



LAMPE ABAT-JOUR
LAMPADAIRES
SUSPENSIONS
SPOTS

« une solution

ready-made electric

38 rue Jacob 75006 Paris 260 28 01

TELEGRAMME

AVANTAGES EXCEPTIONNELS - POUR
EQUIPER VOTRE MAISON.

CREDIT GRATUIT SUR 12 MOIS SUR CUISINES

CHEMINÉES ET 15 % DE REMISE SUR TOUS

ARTICLES A EMPORTER MARQUES D'UN CANARD

(CARRELAGES - SANITAIRES) -

A.S.P. TOUS MAGASINS

* après acceptation de votre dossier

ateliers
ASP

carrelages • salles de bains • accessoires • cuisines agencées •
robinetterie • cheminées

A.S.P. EZANVILLE : à 20 mn de Paris - nationale 1,
Route de Beauvais, sortie Ezanville - correspondance
B.P. 7 - 95460 Ezanville - 5000 m² d'exposition -
ouverture de 9 h à 12 h 30, de 13 h 30 à 18 h 30 -
même le dimanche. Nocturne le mercredi - tél. 991.92.13.
A.S.P. CRETEIL : Centre commercial CRETEIL-SOLEIL 16 - 898.04.62
A.S.P. BELLE EPEINE : Centre commercial BELLE EPEINE - tél. 686.77.78
A.S.P. PARIS : 133, avenue de Clichy - tél. 228.00.93 -
M^{re} Brochant - Nocturne le mercredi

SUPPLÉMENT

MAISONS INDIVIDUELLES : QUAND LE RÊVE

CHACUN le sait : les Français rêvent d'habiter une maison individuelle, et mieux encore, d'en être propriétaire. Il est bien difficile de démêler dans ce désir la part de goût profond et celle qu'une habitude publicitaire a fait germer dans les esprits. Reste que le gigantisme de grands ensembles urbains et trop vite dégradés, l'uniformité et la grisaille de trop de périmètres urbains, l'entassement de milliers de logements dans les tours sans âme qui dépersonnalisait l'individu, la promiscuité qui détruit l'intimité familiale, justifient en grande partie la fuite vers cet ersatz de campagne que sont les nouveaux villages et les lotissements.

Trop souvent, malheureusement, la famille modeste qui choisit cette évasion échange l'inconfort psychologique d'un immeuble col-

lectif vertical contre les inconvénients d'un alignement sinueux de petites maisons accolées, qui constituent un véritable immeuble collectif horizontal. La qualité de la construction est là déterminante, aussi bien pour l'agrément de la vie qu'habituelle (une mauvaise isolation phonique vous fait partager chaque minute de la vie de vos voisins) que pour la dépense réelle qu'impose la possession d'une maison individuelle. Or, un effort de qualité est indispensable en la matière, d'autant plus difficile à réaliser que, l'inflation aidant, les coûts de la construction s'envoient vers des cimes inaccessibles aux moins fortunés.

L'achat d'un bout de terrain et d'une maison, qu'on palera en vingt ans, sera souvent le seul investissement lourd de toute

une vie. A cet égard la prise en compte, dans l'effort financier mensuel qu'un couple décide d'y consacrer, des coûts supplémentaires qui s'ajoutent au remboursement des emprunts, est indispensable. Une mauvaise isolation thermique se traduira par des notes de chauffage gonflées, l'absence des équipements collectifs indispensables (téléphone, écoles et lycées, commerces) par l'obligation d'avoir une ou deux voitures (ce coût de transport atteint parfois 170 francs mensuels) et l'isolement de l'agglomération industrielle par l'impossibilité pour la femme de trouver un emploi, toutes choses auxquelles on ne pense guère lorsqu'on établit le plan de financement d'une telle opération.

Rien d'étonnant que la proportion des Français qui préfèrent la maison individuelle à l'appartement dans un immeuble collectif

tombe de 70 à 60 % lorsqu'on leur fait valoir ces handicaps. La séduction de ce type d'habitation reste cependant puissante, et authentique ou artificielle, sage ou un peu folle, cette aspiration est logiquement comprise en compte par le gouvernement, qui a fait de l'accès à la propriété et au développement de la maison individuelle deux des axes de sa nouvelle politique du logement, actuellement en train de se mettre en place.

Les efforts des professionnels pour améliorer la qualité de leurs prestations et pour en maintenir le prix dans des limites accessibles à une fraction plus large de leur clientèle potentielle sont indéniables. Mais la poursuite de cet effort passe obligatoirement par la solvabilisation de la clientèle la moins fortunée, surtout si la lutte contre l'inflation

Une profession jeune et peu concentrée

LES maisons individuelles ont séduit les Français. On en a construit moins de 150 000 en 1975 (voir tableau ci-contre). En dix ans, le nombre de maisons individuelles terminées a doublé tandis que l'accroissement du nombre de logements en immeubles collectifs n'a été que de 4,5 %.

Années	Nombre de maisons individuelles construites	Evolution en pourcentage
1965	148 576	+
1966	159 823	+ 7,6
1967	175 538	+ 9,5
1968	183 137	+ 3,2
1969	226 538	+ 24
1970	200 760	- 10,6
1971	212 606	+ 5,9
1972	236 400	+ 11,2

Il s'est ainsi construit, l'an dernier, 110 000 maisons individuelles, dont à peu près la moitié fut confiée à une entreprise maître d'œuvre.

Mais la maison s'achète aussi sur catalogue. Ces maisons-là, de la haute couture ou bien du prêt-à-porter, sont le fait des constructeurs de maisons individuelles proprement dites, qui, suivant la loi de 1971, n'ont le droit de vendre le terrain. Si on s'adresse à eux, ils indiquent l'adresse d'un ou deux agents immobiliers sérieux et attendent que permis de construire et acte notarié leur permettent de bâtir. En tout, environ 70 000 maisons sont ainsi construites dont 40 000 sont le fait des adhérents du Syndicat national des constructeurs de maisons indivi-

duelles), qui regroupe 128 professionnels sur un total de 4 ou 500. Ces hommes-orchestres sont intégrés verticalement, que leur production soit traditionnelle ou industrialisée : de la conception à la réalisation, ils se chargent de tout, sous-traitant parfois une part variable des opérations de construction ; allant aussi dans certains cas jusqu'à s'occuper de l'obtention du permis de construire et du plan de financement en fonction des ressources de leur client et du modèle choisi. Il s'agit au demeurant d'une profession jeune — elle n'a guère que vingt-cinq ans — et encore peu concentrée : les groupes les plus importants construisent jusqu'à 12 ou 13 000 maisons par an, les plus petites une quarantaine. Les dix premières du Syndicat, ensemble, ne couvrent guère que 20 % du marché.

Puis viennent les promoteurs de groupements, qui achètent un vaste terrain à une municipalité, assés loin d'un centre pour que le coût soit celui des champs agricoles et assez près pour que cela ne pose pas de problèmes insolubles de voirie et de transport. Le « classique » tour de table réunit les groupes d'investisseurs traditionnels (banques, compagnies d'assurance...) capables de financer le projet, on construit, on commercialise et on vend suivant des formules juridiques très variables à la clientèle

qui correspond au « créneau » prédéterminé, une maison en copropriété.

A la F.N.P.C. (Fédération nationale des constructeurs promoteurs), dont ils sont adhérents pour la plupart, on reconnaît que la presque totalité des professionnels se sont un jour ou l'autre intéressés à ce type d'opérations. Mais les promoteurs privés ne sont pas les seuls à réaliser des « nouveaux villages » qui sont construits, à concurrence de la moitié des 60 000 maisons bâties en groupement, par les promoteurs publics : organismes d'H.L.M. et en premier chef les sociétés de crédit immobilier et les coopératives d'H.L.M., aussi bien que les coopératives d'habitation ou les sociétés d'économie mixte. A titre d'exemple, la S.C.I.C., filiale de la Calaise des dépôts et consignations, a construit environ 4 750 maisons individuelles en 1975, soit le quart de ses 19 000 logements. Ajoutons que les organismes E.L.M. construisent une partie de leurs logements localisés en maisons individuelles (12 %, soit environ 25 000).

Au total, un monde foisonnant en perpétuelle mouvance, mais qui traverse avec une relative allégresse les difficultés conjoncturelles que la France connaît depuis l'automne 1973, tout le marché est riche de potentialités encore inexploitées. — J.D.

Deux propositions de loi

DEUX propositions de loi, l'une de M. Jean-Marie Daillet, député de la Manche (réformateur), l'autre de M. Robert Parenty, sénateur des Hauts-de-Seine (Union centriste), strictement identiques, ambitionnent de mieux protéger les candidats à la construction de maisons individuelles, qu'il s'agisse de la publicité immobilière ou du contenu des contrats. Ces textes, mis au point en accord avec les services du secrétariat au logement, recueillent en gros l'adhésion des professionnels, conscients de l'urgence nécessaire d'améliorer la législation.

Il s'agit d'abord de mieux réglementer la publicité, de façon qu'elle ne présente pas comme déjà utilisées des équipements collectifs dont la construction reste hypothétique, et que les documents édités par le constructeur ou le promoteur comportent toujours des indications essentielles que la superficie exacte des terrains, la surface habitable et le nombre de pièces, les prix minimum et maximum des locaux, la nature des aides publiques pour le financement, etc.

Ensuite, puisque, dans deux cas sur trois, le candidat-ache-

teur n'est pas propriétaire du terrain au moment de la signature du contrat, il importe de subordonner non seulement l'achat de ce terrain à l'obtention du permis de construire mais encore la signature des contrats de construction à la possession du titre de vente, du permis de construire et de l'acceptation par les organismes prêteurs du plan de financement. Enfin, le contrat de construction devenant obligatoire, il faut qu'aucun versement d'argent n'intervienne avant cette signature, et qu'il comprenne l'affirmation de la conformité du projet avec les règles de construction, l'énumération des caractéristiques du bâtiment, les devis descriptifs et les conditions d'exécution technique, le délai de construction, la description et l'estimation du coût des travaux des équipements intérieurs et extérieurs indispensables non compris dans les prix, la garantie apportée par le constructeur. Au-delà de ces propositions de loi, certains fonctionnaires envisagent même la création d'un contrat d'études préalables qui garantirait l'état du sous-sol ne rend pas la maison inconstruisible.

MAISON PHÉNIX : A L'ÉCOUTE DES FRANÇAIS

30 ans d'efforts

« pour que chacun ait sa maison »

Oui à la région non au pastiche...

Une des préoccupations de la politique menée actuellement en matière d'urbanisme vise à redonner à chaque région l'essence de sa spécificité locale. Quel est l'apport de Phénix dans ce domaine ?

Phénix, pour sa part, recherche l'équilibre entre le respect de l'identité locale et une nécessaire évolution de l'habitat. La répartition des sites et l'attachement aux valeurs d'habitat dans le pays, qui sont d'essence primordiales, ne doivent pourtant pas conduire au stérilisme de la tradition. Copier systématiquement n'a jamais été une bonne formule et aboutit parfois à caricaturer un style de vie d'autrefois.

Chez Phénix ce n'est pas le passé auquel on cherche à s'adosser, c'est la région, le pays, le décor naturel, la population auxquelles on veut s'adapter.

La recherche, différente partout, vise à la connaissance approfondie du phénomène régional : consommation d'espace, localisation, mode d'implantation, zones recherchées, pris de revenus ; mais aussi à l'exploration des séquences visuelles (boisements, rivières, coques, etc.).

Bien sûr, les contraintes physiques ne suffisent pas à expliquer l'implantation et les formes de l'habitat mais elles doivent être prises en compte. Comme doit être prise en considération l'aspect social de la construction. Aujourd'hui, sous la couverture d'esthétique, le style régional apparaît comme une séquence des plus archaïques théories de la promotion sociale par l'habitat. Les critiques formulées à l'égard des maisons les plus simples et donc souvent les moins choquantes dans un paysage, naissent en cause un mode de vie, un statut social, une pratique de l'habitat qui est majoritaire dans la plupart des régions.

S'adapter au pays, ce n'est pas seulement « pasticher » des constructions, c'est faire bénéficier les maisons des aspects pratiques propres à la région. C'est accepter que la volonté

créatrice soit comme par le passé dictée par le climat. Dans le Midi, par exemple, le Mistral est aussi fort actuellement qu'au XIX^e siècle, il serait énorme de multiplier les serres et les piscines, l'abri au vent dominant doit être recherché, la construction sur talus rejetée comme inadéquates.

Les hommes du terrain Phénix, qui connaissent leur région et ses habitants, ses habitudes, ses coutumes et ses traditions, ont amené à communiquer ce genre d'information, à remettre en mémoire des idées parfois très simples, à conseiller leurs clients, à proposer des solutions et des formules proches des préoccupations locales.

Cette personnalité qui fait leur originalité, cette « coopération morale » avec ceux qu'ils servent, des locaux ou particuliers, les hommes Phénix peuvent les développer grâce à l'organisation de la société.

L'ensemble des services, les centres de responsabilité, les réseaux d'information, les centres administratifs, se trouvent proches d'eux.

Le fait d'avoir créé des entreprises multiples a permis à Phénix d'échapper aux inconvénients du groupe trop puissant se dédiant à des rôles complexes. Au contraire, chaque société Phénix a développé la capacité de traiter avec ses interlocuteurs comme une entreprise moyenne régionale ayant son pouvoir de décision sur place. Cette autonomie permet notamment aux élus locaux et aux fonctionnaires qui sont en rapport avec Phénix d'avoir devant eux un chef d'entreprise totalement responsable qui défend non seulement sa technique, ses procédés, sa marque, mais aussi l'emploi et l'économie de sa région.

Pour la Société des Maisons Phénix être à l'écoute des Français est une tradition qui a fait sa réputation, c'est aussi une nécessité qui commande son développement. Alors que les Pouvoirs Publics avaient pu encore opter pour le développement de la maison individuelle, la Société des Maisons Phénix mettait au

point, il y a plus de trente ans, un procédé de construction et une politique qui allaient mettre la maison individuelle à la portée du plus grand nombre.

Le marché de l'habitat est une activité fondamentale dans la vie d'un pays, puisqu'elle contribue directement et de façon durable à l'amélioration du cadre de vie des habitants. En France, depuis vingt ans, la part de l'habitat individuel dans le parc de logements a croisé, passant de 28 % en 1960 à plus de 50 % en 1975 et concentrant ainsi le goût de ses contemporains pour la maison individuelle.

Cette progression, qui s'est affirmée année après année, de façon plus ou moins élevée, mais sans jamais connaître aucun recul, a duré pendant les périodes de crise économique, aurait sans doute été beaucoup plus rapide si le marché n'avait pas été dominé par le secteur du collectif.

Certes, il existait un marché de la construction individuelle, et Phénix était déjà, en 1945, le premier constructeur européen de maisons individuelles, mais les Pouvoirs Publics, malgré certaines tentatives comme le Plan Coussin et les appels de nombreux hommes politiques de tous bords, restaient longtemps hésitants.

Une erreur psychologique Pourrait depuis plusieurs années des urbanistes, des sociologues, des élus locaux, des journalistes, avaient régulièrement l'attention sur les risques qu'il y avait à vouloir favoriser et développer à tout prix le logement collectif au détriment de toute autre forme d'habitat.

Malgré ces mises en garde, malgré ces avertissements, le logement collectif était apparu longtemps comme la seule panacée capable de résoudre la crise du logement. Le choix avait été fait en l'emplacement de la Libération. Avant d'enfanter la reconstruction des régions dévastées, les Pouvoirs Publics avaient effectué, dès 1945, une enquête auprès des habitants des villes de plus de 20 000 habitants pour connaître les désirs des populations en matière de logement : 75 % des hommes et 67 % des femmes interrogés avaient déclaré préférer la maison individuelle.

Ces résultats n'avaient pas seulement surpris, ils avaient choqué, et

on avait prêté le pas en tenir compte. « Avant tout, les Français demandent à être logés », expliquaient certains experts.

C'était une grave erreur psychologique de ne pas mieux connaître la mentalité française. Le Français ne s'habite pas à son habitat, il l'aime ou il ne l'aime pas.

La maison correspond à un choix, à un sentiment affectif associé à un style de vie. Si, dans la plupart des cas, celui qui habite une maison en copropriété, c'est parce qu'il a le désir profond de se faire acheter, de voir grandir les arbres de son jardin comme de conserver et de s'adapter à un mode de vie.

Enfin, avoir sa maison est aussi un sentiment personnellement responsable de l'entretien et de la qualité de son environnement, pour le bien de tous. Néanmoins, en dépit de la loi de 1965, de développer encore l'habitat collectif en laissant les premiers grands ensembles.

De quantitatif ou qualitatif Obsédé à juste titre par la crise du logement, chacun pensait essentiellement au quantitatif. Il fallait, et c'était vrai, construire beaucoup pour sortir des milliers d'hommes et de femmes de taudis et de zones insalubres. L'effort fut incontestable, mais on peut s'interroger et chercher à savoir pourquoi on n'a pas, à l'époque, voulu en associer la quantité au quantitatif. Aujourd'hui, il devient clair qu'un grand nombre de logements récemment construits ne serviront qu'à reconstruire avant la fin du siècle, et Olivier Guichard, ministre de l'Équipement à l'époque, dénonçait déjà, en 1971, le grand ensemble comme « l'enfant de la facilité et du goût moderne pour le gigantisme ».

Un mot qui est pourtant loin d'être partagé par l'ensemble des Français, si l'on en croit les sondages et si l'on observe l'évolution du marché depuis 1960.

Cette année-là, sur les 316 000 logements livrés, 90 000 étaient des maisons individuelles. Depuis, les rapports n'ont fait que croître : 127 000 maisons individuelles en 1967, 236 000 en 1975, soit près de la moitié des 514 000 logements construits.

Cet accroissement considérable de la part des maisons individuelles dans le marché de la construction ne correspond plus seulement au désir des Français, il coïncide avec une nouvelle orientation de la politique du logement. Les Pouvoirs Publics, eux aussi désormais, souhaitent le développement de la maison individuelle. Dans ce marché en évolution, la Société des Maisons Phénix occupe une place de leader incontesté. Elle est non seulement le premier constructeur français, mais aussi le plus chevronné, puisqu'elle a derrière elle trente ans d'expérience.

Trente années durant lesquelles elle a su être à l'écoute des Français, à l'écoute de ce que souhaitent les candidats constructeurs. Trente années qui ont permis de construire avec précision tout ce qu'un client exige d'une maison.

300 000 personnes chaque année Plus de 200 000 Français occupent actuellement des maisons Phénix ; comparés au marché, ils représentent un bel échantillon de population, un panel dont l'observation est riche d'enseignements.

En outre, l'organisation du Groupe Phénix, structurée par dix sociétés d'exploitation régionale, totalement autonomes, permet une écoute permanente de la demande sur le terrain, une connaissance très précise de ce que veut la clientèle. Cent vingt bureaux de vente et centres d'exposition quadrillent la France d'un réseau d'information à nul autre pareil dans le domaine de l'habitat. Chaque année, 300 000 personnes consultent Phénix, donnent leurs impressions, expriment leurs idées, exposent leurs préoccupations et font des réserves Phénix de véritables catalyseurs de l'opinion.

Les mêmes aspirations de retrouver les joies simples du foyer, de posséder un logis bien à soi, d'éprouver un sentiment de liberté et d'indépendance sont les motivations essentielles dans l'acquisition d'une maison. Mais les goûts et les besoins de chacun se transforment en fonction de l'âge, de l'importance de la famille et, bien sûr, de la région.

leur manière de vivre, tout en offrant le meilleur rapport qualité/prix du marché. Leader incontesté dans le domaine de la maison individuelle, occupant la troisième place dans le secteur du bâtiment, le Groupe Maisons Phénix joue aujourd'hui un véritable rôle social en construisant plus de 13 000 maisons par an.

C'est pourquoi, chez Phénix, la recherche, menée de façon permanente, aboutit à une diversité de maisons, dont les plans élaborés permettent de valoriser au maximum l'ensemble de la surface, d'adapter la maison au site et d'en faire véritablement une habitation à la dimension de l'homme.

Au-delà du site et du style, en dehors du fait luxueux et des décors de pacotille, le client Phénix recherche une certaine équilibre de vie, un certain retour aux sources. C'est à la maison que les membres de la famille retrouvent le calme, l'harmonie, qu'ils établissent une véritable échelle de valeurs entre les choses matérielles et les aspects collectifs de la vie extérieure.

Chaque Phénix aujourd'hui a rejeté la civilisation du gadget, a dénoncé les outrances de la civilisation de consommation ou de compétitivité, mais, bien avant qu'il s'agisse là de thèmes au goût du jour, Phénix en avait fait son principe fondateur.

Professionnel de l'habitat social, en permanence à la recherche du meilleur rapport qualité-prix, la Société des Maisons Phénix ne se contente pas de satisfaire les seuls possesseurs de terrains. Elle permet à beaucoup de jeunes familles dont les revenus modestes du ménage avaient été jusqu'à empêcher la propriété d'habiter une maison individuelle. Elle leur ouvre la voie en prenant en charge la totalité des problèmes qui peuvent se poser sur le plan administratif et financier, déchargeant ainsi ses clients des compliquées opérations d'acquisition d'une maison individuelle.

Cette notion de service complet n'a pas seulement fait la réputation de Phénix auprès de la clientèle privée, elle a depuis quelques années permis à un certain nombre d'élus locaux de résoudre les problèmes de logement que pourrait poser l'expansion de leur commune.

Complétant ainsi son rôle social, à l'écoute du pays, la Société des Maisons Phénix est aujourd'hui souvent appelée à créer, en collaboration avec les communes, des zones d'habitat en maisons individuelles groupées.

100 000 150

Journal 150

SOUTIENT L'EXPANSION

réduit l'accroissement de son pouvoir d'achat. D'ores et déjà, l'acquisition d'une maison de 100 000 ou 120 000 francs pose des problèmes presque insurmontables à une famille de quatre personnes ne disposant pas d'un minimum de revenu de 5 000 francs par mois. La controverse fait rage autour de ces évaluations. Certains constructeurs affirment pouvoir loger des familles disposant de moins de 4 000 francs, tandis que d'autres soutiennent que la chose est impossible, sauf à descendre au-dessous d'un niveau de qualité acceptable.

Les barèmes de l'aide personnalisée au logement (A.P.L.), qui font l'objet d'un projet de loi récemment approuvé par le conseil des ministres, permettront-ils de résoudre cette quadrature du cercle, tout en exigeant qu'un

effort suffisant d'amélioration de la qualité soit fait? S'agit-il, de la part du gouvernement, d'une ambition réaliste, en rapport avec l'aide de l'Etat est capable de financer, ou d'une « scandaleuse démagogie », qui donnera de l'espoir avant de décevoir lourdement ceux qui en ont le plus besoin?

L'amélioration du niveau de vie a permis ces dernières années d'ouvrir largement le marché sur lequel s'affrontent les constructeurs et les promoteurs de maisons individuelles. Membre d'une profession heureuse et en pleine expansion, ils ont, eux aussi, besoin que d'autres couches de la population puissent rejoindre la cohorte de leurs clients. Le maintien de leur bonne santé économique en dépend.

JOSEÉ DOYÈRE.

Des chefs d'entreprise heureux

LES constructeurs de maisons individuelles, isolées ou en « villages », sont, en gros, des chefs d'entreprise heureux, en face d'un marché ouvert, dont seul le manque de ressources d'une fraction de clients potentiels limite l'expansion.

Les difficultés qu'ils rencontrent tiennent surtout à la recherche des terrains constructibles, qui se font de plus en plus rares. Ils regrettent que les administrations locales, départementales ou municipales soient moins convaincues que le gouvernement et que le chef de l'Etat de la nécessité d'encourager les Français à devenir propriétaires de leur maison. Le remembrement des terrains agricoles a fait disparaître aux abords des agglomérations un grand nombre de parcelles qui auraient pu avoir vocation de terrain à bâtir. Aujourd'hui, la mise en place progressive des plans d'occupation des sols (POS), ainsi que la détermination des COS (coefficient d'occupation des sols), présentent pour les professionnels un risque nouveau. Dans la mesure où les quatre cinquièmes des POS n'ont pas encore été approuvés, les constructeurs de maisons individuelles souhaitent que les périmètres constructibles correspondent au double des besoins connus pour cinq ans, que les coefficients d'occupation des sols prévalent la construction de 45 % des logements en maisons individuelles

de faible densité (COS de 0,1 à 0,25), que 20 % des logements sociaux soient prévus en maisons individuelles de forte densité (COS de 0,25 à 0,50), tandis que 35 % des logements seraient réservés aux immeubles collectifs.

Quant à la destruction des paysages par la construction anarchique, les constructeurs de maisons individuelles se défendent d'être plus pollués de l'environnement que les bâtisseurs d'immeubles collectifs, même lorsque ceux-ci, ayant abandonné le gigantisme des tours et des barres, sont de taille raisonnable. Le syndicat des constructeurs de maisons individuelles souhaite également un allègement des procédures administratives en matière de lotissements et de groupements, ainsi que la définition d'une politique souple qui évite l'uniformité des ensembles trop vastes. « La diversité ne peut pas être obtenue par un seul promoteur mais par plusieurs constructeurs. Il faut ensuite être très souple vis-à-vis des demandes des candidats acheteurs pour respecter leurs goûts, un architecte de groupe assurant l'harmonie de l'ensemble », déclare M. Jacques Balaeney, président du SMI (Syndicat national des constructeurs de maisons individuelles). Aller dans ce sens suppose, certes, l'accord de l'administration mais aussi des prix-plafonds pas trop rigoureux.

Est-ce compatible cependant avec la mise à la disposition de clients

modestes de maisons en rapport avec leurs ressources? Ce goût de l'urbanisme n'est pas le fait des seuls groupes privés. Certains bâtisseurs sociaux se préoccupent aussi de recréer dans les nouveaux ensembles la continuité variée qu'on trouve dans tous les villages qui ont un passé. Telles sociétés de crédit immobilier imposent de douze à dix-huit types de pavillons différents, pour un ensemble de cent cinquante maisons, consacrant 5 % du prix du bâtiment à l'aménagement des parties communes et son directeur écrit : « Il est indispensable qu'on se sente aussi bien à l'extérieur que chez soi, la satisfaction dans un cas et dans l'autre étant de types différents et complémentaires. »

Enfin, en ce qui concerne l'architecture, les plus conscients des promoteurs ou des constructeurs, publics ou privés, tout en trouvant justifié qu'on interdise la construction d'un chalet savoyard en Bretagne, d'un mas provençal en Alsace, s'inquiètent du style pseudo régional ou de l'imitation de l'ancien qui envahit nos paysages. Les candidats à la maison individuelle n'ont que peu d'imagination et l'audace dans ce domaine coûte très cher et présente des risques certains. Mais si la pente naturelle de la grande masse des acheteurs risque de laisser aux générations à venir une bien piètre image de l'architecture pavillonnaire de cette fin de siècle.

J. D.

Des réalités parfois amères

ON fait grand cas souvent des difficultés qu'il assaillent celui qui a entrepris de se loger dans une maison individuelle. Elles peuvent être techniques, juridiques ou financières. Ne nous y trompons pas, elles ne guettent pas tous les candidats à la maison individuelle. Il y a des propriétaires heureux.

Les malheurs qui se traduisent par des infiltrations et des imitations ne sont heureusement pas la règle, mais les professionnels eux-mêmes reconnaissent que des progrès de tous ordres sont à faire pour mieux protéger les acquéreurs, qu'il s'agisse de la publicité, du contrat, des révisions de prix, de la qualité et des charges de chauffage, de l'entretien, des garanties biennales et décennales contre les malheurs, etc.

Les ennuis peuvent avoir leur origine dès la signature du contrat, quand il y en a un digne de ce nom. Dans le pire des cas une simple feuille de calepin, sans raison sociale, avec quelques chiffres griffonnés à la diable, en tient lieu. Si l'entreprise a de grosses difficultés ou disparaît avant d'avoir terminé l'ouvrage, l'acheteur n'a pratiquement aucun recours, alors qu'il doit continuer à rembourser ses emprunts. Seuls la garantie bancaire dont les constructeurs sérieux se munissent peut assurer, quoi qu'il arrive, l'achèvement des travaux.

Avant de s'installer, et en attendant que l'entreprise et son client aient eu la sagesse d'attendre pour s'engager mutuellement que l'acte d'achat du terrain soit définitif et que le permis de construire soit obtenu, l'acheteur devra compter avec les révisions de prix, parfaitement légales, qui peuvent affecter gravement le prix final à payer. Tel ce couple qui, à Esbly, en Seine-et-Marne, a signé en juin 1972 l'achat d'une maison de 110 000 F et a dû régler en septembre 1975 la somme de 132 510 F. On trouve ces 21 500 F supplémentaires, quand les emprunts ont été établis sur la base du prix prévisionnel et qu'on gagne 4 500 F par mois en travaillant à deux? La Confédération nationale du logement (qui regroupe des associations de locataires, mais aussi d'acquéreurs à la propriété) dénonce les abus des révisions de prix, lorsque, en fin de chantier, on revise l'ensemble du prix et non celui de la tranchée de travaux exécutée en fin de chantier et qui a coûté effectivement plus cher. Une limitation à 40 % de

la valeur de l'ensemble de la révision de prix praticable lui semblerait justifiée.

Enfin notre acheteur s'est installé. S'il décèle des infiltrations ou des erreurs de construction, il est en principe largement protégé par la loi. En obtenir l'application rapide est une autre affaire. La garantie contre les malheurs du second œuvre s'étend sur deux ans, du gros œuvre sur dix ans. L'assurance contre les malheurs n'est pas obligatoire, mais environ la moitié des entreprises y souscrivent. Cela malheureusement ne résout pas les problèmes, car, jusqu'ici, la recherche des responsabilités précède l'exécution des réparations. Dans 15 % des cas, le règlement du litige attend huit années. Pendant ce temps-là, ou le propriétaire fait exécuter les travaux à ses frais, ou l'état de sa maison continue à se dégrader, ou encore le constructeur exécute les travaux et attend d'être payé. D'autre part, la charge des sinistres a doublé en francs constants entre 1969 et 1974, tandis que leur densité connaît un accroissement annuel de 15 %. Une commission interministérielle présidée par M. Adrien Spinetta, a proposé, dans un rapport publié en septembre 1976, de rendre obligatoire une double assurance (dommages et responsabilités) pour tous les participants à l'acte de construire, et d'assurer la réparation rapide des malheurs, la recherche des responsabilités succédant désormais à l'exécution des travaux, l'élévation du niveau de qualité des produits et services restant indispensable pour rendre viable le système.

La mauvaise qualité coûte cher

Plus encore que dans les immeubles collectifs, la mauvaise qualité coûte cher à terme. Les « chalandonnies », nées d'un concours lancé en 1969 par M. Albin Chalandon, alors ministre de l'équipement, pour rendre accessible la maison individuelle à tous les Français, en sont une douloureuse illustration. Un exemple : à Saint-Herblain, en Loire-Atlantique, une société anonyme d'I.L.M. a construit 720 maisons de ce type, dont 548 en accession à la propriété. Elles coûtèrent peu cher : de 81 000 à 120 000 F (au fil des années 1973 à 1975) pour un quatre pièces de 78 m² avec garage, terrain compris. Aujourd'hui, un dossier a été déposé auprès du groupe interministériel

Habitat et vie sociale pour envisager l'insécurité de cet ensemble. L'isolation thermique des maisons est insuffisante, entraînant des charges de chauffage excessives, les surfaces annexes trop réduites ont entraîné le bricolage d'appentis inséparables qui dégradent l'environnement, rien n'a été prévu pour l'accueil socio-éducatif des mille cent enfants qui peuplent le village, les « espaces verts » sont des bourbiers. Les familles ont des difficultés budgétaires importantes, des coûts de transports difficiles à supporter, et c'est là que la société gestionnaire enregistre le plus de retards de loyers. Un à trois ans après la construction, c'est plus grave : inadmissible.

Même si la qualité est convenable, et elle l'est souvent heureusement, le candidat à la propriété d'une maison individuelle devra entretenir sa maison. Il trouve normal d'assurer l'entretien de sa voiture mais agit trop souvent comme si son pavillon était bâti pour l'éternité. « Quand on achète une maison individuelle, il faut être bricoleur », nous a dit un constructeur. Il y a toujours des choses à arranger. Et si on n'en a ni le goût ni le temps, il faut souscrire un contrat d'entretien. Il en coûte environ 1 800 francs par an, mais cette formule n'a guère de succès.

Enfin, lorsqu'on habite un nouveau village, il faut savoir qu'on n'échappe pas complètement aux charges de copropriété. Les espaces communs et les « voies et réseaux divers », qui ont vocation d'appartenir en fin de course à la commune, sont, jusqu'à ce qu'il en soit ainsi, entretenus par les copropriétaires. Selon M. Frigent, de la C.N.I.L., dans 70 % des cas, ces voies et réseaux divers ne répondent pas aux normes légales des collectivités considérées. En l'occurrence, les copropriétaires devront prendre en charge la mise aux normes ou en conserver la propriété, et en assurer l'entretien. S'ils ont souscrit un contrat de vente à terme, qui ne fera d'eux des propriétaires à part entière qu'à l'extinction de leur dette, ils n'auront jusqu'à-là aucune voix au chapitre quant à la détermination de ces charges collectives. Là encore, la C.N.I.L. souhaite que le statut juridique de ces accédants à la propriété, qui jusqu'ici ne jouissent pendant des années, ni des prérogatives des locataires ni de celles des propriétaires, soit défini afin qu'ils aient un droit de regard sur la gestion de leur bien commun.

J. D.

Dans un site privilégié en Vallée de Chevreuse de toutes nouvelles maisons...

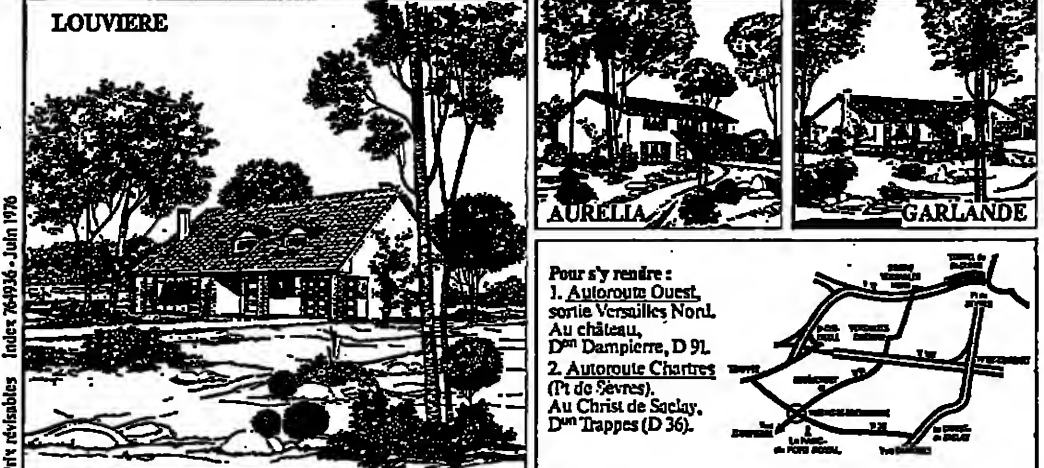
Un site privilégié... Entre Versailles et Chevreuse, à l'orée de Port-Royal-des-Champs, un site protégé pour sa beauté et son histoire. (Arrêté préfet du 7 nov. 1956).

Un ensemble harmonieux... Des maisons individuelles, une architecture sobre et élégante, un double garage et un jardin pour chaque maison. Et les bois pour voisins.

Des maisons spacieuses... Matériaux nobles, plans bien pensés, de l'espace. Dans chaque maison, un studio privé pour les parents, plusieurs salles de bains, une cuisine tout équipée.

Les avantages Kaufman & Broad... Achat en toute propriété, vente ciblée en mains (5 % à la réservation, aucun appel de fonds pendant la construction), 15 % à la livraison. Solde à crédit.

Venez visiter les maisons modèles entièrement décorées, sur place, tous les jours, même dimanche, de 10 à 20 h.



LOUVIERE : 8 pièces dont 4 ou 5 chambres, salon-duplex avec cheminée, salle à manger, séjour. A partir de 645.000 F. terrain compris.
AURILIA : 7 pièces dont 4 chambres, salon avec cheminée, salle à manger, séjour. A partir de 595.000 F. terrain compris.
GARLANDE : 5 pièces dont 3 chambres, séjour avec cheminée, salle à manger. A partir de 495.000 F. terrain compris.



RD 36 78190 Voisins-le-Bretonneux TEL 043.71.51

Kaufman & Broad :
un style de vie

Votre maison

L'OFFICIEL DE LA MAISON INDIVIDUELLE ET DE LA DECORATION

présente
dans son numéro 172 octobre-novembre 1976

127 maisons

— Propose le reportage complet de 17 maisons individuelles (plan-environnement-décoration)

— Donne tous les conseils sur l'isolation

— Expose en ambiance :
**61 cheminées
20 cuisines**

Editions : anglaise, allemande, espagnole, grecque, italienne, japonaise, néerlandaise, portugaise.
TIRAGE ACTUEL 389 000 EXEMPLAIRES
Direction Publicité : Pierre-Etienne PIGNAULT. Tél. : 225-98-05.



VOTRE MAISON TRADITIONNELLE N'EST PLUS UN REVE

CLC personnalise votre construction sur le terrain de votre choix

- CLC met à votre disposition sa grande expérience en matière de Construction Traditionnelle.
- CLC vous fait bénéficier de nouvelles conditions de crédit sur 20 et 25 ans.
- CLC vous propose de nombreux terrains dans la région parisienne.

ENTREPRISE GENERALE
MAISONS INDIVIDUELLES

BON POUR INFORMATION GRATUITE
à retourner à : CLC, 16 à 20, rue des Pommiers - Pantin



Nom : _____
Adresse : _____
Tél. : _____ Prof. : _____
Apport : _____ Je possède un terrain : _____
16 à 20, rue des Pommiers, 93500 PANTIN - Tél. : 844.92.20 +

SPORTS

TENNIS

Filol bat Okker au Tournoi de Paris

Le Hollandais Tom Okker, gagnant du Tournoi de Paris 1976, n'aura pas la chance de rééditer son exploit cette année. Il a été battu jeudi 28 octobre, au stade Pierre-de-Coubertin, par le Chilien Jaime Filol, ce en deux sets et sur un score (6-4, 6-3) qui indique mal la beauté et l'acharnement des échanges. Sur chaque point, en effet, les joueurs faisaient fuser de leur raquette des balles qui filaient sur les lignes ou dans les angles non pas comme des boulets de canon, car l'un et l'autre champion ont des musculatures extra-fines, mais comme de longs coups de fouet d'entraîneur.

Filol, dont la tête de Nouriev bouclée et les jambes de puma affichaient la plus photogénique réclame du tennis professionnel actuel, va-t-il enfin, à trente ans, devenir une figure? Individuellement vainqueur de tous les meilleurs joueurs du circuit sur toutes les surfaces, il en est encore à attendre une victoire dans un

grand tournoi, à l'image de son aîné, Tom Okker, dont la carrière, il y a dix ans, avait autorisé tant d'espérance. Filol sera, en tout cas, mis en vedette à la fin de l'année, au cours de la finale Chili-Italie, à Santiago, son pays natal — si jamais elle a lieu.

En début de soirée, surprise en double, la paire française Proisy-Deblacker a éliminé en deux sets (6-4, 6-4) l'andenne équipe de Coupe Davis américaine Smith-Van Dillen. Compensation aimable à nos débiles en simple. — O. M.

RESULTATS
Simple messieurs (quart de finale). — Filol (Chili) b. Okker (P.-B.), 6-4, 6-3; Cox (G.-B.) b. Van Dillen (E.-U.), 6-4, 6-3.
Double messieurs. — Okker-Riessen (P.-B.-E.-U.) b. Anderson-Svensson (Suède), 6-4, 6-4; Berolucci-Cramer (Afr. du Sud) b. Bertram-Milton (Afr. du Sud), 1-6, 6-4, 6-4; McNair-Phillips (E.-U.) b. Anaya-Rabin (E.-U.-Pakistan), 6-2, 7-6; Proisy-Deblacker (Fr.) b. Smith-Van Dillen (E.-U.), 6-4, 6-4.

Basket-Ball

TOURS BATTU AUX PAYS-BAS EN COUPE D'EUROPE DES CLUBS CHAMPIONS

L'A.S.P.O. Tours a connu une nouvelle défaite en Coupe d'Europe jeudi 28 octobre, à Amsterdam, face au champion des Pays-Bas (82-85). Les champions de France se retrouvent derrière de leur poule puisqu'ils ont déjà été battus par Vienne et par Malines. Aussi ont-ils perdu pratiquement toute chance de participer à la phase finale de la compétition.

Devant Amsterdam, comme devant Malines, les Tourangeux ont manqué la victoire pour seulement 2 ou 3 points, ce qui indique leur valeur.

Leur élimination de la Coupe d'Europe des clubs champions ne sera pas due à un défaut de combativité mais à des imperfections coupes du sort qui font décider de la partie sur un lancer.

PRESSE

ACCORD SUR LA CONVENTION COLLECTIVE DES JOURNALISTES

L'accord sur la révision de la convention collective nationale des journalistes, dont la négociation durait depuis cinq ans, vient d'être conclu.

Selon le communiqué publié par l'Union nationale des syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.) et le Syndicat des journalistes C.F.T.C., « l'accord a été signé le 28 octobre 1976 à Paris, sous l'égide du secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports et du Comité national olympique et sportif français, les habitants seront invités à effectuer un parcours pédestre dont le kilométrage sera fixé en fonction de l'âge.

« En signant, les syndicats ont voulu aussi que cette convention puisse être obligatoirement appliquée à tous les journalistes, dans toutes les entreprises sans exception, par une procédure d'extension que le ministère du travail s'est engagé à examiner favorablement à la suite des démarches répétées de l'U.N.S.J. »

● Une centaine de travailleurs du livre ont manifesté jeudi 28 octobre, autour de la maison, située au Châtelet-en-Bré (Seine-et-Marne), qui constitue le gros lot du concours organisé par le Parisien libéré.

● Incident à Sud-Ouest au sujet d'un communiqué. — Le Syndicat national de la presse quotidienne régionale informe que « dans la nuit du 26 au 27 octobre des manifestants se réclamant de la C.G.T. ont bloqué les issues du quotidien Sud-Ouest à Bordeaux, interdisant pendant plus de deux heures la sortie de ce journal, sous prétexte que des communiqués émis par des syndicats n'auraient pas paru intégralement ».

Le S.N.P.Q.R. « élève la plus énergique protestation contre cette attitude insupportable à la liberté d'opinion. La presse ne saurait admettre que des communiqués soient imposés par la force ».

● Normandie - Nouvelles, édition rouennaise du *Heure libre*, fera paraître son premier numéro le jeudi 4 novembre. Prévue initialement le 18 octobre, la sortie de ce nouveau quotidien — qui prend place dans l'éventail des titres du groupe Harcourt — avait été retardée pour des raisons techniques, les responsables de la rédaction de Normandie-Nouvelles souhaitant qu'il soit imprimé à Rouen.

ARTS ET SPECTACLES

Formes

Lieux de lumière

On croyait avoir tout dit sur l'art indécible de Genevieve Asse quand, l'an dernier, le château de Radilly le présentait à travers vingt-cinq ans de peinture. C'était méconnaître qu'Asse, elle, n'avait pas tout dit, qu'elle conduisait et conduira longtemps encore à poursuivre sa création; que, même paraissant recommencer (au sens où Paul Valéry décrit une mer intérieure : « qu'on croise cette allusion à un poché d'océan, mais l'image est pure ») l'incendiaire conquête du cosmos à l'infini, elle ne se répète jamais; et que si des espaces privilégiés avaient favorisé ses toiles d'un éclairage naturel, d'autres sources lumineuses semblaient tout aussi bénéfiques à d'autres œuvres.

Car se sont des bulles sur papier que le public parisien est convié à contempler (1), en quasi-totalité créées au cours de ces deux dernières années, confrontées, pour les yeux avides de comparer les vécus respectifs des deux supports, avec deux bulles sur toile de 1975 et deux de 1976. A vrai dire, la technique ne diffère guère. L'artiste prépare sa feuille comme elle prépare, et à peu près, sa toile, dévaginée la moitié de son grain. Alors ses broches entrent en lice, ne laissant subsister de la splendeur extérieure que son squelette, sa profondeur aussi, quelquefois indiquée par ses lignes ébauchées, « repères investis d'une géométrie supposée », selon Germain Vian. On pense, par exemple, à *Angle bleu*. Ces toiles, le plus souvent verticales, ne s'écroulent dans leur coude, peuvent, comme des feutres, contribuer au *Parage de la lumière*. Ils n'ont pas, en tout cas, pour fonction de rompre l'unité formelle de compositions qui ne sont monochromes qu'en regard du spectateur superficiel, ou trop pressé. Non, ces bulles, profondes lorsqu'elles précèdent l'ouverture de la nuit, plus pâles à l'annonce du jour, insensiblement mêlées à des gris frissonnants, démontrent et aveuglent d'innocence, variant d'un point à l'autre.

Is bougent. N'en sommes pas seulement les vices prometteurs des reflets, heureux évanescence, contribuant par hasard à l'illusion du mouvement. Mais ce n'est pas une illusion. Par la seule infinitésimale variation des nuances, Asse abolit tout immobilisme, de même que sa peinture, qu'il serait irréfléchi de qualifier d'abstraite parce qu'elle intérieure ne saurait être comprise, se situe par derrière des clairs vagues, *Ciel et Terre, Plus d'été, Rivage (1)*, etc., ont laissé une empreinte

assez forte dans sa mémoire, allégée de tout « accident », pour maintenir leur signification exacte. De même que les spectacles éternels, apparemment déstructurés, au premier coup d'oeil, au second, au troisième, au quatrième, au cinquième, au sixième, au septième, au huitième, au neuvième, au dixième, au onzième, au douzième, au treizième, au quatorzième, au quinzième, au seizième, au dix-septième, au dix-huitième, au dix-neufième, au vingtième, au vingt-et-unième, au vingt-deuxième, au vingt-troisième, au vingt-quatrième, au vingt-cinquième, au vingt-sixième, au vingt-septième, au vingt-huitième, au vingt-neufième, au trentième, au trente-et-unième, au trente-deuxième, au trente-troisième, au trente-quatrième, au trente-cinquième, au trente-sixième, au trente-septième, au trente-huitième, au trente-neufième, au quarantième, au quarante-et-unième, au quarante-deuxième, au quarante-troisième, au quarante-quatrième, au quarante-cinquième, au quarante-sixième, au quarante-septième, au quarante-huitième, au quarante-neufième, au cinquantième, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixantième, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septantième, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingtième, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième, au soixante-septième, au soixante-huitième, au soixante-neufième, au septante, au septante-et-unième, au septante-deuxième, au septante-troisième, au septante-quatrième, au septante-cinquième, au septante-sixième, au septante-septième, au septante-huitième, au septante-neufième, au quatre-vingt, au quatre-vingt-et-unième, au quatre-vingt-deuxième, au quatre-vingt-troisième, au quatre-vingt-quatrième, au quatre-vingt-cinquième, au quatre-vingt-sixième, au quatre-vingt-septième, au quatre-vingt-huitième, au quatre-vingt-neufième, au cinquante, au cinquante-et-unième, au cinquante-deuxième, au cinquante-troisième, au cinquante-quatrième, au cinquante-cinquième, au cinquante-sixième, au cinquante-septième, au cinquante-huitième, au cinquante-neufième, au soixante, au soixante-et-unième, au soixante-deuxième, au soixante-troisième, au soixante-quatrième, au soixante-cinquième, au soixante-sixième

ARESKI
BRIGITTE FONTAINE
du 2 au 13 novembre
11 SPECTACLES EXCEPTIONNELS
Disques SARAVAH - Distribution RCA

THÉÂTRE FONTAINE Direction : René DUPUY, 12, rue Fontaine, Paris (9^e), Métro Blanche, Saint-Georges. Location : tél. 574-82-34 - 3 FNAC et Agences tous les soirs à 21 h. - Relâche dimanche

(Publicité)
1^{er} Congrès international de films de format populaire
(super 8 et 16 mm)
organisé par la
Banque de Films de Format Populaire
31, bd Magenta, 75010 PARIS
Tél. : 205-05-44

Les samedi 30 et dimanche 31 octobre 1976 de 10 h. à 24 h. à la Forêt Maillot, Palais des Congrès, Salle Elise.

Prix des places : 14 F.

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Ivan le Terrible.
Châtelet, 20 h. 30 : Elisabeth d'Or.
Salle Gémier, 20 h. 30 : Solitude, la multatresse.
Odéon, 20 h. 30 : Il Campello.
Petit Odéon, 18 h. 30 : la Nuit... les clowns.
Théâtre, 20 h. 30 : Comme il vous plaira.
Petit TEF, 20 h. 30 : A la campagne.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 20 h. : Parole de femme ; 21 h. 30 : Henri Gougaud (la femme Paquin) ; 21 h. : Irène ou la Résurrection.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Nicolas Peyrac.

Les autres salles

Atelier, 21 h. : Monsieur chasse.
Athènes, 21 h. : le Séquoia.
Bibliothèque-Opéra, 21 h. : la Servante.
Cartouches de Vincennes, Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 : Mesure pour mesure.
Théâtre de l'Épée-de-Bois, 21 h. : Yuro.
La Laine des cervaux, 21 h. : le Sang épais de l'aube.
Centre culturel suédois, 20 h. 30 : la Laine des cervaux.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : Histoire d'une révolte.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 45 : Antoine et Cléopâtre.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : Histoire d'une révolte.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Dracula Travel.
Théâtre 13, 20 h. 45 : l'Alchimiste.
Théâtre Tristan-Bernard, 20 h. 30 : l'Opéra des Français.
Théâtre 347, 20 h. 45 : la Veuve russe.
Troisième, 22 h. : Retrouvailles de l'imaginaire.
Variétés, 20 h. 30 : l'Autre Valse.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 29 octobre

TOUT CONTRE UN PETIT BOIS
de JEAN-MICHEL RIBES
« Idée magnifique ! »
« Quotidien de Paris »
« Quotidien général »
« Comédiens bouillonnants, remarquables. »
« Le Monde »
« Sa meilleure pièce ! »
« L'Express »
« A ne pas manquer ! »
« France-Soir »

20 h. 30 tous les soirs sauf lundi
Tél. 548-63-81
RÉCAMIER

Création en France
Quatre à quatre
pièce québécoise de Michel GAGNEAU
Mise en scène de Gabriel Garrau
« Un spectacle inhabituel, très attachant, qui place la condition des femmes sous un jour inédit. »
Michel Cournot (LE MONDE).

Théâtre de la Commune
Centre Dramatique National
93 - Aubervilliers
réservation : 833-16-16

THÉÂTRE FONTAINE
JEAN-PIERRE CASSEL
TANYA LOPEZ

COMME IL VOUS PLAÎT

Casting de Pascal LARIN
Paris-Télévision de Jean MONTIMER
Mise en scène de Robert MOULOUX
avec Marion LORAN - J.E. BALMER
Régie de André VOUTIER

Th. SAINT-GEORGES
MERCI, DARRIEUX
(« L'EXPRESS »)
LUCIENNE et le BOUCHER
Dimanche matinées 15 heures et 18 h. 30
Lundi 1^{er} novembre matinée 15 heures
LOC. : TRU. 63-47

DERNIÈRE
SAMEDI à 20 h. 45
OLYMPIC ENTREPOT
MAC-MAHON - STYX
MARAIS

le chef d'œuvre de **DINO RISI**
une VIE DIFFICILE
alberto Sordi
le rôle principal

★ ★ ★ ★ ★
UNE NUIT AU CRAZY HORSE
★ ★ ★ ★ ★
15 SUPER BEAUTÉS
★ ★ ★ ★ ★
SHOW-21H45-2 - SHOW-00H15
★ ★ ★ ★ ★
RESERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS
★ ★ ★ ★ ★
225-69-89
★ ★ ★ ★ ★
12A George V (Alma)
★ ★ ★ ★ ★

Ce soir vendredi à LA PAGODE à l'issue de la projection du film **SALO à 19 heures**
COLLOQUE SUR PASOLINI
animé par les « Cahiers du Cinéma »
J. DUFLOUX - M. LANGLOIS
L. WILKINSKY - J.-C. SIKSTY
A. WILKINSKY - M. RONDVOYER
J.-P. LEAUD - S. SAVIANGE

Les théâtres de banlieue
Antony, Théâtre Pirou - Océan.
20 h. 45 : l'Éternel Mari.
Aubervilliers, Théâtre de la Commune, 20 h. 30 : Quatre à quatre.
Boulogne, T.S.B., 20 h. 30 : Signé Boris Vian.
Évry, Hexagone, 21 h. : Trio Fontana-ros (Beethoven, Fauré, Brahms).
Nanterre, Théâtre des Amantiers, 21 h. : Théo Adam (Schubert).

Opérettes et comédies musicales
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : la Belle Héloïse.
Élysée-Montmartre, 20 h. 15 : Ginettes Lacaze.
Gaité-Montparnasse, 20 h. 30 : Tu es un chic type, Charles Brown.
Marigny, 21 h. : Nini la Chance.
Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : Mayflower.

Les concerts
Voir Théâtres de banlieue.
Salle Pleyel, 20 h. 30 : Orchestre Filarmonique de Munich, dir. E. Biedel, avec A. Lagoya, guitare ; B. Haudebourg, clavier (Bach, Vivaldi).
Hôtel de Ville, 20 h. 30 : Simonas Ragusa, piano et le Trio Serfati (Bach).
Ecluse alsacienne, 20 h. 45 : Collegium Vocale de Fribourg (Monteverdi, Bach).

La danse
Voir Festival d'automne et Théâtre de la Cité internationale.
Palais des congrès, 20 h. 45 : le Ballet Moderne.
Théâtre de Lapparent, 21 h. : les Ballets du Marais.
Centre culturel du Marais, 21 h. : Post Modern Américain.

Le music-hall
Bobino, 20 h. 30 : Georges Brassens.
Comédie des Champs-Élysées, 20 h. 45 : Guy Béart.
Olympia, 21 h. 30 : Michel Sardou.
Palais des sports, 20 h. 45 : Johnny Hallyday.
Théâtre Antoine, 20 h. 30 : les Frères Jacques.

Festival d'automne
Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : la Bouillotte à la mer.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : Martha Graham Dance Company.

Les chansonniers
Caveau de la Renaissance, 21 h. : Écoutez sans provisions.
Dix-Heures, 22 h. 15 : Tu crois que c'est mieux ailleurs.
Dix-Heures, 20 h. 15 : La démocratie est avancée ; 22 h. 15 : Tu crois que c'est mieux ailleurs.

Jazz
Théâtre de la Renaissance, 20 h. 30 : Jazz.
Désiré-Théâtre, 22 h. : Vince Taylor.
Créteil, faculté de médecine, 21 h. : Big Band de Saint-Ovman.

Les cafés-théâtres
Au Bec fin, 20 h. 30 : Pulchérie, c'est la vie ; 21 h. 30 : T'es comme toi ; 22 h. 30 : Madeline Mons ; 23 h. 15 : Séances orientales.
Au Vrai Chic parisien, 21 h. : J.-P. Révus ; 22 h. 15 : Pendant les travaux, la fête continue.
Les Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : J. Sol ; 21 h. 45 : les Jeunes.
Café d'Orléans, 20 h. 30 : Maria Bélier ; 22 h. : Sylvie Joly ; 23 h. et 24 h. 45 : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.
Café de la Gare, 22 h. : A nos chers disparus.
Chien Fille, 21 h. : Serge Llado.
Au Coupe-Chou, 20 h. 30 : Je n'imagine pas ma vie demain ; 21 h. 30 : Pourquoi pas tout ? ; 22 h. 30 : J'ai fait trois tonnes dans mon cercueil.
Cœur des Miracles, 20 h. 30 : Catherine Sauvage ; 22 h. : Zizi Brodette.
Le Vase, 20 h. 30 : le Président ; 22 h. : la Mariée et le Chasseur de papillons.
L'École de Jacob, 20 h. 30 : Quand le soleil ne va pas, tout suit.
Petit Casino, 21 h. 15 : Partes du pied gauche ; 22 h. 30 : J.-C. Monville.
Le Splendid, 20 h. 45 : Prisonniers sur le secteur ; 22 h. 15 : le Pot de terre contre le Pot de vin.
Théâtre de Dix-Heures, 20 h. 15 : La démocratie est avancée ; tous les jours à 22 h. 15 : Tu crois que c'est mieux ailleurs.
La Veuve Pichard, 21 h. 15 : la Revanche de Louis XI.
La Vieille Grolle, 20 h. 30 : Roger Mason ; 21 h. 30 : Math Bamba ; 22 h. 30 : Savez-vous que les autres paient ?

Seul à Paris
STUDIO ALPHA
SAMUEL JOHNSON
MARLON FRANK
BRANDO SINATRA
GUYS AND DOLLS
Mise en scène de JOSEPH L. MANKIEWICZ
Casting de JOSEPH L. MANKIEWICZ
JEAN SIMMONS / VIRGIN SLAINE

4 OSCARS
BARRY LYNDON
un film de **STANLEY KUBRICK**

Gaumont Champs-Élysées vo
Gaumont Rivoli vo • Gaumont Sud et
14 h. 17 h. 20 h. 21 h. (samedi) 22 h. 30
Impérial VI - 14 h. 17 h. 20 h. 21 h.
Barrault VII vo
12 h. 15 h. 30 h. 17 h. 22 h. 30 (samedi) 14 h.
17 h. 30, 21 h. ; Dim. 14 h. 17 h. 30, 21 h.
Hautefeuille 2 vo - 13 h. 30, 17 h. 30, 20 h. 30
(samedi) 12 h. 15 h. 30, 17 h. 22 h. 30
Dimanche 15 h. 30, 19 h., 22 h. 30

AMBASSADE - MERCURY - BERLITZ - ABC Boulevards - WEPLER - GAMBETTA - VICTOR-HUGO - CLUNY PALACÉ - MONTPARNASSE
PATHE - GAUMONT SUD - CAMBRONNE - PATHÉ Belle-Épine - MULTICINÉ Champigny - TRICYCLES Asnières - CLUB Maisons-Alfort -
FRANÇAIS Enghien - AVIATIC Le Bourget - VÉLIZY 2 Vélizy - ARTEL Rueil - STUDIO Parly - GAUMONT Évry

LOUIS DE FUNES • COLUCHE

CHRISTIAN FECHNER présente

l'Aile ou la Cuisse

LOUIS DE FUNES COLUCHE

un film de **CLAUDE ZIDI**

Scénario et dialogues de CLAUDE ZIDI
Musique de **BERNARD ARTIGUES**
Montage de **ALAIN POGGIO**
Production **Starf**

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 2	La ligne 3
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70	
(la ligne colonne)	42,00	48,04	
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33	
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73	

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne 2	La ligne 3
L'IMMOBILIER	28,00	32,69	
"Placards encadrés"	34,00	39,70	
Double insertion	38,00	44,37	
"Placards encadrés"	40,00	46,70	
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69	

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS en expansion, recherche

Délégués médicaux

(hommes ou femmes)
pour secteurs : 1) CREUSE - RUY-DE-DOME;
2) NIÈVRE - ALLIER;
3) VZ GIRONDE.

Le candidat (ou la candidate) devra :
• avoir le baccalauréat (une expérience de 1 ou 2 ans);
• posséder une voiture personnelle;
• habiter sur le secteur.

Stage rémunéré, immédiat, d'une durée de 8 semaines.

Envoyer C.V. manuscrit et photo, sous réf. 48854, à Havas Contact, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

GROUPE INTERNATIONAL DE PRESSE recherche pour Paris et région parisienne

3 HOMMES OU FEMMES

25 ans minimum. Excellent standing. Sans aigreur de contact pour diffusion documentation inédite indispensable à tout chef d'entreprise. Prospection sur rendez-vous préparés en vue négociation à haut niveau.

Salaire 60.000 F +

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à : J. LE GUILLERMO - 51, av. des Terres, 75017 PARIS.

TELEPHONE

CENTRAUX PUBLICS

CHEFS DE CHANTIER

CHEFS D'EQUIPE

MONTEURS CONFIRMES

MATERIELS CP 400

et PENTACONTA

Env. C.V. avec photo, réf. à M. TAILLARD - T.T.E. 14, rue Hassard - 75019 Paris

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS recherche

DIPLOME D'ECOLE

D'INGENIEURS

DE HAUT NIVEAU

(X, E.N.S.T., E.S.E.)

pour des études de recherche opérationnelle et des applications pratiques sur le terrain.

Rémunération mensuelle nette de début proposée : 4.200 F.

Adresser C.V. et photo avant le 5 novembre 1976 au CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS, Secrétariat R.C.C./M.O., place 99 bis - B. 28-40, av. du Général-Ledercq, 92121 ISSY-LES-MOULINEAUX. Téléphone 845-6344.

Maison d'enfants bilingues Est de Paris recherche

EDUCATEURS (TRIGES) spécialisés, diplômés, pr. ces socs. Téléphone 357-27-25 (n. bur.).

STE D'ELECTRONIQUE recherche

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

pour laboratoires d'études. Adr. C.V. et photo, à M. 470, C.B.P. - 25, rue Cavendish - 75019 Paris, qui transmettra.

2 INGENIEURS Dom : 1 en soudure 1 en mécanique con.

matériel électrochimique. Solutions indépendantes. Ecrire ou téléphoner à C.V. à M. 470, C.B.P. - 25, rue Cavendish - 75019 Paris, qui transmettra.

ORGANISME DE FORMATION recherche d'urgence pour PARIS et R.P. A TEMPS PARTIEL

PROFESSEURS D'ITALIEN

D'ORIGINE ITALIENNE ET FRANÇAISE. Ecrire ou téléphoner à I.F.E.P. - 242, rue de Charonne - 75005 Paris. 344-73-74 et 345-44-43

GROUPE EUROPEEN DE CONSEILS EN P.M.E. offre opportunité de HOMME DE VALEUR d'être

CONSEILLER D'ENTREPRISE

— 25 ans min. EXPERIENCE CADRE P.M.E. GESTION PRODUIT COMMERCIAL. — LIBRE IMMEDIATEMENT. — Déplacement, contrats, forte ambition de REUSSITE personnelle, financ. et prof. et d'accéder par résultats personnels à POSTE DE DIRECTION

Tél. 886-1134. M. TRUMP pour ent. immédiate ou adresser C.V. photo et prétentions à CARMON PUBL. pl. Malesherbes, 75017 Paris, qui transmettra.

en expansion constante, à forte vocation exportatrice, localisée dans une région touristique DE L'EST DE LA FRANCE recherche

LE DIRECTEUR TECHNIQUE

de sa division CHAUDRONNERIE

• Ingénieur A. et M. ou similaire;

• Quelques années d'expérience de la chaudronnerie (industrie de préférence);

• Connaissance de l'allemand appréciée;

• APPONTEMENTS ELVES;

• Facilité de logement.

Adresser candidatures à SAVE 17, rue Joubert, 75009 PARIS.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE DE FORAGE « ALFOR »

FILIALE SONATRACH

RECRUTE POUR ALGER

• UN (1) EXPERT COMPTABLE CONFIRMÉ

— Age minimum : 40 ans;
— Plusieurs années d'expérience.

POUR ALGER ET HASSI-MESSAOUD

• TROIS (3) INGENIEURS INFORMATIQUES

— Diplôme de l'Enseignement Supérieur;
— Cinq ans d'expérience en Analyse de Projets « Informatique »;
— Solides connaissances du Matériel de 3^e Génération et du système d'exploitation.

POUR SON CENTRE DE FORMATION DE HASSI-MESSAOUD

• DES INSTRUCTEURS

a) EN TECHNIQUE DE FORAGE :
— Niveau : Secondaire mini;
— Age : 40 ans;
— Expérience de 15 ans dans Filière dont quelques années comme Chef de Chantier.

b) EN ELECTRICITE :
— Niveau : Secondaire;
— Age : 35 ans;
— Expérience de 5 ans comme Electricien de Sonde et Diesel.

c) EN MECANIQUE :
— Niveau : Secondaire;
— Age : 35 ans;
— Expérience de 5 ans en Mécanique de Sonde de Forage.

CONDITIONS GÉNÉRALES

— Libres, rapidement.
— Libres de tout engagement.

SALAIRE SELON COMPÉTENCE ET EXPÉRIENCE :

ADRESSER CURRICULUM VITAE DÉTAILLÉ AVEC RÉFÉRENCES PROFESSIONNELLES ET PRÉTENTIONS A : « ALFOR » 1, PLACE BIR-HAKEIM — EL-BIAR/ALGER.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE V.P.C. recherche

ADJOINT AU CHEF DE FABRICATION

Expérience confirmée des techniques d'imprimerie (Offset, Hélio, Continu), papeterie, Boonnage, responsabilité de planning et négociation des travaux.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : STYLIE PUBLICITE - 11, rue Larcoux, 75116 PARIS.

secrétaires

de direction

ASCITER OTIS recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

bilingue français-anglais

Siège dans les deux langues.

Notions comptables souhaitées.

— 12 MOIS ;

— PARTICIPATION ;

— JOURNÉE CONTINUE ;

— SELF-SERVICE

Ecrire ou se présenter

141, RUE DE LAURENCE (17^e), 92407-99.

POUR AFRIQUE NOIRE

importante société minière recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Arabe soussou.

Env. C.V. détaillé

M. BARTIN, 22, bd Friedland, 75008 PARIS.

Médecin spécialiste Paris-7^e

Secrétaire bilingue

Tél. : 544-46-22.

représent. offre

Pour région OUEST de la Bretagne à la Gironde,

ROSET

Stages ligne contemporaine, recherche

ATTACHE COMMERCIAL

mobile et disponible. Il devra :

— Posséder formation de base large art développé culture, finesse, d'expression, sens esthétique ;

— Justifier d'une expérience en la vente de biens de consommation d'un coût relativement élevé ;

— Être capable de négociations commerciales à tous niveaux ;

— La rémunération sera fixée dans la région parisienne.

La rémunération comporte fixe, intéressement, minimum garanti dans les débuts. Adr. C.V. photo et prétentions à M. 212.007 à Centre de Psychologie appliquée, 104, rue Mey, 69006 Lyon.

MAIRIS Beau 4 pièces plein

solé sur placette, 200.000 F. - ODE, 73-37.

TROCADERO 6 pièces 145 m²

de 14 à 18 h : 25, rue Graux.

Visite Jeudi - vendredi, 14 h à 18 h : 25, rue Graux.

animaux

Chiots Gordon harles origines

Chasse, beauté, pedigree.

Vente à 100.000 F. par lot.

0330 GOUISSE, T. 070 42-1-06

collections

Plaques d'or

au hérautisme, vend tout ou partie de petite collection.

Monnaies d'or royales françaises, d'or, d'arg. Tél. : 727-16-41.

Antiquités

RECHERCHE de HAUTE QUALITE

Meubles - Stucs - Bâti - Tapisseries - Tableaux, etc.

Victor-Hugo Antiques, 50, rue Cognacq-Jaques, Paris 17^e, Tél. : PAS. 14-44, DID. 34-05.

Antiquaires

Brocante de la Pomponette

ANTIQUITES

meubles - objets d'art - tableaux - etc.

ACHAT - VENTE

1, rue de la Libération, 75001 Paris

ameublement

Ce mois-ci, changez vos vieux meubles.

Nous les reprenons à condition d'achat du neuf.

Tél. : 208-37-02.

Animaux

DOG-CLUB

Tyris grand chow de chiens

toutes races, pedigree officiel.

Garantie 3 mois.

56, r. Tombereaux, T. 345-82-22.

Bateaux

A vendre CHRIS-CRAFT

30 pieds, visible à Saint-Tropez.

30 000 F. Tél. : 637-04-15, H. B.

Caravanes

SUPER CARAVANE DEKOECK

impecc. type 340, Pd 230 kg.

4 pl. av. pour être tracté par C.V. Prix 15.000 F. 210, avenue Pierre-Brossolette, MALAKOFF.

Cours

APPRENEZ L'ITALIEN

avec une ambiance culturelle italienne

et des professeurs italiens. AGORA, Tél. : 500-15-53.

DACTYLOGRAPHIE - STENO

méthode accélérée. T. 737-46-46.

ANGLAIS, stages intensifs, de 4 jours, tous niveaux.

Tél. : 606-97-41.

enseignement

L.T.C. SCHOOL OF ENGLISH LONDRES

Cours intensifs à tous les niveaux.

Date d'entrée en cours au choix de l'étudiant.

Laboratoire de langues ; service d'aide au logement.

Cours de Spécialités (3 trimestres).

COURS D'ÉTÉ A LONDRES, NORWICH, SUSSEX, READING, BIRMINGHAM et CROYDON.

Ecrire à L.T.C. SCHOOL OF ENGLISH (L.M.)

34-35 Oxford Street, London, W 1 A 4DY.

proposit.com. capitaux

DETTE FINANCIERE

M.B. Tél. : 57-64-64.

Pr. nouv. AFFAIRE PUBLICITE

ch. associé dispos. 280.000 F.

de franc. Rapport garanti 30 %

dans la première année. Ecrire

M. BARTIN, 22, bd Friedland, 75008 Paris.

occasions

BEAUX LIVRES

Achat comptant à domicile.

Cours le plus haut MER. 26-73

ACHETONS PIANOS

Dauca, 25 bis, av. Wagram, 17^e.

WAG. 34-17. LOCATION.

MAISON GORVIT-FAVRE

recherche beaux objets qualité

mobiliers, sièges, bronzes, arg.

201, av. de Gaulle 143, Neuilly-sur-Seine

SAB. 87-76

perdu-trouvé

Perdu passeport syrien au nom

de Faïma Noua Morsal. Prière

de le remettre à l'ambassade de

Syrie, 20, rue de Valenciennes, Paris-10.

TROCADERO

Immense parc, grand standing,

4200 m², terrasse pleine-soleil,

terrasses, éclair. 2 ch. et 2

bou. 2.000.000 F. 727-87-39 BCB.

BOULOGNE 117 M²

entrée, triple living, 2 ch., cuis.,

2 de bain, terrasse, 140 m²

par escalier, asc. priv. Ecr. à T. 94.928 M. Régie-Presse,

15 bis, r. Réaumur, Paris-2^e.

Particulier vend FORCÈNE 91

de 14 à 18 h : 25, rue Graux.

Immeuble - Tél. 33-40-45

autos-achat

Achetez JAGUAR et tous véhicules

anglais et français et récents.

614-32-82

demandes d'emploi

KINESITHERAPEUTE

homme et femme cherchent en

soit temps partiel ou complet.

Libre de suite. Tél. 265-43-45.

Diplômé Ecole Supérieure de

commerce option recherche opé-

rationnelle, exp. de 18 mois

en Arabie Saoudite, parle et

écrit arabe, anglais et français.

Cherche poste

au KOWEIT, SAHREIN

ou ARABIE SAOUDITE.

Ecr. n° 7.882, « Le Monde », Pub.

5, r. des Italiens, 75227 Paris-7^e.

Conducteur trava. bâtim., 28 a.

occupant poste respons. techniq.

de contr. expér. construction

paris et région, plans, devis,

DÉFENSE

Vice-président de la commission à l'Assemblée

M. d'Aillières (R.I.) dénonce la baisse des crédits de l'armement nucléaire

L'adoption du budget d'équipement militaire est repoussée

« Le pourcentage du budget de l'armement nucléaire par rapport au budget total de la défense baisse. Il passe de 13,8 % en 1976 à 13,49 % en 1977 en crédits de paiement, et en autorisations de programme, il passe de 15,12 % à 13,91 %. C'est ce que constate M. Michel d'Aillières, député républicain indépendant de la Sarthe et vice-président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, dans le rapport sur le projet de budget militaire pour 1977, qu'il a présenté jeudi 28 octobre aux députés membres de cette commission.

La commission de la défense a, du reste, refusé d'approuver le projet de budget d'équipement militaire pour 1977 (titre 5 de la loi de finances), à la demande de son rapporteur qui a dénoncé l'insuffisance des autorisations de programme (1). Il manquerait de l'ordre de 3 milliards de francs au ministère de la défense et, d'ores et déjà, « cette insuffisance des autorisations de programme met en danger l'exécution de la loi d'objectifs 1977-1982 adoptée par le Parlement au printemps dernier ». En revanche, la commission de la défense a approuvé le projet de budget de fonctionnement du ministère de la défense pour 1977, mais elle a demandé, avec insistance, au gouvernement de relever, en juillet prochain, de 1 franc par jour le prêt du soldat qui est actuellement de 210 francs par mois.

« En raison de ce budget, note M. d'Aillières, la direction des applications militaires au Commissariat à l'énergie atomique continuera à connaître de grandes difficultés et une telle situation est contraire aux objectifs prévus. » Le rapporteur de la majorité critique la modernisation en cours des missiles stratégiques

enterrés en Haute-Provence. « Cette opération, écrit-il, nous coûtera quatre fois le prix d'un sous-marin lance-missiles à propulsion nucléaire sans présenter, pour la dissuasion, le même intérêt. » Le vice-président de la commission estime indispensable la construction, à Cherbourg, d'un sixième sous-marin stratégique, sans attendre la mise en chantier d'un sous-marin lance-missiles à propulsion nucléaire d'une nouvelle génération « qui ne sera possible qu'en 1990 ».

M. d'Aillières s'inquiète, d'autre part, des retards dans l'équipement de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de la marine nationale. Pendant deux années consécutives, en 1975 et 1977, observe-t-il, l'armée de terre ne peut commander aucun char de combat AMX-30, ce qui retardera la modernisation de nombreux régiments. En trois ans, de 1975 à 1977, l'armée de l'air aura commandé cinquante et un avions (des intercepteurs Mirage F-1, des avions d'appui tactique Jaguar), au lieu des cent vingt exemplaires prévus.

A propos de la marine nationale, dont le tonnage global passera de 300 000 à 250 000 tonnes entre 1977 et 1982, le député de la majorité écrit : « La crise du pétrole a réduit la France ne peut vivre en autarcie. Le pourcentage qu'il faut consacrer ne se trouve pas près de la ligne bleue des voyages ou sur le Rhin, il est situé vers le grand large.

Dans le domaine aéronautique, également, le député républicain indépendant invite le gouvernement à concevoir « un plan de renforcement général » de l'industrie, après avoir observé que les commandes d'avions militaires sont très faibles et que les commandes d'hélicoptères seront nulles durant les années prochaines. « Les coûts de revient des produits aéronautiques français, autrefois supérieurs aux prix de la concurrence, ont augmenté. Le plan de charge des bureaux d'études des constructeurs d'avions marque une détérioration rapide et régulière. »

M. d'Aillières indique, en conclusion, que le montant des commandes de matériels d'armement exportés par la France en 1975 s'est élevé à 18 600 millions de francs, dont 35,8 % pour des fournitures terrestres et 35,3 % pour des armements aéronautiques. « Pour 1976, écrit-il, l'ordre de grandeur des commandes de 1975 devrait se maintenir. »

(1) Les autorisations de programme sont la limite supérieure de financement que les administrations sont autorisées chaque année à engager pour exécuter les investissements (commandes de matériels) prévus par la loi.

L'ARMÉE DE L'AIR AMÉRICAINE RENFORCERA SA PRÉSENCE EN EUROPE L'ANNÉE PROCHAINE

Selon le « Washington Post » repris par l'International Herald Tribune du jeudi 28 octobre, le Pentagone a décidé d'accroître, l'an prochain, le volume des forces aériennes américaines stationnées en Europe occidentale.

Ce déploiement porte sur quatre-vingt-quatre avions de chasse supplémentaires, ce qui représente, selon le quotidien américain, l'accroissement de forces aériennes le plus important depuis 1963, date à laquelle les États-Unis avaient décidé de retirer d'Europe quatre-vingt-seize Phantom F-4.

AUJOURD'HUI

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 29 octobre 1976 :

UN DÉCRET

● Relatif à l'assiette et aux taux de la taxe parafiscale destinée à assurer le financement du Bureau national interprofessionnel du cognac et arrêté du 25 octobre 1976 relatif aux taux de cette taxe.

Transports

● Salons à la Défense : conseil de la R.A.T.P. — La station R.E.R. de la Défense connaît une affluence particulièrement importante lors des différents salons qui se tiennent au C.N.I.T., notamment les samedis et dimanches.

Pour éviter aux voyageurs toute attente pour se procurer un titre de transport, la R.A.T.P. leur conseille de se munir dès leur départ d'un billet aller-retour pour la Défense. Celui-ci est en vente dans toutes les stations de métro.

Il est en outre rappelé que la station de la Défense étant située en zone de circulation différenciée, il n'est pas possible de s'y rendre ou d'en revenir avec les billets du métro urbain.

Visites, conférences

SAMEDI 30 OCTOBRE

● Visites guidées et promenades. — Caisse nationale des monuments historiques, 15 h. 30, rue Saint-Antoine. — Le musée de la ville de Paris, 15 h. 30, rue de la Harpe.

● Hôtel de Sully. — 15 h. 30, rue de Sully. — Le musée de la ville de Paris, 15 h. 30, rue de la Harpe. — Le musée de la ville de Paris, 15 h. 30, rue de la Harpe.

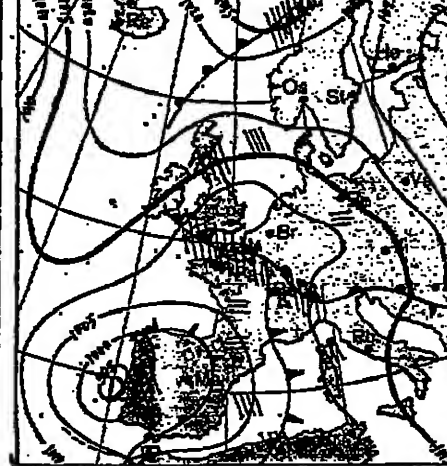
● Exposition peinture romantique allemande (A.P.A.), 14 h. 30, 12, rue Albert-Dualoux. — Au château de Saint-Ouen (L'Art pour tous), 15 h. 30, rue Saint-Louis-en-l'Île. — Les hôtels de la Seine, 15 h. 30, rue de la Harpe.

● Exposition peinture romantique allemande (A.P.A.), 14 h. 30, 12, rue Albert-Dualoux. — Au château de Saint-Ouen (L'Art pour tous), 15 h. 30, rue Saint-Louis-en-l'Île. — Les hôtels de la Seine, 15 h. 30, rue de la Harpe.

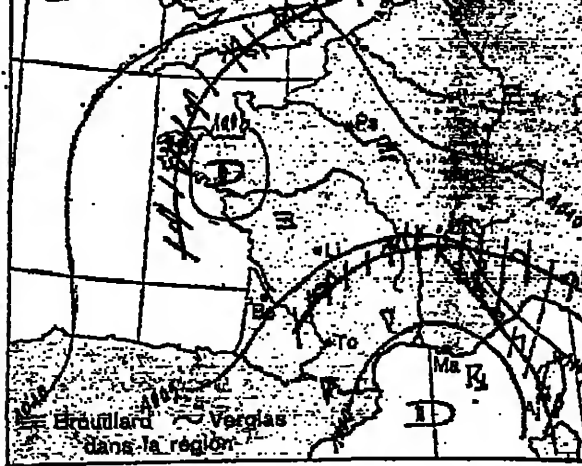
● Exposition peinture romantique allemande (A.P.A.), 14 h. 30, 12, rue Albert-Dualoux. — Au château de Saint-Ouen (L'Art pour tous), 15 h. 30, rue Saint-Louis-en-l'Île. — Les hôtels de la Seine, 15 h. 30, rue de la Harpe.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 29 OCTOBRE A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 30 OCTOBRE DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)
 // Zone de pluie ou neige // averse // orage // Sens de la marche des fronts

Front chaud // Front froid // Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 29 octobre à 0 heure et le samedi 30 octobre à 24 heures :

Chromatisme autour des basses pressions du sud-ouest de l'Europe, une nouvelle perturbation se développera en Méditerranée occidentale, puis atteindra la France.

Samedi 30 octobre, le temps restera modeste sur l'ensemble du pays, et il pleuvra au cours de la journée dans la plupart des régions. Des Charentes aux frontières du Nord et du Nord-Est, on observera quelques éclaircies après la disparition des brouillards matinaux, mais le ciel se couvrira ensuite. Ailleurs, dès le matin, le ciel sera très nuageux. Biarritz, 17 et 6 ; Bordeaux, 11 et 0 ; Brest, 13 et 10 ; Caen, 13 et 10 ;

abondantes des Cévennes à la Corse, où elles seront parfois accompagnées d'orages. De violentes rafales de vent vont à craindre sur le littoral méditerranéen.

Les températures subiront peu de changements, mais, sur le Poitou, le Bassin parisien et la Flandre, la machine sera plus fraîche que les précédentes.

Vendredi 29 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique résulte au niveau de la mer était, à Paris, de 1005,3 millibars, soit 75,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 29 au 30) : Ajaccio, 19 et 13 degrés ; Biarritz, 17 et 6 ; Bordeaux, 11 et 0 ; Brest, 13 et 10 ; Caen, 13 et 10 ;

Cherbourg, 14 et 10 ; Clermont-Ferrand, 9 et 3 ; Dijon, 13 et 5 ; Grenoble, 12 et 3 ; Lille, 11 et 5 ; Lyon, 13 et 6 ; Marseille, 17 et 12 ; Nancy, 9 et 4 ; Nantes, 10 et 3 ; Nice, 17 et 11 ; Paris-Le Bourget, 12 et 9 ; Pau, 15 et 5 ; Perpignan, 16 et 7 ; Rennes, 15 et 9 ; Strasbourg, 9 et 3 ; Tours, 13 et 9 ; Toulouse, 12 et 3 ; Poitiers-Pierre, 12 et 2.

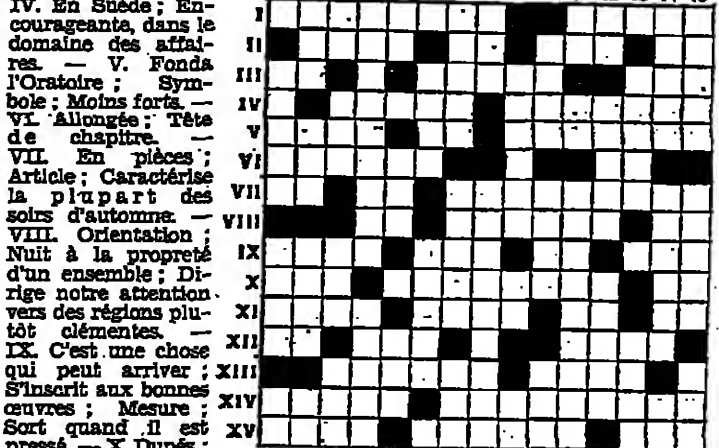
Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 13 degrés ; Amsterdam, 8 et 4 ; Athènes, 21 et 12 ; Berlin, 8 et 4 ; Bonn, 8 et 7 ; Bruxelles, 10 et 6 ; Casablanca, 23 et 10 ; Copenhague, 7 et 3 ; Genève, 11 et 5 ; Lisbonne, 15 et 9 ; Londres, 11 et 5 ; Madrid, 11 et 8 ; Moscou, — 3 et — 8 ; New-York, 9 et 2 ; Palma-de-Majorque, 19 et 14 ; Rome, 20 et 15 ; Stockholm, 5 et 3 ; Téhéran, 22 et 11.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1589

HORIZONTALEMENT

I. Cavaliers à pied ; Absolument complet. — II. Voué aux échecs ; L'alpha et l'oméga d'un quotidien parcourent astral ; A cessé d'être lent ; Le paravent de l'anonymat. — III. Emis par une préceuse ;



II. Tête dure ; Ce dont l'œil se tient compte ; En savoir long sur les diables et les hommes ; D'un auxiliaire. — XII. Sur la rose des vents ; Fait des pils ; Coule en Autriche. — XIII. Ce qu'un gringalet est capable de soulever (pluriel) ; Coule en Italie. — XIV. Monté par le facteur ; Susceptible de défendre. — XV. Concorde à un embellissement ; Leurs perles n'ont aucune valeur marchande ; Son type est dans les légumes.

VERTICALEMENT

I. Ne peut donc plus guère que compter sur le temps pour le dernier outrage ; Ne passaient pas pour avoir les doigts gourd ; Ruban. — 2. Une tache rouge

montre. — 10. Sa mise est coquette ; Artifice ; Est carré. — 11. Ne manque pas de bras (en Italie) ; Morceau de porc ; Esclandre beaucoup d'entretien. — 12. Adverbe ; Bourdonne, par définition ; Fit du bruit. — 13. Susceptible de pourvoir bénéficié d'un large crédit ; Offensif de... pale. — 14. Un des effets de l'humidité ; Coupables pratiques ; Il n'y a pas longtemps (épée). — 15. Obligé à manipuler des boutons ; Se tiennent par la queue ; Escrocs.

Solution du problème n° 1588

Horizontalement

I. Bénéfice ; Oh. — II. Ahimées. — III. Lés ; Slave. — IV. Anses. — V. V. de ; Li ; Pil. — VI. Nori. — VII. Etre ; Basi. — VIII. Charcuter. — IX. Asse. — X. Ars. — XI. Trépassé.

Verticalement

1. Balai (voir ce mot) ; Ecart. — 2. Etène ; IES. — 3. Nias ; Brasse. — 4. EM ; El ; Ere. — 5. Tassin ; Ra. — 6. Sel ; Obus. — 7. Sa ; Pré ; As. — 8. Valse ; Ré. — 9. Bréviaires.

GUY BROUTY.

VENTE A VERSAILLES

M^{rs} P. et J. MARTIN, c.p. 28, 3, imp. Cheval-Légers - 950-58-08 DIMANCHE 31 OCTOBRE à 14 h. HOTEL DES CHEVAUX-LEGERS TABLEAUX MODERNES GALERIE DES CHEVAUX-LEGERS ORFÈVRES D'ORFÈVRES D'ORFÈVRES Exposition vendredi et samedi.

Logabax:

P'informatique par objectifs.

Ne laissez pas votre investissement s'égarer. Logabax vous propose l'informatique par objectifs (et un Petit Livre Bleu qui l'explique).

Précisons ensemble votre objectif. Ensuite nous définirons le système Logabax qui permet de l'atteindre pleinement, sans complexité inutile et sans démesure.

C'est possible... Avec Logabax. Parce que la gamme Logabax est une vraie gamme, complète, diversifiée, matériels et logiciels. La première gamme française pour équipements autonomes ou décentralisés.

Et maintenant - quel est votre objectif ?

Pour recevoir à titre gracieux le petit livre bleu de Logabax 32 pages de faits concrets, de cas observés en réel, d'informations précises sur quelques points chauds de l'informatique, retournez à LOGABAX, Service Livre Bleu, 243 bis, boulevard Pereire 75017 PARIS ou appelez le Service Livre Bleu de Logabax à 907.78.73.

NOM _____

SOCIÉTÉ _____

FONCTION _____

ADRESSE _____

Logabax
informatique

Le Monde

Service des Abonnements

1, rue des Italiens 75001 PARIS - CROIX 99

C.C.P. 4297-23

ABONNEMENTS

3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

36 F 125 F 252 F 330 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

125 F 355 F 523 F 690 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1. BELGIQUE - LUXEMBOURG

PAYS-BAS - SUISSE

125 F 225 F 330 F 440 F

II. - TUNISIE

125 F 315 F 440 F 590 F

Par voie aérienne

tarif sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse dé-

clatés ou provisoires (deux

plus) : nos abonnés pas

sont invités à renvoyer leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

rédiger tous les noms propres en

capitales d'imprimerie.

LOTTO

TIRAGE DU 13 OCTOBRE 1976 (N° 23)

5 13 17 25 40 43

NUMERO COMPLEMENTAIRE 10

RAPPORT PAR GRILLE

GAGNANTE (POUR 11)

6 bons numéros 111 823,20 F

5 bons numéros 34 599,80 F

+ numéro complémentaire

5 bons numéros 4 827,80 F

4 bons numéros 95,40 F

3 bons numéros 7,60 F

* DONT

696 625,50 F

MONTANT DE LA CAGNOTTE

PROCHAIN TIRAGE LE 4 NOVEMBRE 1976

VALIDATION JUSQU'AU 3 NOVEMBRE 1976 APRES-MIDI

SENETAT GENERAL DE LA LOTTERIE NATIONALE

100-11-150

Avec TWA, 7 jours à New York pour 2220 F seulement.

L'aller et retour Paris-New York en classe économique et 7 nuits d'hôtel pour un prix nettement inférieur à celui du seul aller et retour au tarif normal : c'est l'offre exceptionnelle que vous propose cet hiver TWA.

Pour ces forfaits de groupe spéciaux, valables à partir du 1^{er} novembre, les réservations doivent être effectuées 15 jours à l'avance. Leur prix est basé sur une chambre occupée par deux personnes dans un hôtel confortable du centre-ville. Des chambres individuelles, des hôtels de première catégorie ou de grand luxe sont disponibles moyennant un supplément.

TWA offre également des forfaits similaires vers de nombreuses autres villes des U.S.A., ainsi qu'une sélection de circuits multivilles et avion-voiture.

Bien que les tarifs aériens soient soumis à de possibles variations, l'ensemble de ces exclusivités TWA constituera toujours pour vous une occasion unique de visiter l'Amérique ou, si vous partez pour affaires, de réaliser une économie substantielle.

Et dans tous les cas, vous voyagez à bord d'un vol régulier de la TWA, jamais sur un charter.

Si vous prévoyez de vous rendre aux U.S.A. cet hiver, renseignez-vous sur le programme des voyages TWA : demandez la brochure gratuite en téléphonant à TWA (720 62 11) ou en retournant dès aujourd'hui le coupon ci-dessous.

TWA 101 avenue des Champs-Élysées
75008 Paris

Veuillez m'adresser gratuitement votre brochure en couleurs :

Nom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Mon Agent de Voyages est : _____

N°1 sur l'Atlantique.

TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

EMPLOI

Scénario pour 1981 : vers un travail plus qualifié ?

Une étude pour rien ? Non, bien sûr. Cette enquête, publiée par l'INSEE (1) sous la forme d'un dossier constitué par plusieurs articles et intitulée « Offre et demande d'emploi par profession au cours du VI^e Plan », fourmille de chiffres, de tableaux et de graphiques. Mais elle laisse sur sa faim, tant les auteurs font montre, dans l'analyse des prévisions et dans les conclusions qu'ils en tirent, d'une prudence de statisticiens.

Certes, il n'était pas simple de vouloir dégager, sur la « base tendancielle » de 1976, la « structure de l'emploi prévisionnelle », par grands secteurs d'activité, pour 1981, même en considérant généralement le chômage comme une « donnée exogène ». Les auteurs, qui ont procédé par « projections », en définissant « la qualification de l'individu d'une part et celle de l'emploi d'autre part », soulignent eux-mêmes les « limites méthodologiques » de leur travail. Mais on aurait souhaité plus de clarté (ne serait-ce que dans le style), plus de trancher aussi dans des observations qui, tout compte fait, apparaissent très théoriques — comme c'est, il est vrai, la loi du genre — et parfois contradictoires.

Deux « scénarios » ont été retenus pour la réalisation de cette enquête : le premier est « fondé sur une certaine reprise de la croissance dans un environnement international favorable », le second « décrit une croissance plus faible, due à une situation extérieure perturbée, mais compensée en partie par certaines mesures gouvernementales destinées à limiter le chômage ».

Ni l'un ni l'autre, non plus que « les différentes hypothèses adoptées pour le VI^e Plan », ne modifient sensiblement, affirmant d'abord les auteurs de cette étude, « la situation d'ensemble de la population active dans l'économie française » d'ici à 1981. Alors, rien de changé ?

Pas tout à fait. Une analyse « plus fine » conduit à la principale conclusion de ce dossier : « Il semble que se dessine, dans les prochaines années, un mouvement qui aboutirait à un plus grand degré de qualification des emplois offerts ». Cette poussée vers le haut, est-il expliqué, serait

due au « mouvement d'élevation générale du niveau de formation scolaire, qui tend à accroître la qualification personnelle des actifs et donc le savoir-faire collectif utilisable pour produire à un instant donné. Il serait normal qu'en conséquence le système des étiquettes attachées aux emplois bouge ».

Cette éventuelle croissance des emplois qualifiés doit, selon l'étude de l'INSEE, bénéficier avant tout au secteur tertiaire, ce qui accentuerait encore le décalage avec le secteur industriel. Ce ne sont pas, cependant, les professions libérales, en stagnation, ni certaines catégories de non-salariés (commerçants, hôteliers, coiffeurs), en recul, qui tireront parti de cette tendance, mais les métiers des banques, de l'enseignement, de la santé, de l'informatique et de la comptabilité.

Dans le secteur secondaire, cette recherche de la qualification risque d'être moins évidente. « Il n'est pas sûr, au moins à court terme, notent pudiquement les statisticiens, que l'appareil de production et les postes de travail qui y sont insérés se modifient pour utiliser effectivement le savoir-faire accru de la main-d'œuvre (ce qui accroît la qualification réelle des postes de travail) ». Du premier au second scénario, « les créations nettes d'emplois d'ouvriers qualifiés seraient environ trois fois plus faibles », passant de 200 000 à 70 000. Dans les deux cas, les emplois non qualifiés sont en nette régression.

En fonction de « la mortalité, des entrées et sorties d'activité, de la mobilité professionnelle, des insertions en provenance du système scolaire, de la variation du chômage et de l'immigration », les techniciens de l'INSEE ont d'autre part calculé la masse de main-d'œuvre disponible, par grands secteurs d'activité, en 1981. Il ne s'agit plus là d'emplois proposés par les entreprises, mais de travailleurs susceptibles de répondre aux offres potentielles. Les chiffres font apparaître que les agriculteurs seront, dans cinq ans, moins nombreux qu'aujourd'hui (2,1 millions contre 2,3 millions) et que le flot des ouvriers et employés non qualifiés grossira moins, en pourcentage, que celui de toutes les autres catégories. Le bond le plus spectaculaire est enregistré chez les techniciens, qui passent de 790 000 à 1 020 000.

Pour s'en réjouir vraiment, il faudrait considérer que le chômage est effectivement un phénomène « exogène » et que l'avenir couleur rose est effectivement au travail qualifié. Or, si l'on interprète les statistiques de l'INSEE, le quart de la population active (5,9 millions sur 22,9 millions, au lieu de 5,6 millions sur 21,3 millions aujourd'hui) dont une majorité de jeunes et de femmes — sera encore non qualifiée et paquera toujours, en 1981, dans les eaux du SMIC.

Que conclure au-delà de cette étude ? Que plus la société libérale avance, plus on paraît vouloir tirer le haut de l'échelle ? Certes, le progrès social y gère sans doute, mais tant pis pour celui qui rate le premier barreau.

MICHEL CASTAING.

(1) Économie et Statistique, revue mensuelle de l'INSEE, n° 81-82, septembre-octobre 1976.

AFFAIRES

BILLET

ACHETEZ ANGLAIS

« La livre est au plus bas ; achetez ! » Ce conseil, emprunté à la stratégie boursière, figure à l'arrière-plan du colloque sur « L'investissement au Royaume-Uni » organisé, le 26 octobre, à Paris, par le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) et son homologue d'outre-Manche, la Confédération de l'industrie britannique (C.B.I.). Devant une assistance quelque peu clatremée, le président du C.N.P.F., M. François Ceyrac, devait d'ailleurs déclarer : « Si la parité actuelle de la livre pose dans certains cas de sérieux problèmes dans le domaine des échanges commerciaux, elle devrait constituer une incitation pour les investisseurs étrangers. Il serait regrettable de laisser nos concurrents tirer seuls parti de cette situation. »

Le président de la C.B.I., lord Watkinson, a, quant à lui, utilisé une métaphore ferroviaire. « Si vous investissez en Grande-Bretagne, le pense que vous ne vous en repentirez pas. Il est préférable de monter en marche dans un train quand celui-ci roule lentement. » L'invitation au voyage, survenant au lendemain du « lundi noir » de la livre, peut surprendre ceux qui craignent un déraillement. Toutefois, les responsables patronaux britanniques ne paraissent guère inquiétés devant la chute de la monnaie : il leur est même venu à l'esprit d'un « malaise » passager ?

Pour la C.B.I., l'économie du pays se trouve en « état de convalescence et de rétablissement ». Les « raisons d'espérer » en une reprise de l'expansion sont actuellement, d'après elles, tout autant psychologiques que techniques : reconnaissance par le gouvernement de la notion de profit, accord des syndicats

pour la limitation des salaires, prise de conscience collective de la nécessité du changement. Le patronat lui-même vient d'ailleurs de sortir de sa réserve, en publiant pour la première fois, sous le titre le Chemin du redressement, un programme d'action pour l'avenir.

Alors ? La Grande-Bretagne va-t-elle s'effondrer, comme l'a annoncé le nouveau prix Nobel d'économie, Milton Friedman ? Ou bien ce vieux pays a-t-il suffisamment de ressort pour redresser la barre et se trouver en état de profiter du pétrole de la mer du Nord ? Le jugement en la matière est le plus souvent conjectural, sinon passionnel. La spéculation flit par créer sa propre justification. La valeur d'une monnaie n'est pas uniquement le reflet d'une économie, mais traduit aussi l'opinion des autres. Or on finit par rassembler, à son image. Ainsi, pour M. Alec Williams, secrétaire d'État au ministère britannique de l'industrie, l'aut-il « éliminer la suspicion ».

Certains industriels français font d'ailleurs confiance à la Grande-Bretagne, du moins à son pétrole. Ainsi, de janvier à septembre 1976, les investissements français outre-Manche ont atteint 1 168 millions de francs (589 millions en 1975), dont 1 milliard dans la recherche pétrolière en mer du Nord. Ce montant, qui représente le sixième du total des investissements à l'étranger, est trois fois plus élevé que pour l'Allemagne fédérale, deux fois et demie plus que pour les États-Unis.

« La Grande-Bretagne est une île au trésor », a déclaré M. Hugues de l'Extrême, directeur général de l'industrie Humour ou réalisme ?

MICHEL BOYER.

La création d'entreprises : une question de volonté individuelle

La création d'entreprise reste une aventure personnelle, une sorte d'épopée moderne. C'est ce que le débat organisé par l'Association des anciens élèves de l'École centrale et qui réunissait M. Pierre Uri, membre du Conseil économique et social, M. Pierre Brissac, secrétaire général de l'IDI (Institut de développement industriel), ainsi que d'anciens centraliens ayant créé leur propre entreprise. Le désir de promotion sociale pour les classes moyennes ou de rupture avec la sécurité routinière du travail dans de grandes entreprises est souvent à l'origine de la décision du jeune qui crée une entreprise. Ses qualités types : « une volonté farouche », de réussir, le goût du risque et du travail, l'indépendance, l'esprit d'initiative, le dynamisme. Ce « quelque chose de spécial », ce refus de « porter la casquette d'une grande boîte » ne s'apprend pas : 90 % des créateurs d'entreprises sont d'anciens salariés ; la moitié des autodidactes. Mais seulement 1 % d'une promotion de centraliens se lancent dans l'aventure : pour les autres, l'attrait du confort et de la sécurité est plus fort.

« Les gens confondent sécurité et stabilité », regrette le délégué

général de l'Association, M. Pignard. « Ils ont la Sécurité sociale, la sécurité de l'emploi, ils ont perdu le goût du risque ! »

Si l'analyse de la psychologie du jeune chef d'entreprise a rendu les orateurs prolixes, les problèmes financiers sont paradoxalement restés au second plan : la plupart des créateurs ou chefs d'entreprise déploient la difficulté de se procurer de l'argent, mais ils en ont juste l'impression, car ils ne passent pas beaucoup de temps à chercher, souvent dans le tertiaire, avec un apport initial modeste (sur les 11 140 entreprises industrielles créées l'an dernier, 88 % ont un capital inférieur à 100 000 F).

M. Uri a pourtant fait des propositions concrètes en matière de crédit aux jeunes entreprises, s'inspirant de ce modèle américain enviable à plus d'un titre. Il existe aux États-Unis des banques chargées de rechercher « les gens capables de monter une affaire » et prêts à prendre des risques avec eux. Une réforme du crédit en France devrait aller dans ce sens. Or rien de tel ne se fait actuellement, où l'on doit présenter des garanties préalables. M. Brissac a reconnu que l'IDI prenait essentiellement ses participations dans des entreprises déjà existantes ; il n'est pas cette « tête chercheuse » que rêve de rencontrer le « jeune loup » en mal d'argent.

Moins encore que l'argent, la création d'emplois, qui avec la création d'entreprise était pourtant le thème du débat, a été évoquée. Elle semblait presque n'avoir aucun rapport avec les préoccupations des participants : « Une petite entreprise n'est pas sûre d'offrir des emplois stables et cela est aggravé par l'absence de mobilité des travailleurs », a expliqué M. Celerier, jeune centralien qui vient de créer son entreprise. Un autre intervenant regrette même que ces jeunes entreprises soient « flicées » par les nouvelles législations empêchant les licenciements. Par ailleurs, chacun s'accorde à reconnaître en leur faveur un statut juridique spécial ainsi que des dispositions fiscales particulières. Toutes ces difficultés n'ont pas empêché un ancien d'H.E.C. d'affirmer : « La France est un pays prodigieux pour la création d'entreprise : personne n'y croit ».

du nouveau au départ de Paris pour le Sud-Est de la France

La SNCF améliore la desserte de jour du Sud-Est de la France : Dijon, Lyon, Grenoble, Saint-Etienne, Marseille, la Côte d'Azur, le Languedoc.

- accélération des trains existants
- création de nouveaux trains.
- amélioration du confort par la mise en service de voitures « Corail »

renseignements : gares et agences de voyages.

IMPORTANT INSTITUT DE RECHERCHE situé à Rome (Italie)

des spécialistes de la micro-économie, de la macro-économie et de l'économie du niveau du docteur. Une parfaite connaissance de l'anglais comme langue de travail et une connaissance partielle de l'italien sont exigées. La rémunération est concurrentielle avec celle des universités américaines et se base sur l'expérience. Adresser le curriculum vitae à B.P. 10807, 00100 ROME.

Booz, Allen & Hamilton MANAGEMENT CONSULTANTS

vous prie de bien vouloir noter sa nouvelle adresse

58 AVENUE KLEBER
75116 PARIS
TEL. : 720-10-50 — Telex : 611736

« AU CARRÉ D'AGNEAU » CHEZ ALBERT

122, av. de la République, 47-48 (r. du) TERRASSE COUVERTE - PARIS 11

Ses demoiselles en brochette Son homard poché vivant Son célèbre carré d'agneau Ses béarnaises, spécialité Albert Sa cave, l'une des meilleures de Paris

150

150

SOCIALE

TEZ ANGLAIS

... LE MONDE — 30 octobre 1976 — Page 37

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

La crise de la sidérurgie

La nouvelle crise qui frappe la sidérurgie européenne, notamment dans le secteur des produits longs (poutrelles et ronds à béton) utilisés dans le bâtiment et les industries d'équipement, touche plus particulièrement la Lorraine, où le géant Sacilor-Sollac réalise précipitamment plus de 50 % de sa production dans ce secteur (« le Monde », daté 3-4 octobre 1976). Le chômage partiel affecte vingt-huit mille sidérurgistes lorrains pendant le quatrième

trimestre, tandis que l'autre géant, Usinor, met également en chômage partiel dix mille ouvriers (sur quarante mille) dans ses usines de Thionville, Longwy et Louvroil, ceux du complexe de Dunkerque n'étant pas touchés en raison du maintien de la demande pour les produits plats (tôles minces). A l'usine de la Solmer, à Fos, le réajustement, au début de l'été, du fourneau n° 1 va être suivi de l'extinction, pour deux mois, du fourneau n° 2.

Solmer : un haut fourneau arrêté

De notre correspondant régional

L'U.R.S.S. commande un central téléphonique A LA C.G.C.T. FILIALE FRANÇAISE D'I.T.T.

La Compagnie générale de constructions téléphoniques (C.G.C.T.), filiale française du groupe I.T.T., vient d'obtenir deux commandes significatives : la première, en Côte-d'Ivoire, porte sur des centraux électroniques d'une capacité totale de 20 000 lignes ; la seconde, en U.R.S.S., sur un central électronique spatial Metaco-2 à mini-sélecteur de 3 000 lignes pour le ministère de l'aviation civile soviétique.

C'est le premier central électronique vendu par une société française en U.R.S.S.

[On s'aperçoit un peu plus chaque jour des « effets pervers » des décisions de politique industrielle prises au printemps 1976 dans le secteur des télécommunications. La concentration soumise par les pouvoirs publics à l'exportation totale, en fait à la confrontation. C'est pour le moment la C.G.C.T. — donc I.T.T. — qui tire les marrons du feu. Le choix par les P.T.T. de son Metaco-2 à mini-sélecteur lui sert de référence un peu partout dans le monde. En revanche, l'U.R.S.S., l'ex-secrétaire d'Etat d'I.T.T. « française », risque de perdre gros dans l'affaire, son Metaco-2 à relais Reed n'ayant pas été choisi. Depuis sept ans, l'entreprise négocie l'installation en U.R.S.S. d'une usine de production de Metaco-2 à relais Reed d'une capacité annuelle d'un million de lignes. Au printemps dernier, l'affaire était bien avancée. Aujourd'hui, elle va beaucoup moins bien. L'ampleur du projet a déjà été réduite, la capacité de l'usine n'étant plus que de sept cent cinquante mille lignes. Mais, surtout, les Soviétiques renouent, estimant que la maîtrise de la technologie du système Metaco-2 n'est plus chez I.T.T. — Thomson, mais à la C.G.C.T.-I.T.T. Et, à Moscou, on réclame que le système à relais Reed de l'I.T.T. n'ait pas été adopté par les P.T.T. C'est été de bonne logique — et on peut se demander pourquoi on n'a pas franchisé la filiale d'I.T.T. pour qu'elle adopte le système en France. Il est vrai que le groupe I.T.T. refusait un tel schéma et préférait, de loba, celui qui a été adopté. — J.-M. Q.]

LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE RÉORGANISE SES SERVICES EXTÉRIEURS

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie, a présenté officiellement, jeudi 28 octobre, en présence de M. Vincent Anquetin, ministre de la qualité de la vie, la réorganisation des services extérieurs de son département ministériel.

Le but de cette réorganisation est triple : mettre en place dans chaque circonscription un représentant unique du ministère ; regrouper les différents services extérieurs en une structure unique ; compléter l'action des services extérieurs en leur permettant de participer plus activement aux tâches de politique industrielle.

A cet effet, les treize arrondissements ministériels, les cinq circonscriptions électriques et les dix circonscriptions météorologiques qui existaient jusqu'alors sont supprimés et remplacés par dix-sept services interdépartementaux de l'industrie et des mines, qui seront placés sous l'autorité des préfets de région et des préfets.

Outre leur mission traditionnelle de police et de contrôle de l'industrie (notamment en ce qui concerne la pollution), les chefs de ces services devront assurer l'animation du développement industriel local.

Marseille. — A l'image d'Usinor et de Sacilor-Sollac, ses deux principaux schématisés, et de toute la sidérurgie européenne à nouveau menacée par la crise qu'aggrave la concurrence japonaise, la situation de Solmer demeure très fragile. La confiance était pourtant revenue au début de l'été, après un net redressement de la conjoncture, et la décision avait été prise de procéder au réajustement d'un des deux hauts fourneaux de l'usine, arrêtés depuis le 1^{er} février 1975.

L'opération de remise en marche s'est effectuée dans les meilleures conditions techniques le 30 août. En trois semaines au lieu de six semaines, comme on l'avait prévu initialement, le haut fourneau numéro un est monté à son régime de croisière. La production de l'usine de Fos, qui n'avait jamais dépassé mensuellement 175 000 tonnes, a atteint en septembre et octobre 250 000 tonnes d'acier, soit les chiffres correspondant à la capacité nominale de la première étape (3 millions 500 000 tonnes par an).

Dans le même temps, environ trois cents personnes ont été embauchées, portant l'effectif de Solmer à six mille huit cents salariés. L'élan paraît cependant aujourd'hui stoppé, et le haut fourneau numéro deux, qui devait être mis en révision pour trois semaines, sera, en définitive, éteint pour deux mois et demi.

Nous avons choisi cette option d'un arrêt prolongé, a déclaré M. Durand-Rival (1), pour que le haut fourneau soit placé techniquement dans les meilleures conditions possibles de production en 1977-1978. Il est certain que c'est en cette fin d'année 1976 qu'une perte temporaire de capacité est la moins gênante.

G. P.

FORTE AUGMENTATION DES BÉNÉFICES DE SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON

Le groupe Saint-Gobain-Pont-a-Mousson a enregistré au cours du premier semestre un chiffre d'affaires consolidé de 11,8 milliards de francs (+ 9 %). Le bénéfice net consolidé a connu une progression beaucoup plus forte. Il s'élève à 282 millions, contre 148 millions de francs au 30 juin 1975 et 120 millions de francs pour l'ensemble de l'exercice 1975. Par action, le bénéfice net s'élève à 10,03 francs, contre 1,70 franc il y a un an. Cette nette amélioration des résultats est due pour l'essentiel au redressement du département « construction » : ses ventes ont progressé de 27 % et il est redevenu bénéficiaire.

Sacilor-Sollac : pas de licenciement affirme la direction

De notre correspondant

Metz. — Le groupe sidérurgique lorrain Sacilor-Sollac ne procédera pas à des licenciements. C'est ce qu'a annoncé, mercredi à Rombas (Moselle), M. Durand-Rival, successeur de M. Durand-Rival à la tête de Sacilor-Sollac depuis le 20 septembre. Interrogé sur les aspects de la crise que traverse actuellement la sidérurgie et les effets qu'elle pourrait avoir sur l'emploi, M. Durand-Rival a notamment déclaré : « Nous avons une sous-charge de 42 % en produits longs pour le dernier trimestre. Mais le problème structurel est celui des mesures à prendre à long terme. Nous avons des excédents d'effectifs, mais nous parviendrons à faire évoluer la situation grâce à des mesures déjà utilisées. (...) De sorte qu'il n'y aura pas de mesures de licenciement. »

Aménagé à comment, d'une part, les prévisions du VII^e Plan en Lorraine, qui fait état des effectifs de onze à douze mille unités dans la sidérurgie et les mines de fer, et, d'autre part, les déclarations du parti communiste en Lorraine, qui prévoit, lui,

quatorze mille suppressions d'emploi pour la seule sidérurgie, M. Durand-Rival a affirmé : « Ces prévisions n'engagent que leurs auteurs. »

En fait, le nouveau patron de Sacilor-Sollac rejette l'hypothèse selon laquelle un second plan de restructuration pourrait être lancé. On sait qu'en 1971, un premier plan, établi sur quatre ans, s'était traduit par la suppression de plus de dix mille emplois. Pour M. Durand-Rival, il ne saurait y avoir une relation directe entre les problèmes conjoncturels et ceux qui concernent les structures mêmes du groupe. Une telle interprétation peut paraître surprenante au vu de la situation financière du groupe. En effet, Sacilor-Sollac enregistre, vraisemblablement plus de 1 milliard de francs de pertes en 1976, qui s'ajoutent au 1,2 milliard de 1975, et la société devra recourir à l'emprunt.

Malgré cette situation, M. Durand-Rival a annoncé que les engagements pris par le groupe en matière d'investissements seront tenus. — J.-C. B.

AUTOMOBILE

Pour clauses limitatives de garanties

Renault et Ford sont poursuivies

par la Confédération syndicale du cadre de vie

La Confédération syndicale du cadre de vie (C.S.C.V., ex-C.N.A.F.P.) a assigné en justice deux producteurs automobiles : Renault pour la France, Ford pour l'étranger. Elle veut ainsi protester contre les clauses limitatives de garantie que ces producteurs, affirme-t-elle, introduisent dans leurs contrats de vente.

Le code civil prévoit que les vendeurs professionnels doivent garantir les acheteurs contre toutes les conséquences des vices cachés de la marchandise vendue. Cette garantie, rappelle la Confédération, doit être totale et aboutir à l'indemnisation des acheteurs, toutes les clauses limitant la garantie étant nulles, selon la jurisprudence de la Cour de cassation. Or la grande majorité des fabricants insèrent, dans des contrats de vente préétablis ou dans des certificats de garantie, des clauses limitatives que les consommateurs acceptent, ignorant cette jurisprudence.

La C.S.C.V., qui utilise le droit d'ester en justice que lui accorde la loi du 26 décembre 1973, a décidé de s'attaquer aux producteurs automobiles en raison de l'importance de ce marché et du préjudice financier supporté par de nombreux consommateurs. Son choix s'est porté sur Renault, premier producteur français, et sur Ford, gros exportateur ; mais, selon M^{re} Bihl, avocat de la C.S.C.V., tous les producteurs automobiles et de nombreux fabricants dans d'autres secteurs ont des pratiques analogues. Dans le secteur de l'automobile, la plupart des contrats excluent, selon la C.S.C.V., de la garantie

diverses pièces de la voiture (pneus, compteurs, circuits électriques), les frais de dépannage ou de remorquage et le préjudice résultant de la privation de jouissance. La Confédération syndicale du cadre de vie reproche aussi aux firmes automobiles d'avoir promis, par voie publicitaire, des garanties d'un ou deux ans, alors que la plupart des contrats passés limitent aujourd'hui la garantie à six mois. La C.S.C.V., qui a reçu de nombreuses plaintes de consommateurs, réclame la suppression de toutes les clauses limitatives.

[La règle Renault précise que la durée de la garantie a toujours été de six mois et que, depuis deux ans, ses contrats ne comprennent plus de clauses limitatives, la voiture étant entièrement garantie. Cependant, la seule clause limitative portait, selon elle, sur les pneumatiques.]

Ford indique avoir modifié, il y a un an, ses contrats annulant les clauses limitatives : les pneumatiques sont encore exclus, mais le contrat précise que la garantie est assurée par le fabricant.]

Défense du Franc...

OFFREZ DU CHAMPAGNE !

toutes marques chez KIATOU

SIÈGE : 44, rue du Bac et SUCCURSALE : 6, rue de la Renaissance (angle r. Marbeuf) Commandes : 222-37-08

Le monde des affaires en pays de connaissance.

Air France permet aux hommes d'affaires voyageant vers l'étranger de gagner le temps nécessaire à s'adapter. Et leur rend, partout dans le monde, les services auxquels ils sont habitués.

● Réservations : Avion - Hôtel - Auto.

Les passagers qui désirent trouver à destination une voiture et une chambre d'hôtel peuvent, sur simple appel téléphonique, en faire la réservation en même temps que celle de leur billet d'avion.

● A bord : la France.

A bord d'Air France, le personnel parle français. Les repas et le service sont à la française, les programmes musicaux variés, les films étrangers doublés, et les journaux, français ou étrangers, ceux que l'on trouve chaque jour sur son bureau.

● Arrivée : trouver à qui parler.

Partout dans le monde, les passagers d'Air France sont

accueillis, dès l'arrivée, par un personnel parlant français. Toujours prêt à les renseigner et les aider.

● Service Affaires : le terrain préparé.

Le Service Affaires fonctionne dans les plus grands centres économiques mondiaux. Un interlocuteur désigné par Air France se met à la disposition des hommes d'affaires qui désirent obtenir des renseignements utiles sur les villes, des informations sur la vie économique du pays et une sélection d'adresses, notamment de bureaux de secrétariat et d'interprétation.

● Club Service Plus : pour les grands voyageurs.

Destiné à ceux qui se déplacent sur Air France plus de 20 fois par an à l'étranger, le Club Service Plus offre aux hommes d'affaires des avantages qui leur permettent de voyager dans des conditions encore meilleures.

Pour mieux connaître le monde des affaires, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

SALON BRICOLAGE ET DECORATION PRATIQUE

du 31 Octobre au 14 Novembre à la Défense de 10h à 20h

Le Salon Bricolage et Décoration Pratique s'adresse à tous ceux qui s'intéressent à leur intérieur, qui pensent à des améliorations ou à des embellissements.

Car le Salon Bricolage et Décoration Pratique est l'occasion unique de s'informer, de voir, de comparer les matériels, les matériaux, les prix et les techniques présentés par leurs fabricants.

Vous y trouverez aussi les conseils de techniciens dans tous les domaines de l'habitat :

- Revêtement de sol et mural
- Aménagement Décoration
- Eléments de rangement
- Isolation
- Sécurité
- Outillage, etc.

Tout ce qu'il faut pour mieux vivre dans votre intérieur.

Mais le Salon s'adresse aussi à ceux et celles pour qui les loisirs sont l'occasion d'exercer une activité manuelle et artistique.

Les Sections « Arts de loisirs » et « Artisanat d'Art » attendent tous ceux et celles que tentent la reliure, le tissage, la céramique, la poterie, etc. Et pour la première fois cette année des activités comme le maquettisme - modélisme ou le développement photographique seront présentées.

La aussi le Salon est l'occasion unique de s'informer, de comparer, de s'informer, de découvrir... pour mieux vivre dans votre intérieur.

Les événements 76 : installations de chauffage, la maison sous le toit, construction d'une maison en kit. Et spécialement pour vous Mesdames : Les « Arts de l'Aiguille ».



Pour mieux vivre dans votre intérieur.

(Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22h)

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

PRIX

LES NOUVEAUX TARIFS DES CARBURANTS SERONT APPLIQUÉS LE 2 NOVEMBRE

Les nouveaux tarifs des carburants — super, 2,25 F le litre ; essence ordinaire, 2,05 F le litre ; diesel, 1,34 F — entreront en vigueur le mardi 2 novembre, à 0 heure. Le texte de loi de finances rectificative autorisant la hausse sera publié au « Journal officiel » du 31 octobre.

Jeu, le comité professionnel du pétrole avait annoncé que les hausses seraient appliquées dès le vendredi 29 octobre, à 0 heure. Un télégramme avait été adressé en ce sens à tous les pompistes. Le ministère de l'économie et des finances démentait aussitôt la nouvelle. Une mauvaise interprétation des textes est à la base de ce « cafouillage » et, dans la soirée de jeudi, un contre-ordre a été adressé aux pompistes où il leur est précisé que la hausse n'est applicable qu'à compter de mardi 2 novembre, à 0 heure.

CONDITIONS DE TRAVAIL

C'EST AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE QUE DOIT ÊTRE EXAMINÉE UNE AMÉLIORATION ESTIME LE C.N.P.F.

Le patronat est décidé à examiner le problème de l'amélioration des conditions de travail, mais uniquement au niveau de chaque entreprise, car « le moteur du progrès social se situe aujourd'hui dans l'entreprise ». Devant plus de deux cents membres de son organisation, réunis jeudi 27 octobre à Paris, M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., a précisé : « Si la politique contractuelle a permis de répondre aux besoins de sécurité des salariés en édictant progressivement un système complet de protection sociale, la priorité est à présent de satisfaire les besoins de liberté, d'épanouissement et d'expression des salariés. Pour y parvenir, c'est au niveau de l'entreprise qu'il faut agir, car ces besoins ne se décrètent pas à l'échelon national ». M. Ceyrac envisage toutefois de mettre au point un vademecum à l'usage des chefs d'entreprise et de proposer un plan de travail au C.N.P.F. pour « généraliser l'amélioration des conditions de travail dans l'ensemble des régions ».

CONFLITS ET REVENDICATIONS

La grève à la Caisse d'épargne de Paris

DE NOUVEAUX NUMÉROS DE TÉLÉPHONE À LA DISPOSITION DU PUBLIC

En raison de la grève des employés de la Caisse d'épargne de Paris, une quarantaine d'agences ont été mises à la disposition du public. Pour obtenir la liste de ces agences, la direction de la Caisse d'épargne de Paris avait mis à la disposition des déposants deux lignes téléphoniques : 233-44-15 et 236-07-21. De nombreux lecteurs nous ayant signalé que ces deux numéros étaient constamment occupés, la direction de la Caisse d'épargne de Paris nous fait savoir que trois autres numéros peuvent être composés pour obtenir les renseignements désirés : 236-47-42, 236-30-36 et 233-64-80.

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

L'audience de la C.G.T. est beaucoup plus forte chez les ouvriers (55,7 %) que chez les employés (32,2 %)

Publiés cette année avec un retard inhabituel, les résultats d'ensemble des élections aux comités d'entreprise recensés par le ministère du travail permettent de comparer l'audience des organisations syndicales. Pour la première fois cette année, ils donnent la comparaison (pour 1974) par catégories professionnelles (1).

Ces résultats (voir le tableau ci-dessous) montrent que dans les établissements où les ouvriers et les employés votent au sein d'un même collège, la C.G.T. est de loin l'organisation la plus représentative (52,50 % des voix exprimées). L'audience cégétiste est prépondérante chez les ouvriers : lorsque ceux-ci votent séparément, le score de la C.G.T. atteint 55,7 %. Lorsque les employés votent dans un collège distinct, l'influence de la C.G.T. tombe à 32,2 % ; dans ce cas l'audience de la C.F.D.T. (25,55 %) est élevée et celle de F.O. non négligeable (14,85 %).

La répartition des voix selon que la maîtrise, les techniciens et les cadres votent ensemble ou séparément est aussi très significative : lorsque la maîtrise et les techniciens votent seuls pour la deuxième collège, la C.G.T. arrive en tête (28,57 %) devant la C.F.D.T. (20,63 %) et la C.G.C. (15,22 %). Au contraire, lorsque les cadres votent séparément dans un troisième collège, la C.G.T. et la C.F.D.T. recueillent peu de suffrages tandis que la C.G.C. prend la tête (36,61 %) devant les listes de non-syndiqués. Les listes de non-syndiqués — candidats du deuxième tour en général

— obtiennent les résultats les plus importants dans les collèges d'agents de maîtrise et techniciens, ensuite chez les cadres.

L'évolution de l'influence des organisations syndicales d'un scrutin à l'autre — en l'occurrence de 1972 à 1974, puisque les élections ont lieu tous les deux ans — est cette fois-ci délicate à cerner, puisque le ministère du travail a utilisé une nouvelle procédure de collecte des renseignements et élargi le champ de l'enquête au secteur agricole.

Avec toutes les réserves d'usage, une comparaison peut cependant être tentée dans la mesure où le nombre de suffrages exprimés recensés en 1974 (2 074 789) est comparable à celui qui avait été retenu en 1972 (2 037 815). Cette comparaison — malgré tout discutable — conduit à penser que la C.G.T. a légèrement reculé au profit de F.O. et des non-syndiqués, la C.F.D.T. et la C.F.T.C. demeurant stables. Il faudra attendre les résultats de 1976 pour pouvoir dégager vraiment une tendance, « les données de 1974 constituant le début d'une nouvelle série statistique ».

Le taux de participation (2 074 789 suffrages sur 2 900 000 électeurs inscrits, soit 71,7 %) s'établit à un niveau élevé comparé à celui atteint lors de consultations ponctuelles, ce qui est le signe de l'intérêt porté par les salariés à l'instauration des comités d'entreprise.

La C.G.T. est l'organisation qui, tous collèges réunis, recueille le plus grand nombre de voix dans toutes les régions, excepté l'Alsace, où la C.F.D.T. se maintient à la première

place. Les meilleurs résultats de la C.F.D.T., outre l'Alsace, sont observés dans les Pays de la Loire (33,9 %), la Basse-Normandie (30,5 %) et la Bretagne (28,1 %), tandis que F.O. obtient ses meilleurs scores dans la région Provence-Côte d'Azur (15,8 %) et en Aquitaine (15,3 %), au lieu de 8,3 % en moyenne nationale.

Par branche d'activité, la C.G.T. obtient la majorité absolue dans cinq secteurs (verre, industrie polygraphique, production de métaux, papier-carton, caoutchouc-latex) ; la C.F.D.T. arrive en tête dans les banques et les assurances et en deuxième position dans treize branches sur vingt-cinq : F.O. est en deuxième place dans les branches E.G.E. (2), distributions urbaines et commerces agricoles et alimentaires. Autre résultat significatif : si l'influence des syndicats croît avec la taille des établissements, « cette tendance générale ne se vérifie pas pour les entreprises et établissements de moins de cinquante salariés » où il y a des discussions : dans ce cas, la C.G.T. arrive en tête (32,5 %) devant les non-syndiqués (21,4 %).

Parmi les syndicats non représentés au niveau national, on note que la C.F.T. obtient 3 % des voix dans le premier collège, 3,4 % dans le deuxième et 2,2 % dans le troisième. L'U.G.T. recueille, de son côté, 0,7 % dans le deuxième collège et 2,4 % dans le troisième.

(1) Des secteurs entiers de l'économie, comme les mines, la S.N.C.F., la fonction publique et les collectivités locales restent en dehors du champ de cette enquête.

(2) Electricité, gaz, eau, non compris l'E.G.P.

LES RÉSULTATS DES CONSULTATIONS DANS LE SECTEUR PRIVÉ

RÉSULTATS DE 1974	Ouvriers et employés	Ouvriers seuls	Employés seuls	Maîtrise techniciens cadres	Techniciens seuls	Cadres seuls
C.G.T.	52,50	55,73	32,24	20,77	29,67	7,33
C.F.D.T.	18,31	19,81	25,55	14,15	20,63	11,08
C.G.T.-F.O.	7,20	6,15	14,65	6,85	11,25	7,75
C.F.T.C.	2,05	2,45	5,32	1,78	3,58	3,32
C.G.C.	»	»	2,35	19,46	15,22	36,61
Autres syndicats	5,89	2,12	4,51	7,05	9,75	9,37
Non-syndiqués	13,02	13,70	15,34	29,80	9,87	23,79

Conflits

● M. DREYFUS EST RELAXÉ EN APPEL DESPOURSUITE ENGAGÉES PAR LA C.G.T. — La cour d'appel d'Angers a confirmé jeudi 28 octobre le jugement du tribunal correctionnel du Mans du 16 avril dernier relaxant M. Pierre Dreyfus, l'ancien P.D.G. de la région Renault, des poursuites engagées contre lui par la C.G.T. (le Monde daté 18-19 avril). L'organisation syndicale, du fait de l'action civile intentée contre elle après la « grève de l'enthousiasme » qui affecta l'entreprise de février à avril 1975 — la direction réclamant notamment une somme de 6 millions de francs pour le préjudice subi, estimant qu'elle avait été victime d'un « délit de pression » et avait assigné le P.D.G. pour entrave à l'exercice du droit syndical.

● UN GRAVE INCIDENT s'est produit, mercredi 27 octobre, devant les Etablissements Gantols (fabrication de grillage et de tôles perforées), qui emploient cinq cents personnes à Saint-Dié (Vosges), et qui sont affectés, depuis une semaine, par un mouvement de grève : une voiture pilotée par l'épouse d'un employé non-greviste, Mme Ginette Lacrouse, a fauché un groupe de manifestants qui stationnaient au milieu de la chaussée et qui entouraient M. Philippe Colin, P.-D. G. de la société. Une dizaine de personnes ont été renversées, deux ont été blessées, dont une, M. Joao Rato, assez gravement.

FAITS ET CHIFFRES

Mme Lacrouse, qui avait pris la fuite, a été appréhendée, puis remise en liberté après son interrogatoire. D'autre part, à Besançon, jeudi 27 octobre, une voiture conduite par un salarié non-greviste de la biscuiterie Buhier a blessé une déléguée F.O. du personnel de cette entreprise. La déléguée a déposé une plainte pour blessure volontaire et délit de fuite, et l'union locale F.O. s'est portée partie civile.

● LES CONDUCTEURS DE TAXI PARISIENS, à l'initiative de la C.G.T., ont manifesté jeudi 28 octobre devant le ministère des finances pour protester contre la dégradation de leur pouvoir d'achat et l'augmentation du prix des carburants. La fédération C.G.T. des transports entend

lutter contre le plan gouvernemental et « exiger l'ouverture de négociations véritables ».

● REPRISE DU TRAVAIL CHEZ CLARK EQUIPEMENT. — Les cinq cents ouvriers de l'usine d'appareils de levage, à Strasbourg, qui occupent les locaux depuis le mercredi 27 octobre, ont décidé jeudi soir de cesser ce mouvement de « sensibilisation de l'opinion ». Les grévistes voulaient protester contre un projet de licenciement de cent soixante personnes dans cette filiale d'un groupe américain (le Monde du 28 octobre).

A l'étranger

● AUX ETATS-UNIS, le déficit de la balance commerciale est resté important en septembre : 778 millions de dollars contre 758 millions en août, et 827 millions en juillet. Pour les neuf premiers mois de 1976, ce déficit s'est élevé à 3,4 milliards de dollars, comparé à un excédent de 8 milliards durant la même période de 1975. — (Agefi)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Glaxo Holdings Ltd.

1^{er} laboratoire pharmaceutique anglais
annonce de brillants résultats

Exercice annuel au 30 Juin 1976			
Principales données (en milliers de £)	30 Juin 1976	30 Juin 1975	Evolution en %
Chiffre d'affaires du Groupe	411.060	317.810	+29,3
Bénéfice d'exploitation	74.670	45.150	+65,4
Bénéfice avant impôts	73.940	41.430	+78,5
Bénéfice net	34.670	20.330	+70,5
Bénéfice net par action (en pence)	41,1	26,9	+52,8

Les résultats d'exploitation de l'exercice sont attribuables, pour l'essentiel, à la forte demande pour les produits du Groupe, sur le marché domestique comme à l'étranger. Ces ventes ont pu se réaliser avec de meilleures marges bénéficiaires grâce à des hausses de prix dans certains pays, à des parités de change favorables et à une compression des charges d'exploitation.

La réputation des produits du Groupe à travers le monde explique cette progression de la demande, particulièrement sensible dans le domaine des céphalosporines. Glaxo occupe, par ailleurs, une position majeure pour les stéroïdes, renforcée par le lancement d'une nouvelle spécialité. Enfin, sa gamme d'anti-asthmatiques bénéficie d'une audience croissante auprès du corps médical.

SICAV DU CRÉDIT AGRICOLE

Situation trimestrielle au 30 sept. 1976	Epargne-Usule	Val-Pondre
Capital social (en millions de francs)	247,4	103,7
Actif net (en millions de francs)	247,4	103,7
Nombre d'actions en circulation	2.384.127	518.704
Répartition de l'actif net (en %)		
— Liquidités et placements à court terme	3,9	7,9
— Créances hypothécaires	3,9	3,3
— Obligations françaises classiques	30,0	26,1
— Obligations françaises convertibles	1,0	4,4
— Actions françaises	22,7	46,6
— Valeurs étrangères	38,7	10,8
Dividende liquidative	100	100
Dividende exercice 1975 (mis en paiement le 10 avril 1976)	12 mois	12 mois
Dividende net	12	12
Impôt déduit par le Trésor	12	12
Revenu global par action	15,20	20,08

SCHLUMBERGER LIMITED

La bénéfice net de Schlumberger se monte, pour le troisième trimestre, à 79 millions de dollars, soit une augmentation de 32 % par rapport à la période correspondante de 1975. Le chiffre d'affaires est de 440 millions de dollars, soit une augmentation de 10 % par rapport à la même période de 1975. Il s'agit de 1,07 dollar.

Pour les neuf mois écoulés de 1976, le bénéfice net s'élève à 212 millions de dollars, en augmentation de 37 % ; le chiffre d'affaires s'élève à 1.350 millions de dollars, en augmentation de 17 %. Le bénéfice net par action est de 3,70 dollar contre 2,80 dollar pour la même période de 1975.

M. Jean Riboud, président-directeur général, commentant ces résultats, a déclaré que l'activité des sociétés de services de l'industrie pétrolière a été soutenue aux Etats-Unis et au Canada. Le chiffre d'affaires a continué d'augmenter en mer du Nord et au Moyen-Orient ; cependant, en Extrême-Orient, l'activité demeure réduite et le prix de journe des plateformes de forage en mer tend à fléchir.

M. Riboud a ajouté que les résultats d'exploitation du secteur Mesure et Régulation-Europe ont progressé régulièrement pendant toute l'année ; néanmoins, le bénéfice net converti en dollars a été affecté par le manque de liquidité du franc français au cours de l'année. La contribution du secteur Mesure et Régulation a été satisfaisante ; Reach et Sangam ont d'excellents résultats. En ce qui concerne les perspectives, M. Riboud a indiqué que les résultats du quatrième trimestre devraient dépasser sensiblement les résultats de l'an dernier ; il s'est déclaré optimiste quant à la progression future de Schlumberger.

FRANCE ÉPARGNE (SICAV)

30-9-1976	30-9-1975
ACTIF NET	22,64
Répartition :	
— Actions françaises	29,7
— Actions étrangères	24
— Obligat. françaises	24
— Obligat. étrangères	24
— Liquidités	5,3
Nombre d'actions en circulation	198 189
Valeur de l'action F	128,95

FRANCE CROISSANCE (SICAV)

30-9-1976	30-9-1975
ACTIF NET	22,69
Répartition :	
— Actions françaises	17,3
— Actions étrangères	30,7
— Obligat. françaises	30,7
— Obligat. étrangères	30,7
— Liquidités	7,1
Nombre d'actions en circulation	210 478
Valeur de l'action F	128,95

SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Situation au 30 septembre 1976	C.I.P.	A.O.F.I.M.O.
Nombre d'actions de 100 F	318 455	878 884
Actif net par action	254,34	100,84
Actif net total	81 136 478,34	140 433 328,89
Répartition de l'actif net (en %)		
— Disponible	1,14	0,53
— Obligations françaises	32,35	30,02
— Obligations étrangères	2,12	3,47
— Actions françaises	23,73	62,47
— Actions étrangères	34,06	0,08
Rappel :		
Dividende par action de 100 F nominal	12,19 + 1,84	10,21 + 0,31
Montant net et avoir fiscal	14 avril 1976	14 avril 1976
Date de paiement	14 avril 1976	14 avril 1976

Souscription : Services administratifs, 87, rue de Richelieu, Paris (2), ou Banque générale du Phénix, 31, rue Lafayette, Paris (2).

RÉPUBLIQUE DE TUNISIE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le Ministère des Transports et des Communications (DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE) se propose de confier à un bureau d'étude spécialisé l'élaboration d'un PLAN DIRECTEUR DES TRANSPORTS MARITIMES.

Les termes de référence peuvent être retirés par les Bureaux d'Etudes à la Direction de la Marine Marchande, 10, avenue de la République, Tunis.

Les offres doivent parvenir sous pli cacheté et recommandés au plus tard le 1^{er} décembre 1976.

Certains Français lisent un second quotidien chaque jour.

Déménagement ? Louez une camionnette chez

europcar

645.21.25

ELAMBO

systèmes d'organisation

150

UN JOUR
DANS LE MONDE

2. EUROPE
2-3. LE SEJOUR EN FRANCE
DU ROI D'ESPAGNE
4. DIPLOMATIE
- 4-5. AFRIQUE
— La Libéria, ou la seconde
émancipation (II), par
Philippe Decraene.
— RHODESIE : la Mozambique
a cessé de soutenir unques-
ment les partisans d'une
solution militaire.
- 6-7. AMERIQUES
7. ASIE
— CHINE : le P.C. dénonce
d'autant plus vivement le
« révisionnisme » qu'il pré-
tend démontrer sa fidélité
aux idées de Mao.
10. PROCHE-ORIENT
— Les socialistes français ont
des relations particulières
avec Israël, nous déclare
M. Mitterrand.
- 11-12. POLITIQUE
— L'Assemblée nationale adopte
le budget des transports.
13. RELIGION
— A Lourdes, les évêques
étudient la possibilité d'un
ministère non presbytéral
pour les prêtres mariés.
- 13-14. EDUCATION
— La séparation de la recher-
che et de la documentation
pédagogique.
14. SCIENCES
— Le conflit du C.E.A. s'étend
à l'usine de Marcoule.

**LE MONDE DU TOURISME
ET DES LOISIRS**
Pages 15 à 23

— Quel sentiment sur les côtes cha-
rnières ? Sur les ramparts
des châteaux français en
Syrie ? Au Kenya, dans les
savanes de la vallée de la
L'Ontario avec des feuilles de
tabac dans les doigts ? Pro-
mouvement étudiant en Alsace et
Saintonge.

— Plaisir de la table : Passe de
trois.

— Maison, Mode, Hippisme, Phi-
latélie, Jeux, Brocante.

- 24-25. MAISONS INDIVIDUELLES
QUAND LE REVE SOUTIENT
L'EXPANSION
- 26 à 29. ARTS ET SPECTACLES
31. JUSTICE
— L'effaire des « Brigades
rouges ».
31. SOCIÉTÉ
— Les critères du bon réfugié.
— La suicide d'un ingénieur.
34. DÉFENSE
— Le rapport de M. d'Amiens.
35. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
— Des bureaux de poste ruraux
voient devenir des antennes de
l'administration des finances.
- 36 à 38. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE
— EMPLOI : scénario pour 1981,
vers un travail plus qualifié ?
— ÉLECTIONS PROFESSION-
NELLES : l'audience de la
C.G.T. est beaucoup plus
forte chez les ouvriers que
chez les employés.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (34)
Annonces classées (32 et 33)
Aujourd'hui (34) : Carnet (30)
« Journal officiel » (34) : Loto
(34) : Météorologie (34) : Mots
croisés (34) : Bourse (39).

Le numéro du « Monde »
daté 29 octobre 1976 a été tiré
à 560 700 exemplaires.

Ecole d'orgue
1 heure par semaine - 140 F par mois
20 F d'adhésion
ORGUES
hamm
225/229 rue de France
75005 PARIS - Tél. 544 38-38

DEPUIS 1938
RASOIRS
électriques...
RÉPARATIONS
IMMÉDIATES
COUTELLERIE - BROSSIERE
ELECTRO-MÉNAGER
CADEAUX - GADGETS UTILES
DIDIER - NEVEUR
28, Rue Marbeuf - Tél. : BAL 61-70
20, Rue de la Paix - PARIS

A B C D E F G

L'EXAMEN DU BUDGET A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Mme Veil :
la politique de santé ne saurait se réduire
à un simple objectif d'économie

L'Assemblée nationale, réunie sous la présidence de M. Edgar Pisani, poursuit vendredi matin 29 octobre l'examen du projet de loi de finances pour 1977, avec la discussion des crédits de la santé publique et de l'action sociale (le Monde du 9 octobre).

M. MICHEL CREPEAU (rad. S.), rapporteur spécial de la commission des finances pour la santé, déclare : « Sur l'ensemble des dépenses de santé faites en France, le secteur public ou para-public intervient pour une somme de l'ordre de 75 milliards par an, soit à peu près 25 % de l'effort total de la nation. Or, une grande partie de ces crédits considérables échappe au contrôle direct du Parlement. Ce que l'on appelle le budget de la santé, en effet, est un peu plus de 115 milliards seulement, ce qui rend difficile une appréciation exacte des moyens mis au service de la santé et de l'action sociale en France ».

M. JACQUES BLANC (R.I.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour la santé, observe : « L'effort fait pour la recherche maintient la France dans le peloton de tête en ce domaine. Il a permis de passer l'histoire de l'appareil de soins aux débordements, des situations sont débouclées, des solutions sont amorcées, grâce à la cohérence et à la continuité des choix budgétaires faits depuis quatre ans, et qui sont maintenant cette année ».

Mme SIMONE VEIL, ministre de la santé, indique que sa politique comporte trois orientations principales : « prioriser la part consacrée à la santé dans l'ensemble du budget de l'Etat ; développer la prévention, tout en intensifiant la recherche ; améliorer l'adaptation de l'appareil de soins aux besoins de la population ».

Sur le premier point, Mme Veil indique que la progression de son budget par rapport à l'an dernier est de 10,2 %, en tenant compte de la section commune aux budgets du ministère du travail et de la santé, progression dont elle reconnaît cependant qu'elle traduit « un faible accroissement des dépenses en capital, l'effort se tenant aux autorisations de programme ». Sur la seconde orientation générale, le ministre déclare :

« Un programme d'actions prioritaires consacrées au développement de la prévention et de l'action sociale volontaire, a été retenu pour le VII^e Plan. Dès 1977, je propose à ce titre de faire plus que doubler les crédits consacrés à l'éducation sanitaire, ce qui constitue une mesure nouvelle de 4 millions de francs, portant les crédits de 3,10 à 7,10 millions ».

Mme Veil rappelle, d'autre part, à propos de la campagne anti-tabac que « c'est le Parlement qui a souhaité allonger à un an le délai nécessaire à l'entrée en vigueur du projet de loi qui a été soumis à cet égard ».

A propos des dépenses de personnel, elle indique : « Les crédits destinés aux organismes de recherche augmentent de près de 27 %, les autorisations de programme s'accroissent, elles, de 13,6 % pour atteindre 215,2 millions de francs ».

Enfin, sur la troisième orientation, le ministre de la santé es-

time : « L'effort doit être poursuivi et l'axe de l'effort doit être la santé publique. Ainsi, si les crédits d'équipement sanitaire passent de 1,15 milliard de francs en 1976, à 1,16 milliard en 1977, la priorité reste réservée à l'humanisation de ces hôpitaux (...) ce qui correspond à une des priorités que souhaitent les Français ». Mme Veil rappelle que depuis cinq ans ont été construits — ou sont en voie d'être achevés — dix-neuf services ou bâtiments de centres hospitaliers régionaux, dix-huit hôpitaux généraux, neuf hôpitaux psychiatriques, sept hôpitaux de soins et trois centres anti-cancer. Elle conclut : « Au total, cinquante-neuf bâtiments ont été construits ou reconstruits, ce qui constitue un rythme élevé et un effort d'équipement considérable ».

S'agissant des infirmières, le ministre précise : « Quarante-deux mille cinq cents sont en cours d'études actuellement contre trente-sept mille à la précédente rentrée. Un accroissement aussi important des effectifs d'infirmières en formation était tout à fait indispensable. Il atteint 40 % en quatre ans — de 1972 à 1976 — pour les élèves de première année ».

Le ministre de la santé conclut : « Une politique de santé ne saurait se réduire à un simple objectif d'économie à tout prix (...). Mais elle doit être importante, car elle constitue un rythme élevé et un effort d'équipement considérable pour une meilleure utilisation des sommes disponibles. Il ne faut pas nous leurrer : le progrès de la science médicale, l'amélioration des soins, la maîtrise des dépenses de santé, la prévention, tout en intensifiant la recherche, améliorera l'adaptation de l'appareil de soins aux besoins de la population ».

M. JULIAN REQU
PAR M. GISCARD D'ESTAING

M. Marcel Julian, président-directeur général d'A 2, requ jeudi 29 octobre, à l'Assemblée nationale, le ministre de la Santé, M. M. Giscard d'Estaing, à déclarer que ce dernier était noté « très ouvert » (nos dernières éditions du 29 octobre).

« L'entretien », a dit M. Marcel Julian, a été réconfortant en ce qu'il concerne la nécessité d'une autorisation des dépenses comme il y en a pour les journaux, et la nécessité de continuer l'action d'Antenne 2 à l'intérieur du concert des chaînes, comme elle a été promise à M. Julian a estimé, d'autre part, que « l'on s'acheminait vers une solution d'intelligibilité des sondages. On compare brutalement de programmes et on ne peut pas la même finalité », a-t-il dit, concluant qu'il fallait trouver une nouvelle formule qui « tiendrait compte de la spécificité du produit ».

Le dialogue Nord-Sud ne parvient pas à déboucher sur des accords concrets

Les quatre commissions de la coopération économique internationale — énergie, matières premières, développement et questions financières — viennent de terminer à Paris les travaux de leur avant-dernière session. L'effort de dialogue qui a permis d'atteindre à cette occasion entre les dix-neuf pays en voie de développement et les huit pays industrialisés qui participent au dialogue Nord-Sud, n'a pas eu lieu. Les « dix-neuf » ont sans doute finalement estimé qu'il était prématuré de dramatiser, à la veille des élections américaines qui permettront peut-être on ne sait guère cependant de déboucher l'attitude des Etats-Unis, les divergences qui continuent de les opposer aux « huit ».

On s'est donc contenté au sein des commissions de se saluer mutuellement de cinquante-deux documents sur les points les plus importants insérés à l'ordre du jour, soit du côté des dix-neuf, vingt-neuf textes qui sont particulièrement détaillés et sont les propositions définies par les « 77 » à Manille au début de l'année, constituant la base, et du côté des « huit », vingt-trois textes dont le contenu est beaucoup plus lâche, peut-être parce que les pays industrialisés ont quelque mal à accorder leurs violons sur plusieurs des problèmes en discussion.

Avant de se séparer, les commissions ont décidé en outre de charger plusieurs groupes de contact (celui pour la commission du développement, un pour celle des finances, etc.) de poursuivre l'étude de ces documents en vue de préparer la prochaine session des commissions qui s'ouvrira le 20 novembre prochain.

Les décisions ne pourront cependant être rendues définitivement. La conférence ministérielle terminale doit se réunir les 15, 16 et 17 décembre prochain. La prochaine session des commissions, fin novembre, sera la dernière et les délégués s'y trouveront le dos au mur. Il leur faudra alors aboutir à des résultats d'un intérêt suffisant pour justifier un tel rassemblement de vingt-sept ministres et peut-être aussi une certaine institutionnalisation du dialogue Nord-Sud, ou bien ils devront reconnaître l'échec de leur démarche.

Déjà, d'ailleurs, les déclarations et résumés selon lesquels la conférence de Paris est progressée, par M. Bosworth, chef de la délégation Nord-Sud, à tenu, mercredi dernier, aux journalistes des propos résolus :

« La reine mère Elizabeth a reçu mercredi 27 octobre, à la Sorbonne, des mains du recteur Mallet, chancelier des universités, la médaille de la chancellerie. La veille, la reine mère de Grande-Bretagne avait inauguré le centre culturel britannique à Paris (le Monde du 23 octobre). Mercredi 27 octobre, la réception a été offerte en son honneur par l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, Sir Nicholas Henderson ».

« L'Académie française, nouvelles éliminatoires pour le Prix du roman de l'Académie française, a été organisée par la commission qui s'est réunie pour la troisième fois jeudi 27 octobre, à l'Académie, et n'a retenu que deux ouvrages : le Crabe-Tambour, de Pierre Schenck (Grasset), et les Conquérants, de Jean Biot (Gallimard). C'est donc l'un de ces deux ouvrages qui sera couronné le 4 novembre prochain ».

« M. Pierre Boulang à la Sorbonne. — Le conseil de l'université de Paris-IV a élu, vendredi 29 octobre, maître de conférences de philosophie M. Pierre Boulang par 10 voix contre 2 et une abstention. M. Nicolas Grimaldi, M. Boulang avait été élu une première fois en juillet dernier, mais cette élection avait été annulée par le secrétariat d'Etat aux universités en raison d'un vice de forme ».

jeunes
VOS VACANCES
d'hiver
avec
jeunes sans frontières
• sports d'hiver : 21 stations
• des séjours à vos circuits
• des expéditions insolites
• des vols à tarif réduit
Téléphone-nous au
261.53.21
rue de la Vierge, Paris 20
6, rue Montreuil-la-Pré, Paris 19
Bon pour recevoir
GRATUITEMENT
notre brochure hiver 76/77
Nom :
Adresse :

A PARIS

mont optimistes sur l'avenir de la C.C.E.I. Cet optimisme semble partagé par les autres délégués occidentaux. Selon ces derniers, personnes n'a jamais pensé en effet que la conférence de Paris pourrait et devait résoudre tous les problèmes que pose le développement du tiers-monde. Il ne s'agit en vérité que d'aboutir à quelques recommandations.

Un colloque en contrepoint

Reste à savoir si les dix-neuf pays en développement se contenteront de ces perspectives ou de l'avis même des délégués occidentaux, seront limités. Ce n'est guère probable à en juger les déclarations qu'ont faites certains de leurs représentants lors du colloque « sur un nouvel ordre économique international », colloque organisé à Paris le 25 octobre dernier par les Nations unies à l'occasion de la journée d'information sur le développement. Même M. Yeganeh, ministre d'Etat, chef de la délégation française, qui adopte généralement des positions modérées, a déclaré que les progrès de la C.C.E.I. étaient lents et que si le dialogue Nord-Sud suscitait l'espoir de résultats substantiels, ceux-ci étaient impossibles sans la manifestation d'une volonté politique.

M. Yaker, ministre du commerce algérien, n'a pas, lui, mâché ses mots. Il a qualifié les résultats du dialogue Nord-Sud de « très minces et décevants » et même de « tout à fait déplorables ». Certes M. Van Laethem,

secrétaire général adjoint des Nations unies pour les affaires économiques et sociales, qui présidait ce colloque et qui suit de très près les travaux de la conférence de Paris, a justifié, à juste titre, les critiques de M. Yaker. Il se contente pourtant que, au cours de la session des commissions de la C.C.E.I. qui vient de se terminer, aucun progrès véritable n'a été enregistré, notamment sur les deux questions auxquelles les dix-neuf attachent la plus grande importance, à savoir celle de l'indication du prix des matières premières et celle de l'endettement.

M. Bosworth a reconnu lui-même que la délégation était toujours à la recherche d'un indicateur qui ne rognerait pas de justifier l'économie d'une hausse des prix. Nous ne le considérons pas comme satisfaisant. Il a cité, pour rappeler que le ministre algérien du pétrole, M. Yaker, a déclaré récemment que l'impact de cette hausse dépendait des résultats obtenus au sein de la conférence de Paris. Quant au ministre français des affaires étrangères, M. de Gaulle, qui a déclaré que le dialogue Nord-Sud est « une démarche permanente », ajoutant qu'il ne faut pas se laisser entraîner par un « moment d'enthousiasme ».

M. Yaker, ministre du commerce algérien, n'a pas, lui, mâché ses mots. Il a qualifié les résultats du dialogue Nord-Sud de « très minces et décevants » et même de « tout à fait déplorables ». Certes M. Van Laethem,

secrétaire général adjoint des Nations unies pour les affaires économiques et sociales, qui présidait ce colloque et qui suit de très près les travaux de la conférence de Paris, a justifié, à juste titre, les critiques de M. Yaker. Il se contente pourtant que, au cours de la session des commissions de la C.C.E.I. qui vient de se terminer, aucun progrès véritable n'a été enregistré, notamment sur les deux questions auxquelles les dix-neuf attachent la plus grande importance, à savoir celle de l'indication du prix des matières premières et celle de l'endettement.

M. Bosworth a reconnu lui-même que la délégation était toujours à la recherche d'un indicateur qui ne rognerait pas de justifier l'économie d'une hausse des prix. Nous ne le considérons pas comme satisfaisant. Il a cité, pour rappeler que le ministre algérien du pétrole, M. Yaker, a déclaré récemment que l'impact de cette hausse dépendait des résultats obtenus au sein de la conférence de Paris. Quant au ministre français des affaires étrangères, M. de Gaulle, qui a déclaré que le dialogue Nord-Sud est « une démarche permanente », ajoutant qu'il ne faut pas se laisser entraîner par un « moment d'enthousiasme ».

M. Yaker, ministre du commerce algérien, n'a pas, lui, mâché ses mots. Il a qualifié les résultats du dialogue Nord-Sud de « très minces et décevants » et même de « tout à fait déplorables ». Certes M. Van Laethem,

secrétaire général adjoint des Nations unies pour les affaires économiques et sociales, qui présidait ce colloque et qui suit de très près les travaux de la conférence de Paris, a justifié, à juste titre, les critiques de M. Yaker. Il se contente pourtant que, au cours de la session des commissions de la C.C.E.I. qui vient de se terminer, aucun progrès véritable n'a été enregistré, notamment sur les deux questions auxquelles les dix-neuf attachent la plus grande importance, à savoir celle de l'indication du prix des matières premières et celle de l'endettement.

M. Bosworth a reconnu lui-même que la délégation était toujours à la recherche d'un indicateur qui ne rognerait pas de justifier l'économie d'une hausse des prix. Nous ne le considérons pas comme satisfaisant. Il a cité, pour rappeler que le ministre algérien du pétrole, M. Yaker, a déclaré récemment que l'impact de cette hausse dépendait des résultats obtenus au sein de la conférence de Paris. Quant au ministre français des affaires étrangères, M. de Gaulle, qui a déclaré que le dialogue Nord-Sud est « une démarche permanente », ajoutant qu'il ne faut pas se laisser entraîner par un « moment d'enthousiasme ».

M. Yaker, ministre du commerce algérien, n'a pas, lui, mâché ses mots. Il a qualifié les résultats du dialogue Nord-Sud de « très minces et décevants » et même de « tout à fait déplorables ». Certes M. Van Laethem,

secrétaire général adjoint des Nations unies pour les affaires économiques et sociales, qui présidait ce colloque et qui suit de très près les travaux de la conférence de Paris, a justifié, à juste titre, les critiques de M. Yaker. Il se contente pourtant que, au cours de la session des commissions de la C.C.E.I. qui vient de se terminer, aucun progrès véritable n'a été enregistré, notamment sur les deux questions auxquelles les dix-neuf attachent la plus grande importance, à savoir celle de l'indication du prix des matières premières et celle de l'endettement.

M. Bosworth a reconnu lui-même que la délégation était toujours à la recherche d'un indicateur qui ne rognerait pas de justifier l'économie d'une hausse des prix. Nous ne le considérons pas comme satisfaisant. Il a cité, pour rappeler que le ministre algérien du pétrole, M. Yaker, a déclaré récemment que l'impact de cette hausse dépendait des résultats obtenus au sein de la conférence de Paris. Quant au ministre français des affaires étrangères, M. de Gaulle, qui a déclaré que le dialogue Nord-Sud est « une démarche permanente », ajoutant qu'il ne faut pas se laisser entraîner par un « moment d'enthousiasme ».

M. Yaker, ministre du commerce algérien, n'a pas, lui, mâché ses mots. Il a qualifié les résultats du dialogue Nord-Sud de « très minces et décevants » et même de « tout à fait déplorables ». Certes M. Van Laethem,

secrétaire général adjoint des Nations unies pour les affaires économiques et sociales, qui présidait ce colloque et qui suit de très près les travaux de la conférence de Paris, a justifié, à juste titre, les critiques de M. Yaker. Il se contente pourtant que, au cours de la session des commissions de la C.C.E.I. qui vient de se terminer, aucun progrès véritable n'a été enregistré, notamment sur les deux questions auxquelles les dix-neuf attachent la plus grande importance, à savoir celle de l'indication du prix des matières premières et celle de l'endettement.

M. Bosworth a reconnu lui-même que la délégation était toujours à la recherche d'un indicateur qui ne rognerait pas de justifier l'économie d'une hausse des prix. Nous ne le considérons pas comme satisfaisant. Il a cité, pour rappeler que le ministre algérien du pétrole, M. Yaker, a déclaré récemment que l'impact de cette hausse dépendait des résultats obtenus au sein de la conférence de Paris. Quant au ministre français des affaires étrangères, M. de Gaulle, qui a déclaré que le dialogue Nord-Sud est « une démarche permanente », ajoutant qu'il ne faut pas se laisser entraîner par un « moment d'enthousiasme ».

M. Yaker, ministre du commerce algérien, n'a pas, lui, mâché ses mots. Il a qualifié les résultats du dialogue Nord-Sud de « très minces et décevants » et même de « tout à fait déplorables ». Certes M. Van Laethem,

secrétaire général adjoint des Nations unies pour les affaires économiques et sociales, qui présidait ce colloque et qui suit de très près les travaux de la conférence de Paris, a justifié, à juste titre, les critiques de M. Yaker. Il se contente pourtant que, au cours de la session des commissions de la C.C.E.I. qui vient de se terminer, aucun progrès véritable n'a été enregistré, notamment sur les deux questions auxquelles les dix-neuf attachent la plus grande importance, à savoir celle de l'indication du prix des matières premières et celle de l'endettement.

M. Bosworth a reconnu lui-même que la délégation était toujours à la recherche d'un indicateur qui ne rognerait pas de justifier l'économie d'une hausse des prix. Nous ne le considérons pas comme satisfaisant. Il a cité, pour rappeler que le ministre algérien du pétrole, M. Yaker, a déclaré récemment que l'impact de cette hausse dépendait des résultats obtenus au sein de la conférence de Paris. Quant au ministre français des affaires étrangères, M. de Gaulle, qui a déclaré que le dialogue Nord-Sud est « une démarche permanente », ajoutant qu'il ne faut pas se laisser entraîner par un « moment d'enthousiasme ».

M. Yaker, ministre du commerce algérien, n'a pas, lui, mâché ses mots. Il a qualifié les résultats du dialogue Nord-Sud de « très minces et décevants » et même de « tout à fait déplorables ». Certes M. Van Laethem,

secrétaire général adjoint des Nations unies pour les affaires économiques et sociales, qui présidait ce colloque et qui suit de très près les travaux de la conférence de Paris, a justifié, à juste titre, les critiques de M. Yaker. Il se contente pourtant que, au cours de la session des commissions de la C.C.E.I. qui vient de se terminer, aucun progrès véritable n'a été enregistré, notamment sur les deux questions auxquelles les dix-neuf attachent la plus grande importance, à savoir celle de l'indication du prix des matières premières et celle de l'endettement.

M. Bosworth a reconnu lui-même que la délégation était toujours à la recherche d'un indicateur qui ne rognerait pas de justifier l'économie d'une hausse des prix. Nous ne le considérons pas comme satisfaisant. Il a cité, pour rappeler que le ministre algérien du pétrole, M. Yaker, a déclaré récemment que l'impact de cette hausse dépendait des résultats obtenus au sein de la conférence de Paris. Quant au ministre français des affaires étrangères, M. de Gaulle, qui a déclaré que le dialogue Nord-Sud est « une démarche permanente », ajoutant qu'il ne faut pas se laisser entraîner par un « moment d'enthousiasme ».

M. Yaker, ministre du commerce algérien, n'a pas, lui, mâché ses mots. Il a qualifié les résultats du dialogue Nord-Sud de « très minces et décevants » et même de « tout à fait déplorables ». Certes M. Van Laethem,

secrétaire général adjoint des Nations unies pour les affaires économiques et sociales, qui présidait ce colloque et qui suit de très près les travaux de la conférence de Paris, a justifié, à juste titre, les critiques de M. Yaker. Il se contente pourtant que, au cours de la session des commissions de la C.C.E.I. qui vient de se terminer, aucun progrès véritable n'a été enregistré, notamment sur les deux questions auxquelles les dix-neuf attachent la plus grande importance, à savoir celle de l'indication du prix des matières premières et celle de l'endettement.

M. Bosworth a reconnu lui-même que la délégation était toujours à la recherche d'un indicateur qui ne rognerait pas de justifier l'économie d'une hausse des prix. Nous ne le considérons pas comme satisfaisant. Il a cité, pour rappeler que le ministre algérien du pétrole, M. Yaker, a déclaré récemment que l'impact de cette hausse dépendait des résultats obtenus au sein de la conférence de Paris. Quant au ministre français des affaires étrangères, M. de Gaulle, qui a déclaré que le dialogue Nord-Sud est « une démarche permanente », ajoutant qu'il ne faut pas se laisser entraîner par un « moment d'enthousiasme ».

M. Yaker, ministre du commerce algérien, n'a pas, lui, mâché ses mots. Il a qualifié les résultats du dialogue Nord-Sud de « très minces et décevants » et même de « tout à fait déplorables ». Certes M. Van Laethem,

secrétaire général adjoint des Nations unies pour les affaires économiques et sociales, qui présidait ce colloque et qui suit de très près les travaux de la conférence de Paris, a justifié, à juste titre, les critiques de M. Yaker. Il se contente pourtant que, au cours de la session des commissions de la C.C.E.I. qui vient de se terminer, aucun progrès véritable n'a été enregistré, notamment sur les deux questions auxquelles les dix-neuf attachent la plus grande importance, à savoir celle de l'indication du prix des matières premières et celle de l'endettement.

M. Bosworth a reconnu lui-même que la délégation était toujours à la recherche d'un indicateur qui ne rognerait pas de justifier l'économie d'une hausse des prix. Nous ne le considérons pas comme satisfaisant. Il a cité, pour rappeler que le ministre algérien du pétrole, M. Yaker, a déclaré récemment que l'impact de cette hausse dépendait des résultats obtenus au sein de la conférence de Paris. Quant au ministre français des affaires étrangères, M. de Gaulle, qui a déclaré que le dialogue Nord-Sud est « une démarche permanente », ajoutant qu'il ne faut pas se laisser entraîner par un « moment d'enthousiasme ».

M. Yaker, ministre du commerce algérien, n'a pas, lui, mâché ses mots. Il a qualifié les résultats du dialogue Nord-Sud de « très minces et décevants » et même de « tout à fait déplorables ». Certes M. Van Laethem,

secrétaire général adjoint des Nations unies pour les affaires économiques et sociales, qui présidait ce colloque et qui suit de très près les travaux de la conférence de Paris, a justifié, à juste titre, les critiques de M. Yaker. Il se contente pourtant que, au cours de la session des commissions de la C.C.E.I. qui vient de se terminer, aucun progrès véritable n'a été enregistré, notamment sur les deux questions auxquelles les dix-neuf attachent la plus grande importance, à savoir celle de l'indication du prix des matières premières et celle de l'endettement.

M. Bosworth a reconnu lui-même que la délégation était toujours à la recherche d'un indicateur qui ne rognerait pas de justifier l'économie d'une hausse des prix. Nous ne le considérons pas comme satisfaisant. Il a cité, pour rappeler que le ministre algérien du pétrole, M. Yaker, a déclaré récemment que l'impact de cette hausse dépendait des résultats obtenus au sein de la conférence de Paris. Quant au ministre français des affaires étrangères, M. de Gaulle, qui a déclaré que le dialogue Nord-Sud est « une démarche permanente », ajoutant qu'il ne faut pas se laisser entraîner par un « moment d'enthousiasme ».

M. Yaker, ministre du commerce algérien, n'a pas, lui, mâché ses mots. Il a qualifié les résultats du dialogue Nord-Sud de « très minces et décevants » et même de « tout à fait déplorables ». Certes M. Van Laethem,

secrétaire général adjoint des Nations unies pour les affaires économiques et sociales, qui présidait ce colloque et qui suit de très près les travaux de la conférence de Paris, a justifié, à juste titre, les critiques de M. Yaker. Il se contente pourtant que, au cours de la session des commissions de la C.C.E.I. qui vient de se terminer, aucun progrès véritable n'a été enregistré, notamment sur les deux questions auxquelles les dix-neuf attachent la plus grande importance, à savoir celle de l'indication du prix des matières premières et celle de l'endettement.

M. Bosworth a reconnu lui-même que la délégation était toujours à la recherche d'un indicateur qui ne rognerait pas de justifier l'économie d'une hausse des prix. Nous ne le considérons pas comme satisfaisant. Il a cité, pour rappeler que le ministre algérien du pétrole, M. Yaker, a déclaré récemment que l'impact de cette hausse dépendait des résultats obtenus au sein de la conférence de Paris. Quant au ministre français des affaires étrangères, M. de Gaulle, qui a déclaré que le dialogue Nord-Sud est « une démarche permanente », ajoutant qu'il ne faut pas se laisser entraîner par un « moment d'enthousiasme ».

M. Yaker, ministre du commerce algérien, n'a pas, lui, mâché ses mots. Il a qualifié les résultats du dialogue Nord-Sud de « très minces et décevants » et même de « tout à fait déplorables ». Certes M. Van Laethem,

secrétaire général adjoint des Nations unies pour les affaires économiques et sociales, qui présidait ce colloque et qui suit de très près les travaux de la conférence de Paris, a justifié, à juste titre, les critiques de M. Yaker. Il se contente pourtant que, au cours de la session des commissions de la C.C.E.I. qui vient de se terminer, aucun progrès véritable n'a été enregistré, notamment sur les deux questions auxquelles les dix-neuf attachent la plus grande importance, à savoir celle de l'indication du prix des matières premières et celle de l'endettement.

M. Bosworth a reconnu lui-même que la délégation était toujours à la recherche d'un indicateur qui ne rognerait pas de justifier l'économie d'une hausse des prix. Nous ne le considérons pas comme satisfaisant. Il a cité, pour rappeler que le ministre algérien du pétrole, M. Yaker, a déclaré récemment que l'impact de cette hausse dépendait des résultats obtenus au sein de la conférence de Paris. Quant au ministre français des affaires étrangères, M. de Gaulle, qui a déclaré que le dialogue Nord-Sud est « une démarche permanente », ajoutant qu'il ne faut pas se laisser entraîner par un « moment d'enthousiasme ».

M. Yaker, ministre du commerce algérien, n'a pas, lui, mâché ses mots. Il a qualifié les résultats du dialogue Nord-Sud de « très minces et décevants » et même de « tout à fait déplorables ». Certes M. Van Laethem,

secrétaire général adjoint des Nations unies pour les affaires économiques et sociales, qui présidait ce colloque et qui suit de très près les travaux de la conférence de Paris, a justifié, à juste titre, les critiques de M. Yaker. Il se contente pourtant que, au cours de la session des commissions de la C.C.E.I. qui vient de se terminer, aucun progrès véritable n'a été enregistré, notamment sur les deux questions auxquelles les dix-neuf attachent la plus grande importance, à savoir celle de l'indication du prix des matières premières et celle de l'endettement.

M. Bosworth a reconnu lui-même que la délégation était toujours à la recherche d'un indicateur qui ne rognerait pas de justifier l'économie d'une hausse des prix. Nous ne le considérons pas comme satisfaisant. Il a cité, pour rappeler que le ministre algérien du pétrole, M. Yaker, a déclaré récemment que l'impact de cette hausse dépendait des résultats obtenus au sein de la conférence de Paris. Quant au ministre français des affaires étrangères, M. de Gaulle, qui a déclaré que le dialogue Nord-Sud est « une démarche permanente », ajoutant qu'il ne faut pas se laisser entraîner par un « moment d'enthousiasme ».

M. Yaker, ministre du commerce algérien, n'a pas, lui, mâché ses mots. Il a qualifié les résultats du dialogue Nord-Sud de « très minces et décevants » et même de « tout à fait déplorables ». Certes M. Van Laethem,

secrétaire général adjoint des Nations unies pour les affaires économiques et sociales, qui présidait ce colloque et qui suit de très près les travaux de la conférence de Paris, a justifié, à juste titre, les critiques de M. Yaker. Il se contente pourtant que, au cours de la session des commissions de la C.C.E.I. qui vient de se terminer, aucun progrès véritable n'a été enregistré, notamment sur les deux questions auxquelles les dix-neuf attachent la plus grande importance, à savoir celle de l'indication du prix des matières premières et celle de l'endettement.

M. Bosworth a reconnu lui-même que la délégation était toujours à la recherche d'un indicateur qui ne rognerait pas de justifier l'économie d'une hausse des prix. Nous ne le considérons pas comme satisfaisant. Il a cité, pour rappeler que le ministre algérien du pétrole, M. Yaker, a déclaré récemment que l'impact de cette hausse dépendait des résultats obtenus au sein de la conférence de Paris. Quant au ministre français des affaires étrangères, M. de Gaulle, qui a déclaré que le dialogue Nord-Sud est « une démarche permanente », ajoutant qu'il ne faut pas se laisser entraîner par un « moment d'enthousiasme ».

M. Yaker, ministre du commerce algérien, n'a pas, lui, mâché ses mots. Il a qualifié les résultats du dialogue Nord-Sud de « très minces et décevants » et même de « tout à fait déplorables ». Certes M. Van Laethem,

secrétaire général adjoint des Nations unies pour les affaires économiques et sociales, qui présidait ce colloque et qui suit de très près les travaux de la conférence de Paris, a justifié, à juste titre, les critiques de M. Yaker. Il se contente pourtant que, au cours de la session des commissions de la C.C.E.I. qui vient de se terminer, aucun progrès véritable n'a été enregistré, notamment sur les deux questions auxquelles les dix-neuf attachent la plus grande importance, à savoir celle de l'indication du prix des matières premières et celle de l'endettement.

M. Bosworth a reconnu lui-même que la délégation était toujours à la recherche d'un indicateur qui ne rognerait pas de justifier l'économie d'une hausse des prix. Nous ne le considérons pas comme satisfaisant. Il a cité, pour rappeler que le ministre algérien du pétrole, M. Yaker, a déclaré récemment que l'impact de cette hausse dépendait des résultats obtenus au sein de la conférence de Paris. Quant au ministre français des affaires étrangères, M. de Gaulle, qui a déclaré que le dialogue Nord-Sud est « une démarche permanente », ajoutant qu'il ne faut pas se laisser entraîner par un « moment d'enthousiasme ».

M. Yaker, ministre du commerce algérien, n'a pas, lui, mâché ses mots. Il a qualifié les résultats du dialogue Nord-Sud de « très minces et décevants » et même de « tout à fait déplorables ». Certes M. Van Laethem,